

TF

OU 100

26 MARS 1992

Musée Neuchâtelois

REVUE D'HISTOIRE RÉGIONALE FONDÉE EN 1864



Le *Musée neuchâtelois* est publié en collaboration avec la Société d'histoire et d'archéologie du canton de Neuchâtel.

Comité de rédaction :

M. Louis-Edouard ROULET, président, 66, rue de l'Evoles, 2000 Neuchâtel.

M. Maurice de TRIBOLET, secrétaire de rédaction, 8, rue de la Bâla, 2012 Auvernier.

M. Léon DU PASQUIER, trésorier, 24, avenue de la Gare, 2000 Neuchâtel.

M^{mes} Sylviane MUSY-RAMSEYER, Maryse SCHMIDT-SURDEZ, MM. Jean-Marc BARRELET, Jean COURVOISIER, Michel EGLOFF, Maurice FAVRE, Philippe HENRY, Jean-Pierre JELMINI, Jacques RAMSEYER, Rémy SCHEURER.

Président de la Société d'histoire et d'archéologie du canton de Neuchâtel (Suisse) :

M. Maurice de TRIBOLET, 8, rue de la Bâla, 2012 Auvernier.

Administration et abonnements :

M. Léon DU PASQUIER, 24, avenue de la Gare, 2000 Neuchâtel.

Prix de l'abonnement :

Suisse: Fr. 30.—

Etranger: Fr. 35.—

Pour les membres de la Société d'histoire :

Suisse: Fr. 27.50

Etranger: Fr. 32.50

Abonnement de soutien :

dès Fr. 40.—

Compte de chèque postal :

MUSÉE NEUCHÂTELOIS, 20-1622-0, Neuchâtel.

Dans la mesure où ils sont disponibles, les numéros anciens de la revue peuvent être commandés au Service des archives de l'Etat (Le château, 2001 Neuchâtel), au prix de Fr. 30.— l'année et de Fr. 8.50 le fascicule. Pour l'année en cours, s'adresser aux archives de l'Etat, Le château, 2001 Neuchâtel.

Sommaire

1992

janvier/mars

N° 1

	Pages
1. D. BENTLEY-CRANCH, <i>Le comté de Neuchâtel et une célèbre beauté du XVI^e siècle: Jacqueline de Rohan-Gié, marquise de Rothelin (1520-1586)</i>	3
2. Raoul COP, <i>Le fermage dans les Montagnes neuchâteloises aux XVII^e et XVIII^e siècles (1600-1806)</i>	13
3. Marc VAN DEN BERGHE, <i>Une « nouvelle » source d'informations sur les automates Jaquet-Droz: L'Encyclopédie d'Yverdon</i>	29
4. <i>Bibliographie.</i> Jean COURVOISIER, « Histoire du Pays de Neuchâtel »	35
5. <i>Notes de lecture,</i> par Jean COURVOISIER	39

Illustration de la couverture: Jacqueline de Rohan-Gié, dessin de Clouet. Chantilly, Musée Condé.
© Photographie Giraudon, Paris.

QUATRIÈME SÉRIE. QUATRIÈME ANNÉE

MUSÉE NEUCHÂTELOIS

Revue d'histoire régionale fondée en 1864

1992

ICN SA — ATTINGER NEUCHÂTEL
Tous droits réservés

**LE COMTÉ DE NEUCHÂTEL
ET UNE CÉLÈBRE BEAUTÉ DU XVI^e SIÈCLE:
JACQUELINE DE ROHAN-GIÉ,
MARQUISE DE ROTHELIN (1520-1586)**

«Elle pouvait embrazer tout un royaume de ses yeux.» Ainsi Brantôme décrit la marquise de Rothelin alors qu'elle n'était plus jeune, mais mère d'une fille déjà veuve, et veuve elle-même. Brantôme insiste :

«J'ai vu madame la marquise de Rothelin, mere à Madame la douairière Princesse de Condé et de feu M. de Longueville, nullement offensée en sa beauté, ny du temps ny de l'aage, et s'y entretenir en aussi belle fleur qu'en la première, fors que le visage luy rougissoit un peu sur la fin, mais pourtant ses beaux yeux qui estoyent des nompareils du monde, dont madame sa fille en a hérité, ne changèrent oncques, et aussi prests à blesser que jamais.»¹

Jacqueline de Rohan-Gié, née en 1520, était la petite-fille de Pierre de Rohan, le maréchal de Gié tombé en disgrâce en 1504. Nommé gouverneur par Louis XII du jeune François d'Angoulême (le futur François I^{er}), Gié fut accusé par la mère de celui-ci, Louise de Savoie, d'avoir essayé de prendre contrôle de son fils à l'occasion d'une maladie du roi. Le procès dura pendant deux ans ; Gié fut acquitté de l'accusation de trahison, mais trouvé coupable d'«aucuns excès et fautes» et banni de la cour². Sa famille ne semble pas avoir souffert des conséquences de ce procès. Le maréchal mourut en 1513. Son fils aîné, Charles de Rohan, père de Jacqueline, déjà vicomte de Fronsac, chevalier de l'ordre et gouverneur de Touraine, devint comte de Guise, conseiller et chambellan du roi Louis XII. Et après la victoire de François I^{er} à Marignan en 1515, ce roi magnanime lui confirma les biens donnés autrefois à son père en Italie³. Le frère de Jacqueline, François de Rohan, chevalier de l'ordre et lieutenant au gouvernement de Bretagne, fut nommé plus tard ambassadeur à Rome. Quant à Jacqueline, à l'âge de 16 ans elle fit un mariage brillant, le 19 juillet 1536, avec François d'Orléans-Longueville, marquis de Rothelin, fils de la comtesse de Neuchâtel, Jeanne de Hochberg. Le fait qu'au temps de cet événement elle fut peinte par les portraitistes les plus importants de France, Corneille de Lyon et les Clouets, père et fils, confirme son prestige à la Cour. Le contrat du mariage fut passé à Lyon⁴, ville où le peintre Corneille de Lyon, natif de La Haye, avait établi son atelier dès 1533, et où il passa probablement toute sa vie après cette



1. Fig. 1. Jacqueline de Rohan-Gié, portrait par Corneille de Lyon. Musée de Versailles. © Photo R. M. N.

date⁵. Son portrait de Jacqueline (fig. 1)⁶ est aujourd'hui usé, repeint et dans une condition plutôt mauvaise, mais on peut encore discerner le charme de la jeune Jacqueline qui porte une robe rose ornée de perles. Et heureusement une copie (fig. 2)⁷ de ce petit portrait existe pour nous donner une meilleure impression de sa beauté. Au XVII^e siècle le portrait par Corneille de Lyon se trouva dans les mains du collectionneur célèbre Roger de Gaignières⁸. Cet illustre érudit, se dévouant à rassembler toute l'histoire de France en tableaux, avait la coutume de se faire copier tous les objets dans sa collection, y compris ce portrait de Jacqueline.



Fig. 2. Jacqueline de Rohan-Gié, copie du portrait par Corneille de Lyon. Paris, Bibliothèque Nationale, Cabinet des Estampes. © Photographie Bibliothèque Nationale, Paris.



Fig. 3. Jacqueline de Rohan-Gié, dessin de Clouet, vers 1536. Chantilly, Musée Condé. © Photographie Giraudon, Paris.

Le dessin (fig. 3)⁹ de Jacqueline parmi les ouvrages des Clouets conservés aujourd'hui au Château de Chantilly date probablement de la même période, celle de son mariage. On a prouvé depuis longtemps que les Clouets de Chantilly proviennent directement de cette collectionneuse passionnée de portraits, Catherine de Médicis, dont Jacqueline fut dame d'honneur. Beaucoup de ces dessins furent annotés par cette reine elle-même, d'autres par son personnel, laissant aucun doute sur l'identification des sujets¹⁰. Ce petit croquis montre la douce dignité de mine de la jeune marquise. Au XVI^e siècle les dessins des portraitistes furent immédiatement copiés et recopiés, souvent par des amateurs, et constitués en forme d'albums, pour satisfaire à une demande énorme. Une copie (fig. 4)¹¹ de ce dessin de Clouet figure dans un album des notables de la Cour de France; bien qu'elle ne possède évidemment pas la valeur artistique du dessin de Clouet, cette copie ne cache pas la beauté de la jeune fille. L'existence de tels albums témoigne l'immense intérêt contemporain dans ces personnages, y compris Jacqueline.

Le mari de Jacqueline, François d'Orléans-Longueville, marquis de Rothelin, né à Châteaudun en 1513, avait servi François I^{er} dans les guerres contre l'empereur Charles Quint. Au temps de son mariage, le comté de Neuchâtel était sous la domination de sa mère, Jeanne de Hochberg, qui avait pris la succession de son père Philippe de Hochberg, décédé en 1503. Le règne de Jeanne fut marqué de 1512 à 1529 par l'occupation du comté par les cantons suisses, et entre 1530 et 1536 — date du mariage de François et Jacqueline — par le passage de la plupart des localités à la Réforme¹². Quand Jeanne de Hochberg mourut en 1543, la succession du comté revint à son petit-fils, un enfant dont la mort huit ans plus tard ouvrit la succession à ses deux cousins, Jacques, duc de Nemours et Léonor d'Orléans, fils de Jacqueline, né en 1540. Comme l'a exprimé si bien Rémy Scheurer: «La cosouveraineté ne fut pas exercée longtemps: Léonor, après avoir désintéressé son cousin, régna seul de 1557 à 1573 avec l'appui de sa mère, Jacqueline de Rohan (veuve depuis 1548), réformée comme lui et très partisane.»¹³

Les souverains ne résidant que rarement dans le comté, leur gouvernement se fit à distance par l'intermédiaire d'un gouverneur (aidé par un conseil) sur place, auquel le souverain envoya son ambassadeur. Déjà, en 1552, pendant la période de la cosouveraineté, Jacqueline, agissant pour le jeune Léonor, devait trouver, à la mort du gouverneur Georges de Rive, un remplaçant pour cet office. Son choix tomba sur «le seigneur de Boucheter, baillif d'Avanches, parce que nous avons entendu qu'il est homme de bien et aussy qu'il a esté norry page en nostre maison»¹⁴;



Fig. 4. Jacqueline de Rohan, copie du dessin de Clouet, vers 1536. Paris, Bibliothèque Nationale, Cabinet des Estampes. © Photographie Bibliothèque Nationale, Paris.

elle ajouta à son correspondant, que si Boucheter (Jean-Jacques de Bonstetten) refusait le poste «vous nous ferez grand playsir de nous enseigner quelque homme de bien, droicturier et amateur de justice auquel, à vostre rapport, nous en donnerons la charge»¹⁵. En l'occurrence Bonstetten accepta le poste et gouverna le comté, en l'absence de Jacqueline et Léonor, avec l'aide du conseil. Aux membres de cette assemblée on ajouta, exceptionnellement, des étrangers illustres. En 1553 Jacqueline envoya à Neuchâtel Charles Dumoulin, le juriste exilé de France pour cause de religion, enjoignant à Bonstetten de loger au château ce célèbre visiteur: «l'un des plus doctes et sçavans hommes qui de long temps partit de France», et de l'admettre au conseil¹⁶.

Bien que Léonor épousât Marie de Bourbon en 1563, il continua à gouverner le comté avec sa mère. Un exemple de leur association se trouve dans des articles touchant l'administration, rédigés par Bonstetten à Neuchâtel et envoyés à Léonor à Paris en 1572. Une note dans la marge de ces articles à côté de la signature de Léonor se lit: «Par commandement de mondit seigneur, madame sa mère présente.»¹⁷ Après la mort de son fils en août 1573, et celle de Bonstetten de la peste en 1574, Jacqueline présida elle-même les séances du conseil à Neuchâtel pendant une période qui dura d'environ octobre 1574 jusqu'en mars 1576¹⁸. A cette date Jacqueline partit en France, laissant l'administration du comté dans les mains de sa belle-fille, Marie de Bourbon, veuve de Léonor et tutrice de leurs enfants.

Jacqueline, veuve à l'âge de 28 ans, ne se remaria jamais, une circonstance inattendue à l'époque, surtout pour une dame aussi belle. Un deuxième dessin dans la collection des Clouets à Chantilly (couverture)¹⁹, la montre, probablement dans sa quarantaine, avec un petit sourire, mi-ironique, dans ses «beaux yeux» tant admirés par Brantôme. Ce dernier loua ses «doux regardz, qu'on tenoit a la court et en France pour estre des plus agréables et des plus attirans», ajoutant, sur la question du remariage et de Jacqueline et de sa fille, veuve du prince de Condé: «Aussi ne faut-il point doubter qu'ilz ne brullassent plusieurs, mais de s'en approcher par mariage, il n'en falloir point parler: et toutes deux ont très-loyaument entretenu la foy donnée à leurs feuz marys, sans en espouser de secondz.»²⁰

La belle Jacqueline demeura fidèle, non seulement à son mari, mais aussi à la Réforme, faisant, à sa mort en 1586, «profession de calvinisme»²¹.

D. BENTLEY-CRANCH

NOTES

¹ BRANTÔME, L'Abbé (P. de Bourdeille), *Œuvres complètes*, éd. L. Lalanne, 11 vol., 1864-1882; t. 9, pp. 357, 646.

² Sur ce procès voir R. de MAULDE DE LA CLAVIÈRE, *Procédures politiques du règne de Louis XII*, 1885, pp. 20-22, 144-609.

Une conséquence intéressante de cette affaire concerne une statue de David par Michelangelo (voir F. REIZET, *Un bronze de Michel-Ange, Athenaeum français*, 1853, pp. 488-491, 516-519 et 559-561). Le maréchal de Gié avait demandé à la Seigneurie de Florence comme cadeau une copie du célèbre David de Donatello; la Seigneurie pourtant commanda à Michelangelo de faire une statue du même sujet à son propre dessin. Au moment où le maréchal tomba en disgrâce en 1504 l'œuvre n'était pas terminée. En 1508 elle fut présentée au successeur de Gié, le secrétaire d'Etat, conseiller et mécène Florimond Robertet. Sur Florimond Robertet voir R. SCHEURER et A. LAPEYRE, *Les Notaires et Secrétaires du Roi sous les règnes de Louis XI, Charles VIII et Louis XII (1461-1515)*, 2 vol., t. I, *Notices personnelles*, t. II, *Généalogies*, Paris, 1978; t. I, N° 589; C. A. MAYER et D. BENTLEY-CRANCH, *Florimond Robertet: Italianisme et Renaissance française, Mélanges à la mémoire de Franco Simone*, t. IV. Genève, Slatkine, 1983.

³ R. de MAULDE DE LA CLAVIÈRE, *ouvr. cit.*, pp. 783-784: Lettres patentes de François I^{er} confirmant au comte de Guise les biens donnés autrefois à son père en Italie; Pavie, septembre 1515.

⁴ Le PÈRE ANSELME, *Histoire généalogique et chronologique de la maison royale de France, des pairs, grands officiers de la Couronne et de la maison du Roy et des anciens Barons du Royaume*, Paris, 5 vol., MDCCXXVI, t. I, p. 219.

⁵ Sur Corneille de Lyon voir D. BENTLEY-CRANCH, *A portrait of Clément Marot by Corneille de Lyon*, BHR, t. XXV, 1963, pp. 174-177; *The Iconography of Clément Marot, dans Literature and the Arts in the Reign of Francis I: Essays presented to C. A. Mayer*, French Forum, Publishers, Lexington, Kentucky, 1985, pp. 17-53; et *Effigy and Portrait in Sixteenth-Century Scotland*, ROSC Review of Scottish Culture, 4, 1988, pp. 9-23.

⁶ Château de Versailles, N° 3147; 17 cm x 15 cm. Voir E. MOREAU-NÉLATON, *Les Clouets et leurs émules*, 2 vol., Paris, 1924; t. I, p. 90 et planche 47, t. II, p. 260, N° 17; L. DIMIER, *Histoire de la peinture de portrait en France au XVI^e siècle, accompagné d'un catalogue de tous les ouvrages subsistant en ce genre, de crayon, de peinture à l'huile, de miniature, d'émail, de tapisserie et de cire en médaillons*, Paris, 3 vol., 1924-1926; t. III, N° 268.

⁷ Bibliothèque Nationale, Cabinet des Estampes, Gaignières, Oa. 17 Fol. 18 bis. P. 139449. Voir C. de GRANDMAISON, *Gaignières, ses correspondants et ses collections*, 1892, p. 105, Tableaux et portraits du Cabinet de M. de Gaignières, N° 468; H. BOUCHOT, *Inventaire des dessins exécutés pour Roger de Gaignières*, 2 vol., Paris, 1891; t. I, p. XV et N° 995: tiré d'un original de son cabinet attribué à Corneille de La Haye, dit de Lyon, par Gaignières; gouache.

⁸ La collection de Roger de Gaignières (1642-1715) léguée au roi, fut dispersée après sa mort par une vente en 1717 sous la direction du neveu du grand Colbert, Colbert de Torcy. Le cachet de ce dernier fut mis au dos des tableaux dans la vente, et se trouve sur le portrait de Jacqueline à Versailles. Sur Gaignières voir C. de GRANDMAISON, *ouvr. cit.*; Christiane CHARDIGNY-DUPIN DE SAINT CYR, *The seal of Colbert de Torcy*, Apollo, septembre 1988, pp. 171-175.

⁹ R. de BROGLIE, *Les Clouets de Chantilly, Catalogue illustré* (extrait de la *Gazette des Beaux-Arts*, Paris, mai-juin 1971), N° 250. Voir aussi L. DIMIER, *ouvr. cit.*, N° 193, date: vers 1535; E. MOREAU-NÉLATON, *Le Portrait à la cour des Valois; crayons français conservés au Musée Condé à Chantilly*, 1908, N° 221, date: vers 1540.

¹⁰ Voir R. de BROGLIE, *Les Clouets de Chantilly, cat. cit.*, pp. 263-267; E. MOREAU-NÉLATON, *Catherine de Medicis et les Clouets de Chantilly*, 1926 (lecture faite à l'Institut de France, Académie des Beaux-Arts le 20 novembre).

¹¹ Bibliothèque Nationale, Cabinet des Estampes, Album de la Cour de François I^{er} («Premier Recueil du Cabinet»), N° 39. Voir J. ADHÉMAR, *Les Portraits dessinés du XVI^e siècle au Cabinet des Estampes* (extrait de la *Gazette des Beaux-Arts*, Paris, septembre-décembre 1973); H. BOUCHOT, *Les portraits au crayon des XVI^e et XVII^e siècles conservés à la Bibliothèque Nationale*, Paris, Oudin, 1884, p. 231; L. DIMIER, *ouvr. cit.*, t. III, Rec. Cab. 51.

¹² Voir Rémy SCHEURER, *Pierre Chambrier, 1542(?) - 1609. Aspects de la vie publique et privée d'un homme d'Etat neuchâtelois*, Cahiers de la Société d'histoire et d'archéologie du canton de Neuchâtel, N° 9, 1988.

¹³ R. SCHEURER, *Pierre Chambrier...*, *ouvr. cit.*, p. 7.

¹⁴ R. SCHEURER, L.-E. ROULET et J. COURVOISIER, *Histoire du Conseil d'Etat neuchâtelois, des origines à 1945*, ouvrage publié par le Conseil d'Etat de la République et Canton de Neuchâtel, 1987; Première partie: *Des origines au début du XVIII^e siècle*, par Rémy Scheurer, p. 11.

¹⁵ R. SCHEURER, *Histoire du Conseil d'Etat neuchâtelois...*, *ouvr. cit.*, p. 12.

¹⁶ *Ibid.*, p. 73.

¹⁷ Voir R. SCHEURER, *Histoire du Conseil d'Etat neuchâtelois...*, *ouvr. cit.*, p. 52 et planche p. 53.

¹⁸ Voir *ibid.*, p. 12. Le 19 janvier 1576 Jacqueline reçut le serment de Daniel Hory comme secrétaire d'Etat et se chargea de l'établissement des lettres de provision (*ibid.*, p. 38). R. Scheurer a aussi noté (*ibid.*) que pendant cette période le jour des séances fut changé, de mercredi à mardi, «pour la commodité de Jacqueline de Rohan, alors à Neuchâtel».

¹⁹ R. de BROGLIE, *Les Clouets de Chantilly*, *cat. cit.*, N° 293; L. DIMIER, *ouvr. cit.*, N° 570, date: vers 1559; E. MOREAU-NÉLATON, *Le Portrait à la Cour des Valois*, *ouvr. cit.*, N° 222, date: vers 1560-1565.

²⁰ BRANTÔME, *ouvr. cit.*, t. 9, p. 646.

²¹ Le PÈRE ANSELME, *ouvr. cit.*, t. I, p. 219.

LE FERMAGE DANS LES MONTAGNES NEUCHÂTELOISES AUX XVII^e ET XVIII^e SIÈCLES (1600-1806)

Les anciens baux à ferme contiennent une multitude d'informations irremplaçables sur les pratiques agricoles. Ils nous éclairent en particulier sur le statut du fermier, qui constitue le thème essentiel de cette étude. L'observation a pour objet le territoire des Montagnes neuchâtelaises, c'est-à-dire les actuels districts du Locle et de La Chaux-de-Fonds.

Le XVI^e siècle n'est pas pris en compte à cause de la rareté de ses baux; rareté imputable aussi bien au faible développement du fermage qu'à un enregistrement déficient et à la perte de nombreux volumes. On peut affirmer cependant que les contrats passés à cette époque entre propriétaires et fermiers préfiguraient ceux du XVII^e siècle. En effet, dans un domaine où règne ordinairement le conservatisme, l'évolution ne se fait que fort lentement. Ne constate-t-on pas un quasi-immobilisme durant la période considérée, qui court de 1600 à 1806? Le XIX^e siècle n'a pas été le théâtre de changements radicaux, lui non plus, et bien des clauses héritées du bon sens de nos ancêtres subsistent encore dans les baux actuels.

1. Les sources¹

Tous les baux copiés par les notaires des Montagnes neuchâtelaises ont été dépouillés, à l'exception de ceux qui ne nous sont pas parvenus, bien sûr. Les documents manquant à l'appel ne constituent heureusement qu'une petite minorité; ils datent surtout du XVII^e siècle.

Dans le but de déceler d'éventuels changements, les actes concernant des domaines avec maison d'habitation ou partie de maison ont été dépouillés systématiquement, et ceci à l'intérieur de tranches d'une durée de trois ou quatre ans espacées régulièrement à raison de quatre tranches par siècle.

Cet échantillonnage ne suffit pas pour appréhender l'évolution du nombre des fermiers, notamment parce que beaucoup de baux, dits «de main privée», ont été rédigés sans le concours d'un notaire et signés simplement par les parties. On découvre ici et là des allusions à de tels documents.

La plupart des contrats de fermage s'articulent à partir des mêmes clauses principales. Toutefois, chaque notaire marque ses textes de son style personnel, insiste sur certains aspects et en passe d'autres sous silence. Par exemple, le Chaux-de-Fonnier Pierre Leschot, qui est aussi arpenteur, mentionne volontiers la superficie des terres affermées.

2. Le bail à ferme typique

Le bail à ferme est une forme de contrat de louage par laquelle on accorde à quelqu'un la jouissance d'un «héritage», ou immeuble à vocation agricole. On peut aussi conférer la jouissance d'un droit, comme la pêche dans un tronçon de rivière; mais ceci nous éloigne de notre sujet².

Dans la région, une telle location s'appelle «amodiation». Les termes «mettant» et «laissant» désignent le bailleur, celui qui «met», c'est-à-dire qui donne, son bien à ferme. Quant au preneur, on le nomme «retenant» ou «prenant». S'il s'agit d'un fermier au sens commun du terme, donc d'un agriculteur louant un domaine, il a droit en dehors des contrats à l'étiquette de «granger».

En contrepartie d'une somme d'argent précise payable à des termes fixés, le fermier et sa famille sont autorisés à exploiter des biens-fonds pour leur propre compte durant une période déterminée. Le bailleur qui offre un domaine d'une certaine importance met en principe un logement à la disposition du fermier ainsi que les locaux ruraux habituels (écurie et grange pour le moins). Par contre, c'est le preneur qui apporte habituellement le bétail, les chars et tous les instruments aratoires.

Le fermier a pour obligation de rendre le bien loué en bon état. En particulier, il doit faire réparer à ses frais tout dommage résultant d'une négligence ou d'une malveillance de sa part. Quant au propriétaire, il prend à sa charge l'entretien du bâtiment et les détériorations qui découlent d'une usure normale.

Il importe également de préserver la fertilité des terres. Aussi faut-il les cultiver «au dit de bon laboureur» et respecter les éventuelles consignes du bailleur à ce sujet. Nous y reviendrons. Mais surtout, il est interdit de sortir du domaine tout engrais ou matière susceptible de se transformer en engrais. Le fumier, la paille et le foin sont donc obligatoirement «consommés» («déduits») sur place.

Enfin, la remise en état régulière des murets de pierre sèche et des autres clôtures, faites de pièces de bois entrecroisées, incombe au fermier, qui reçoit pour ce faire les matériaux nécessaires.

Bien qu'elles soient primordiales, on ne retrouve que rarement l'ensemble des clauses qui précèdent dans un même acte d'amodiation. En fait, ni le notaire ni les parties ne ressentent le besoin de coucher par écrit tout ce que chacun connaît. On compte sur la coutume, qui ne fait au reste que sanctionner la pratique, pour garantir la bonne exécution du contrat traditionnel³.

La loi sait aussi, à l'occasion, s'effacer derrière les intentions des contractants puisque toutes les dérogations sont possibles à condition d'être clairement exprimées sur le papier.

3. Le bail à mi-fruit

Lorsque les récoltes des terres affermées sont partagées entre les deux parties, on parle de bail à mi-fruit, ou à « moiteresse ». La part dévolue au bailleur constitue son loyer.

A partir du même canevas de base se développent diverses variantes. Le plus souvent, les deux partenaires fournissent les semences à parts égales, le fermier effectue tous les travaux nécessaires et les récoltes, ou « rosées » (foin, paille et grain essentiellement), se partagent par moitié.

Lorsqu'on dépouille systématiquement les baux notariés concernant des domaines avec habitation, on ne dénombre que fort peu de « moiteresses ». Il n'y en a que 3 sur 22 pour les années 1601 à 1604, 1 sur 48 en 1626-1629, 1 sur 127 en 1651-1654, 1 sur 183 en 1676-1679, 11 sur 271 en 1701-1704, 5 sur 133 en 1726-1728, 2 sur 159 en 1751-1753, 0 sur 114 en 1776-1778 et 0 sur 76 en 1801-1803.

4. Baux particuliers et marchés divers

Du point de vue du droit, le fermage entre dans la catégorie du louage de choses. Il s'apparente donc directement aux autres types de louage, parmi lesquels figurent l'embauchage d'un domestique et la convention prévoyant l'accomplissement d'une tâche déterminée. On ne s'étonnera pas par conséquent de voir figurer dans un bon nombre de baux des clauses qui ressortissent davantage du marché que de l'amodiation.

Dans bien des cas, le fermier est tenu de rendre certains services à son propriétaire: prêt de matériel ou de chevaux, journées de travail pour les foins, les moissons ou la construction, façon et voiturage de bois de chauffage ou de tourbe, transport de grain au moulin, fourniture de paille pour les lits ou de lait, hébergement et nourriture des ouvriers occupés sur place, etc. Parfois, l'amodiation impose au preneur l'entretien total ou partiel d'une ou plusieurs personnes, habituellement le couple des bailleurs ou certains membres de leur famille.

Les travaux particuliers imposés au «granger» ne manquent pas non plus. Il s'agit en principe d'améliorations foncières. Citons: la construction d'un muret de clôture, le défrichement d'un pâturage embroussaillé, l'enlèvement de rocs s'opposant au passage de la faux et de la charrue, la confection de bardeaux, la réparation de fourneaux, l'extraction de pierre en vue de l'édification d'une maison...

Surtout dans la première moitié du XVII^e siècle, époque où s'élèvent de nombreuses demeures, des ouvrages de maçonnerie ou de charpente sont fréquemment exécutés par les fermiers⁴. Il arrive que le travail prévu soit si considérable que le bailleur renonce à exiger un loyer. C'est ce que stipule le contrat du 19 février 1611 par lequel le charpentier Moïse Favre s'engage à abattre une maison et à ériger une nouvelle charpente au Torneret⁵.

Le fermage n'est pas l'unique solution qui s'offre au propriétaire ne souhaitant pas cultiver lui-même son domaine. S'il veut entrer en possession de l'intégralité des récoltes, il a la possibilité d'embaucher un domestique agricole ou de faire effectuer les travaux nécessaires par un autre paysan moyennant une somme forfaitaire⁶.

Signalons encore que l'amodiation s'accompagne occasionnellement d'un cheptel («chédal»). Par ce genre de contrat, une personne, le fermier en l'occurrence, se voit confier du bétail pour une certaine durée. Les bénéfices sont partagés avec le prêteur lors de la restitution du troupeau.

5. Date d'entrée en vigueur du bail

Les fermiers déménagent («débagagent», «remuent») ordinairement à la Saint-Georges, le 23 avril, jour de l'entrée en vigueur et de l'expiration des baux. Des différences notables existent cependant. Ainsi, une minorité de contrats qui concernent surtout la vallée de La Sagne et des Ponts-de-Martel de même que celle de La Brévine expirent bien plus tôt, en mars pour la plupart.

La Brévine adoptera la Saint-Georges dans le courant du XVIII^e siècle et la vallée de La Sagne et des Ponts l'imitera avec un peu de retard.

6. Le loyer

Au terme de longues tractations, les parties conviennent d'un loyer⁷. Pour le fixer, trois facteurs principaux entrent en ligne de compte: les caractéristiques du domaine en premier lieu, puis les services exigés du fermier et les prestations en nature consenties à celui-ci (la quantité de bois de chauffage notamment). La conjoncture économique et le marché de l'emploi interviennent également.

A l'exception des services rendus par le «granger», le loyer se paie le plus souvent en espèces. Toutefois, à côté des rares «moiteresses» déjà évoquées, il existe quelques baux dont le loyer est fixé en nature et d'autres, plus nombreux, où l'on exige à la fois une somme d'argent et des denrées. De tels actes ne constituent, répétons-le, qu'une minorité. Précisons enfin que le grain et le fromage se taillent la part du lion dans les versements en nature.

7. Les termes

Dans la première moitié du XVII^e siècle, on s'acquitte souvent du loyer annuel par un unique versement. La date de Saint-Martin (11 novembre) est alors la plus fréquemment citée. A cette saison, le paysan a pu vendre une partie de son grain ainsi que l'une ou l'autre tête de bétail en surnombre. Il existe à la même époque des contrats qui prévoient, outre la Saint-Martin, un second terme dans l'année fixé à une date variable.

La période 1650-1700 voit la montée d'un tandem promis à un brillant avenir, celui que forment la Saint-Martin et la Saint-Georges. Cette formule finira par éclipser pratiquement les autres vers la fin du XVIII^e siècle. Qu'on en juge: pour les années 1801 à 1803, seuls 6 baux sur les 76 dépouillés ne s'en tiennent pas à la répartition annuelle entre les deux termes traditionnels.

En règle générale, le système à double échéance suppose un partage du loyer en deux sommes égales. Le plus souvent, la première moitié est exigible à la Saint-Martin qui suit l'entrée sur le domaine et la seconde moitié à l'issue de la première année, donc à la Saint-Georges ou en mars.

Les modalités de paiement restent les mêmes chaque année tant que le contrat reste en vigueur.

8. Durée des baux

La loi fixe à neuf ans la durée maximale des contrats de fermage et cette disposition est respectée. Dans chacune des périodes considérées, plus de la moitié des contrats sont prévus pour trois ans. Viennent ensuite, par ordre de fréquence, six ans, un an, puis diverses autres durées.

Toutefois, n'oublions pas que la durée effective diffère fréquemment de l'intention inscrite dans le bail: ni les dédits, qui abrègent les durées, ni les reconductions, qui les prolongent, n'apparaissent en principe dans les volumes des notaires. Notons en passant que les fermiers ne sont pas tous volages: certains font preuve d'une remarquable fidélité en demeurant une vingtaine d'années et plus sur le même domaine⁸.

9. Dédit

Hormis quelques cas de résiliation de bail prévus par la loi et liés à des circonstances exceptionnelles⁹, l'amodiation ne prend fin avant son terme qu'avec l'accord des deux parties. Celles-ci laissent fréquemment la porte ouverte à une telle éventualité en incluant un dédit dans le contrat.

Parmi les multiples formules, il en est qui reviennent plus souvent que d'autres: possibilité de dénonciation («dédite», «si», «choix») à la fin de la première année pour un bail de trois ans et à la fin de la troisième pour un bail de six ou neuf ans. Parfois, le droit de résiliation n'appartient qu'au preneur, mais, en règle générale, le bail place les deux parties à égalité face au dédit.

10. Prêts en nature consentis au fermier

Quand le «granger» prend possession de son nouveau domaine au début du printemps, il ne dispose pas nécessairement des fourrages et des semences qui lui permettraient d'en tirer le meilleur profit. Au demeurant, il n'est pas rationnel de véhiculer des marchandises aussi encombrantes et l'on sait que ni le foin ni la paille ne peuvent être vendus ou emportés par le fermier.

Fort rares sont les baux prévoyant qu'aucun fourrage ne sera prêté à l'arrivant. Par contre, un bon nombre d'entre eux signalent la présence à l'entrée d'une certaine quantité de foin et — ou — de paille qu'il faudra rendre à la sortie. Certes, beaucoup de baux passent sous silence cet aspect du fermage, mais cela ne prouve pas l'inexistence d'arrangement entre les parties. Le doute n'est plus permis au début du XIX^e siècle (1801-1803) puisque 68 baux sur 76 mentionnent un prêt de fourrages alors que 7 seulement restent muets sur la question et qu'un seul exclut une telle fourniture.

Comme il importe de connaître la quantité à laisser sur place à l'expiration du bail, on mesure approximativement les tas, ou « membres » (« mabres »), de foin et de paille ou, plus souvent, on indique leur hauteur par des marques à la craie rouge ou des entailles faites aux colonnes de la grange. Ce n'est qu'au XVIII^e siècle que l'habitude de peser les fourrages se prendra.

Le prêt de grain en vue des semailles de la première année se pratique à une échelle bien moindre. On le rencontre couramment dans la vallée de La Sagne et des Ponts-de-Martel, mais plus rarement ailleurs. Comme pour les fourrages, la restitution s'opère au départ du fermier.

Une troisième forme de prêt intervient moins fréquemment encore : celui de bois de chauffage et de tourbe.

11. Indemnisation pour cas d'orvale¹⁰

Malgré l'absence de toute assurance — au sens que nous donnons à ce mot — le fermier n'est pas laissé sans ressource face aux caprices de la nature. En cas d'« orvale », soit lorsqu'une grêle, gelée, sécheresse, guerre, etc. a détruit une partie des fruits de la terre, le propriétaire consent en principe un rabais (« récompense », « amende », « ramende ») sur le loyer qui équivaut à la moitié de la perte subie. Les nombreuses mentions précises incluses dans les baux concordent : telle est la répartition entre les parties prévue par la coutume¹¹. Et lorsque les baux se montrent laconiques à propos de l'« orvale », se contentant d'invoquer la loi sans en citer la teneur, ils prouvent l'impossibilité d'une interprétation différente.

A côté d'une majorité d'actes porteurs d'une promesse d'indemnisation, on en voit beaucoup qui ne contiennent aucune allusion à la chose. C'est sans doute une manière de s'en remettre à la coutume, ou du moins au bon vouloir du bailleur. Une troisième catégorie écarte explicitement

tout dédommagement. De tels baux, rares au XVII^e siècle, deviennent plus fréquents par la suite. Ils représentent environ 15 % de l'ensemble étudié vers 1702 et 1727, puis de 30 à 40 % vers 1752, 1777 et 1802. Manifestement, on assiste à un relâchement des liens de solidarité unissant les deux partenaires.

Si la traditionnelle indemnisation par moitié prévaut dans les textes, il y est aussi question de la prise en charge du tiers seulement de la perte par le bailleur et, au XVIII^e siècle notamment, de dédommagement «à la volonté du mettant» (bailleur). En outre, quelques actes définissent l'«orvale» de manière fort restrictive, par exemple en ne prenant en considération que la grêle ou les céréales. Enfin, la location à mi-fruit exclut en principe toute indemnisation étant donné le partage des récoltes, donc aussi des risques.

Les notaires mentionnent assez volontiers le mode d'estimation des dégâts. Si les parties ne peuvent tomber d'accord, elles font parfois appel à des membres de la cour de justice du lieu. Plus fréquemment, elles désignent chacune un homme de leur connaissance, en donnant la possibilité à ces deux arbitres de s'adjoindre un conciliateur en cas de divergence.

12. Clauses mineures et diverses

Par bonheur pour l'historien, les clauses essentielles et plutôt sèches des contrats s'accompagnent d'indications complémentaires plus ou moins détaillées. Ce ne sont que des miettes, mais leur accumulation permet de mettre en lumière bien des pans de la vie rurale d'autrefois.

Ainsi, lorsque le propriétaire loge sous le même toit que son fermier, il lui arrive de faire coucher par écrit la liste des locaux et parties de locaux mis à la disposition du locataire.

De même, le bois à brûler, ou bois d'«affouage» («affeuage», «affocage») fait l'objet d'une mention. En général, le preneur reçoit l'autorisation de prélever sur le domaine une quantité de bois couvrant tout ou partie des besoins de son ménage. Le recours à la tourbe et l'obligation d'entoiser le bois, deux innovations du XVIII^e siècle, constituent autant de preuves de la raréfaction du combustible.

Dans le but de prévenir toute dégradation de son bien, le bailleur fait parfois insérer des instructions concernant les pratiques agricoles. Citons : la fumure, le marnage, l'assolement céréalier, la limitation de la culture

du chanvre, du lin et des pommes de terre, l'entretien et la charge du pâturage...

Ajoutons encore que certains baux prévoient la manière de garantir le paiement du loyer ainsi que les modalités d'une éventuelle sous-location.

13. Fermage et détérioration des domaines

Le fermage, principale forme de faire-valoir indirect, a assez mauvaise réputation sous l'Ancien Régime. Les bailleurs reprochent aux «grangers», entre autres, de mal entretenir la maison, de ne pas «remener» les mottes des premiers sillons après le labour, de laisser les pâturages s'embroussailler, etc. On leur en veut aussi d'épuiser les terres par l'extension de certaines cultures, notamment celle de la pomme de terre dès le milieu du XVIII^e siècle, qui réclament de l'engrais mais ne restituent presque rien au sol, contrairement aux céréales, dont la paille contribue grandement à la fertilisation. Si de tels abus et négligences ne sont guère dénoncés ouvertement, ils n'en existent pas moins puisqu'il faut introduire dans les baux des instructions précises visant à les prévenir.

S'il fallait une confirmation, on la trouverait dans quelques actes de partage qui insistent sur la dégradation des terres longtemps affermees. Voyez cette héritière désireuse de recevoir sa part en argent plutôt qu'en biens-fonds, en 1700, au Valanvron, parce que, selon elle, l'exploitation par des non-propriétaires «entraîne d'ordinaire le deperissement des heritages»¹².

De fait, ce sont surtout les fréquents changements de fermiers qui empêchent une saine gestion des domaines. Le lieutenant de La Brévine D.-G. Huguenin l'affirme dans un mémoire imprimé en 1799: «Un autre moyen de remédier à la mauvaise culture, c'est de donner une plus longue durée aux baux des fermiers. Un homme qui est incertain si le produit de sa ferme sera sien l'année suivante, ne risque pas des avances et des travaux qui seroient perdus pour lui.»¹³

14. Quelques portraits de bailleurs et de fermiers

Il n'a sans doute jamais existé de bailleur type ni de fermier type. Néanmoins, on découvre ici et là des indications qui permettent de cerner des groupes caractéristiques.

Les propriétaires fonciers exerçant une activité professionnelle astreignante ou possédant de vastes étendues doivent louer une partie de leurs biens. Il en va de même des héritiers qui détiennent des terres en commun. Quant aux communes et aux jeunes orphelins, ils font amodier leurs propriétés au plus offrant.

Notons que les biens-fonds des hautes vallées appartiennent presque exclusivement à des gens du lieu. La ville de Neuchâtel et la famille Chambrier sont les seules exceptions notables avec leurs vastes domaines sis à proximité des Ponts-de-Martel, soit respectivement aux Joux et à l'est du village¹⁴.

Parmi les «grangers», on trouve aussi bien de pauvres hères que des cultivateurs aisés louant de vastes terres et possédant un riche troupeau, voire un domaine en propre. En 1806, les notables des Brenets répartissent les agriculteurs de leur juridiction en quatre catégories: les «bons propriétaires» (24 feux), les «petits propriétaires» (66 feux), les «bons grangers» (10 feux) et les «petits grangers» (30 feux)¹⁵.

Signalons qu'une fraction croissante des fermiers est constituée dès le XVIII^e siècle par des immigrants. Il s'agit essentiellement de Bernois et d'hommes du Pays-d'Enhaut venus relayer les indigènes reconvertis dans l'horlogerie¹⁶.

En 1788-1789, quelque 48 % des fermiers de La Chaux-de-Fonds ne sont pas ressortissants de la Principauté de Neuchâtel¹⁷. Cette proportion s'élève à 61 % en 1842, contre 46 % au Locle, 44 % aux Planchettes, 37 % à La Sagne et 33 % aux Brenets¹⁸. Il s'agit bien sûr de pourcentages approximatifs. Les calculs ont été effectués à partir de listes de paysans en recourant surtout au patronyme pour déterminer l'origine.

15. La progression du fermage

L'exploitation en faire-valoir direct a longtemps été la norme aux Montagnes, le fermage n'intervenant qu'en certaines circonstances¹⁹. Toutefois, faute de documents probants, nous sommes dans l'impossibilité d'estimer l'importance de l'exploitation indirecte au XVII^e siècle et dans la majeure partie du XVIII^e siècle. Aussi nous tournerons-nous vers des sources tardives. Elles nous dévoileront un processus déjà bien avancé, celui de l'extension du fermage.

Plusieurs auteurs du dernier tiers du XVIII^e siècle dénoncent la désaffection des Neuchâtelois pour l'agriculture et s'accordent à la considérer comme une conséquence pernicieuse de l'industrialisation²⁰. On

peut raisonnablement faire remonter les origines du phénomène à la période 1730-1740. En effet, c'est à ce moment que l'horlogerie «décolle» véritablement à La Chaux-de-Fonds comme au Locle et que les étrangers commencent à y affluer²¹.

Le témoignage de F.-S. Ostervald est particulièrement précieux parce qu'il précède tous les autres. N'écrit-il pas, en 1766 déjà, «qu'à la Brévine, de même que dans plusieurs autres lieux de ces montagnes, le gout des habitants pour les arts mécaniques fait [t]ort à l'agriculture». Et d'ajouter plus loin, non sans exagération, à propos de la région de La Chaux-de-Fonds, que «les habitants des montagnes, uniquement adonnés aux arts, remettent pour la plupart à des fermiers, le soin de cultiver leurs terres»²².

Grâce à de rares listes de cultivateurs de céréales, nous savons que le mouvement n'a, tant s'en faut, pas pris fin avec le XVIII^e siècle. En 1788-1789, la proportion de locataires avoisine déjà 45 % à La Chaux-de-Fonds²³; elle atteindra 63 % en 1842. Et les autres communes du «Haut» ne sont pas en reste puisque les fermiers constituent partout la majorité des producteurs de grain en cette même année 1842: 64 % aux Planchettes, 57 % aux Brenets, 54 % à La Sagne et 53 % au Locle²⁴.

La domination du faire-valoir indirect, propre aux deux districts des Montagnes, s'est maintenue jusqu'à la fin du XIX^e siècle au moins, comme l'attestent les résultats du recensement fédéral de 1888. Par la suite, les hautes vallées ont cessé de se singulariser: les recensements de 1939 et 1985 ont montré que la proportion de fermiers ne s'y écartait plus nettement de la moyenne cantonale (voir tableau 1).

Tableau 1. Proportion de propriétaires parmi les agriculteurs du canton de Neuchâtel en 1888, 1939 et 1985, en %, par district. D'après les recensements fédéraux²⁸.

	Boudry	La Chaux-de Fonds	Le Locle	Neuchâtel	Val-de-Ruz	Val-de-Travers	Canton
1888 ¹	87	38	39	80	60	56	62
1939 ²	80	63	62	75	61	53	67
1985 ³	69	70	58	65	65	54	63

Remarques:

¹ Propriétaires par rapport à l'ensemble des agriculteurs à leur compte.

² Exploitations dont le terrain appartient en majeure partie au chef.

³ Exploitations avec plus de 50 % de terrain en propre.

16. Rendement financier des domaines affermés

L'absence de documents probants interdit toute étude systématique de l'évolution des profits offerts par le fermage; il faudra donc se contenter de bribes...

Selon M. Rémy Scheurer, les domaines de Pierre Chambrier situés aux Ponts-de-Martel ont procuré en 1610 et 1611 des rendements bruts de 2,1 % et 2,5 %. Ces pourcentages incluent le produit de certaines ventes et ne tiennent pas compte apparemment des frais²⁵.

Durant la période 1770-1783, la Chambre de Charité de La Chaux-de-Fonds tire de son bien du Valanvron un revenu net moyen à peine supérieur à 2 %. A signaler que ce nombre s'obtient après déduction de frais qui équivalent presque au quart des recettes brutes²⁶.

Avec un mémoire de Jonas Chambrier de 1708 sur les propriétés de l'Etat, nous disposons d'une estimation valable sans doute pour l'ensemble de la Principauté. Selon lui, les rendements des «bons biens» atteignent 4 %.

Nous sommes dans tous les cas au-dessous des 5 % d'intérêts que la coutume neuchâteloise fixe comme plafond pour les prêts d'argent. Le décalage se justifie surtout par la différence de risque, le capital immobilier ne pouvant subir qu'une dépréciation minime alors que les créances s'avèrent souvent douteuses. Comme l'affirme Jonas Chambrier, la terre demeure une valeur sûre, même si elle n'assure pas d'aussi gros profits que le commerce et l'industrie²⁷.

Raoul COP

NOTES

- ¹ Volumes d'actes notariés neuchâtelois conservés aux Archives de l'Etat de Neuchâtel (AEN).
- ² H.-F. CALAME, *Droit privé d'après la coutume neuchâteloise*, Neuchâtel, 1858, pp. 245-250; S. OSTERVALD, *Les loix, us et coutumes de la souveraineté de Neuchâtel et Valangin*, Neuchâtel, 1785, pp. 234-247, 273-274.
- ³ *Ibidem*.
- ⁴ Voir par exemple: notaire David Sandoz, 16.3.1637, 9.4.1650.
- ⁵ Notaire Isaac Leschot, 19.2.1611.
- ⁶ Voir notamment: notaire Abraham Dubois, 2.4.1706.
- ⁷ Voir entre autres, aux AEN, le Journal de Daniel Sandoz, année 1775: les 5.7, 7.8, 8.8, 17.8, 20.8, 21.8, 22.8, 17.11, 19.11; année 1776: les 14.2, 11.3.
- ⁸ Notaires J.-J. Huguenin, 9.6.1741; Abraham Montandon, 17.7.1792. Archives de l'ancienne commune de La Chaux-de-Fonds, 201/I, pièce 19.
- ⁹ H.-F. CALAME, *ouvr. cité*, pp. 248-249; S. OSTERVALD, *ouvr. cité*, pp. 237-242.
- ¹⁰ H.-F. CALAME, *ouvr. cité*, pp. 249-250; S. OSTERVALD, *ouvr. cité*, pp. 242-244.
- ¹¹ Voir notamment: notaires Abraham Dubois, 17.1.1703; Joseph Guinand, 10.2.1728; Abraham-Louis Robert, 19.12.1739; Isaac Vuagneux, 17.7.1751; David-Henri Sandoz, 21.10.1789, 24.3.1802.
- ¹² Notaire Jacques Sandoz, 16.4.1700. Voir aussi: notaires Abraham Robert-Nicoud, 6.4.1640; J.-J. Montandon, 9.4.1666.
- ¹³ D.-G. HUGUENIN, *Mémoire sur les défauts les plus essentiels qu'on observe dans la culture des terres de nos Montagnes (...)*, Neuchâtel, 1799, p. 58. Voir aussi, du même auteur, *Description topographique et économique de la juridiction de la Brévine*, Neuchâtel, 1796, p. 85.
- ¹⁴ R. SCHEURER, *Pierre Chambrier*, Neuchâtel, 1988, pp. 30-31, 37-39; C. BÉGUIN, *Le domaine des Joux des origines au milieu du XVIII^e siècle*, Neuchâtel, Institut d'histoire, 1978, Mémoire de licence, dactylographié.
- ¹⁵ AEN, série Recensements, 19 II a.
- ¹⁶ R. COP, «Du sang neuf pour les Montagnes neuchâteloises», dans *Musée neuchâtelois*, 1989, pp. 185-198.
- ¹⁷ Bibliothèque de la ville de La Chaux-de-Fonds, cahiers de dîme, cote 7661, années 1788, 1789.
- ¹⁸ AEN, série Cens et Dîmes, 10/VI (La Chaux-de-Fonds, sans le quartier du Bas-Monsieur), 13/V (Le Locle, sans le quartier des Côtes), 9/VII (Les Planchettes), 15/I (La Sagne, sans le quartier des Cœudres), 9/VII (Les Brenets, sans les quartiers des Champs Naugers et de l'Augémont), année 1843 (pour 1842).
- ¹⁹ S. DAVEAU, *Les régions frontalières de la montagne jurassienne, Etude de géographie humaine*, Université de Lyon, 1959, p. 347.
- ²⁰ D.-G. HUGUENIN, *Description topographique et économique de la juridiction de la Brévine*, Neuchâtel, 1796, pp. 38-40, 83-88; H.-F. HENRIOD, *Jusqu'à quel point les Arts et le Commerce (...)*, Neuchâtel, 1799, pp. 8-9, 22-23, 46-52.
- ²¹ R. COP, article cité.
- ²² F.-S. OSTERVALD, *Description des montagnes et des vallées qui font partie de la Principauté de Neuchâtel et Valangin*, 1766, rééd. 1986, pp. 43, 75.
- ²³ Voir la note 17.
- ²⁴ Voir la note 18.
- ²⁵ R. SCHEURER, *ouvr. cité*, p. 39.
- ²⁶ Archives de l'ancienne commune de La Chaux-de-Fonds, 201/I, pièce 3.
- ²⁷ AEN, série Domaines, 1/IV, 10.8.1708.
- ²⁸ Tableau 1. Pour 1888: Statistique de la Suisse, 97^e livraison, *Les résultats du recensement fédéral du 1^{er} décembre 1888*, 3^e vol., Berne, 1894, pp. 230, 231. Pour 1939: Statistiques de la Suisse, 151^e fascicule, *Recensement fédéral des entreprises du 24 août 1939*, vol. 6, Berne, 1945, pp. 142, 144. Pour 1985: Recensement des exploitations agricoles de 1985, tableaux 1.30 et 1.31 communiqués par l'Office fédéral de la statistique de Berne en novembre 1989. Voir aussi, pour le début du XX^e siècle: Henri BÜHLER, «Les Crosettes. Etude de géographie régionale», dans *Bull. de la Soc. neuch. de géogr.*, 1918, pp. 113-117.

ANNEXES

1. Bail à ferme du 4 juillet 1602, notaire Isaac Leschot, minute, portefeuille II, cahier, n° 14

Pierre et Guillame freres filz [de] feu Guillame Othenin Girard tant en leur nom que de Loysa leur mere et de leurs autres freres par le vouloir et consentement des honnetes Jehan Sandoz et Jaques Sandoz leur tuteur et advoyer ont mis et admodié a Jaques filz de Jaques Vuillemin present, leur maix (*domaine*) et heritage ensemble de la maison qu'est sus assize et le grenier estant devant la maison gisant au territhoire du Locle. Contenant ce qui y est par ses boisnes (*bornes*) mises et plus veritables limittes et le tout ainsy quil leur peut et doibt competter et appartenir, pour le temps et terme de quatre ans, commençant desia a la St George dernièrement passée, et lesdits quatre ans estre revolus par tel jour finissants, quatre fruictz et rosées (*récoltes*) leveu (*levés*) pour ledit retenant (*preneur*), que ledit retenant debvra faire a manger et desduire sur le lieu sans en oster ne diminuer. /v°/ En telles conditions aussy que ledit retenant sera entenu de bien et fidèlement labourer et cultiver les terres dudit heritages au dit de bons laboureurs. Item pourra ledit Jaques prandre et couper du bois sur ledit heritage pour clorre et refaire les barres (*clôtures*) d'iceluy dit maix, de tel bois comme par lesdits tuteur et advoyer du laissant (*bailleur*) leur sera montré; et touchant de la debrosse (*déchets, branches restantes*) d'iceluy bois se sera pour l'affuage (*bois de feu*) dudit Jaques et de son menage. Et pour le regard des trons (*souches*) que ledit Jaques et lesdits laissant traïront (*extraïront*), se sera aussy pour l'affuage tant dudit Jaques que desdits laissant. Et advenant quil ne plaise esdits laissant aider audit Jaques a traire lesdits trons, tel tronc que ledit Jaques traïra se sera /r°/ pour luy seul. Aussy que item ladite Loysa et Daniel son filz pourront faire leur demeure et residance avec ledit Jaques en ladite maison la presente admodiation durantte, et cas advenant que lesdits laissant ne facent leur affuage de leur part des troncs que leur adviendra d'avec ledit Jaques il en feront ce que de bon luy sembler. Item lesdits laissant pourront garder un porceau avec les bestes dudit Jaques au cerny (*pâturage*) de cedit heritage. Item ladite Loysa pourra vagner (*semer*) et semer deux pots (*3,8 litres*) de lin sur ledit heritage au lieu que soit commode sans contredit. Et a esté fait la present admodiation pour la somme de trante trois pistollets piece v £ (*écus de 5 livres faibles*) pour chacune année que ledit retenant debvra payer auxdits laissant comme desuit (?). /v°/ Assavoir a la prochaine St Martin venantte le premier payement qu'est trante trois pistollets et des le prochain an et jour St Martin aussy trante trois pistollets jusqu'a fin de payement. Item leur debvra pour ce aussy delivrer depuis ladite prochaine St Martin venante en un an six esmines (*90 litres*) en bone orgie (*orge*) recepvable mesure de Vallangin. Toutefois s'il advenoît quelque orvalle de temps (*dégâts aux cultures dus aux intempéries*) ce que Dieu ne vueille il en sera au

dit et regard de gents de bien, comme pour dixmes de seigneurie, prenant chacune partie un homme pour de ce regard paciffier et y avoir egard. Touchant du courtil (*jardin*) qu'est au cerny dudit maix lesdits laissant le jouiront sans contredit comme ilz pourroyent faire avant icestes. Et pourront lesdits laissant prandre du bouement (*fumier*) pour fumer et bouementer ledit cortil raisonnablement les deux derniers ans en la chassie (?) devant la maison dessus qu'est au cernyl [3 mots]. Ledit retenant debvra laisser en ladite maison autant de foing et paille comme ledit laissant ly ont laissé par les touches et marques pource faites. Ledit retenant debvra garder et nourrir David frere desdits laissant durant la presente admodiation a la bonne fois avec son menger (?) par tel que ledit David debvra servir ledit Jaques et travailler de son pouvoir sans que ledit Jaques soyt tenu de le vestir et harbiller.

Fait comme dessus [4 juillet 1602]. Presens Claude Fabvre et Adam Othenin Girard.

2. Bail à ferme du 11 août 1784, notaire Frédéric-Olivier Convert, acte transcrit sur registre

Honorable Jacob Perret de la Sagne bourgeois de Valangin a mis et amodie suivant coûtume à honnête Ferdinand fils de Jean-Louis Vuille dudit lieu & de même bourgeoisie; savoir le bien fond qu'il possède à Marmoud mairie de la Sagne; consistant à une maison, jardin, terre dure (*hors des marais*) et sagnes (*marais*) labourables, et un pâturage, le tout en un mats (*domaine*). Et celà pour le terme de trois années consécutives ayant commencé à la St George derniere 1784 & finira sur pareil jour 1787 sous le bénéfice audit retenant (*preneur*) de se pouvoir dédire au bout de la première année; sous les conditions suivantes. Ledit retenant s'engage de bien labourer les terres au dire de gens à ce entendus, n'ouvrir de planche (*ne labourer de pré*) que ce qu'il pourra convenablement buementer (*fumer*); maintenir et revuider les canaux (*des marais*), reparer toutes les choses qu'il pourroit gater à ladite maison, reléver les murs, maintenir les barres (*clôtures*) avec du bois qu'il prendra audit pâturage, et au bésain il lui en sera marqué par ledit mettant (*bailleur*) à la côte qu'il possède audit lieu, et ledit Vuille en aura le débris tant du bois neuf que des vieilles barres. Ledit retenant ne pourra sous amodier ledit bien ni distraire aucun fourage, employent toute la paille d'orge pour faire litiere aux bêtes. Lors qu'il sagira de recouvrir le toit de ladite maison, ledit retenant sera obligé de charier les bardeaux sur la place d'où ils seront faits ou achetés par ledit mettant; réservé que ledit retenant pourra semer six emines (*90 litres*) de pomes de terre par année. Ledit mettant marquera annuellement audit Vuille le bois de sapin qu'il conviendra le mieux d'abatre à sa dite côte, jusqu'à la concurrence de deux toises d'haché de deux pieds & demi de long (*6,3 stères*), le débris appartenant aussi à ce dernier. De plus ledit retenant pourra faire six chars de tourbe par an aux sagnes rouges que ledit

mettant a acquises avec ledit bien, riere le quartier des Cœudres. Et au cas qu'il arrive des orvales (*dégâts aux cultures dus aux intempéries*) soit de grêle ou de gelée, les parties sont convenues, qu'elles en suporteront chacune la moitié, et ne pouvant se convenir entr'elles à l'amiable, elles se choisiront chacune une personne, qui en décideront deffinitivement. Ledit retenant a reçu neuf quintaux (*quintaux de 52 kilos*) de foin moitié de terre dure et moitié de sagne, et deux quintaux de paille d'orge, qu'il rendra à sa sortie pour pareille quantite & même qualité. La qu'elle amodiation est faite pour le prix de dix louïs d'or neufs & deux écuneufs & demi, payable ladite somme en deux termes; savoir, pour la première année la moitié à Noel de 1784 & l'autre moitié à la St George suivante 1785: et ainsi toutes les années tant que la présente durera.

Promettant chaque partie d'effectuer le contenu en la présente, sans y contrevenir. Renonçant à toutes choses contraires, sous l'obligation respective de leurs biens présents & avenir suivant coûtume. Passé sur le Crêt de la Sagne par attouchement en la main du notaire soussigné; en présence des honnêtes Charles Frédéric Perret & David Henry Tochon, les deux de ladite Sagne.

Le onzieme aoust mil sept cent quatre vingt quatre.

F.O. Convert (*signature avec paraphe*)

UNE «NOUVELLE» SOURCE D'INFORMATIONS SUR LES AUTOMATES JAQUET-DROZ: L'ENCYCLOPÉDIE D'YVERDON

A la mémoire d'Alfred Chapuis

Les activités polymorphes des deux Jaquet-Droz et Leschot ont déjà fait l'objet de magistrales études, qui ont permis de nombreuses découvertes, précises et très précieuses¹.

Il reste cependant certaines zones d'ombre, certaines lacunes qui doivent être comblées, et les trois automates qu'abrite le Musée d'art et d'histoire de Neuchâtel, la Musicienne, l'Ecrivain, le Dessinateur, en offrent un bel exemple: si nous savons en effet qu'ils furent réalisés entre 1768 et 1774, et qu'ils furent présentés pour la première fois publiquement, à La Chaux-de-Fonds, dans la maison dite du jet-d'eau le 21 juin 1774², nous ignorons par contre les détails de leur genèse (qu'on peut supposer compliquée), toute protégée qu'elle semble avoir été des regards indiscrets.

A la suite de Charles Perregaux, François-Louis Perrot et, plus récemment, Edmond Droz³, on a jusqu'à présent considéré que la première mention des trois chefs-d'œuvre, hors du champ clos des actes notariés qui se devaient de sanctionner les relations des Jaquet-Droz avec leurs collaborateurs et sous-traitants, date de 1773. *L'Encyclopédie d'Yverdon* livre toutefois dès 1771, à l'article Automate, un commentaire qui mérite d'être reproduit dans sa totalité, car il paraît apporter quelques nouvelles lumières, ou confirme en tout cas l'acuité d'énigmes fort symptomatiques:

«Nous rapporterons ici quelques *automates* exécutés par M. Jaquet Droz, de la Chaux-de-Fonds, du Comté de Neuchâtel, qui méritent bien d'aller de pair avec les précédents.

Les pendules que M. Droz eut l'honneur de fournir au Roi d'Espagne renferment les *automates* suivans.

1° Un amour qui porte sur son poignet un serin de Canarie, artificiel, qui siffle divers airs; les mouvemens de cet enfant expriment assez naturellement son admiration enfantine; & ceux du serin artificiel imitent exactement les divers mouvemens du bec, de la gorge, de la tête, de la queue & du corps entier d'un serin naturel qui siffle.

2° Un Negre placé au haut d'une pendule, tenant dans ses mains un timbre & un marteau; frappe l'heure & la repete à volonté, sans aucun tact.

3° Un groupe de figures champêtres, consistant en un petit berger qui joue divers airs sur son flageolet, pendant que deux amours se balancent, & par ce jeu enfantin, marquent la mesure de l'air que joue le berger; un mouton placé à côté du berger imite le bêlement naturel; un chien assis à côté d'une provision de fruit qu'il garde, s'anime, grince les dents, & aboie contre quiconque s'avise de toucher à son panier, & si on lui prend quelque chose, il ne cesse d'aboyer qu'après restitution faite.

Ces *automates* lui procurèrent l'approbation du Roi d'Espagne, qui parut y prendre un vrai plaisir.

Il a dès lors exécuté deux *automates* sous la figure de bergeres qui dansent divers menuets pendant qu'un carillon joue.

Il vient de finir une figure de la grandeur d'une fille de douze ans, qui touche correctement divers airs en parties sur un jeu d'orgues, ou tel instrument à touche qu'on lui présente; non seulement elle peut jouer un air à chaque heure au moyen de sa montre, mais de plus elle peut exécuter chaque air de sa musique quand on le souhaite & sans aucun tact; & choisir par préférence l'air qu'on demande, sans que personne la touche ni même l'approche; tout en elle est en action; la tête, les yeux pour lire sa musique, les mains & les doigts qu'elle porte quelquefois jusqu'aux extrémités de son clavier, mais toujours exactement vis-à-vis les touches.

Cette piece paroît fort goûtée, M. Droz ne l'a cependant point faite fonctionner avec l'attribut de jouer à volonté & sans tact, par la crainte où il est que son secret, dont il tire, avec raison, avantage, ne soit éventé.»⁴

Ce n'est pas un mystère que l'Encyclopédie appelée d'Yverdon, mise en ordre par M. de Felice, s'est puissamment inspirée de son aînée parisienne, dont elle a reproduit intégralement ou partiellement nombre d'articles, ajoutant néanmoins souvent l'un ou l'autre élément personnel⁵. Les «précédens» auxquels il est ainsi fait référence ne sont rien d'autre que le Canard barboteur et le Joueur de tambourin et galoubet du Grenoblois Jacques Vaucanson: leur description figure en première partie, simple reprise en fait du texte que d'Alembert avait signé en 1751, dans le premier volume de l'Encyclopédie de Paris, d'après un opuscule publié par Vaucanson lui-même en 1738.

Les descriptions d'automates qui suivent, d'abord rétrospectives, puis prospectives, sont, à l'époque où de Felice écrit, beaucoup plus intéressantes, parce que plus au faîte de l'actualité. L'évocation d'emblée du périlleux voyage que Pierre Jaquet-Droz entreprit vers l'Espagne en 1758-1759, afin de vendre des pendules au roi Ferdinand VI, devait parfaitement le situer dans les esprits du temps: sans qu'on puisse dire qu'il partit pauvre et inconnu, il ne revint pas moins riche et célèbre, tant pour les qualités techniques et plastiques de ses pendules, que pour le

courage de son périple⁶. Sa clientèle s'accrût dès son retour, et son éloge se fit partout. En 1766, dans la seconde édition de sa *Description des Montagnes de Neuchâtel et Valangin*, Ostervald en donne la preuve :

«Le plus célèbre de tous les artistes de ce lieu (La Chaux-de-Fonds) est M. Jaquet-Droz, dont le nom est connu dans toute l'Europe & qui cherchant à perfectionner une science par laquelle M. Vaucanson s'est illustré est parvenu à exécuter par le mouvement des horloges tout ce que son rare génie pour les mécaniques a su imaginer.»⁷

L'Encyclopédie parisienne, un an plus tôt, n'avait pu éviter de lui rendre un hommage, à l'article Neuchâtel (dans un volume publié à Neuchâtel chez Samuel Fauche), péchant pourtant par nonchalance, puisqu'elle souligne l'audace de Pierre... d'avoir suivi les traces de Vaucanson, et réussit à le louer... sans le nommer :

«Un autre (de ces montagnards) s'est fait la plus grande réputation dans la mécanique; il a osé marcher dans une carrière que M. de Vaucanson a illustrée. Le roi d'Espagne Ferdinand VI l'ayant appelé auprès de lui, il y fit transporter une pendule admirable de son invention qui orne actuellement le palais royal de Madrid.»⁸

Des six pendules conduites à Madrid, Pierre en vendit trois au Roi, dont deux sont brièvement décrites en trois points par le commentaire. L'amour et le serin premièrement cités correspondent, semble-t-il, à ce qu'expose la petite loge de droite au bas de la fameuse pendule du Berger (de nos jours encore conservée à Madrid). Le Nègre ensuite dépeint est cette pendule dont André Tissot nous explique qu'elle comportait un jaquemart noir, capable de frapper le nombre de coups qu'on lui commandait, officiellement sans qu'on la touche, officieusement à l'aide d'un jeu d'aimants que l'opérateur déplaçait au moyen d'un fil dissimulé⁹. Le groupe de figures champêtres, enfin, désigne sans aucun doute la pendule du Berger.

Les deux descriptions qui suivent sont plus intéressantes encore : elles concernent des automates qui, en 1771, n'ont pas encore été montrés au grand public, et sont donc théoriquement inconnus. Le recul historique nous permet toutefois de les identifier avec quasi-certitude. Les deux bergères dansant au son d'un carillon paraissent bien correspondre à une des scènes que présentait la «Grotte» aujourd'hui disparue, connue par une gravure de Dunker en 1776 et, surtout, par la description qu'en donne en 1774 un prospectus, étudié déjà par Charles Perregaux et

François-Louis Perrot¹⁰, repris in extenso par de Felice dans le deuxième volume de Suppléments de son Encyclopédie, à l'article Automate, et dont un passage en particulier nous retiendra ici :

« Au milieu de l'édifice est un portail surmonté d'une horloge & de bas-reliefs. A l'entrée du portail on voit une paysanne qui joue divers menuets sur un tympanon, pendant que deux demoiselles les dansent avec beaucoup de grace & de régularité. »¹¹

La figure de la grandeur d'une fille de douze ans, dernière description livrée, est plus surprenante encore, car nous avons plus que probablement affaire à la première apparition (non notariée) de la Musicienne. La comparaison avec ce qu'en écrit le prospectus précité est aussi éloquente que peut l'être la confrontation avec la pièce réelle :

« *Troisième pièce.* La troisième figure représente une jeune fille de 10 à 12 ans, assise sur un tabouret, & qui touche un clavessin organisé.

Cette *automate*, dont le corps, la tête, les yeux, les bras, les mains & les doigts ont divers mouvemens qui paroissent naturels, exécute elle-même sur son clavessin divers airs de musique en deux ou trois parties, avec beaucoup de précision. Comme sa tête est mobile en tous sens, ainsi que ses yeux, elle porte indifféremment ses regards sur ses mains, sur sa musique & sur les spectateurs ; son corps flexible, s'incline quelquefois pour voir de plus près sa musique ; sa gorge s'enfle & s'abaisse alternativement, pour marquer la respiration. »¹²

La féminité, la taille, le jeu d'orgues (à flûtes), l'autonomie, les mouvements du corps, la dextérité, portent à croire qu'il s'agit bien de la même œuvre, décrite à trois ans d'intervalle.

La date même de cette première description, 1771, et la sentence qui finalement conclut le commentaire, nous placent inexorablement au point de rencontre de multiples questions, dont les réponses ne sont pas aujourd'hui toutes dévoilées. Au moment où ils travaillent à la naissance de leurs grands androïdes, les Jaquet-Droz se préparent aussi à transformer, pour la décennie qui suit, leur atelier florissant de La Chaux-de-Fonds en maison mère pourvue de succursales à Londres et à Genève — et les corrélations entre les deux ne sont pas interdites. Concepteurs de génie mais également commerçants habiles, les Jaquet-Droz s'efforcent de mener à terme des recherches, qui n'ont rien de gratuit, dans le plus grand secret : entre les horlogers-mécaniciens, la concurrence, depuis longtemps déjà, est redoutable, et Pierre Jaquet-Droz, nous l'avons vu plus haut était trop réputé pour n'avoir pas à se méfier plus que quiconque.

A priori, nous pouvons de ce fait nous demander où donc l'auteur du commentaire (de Felice?) a puisé ses renseignements. En amorce du prospectus, dans le volume de Supplément précité, de Felice annonce qu'il a «vu le mécanisme et le jeu, bien supérieurs au détail qui va suivre»¹³. On peut très bien imaginer que l'auteur du commentaire ait visité en 1771 Pierre Jaquet-Droz, dont Ostervald, parmi beaucoup d'autres, soulignait les qualités d'accueil:

«Chaque jour le génie fécond de cet excellent artiste ajoute un nouveau degré de perfection à ses ouvrages, & lui fait inventer des machines utiles ou curieuses. La politesse avec laquelle il reçoit les étrangers que sa célébrité attire auprès de lui, done encor, ce semble, plus de mérite à l'étendue de ses lumières.»¹⁴

Le visiteur hypothétique aurait-il entraperçu ce qui s'effectuait dans l'atelier? Aurait-il fait parler l'un ou l'autre? Rien ne le prouve. Lui a-t-on plus simplement fait écho, sans qu'il se déplace, de quelque indiscretion? Rien ne l'atteste.

A posteriori, rien n'interdit non plus d'envisager que le secret trahi peut n'en être pas un: il n'est pas impossible, en effet, que Pierre Jaquet-Droz ait lui-même, intentionnellement, livré des informations, parcelaires, destinées à entretenir chez le public une relative attente. A son retour d'Espagne, il s'était rendu compte de l'engouement suscité par ses automates, et du marché fructueux qu'il pouvait ériger. Annoncer la venue de pièces nouvelles, exceptionnelles, était un moyen idéal et subtil de faire en quelque sorte leur publicité préalable. A cet égard, l'allusion au plaisir pris par Ferdinand VI de ses pendules, quoiqu'elle puisse s'insérer dans la série des témoignages sur la fragilité psychologique d'un Roi veuf depuis quelques jours et bientôt prêt à basculer dans la folie¹⁵ jouerait le rôle d'une caution subreptice: un horloger-mécanicien qui enthousiasme un Roi ne peut pas décevoir, mais ne peut au contraire que surprendre toujours...

Maintenant, si volonté publicitaire il put y avoir, comment expliquer le silence sur le Dessinateur et l'Ecrivain? Pourquoi l'attribution tacite à Pierre, dans le chef de la «Grotte» et de la Musicienne, d'automates que le prospectus bien connu reconnaît du fils¹⁶? Pourquoi aussi l'affirmation comme quoi la Musicienne vient d'être terminée, alors que nous savons par des archives qu'un an plus tard, fin 1772, il n'en est encore rien¹⁷? Si nous pouvons nous demander dans quelle mesure les Jaquet-Droz n'ont pas été les précurseurs, aussi, d'une certaine forme de «marketing» dans

laquelle Vaucanson, il est vrai, avait déjà brillé¹⁸, les aspirations de publiciste n'expliquent pas tout.

Nous le voyons, l'apparition des Jaquet-Droz dans l'Encyclopédie d'Yverdon soulève un coin du voile déposé par l'Histoire sur leur œuvre, mais pour nous poser d'autres questions, qui dans l'état présent, nous vouent aux *conjectures*. De patientes recherches doivent encore se mener pour que toute la clarté soit faite, sur les Jaquet-Droz et Leschot bien sûr, mais également par incidence sur l'Encyclopédie d'Yverdon elle-même, et par conséquent sur les Lumières dans la Principauté de Neuchâtel. A l'heure où la Confédération helvétique fête ses sept siècles, et où l'Europe peut ajouter au bicentenaire de la mort de Mozart celui de la mort d'Henri-Louis Jaquet-Droz, gageons que cela ne saurait tarder.

Marc VAN DEN BERGHE

NOTES

¹ Les ouvrages et articles, notamment dans le *Musée neuchâtelois*, consacrés aux Jaquet-Droz sont trop nombreux pour figurer tous ici. Au risque de paraître arbitraire, je rappellerai surtout les études remarquables dirigées par Alfred Chapuis :

— CHAPUIS et GELIS, *Le monde des automates*, 2 tomes, Paris, chez les auteurs, 1928 ;

— CHAPUIS et DROZ, *Les automates. Figures artificielles d'hommes et d'animaux*, Neuchâtel, Editions du Griffon, 1949.

² Edmond DROZ, *Les automates* in *Pierre Jaquet-Droz et son temps*, La Chaux-de-Fonds - Le Locle, 1971, p. 73.

³ *Ibid.*

⁴ *Automate* in *Encyclopédie ou Dictionnaire Universel Raisonné des Connoissances Humaines*, mis en ordre par M. de Felice, tome IV, Yverdon, 1771, pp. 308-311.

⁵ Pour plus de détails, voir Charly GUYOT, *Le rayonnement de l'Encyclopédie en Suisse française*, Neuchâtel, Secrétariat de l'Université, 1955, *passim*.

⁶ Voir André TISSOT, *Voyage de Pierre Jaquet-Droz à la cour du Roi d'Espagne, d'après le Journal d'Abraham-Louis Sandoz son beau-père*, Neuchâtel, La Baconnière, 1982, *passim*.

⁷ OSTERVALD, *Description des Montagnes et vallées qui font partie de la principauté de Neuchâtel et Vallangin*, seconde édition revue, Neuchâtel, Samuel Fauche, 1766, p. 77.

⁸ *Neuchâtel* in *L'Encyclopédie ou Dictionnaire Raisonné des Sciences, des Arts et des Métiers*, tome XI, Neufchâtel, Samuel Faulche et C^o, 1765, p. 108.

⁹ André TISSOT, *op. cit.*, pp. 128-129.

¹⁰ Charles PERREGAUX, François-Louis PERROT, *Les Jaquet-Droz et leurs automates*, Neuchâtel, Wolfrath et Sperlé, 1906, p. 104.

¹¹ De FELICE, *Automate* in *Encyclopédie ou Dictionnaire Universel*, *op. cit.*, Suppl. tome II, 1775, p. 117.

¹² *Ibid.*, p. 116.

¹³ *Ibid.*, p. 117.

¹⁴ OSTERVALD, *op. cit.*, p. 81.

¹⁵ André TISSOT, *op. cit.*, pp. 131-132.

¹⁶ De FELICE, *op. cit.*, p. 117.

¹⁷ Alfred CHAPUIS et Édouard GELIS, *op. cit.*, pp. 270-271. Les auteurs s'en remettent à une déclaration de Jean-Frédéric Leschot qui explique que Henri-Louis Jaquet-Droz a fait faire par le fondeur Matiatek les flûtes, soufflets et pilottes de l'orgue à flûtes, au début novembre 1772.

¹⁸ Voir André DOYON et Lucien LIAIGRE, *Jacques Vaucanson, mécanicien de génie*, Paris, Presses Universitaires de France, 1966, pp. 32 sq.

Voir aussi Jacques VAUCANSON, *Le mécanisme du Fluteur automate(...)*, Paris, Jacques Guérin, 1738, pp. 19-22.

BIBLIOGRAPHIE

Histoire du Pays de Neuchâtel. Tome II. De la Réforme à 1815. Hauterive, Editions Gilles Attinger, 1991, 336 p., ill.

Pour ce deuxième volume publié par la Société d'histoire et d'archéologie du canton de Neuchâtel, le professeur Philippe Henry précise que les auteurs, collaborant étroitement, «ont voulu rendre compte de la destinée de ce pays et de ses habitants en s'appuyant sur des acquis anciens, mais surtout à la lumière des travaux les plus récents, voire de recherches originales réalisées pour l'occasion». Il a fallu se résoudre à des choix et tenir compte des lacunes de l'historiographie. Lors de la présentation de l'ouvrage, M. Henry, un des deux coordinateurs du travail, a précisé que l'accent avait été mis sur trois lignes de force liées entre elles: la Réforme religieuse et laïque, la volonté d'autonomie politique et la vocation industrielle. Tout le livre doit montrer à quel point Neuchâtel participait aux grands tournants de l'histoire européenne, combien son histoire reste actuelle et dépasse le cadre régional. Une bonne vulgarisation, sans concession à la facilité, cherche à associer les lecteurs aux travaux des historiens désireux de comprendre, et pas seulement de décrire le passé.

L'autre coordinateur du volume, M. Jean-Pierre Jelmini a établi une chronologie introductive, où l'histoire de Neuchâtel, de la Suisse et de l'Europe fournit l'indispensable cadre temporel. Les seconde et troisième parties traitent de l'évolution politique, de la Réforme à 1707, et de 1707 à 1815, matière répartie entre quatre auteurs et dix subdivisions. Il appartenait au professeur Rémy Scheurer d'aborder la destinée de la famille d'Orléans-Longueville, où «tant de morts empêchèrent la continuité des politiques». A grands traits vigoureusement tracés, il met en relief le rôle joué par Marie de Bourbon et Henri II, synthétise avec bonheur une matière où l'on aurait tôt fait de se perdre, puis il démonte le mécanisme du délicat gouvernement à distance d'un comté devenu indivisible et inaliénable, grâce à l'obstination des magistrats locaux. Quelques particularités, relève l'auteur, séparation de l'Eglise et de l'Etat, responsabilités judiciaires du Conseil d'Etat, ont perduré au-delà de l'époque étudiée.

Prenant le relais à partir de 1707, M. Jelmini fait usage d'encartés pour éclairer des points de détail, sans alourdir un texte qui condense allègrement la rude matière de la procédure de succession. Pour M. Henry, «l'option de 1707 a permis aux Neuchâtelois de vivre un siècle de paix extérieure, de tranquillité interne, de grande autonomie et de relative prospérité économique», grâce à la perspicacité de magistrats qui lièrent les mains du souverain. La Bourgeoisie de Neuchâtel, que nous croyons beaucoup moins oligarchique que le Conseil d'Etat pratiquement coopté, s'associera un temps à la Bourgeoisie de Valangin ayant des vues plus bornées. A juste titre, M. Henry s'interroge sur la notion «d'union personnelle» entre les Hohenzollern et Neuchâtel, relève l'absence au Conseil d'Etat des plus grands commerçants et industriels, l'organisation franchement

archaïque et le paternalisme de «la Seigneurie» qui tient tout en mains. En quelques paragraphes bien balancés, M. Jelmini caractérise les rapports entre les Hohenzollern et leurs sujets. Le relatif désintérêt des souverains, favorisant l'extension des pouvoirs du Conseil, suscite des tensions durables, et à long terme la révolution de 1848. Diverses «affaires» marqueront l'affaiblissement de la Bourgeoisie de Neuchâtel et de la Compagnie des pasteurs. Pour M^{lle} Sylvia Robert aussi, les troubles de la dernière décennie du XVIII^e siècle préfigurent les événements décisifs de 1848. Elle constate «l'émergence d'une conscience politique au sein de la population». Le Conseil s'inquiète notamment de la propagation d'idées révolutionnaires par 13 000 étrangers, attirés par l'industrialisation dans un pays de 45 000 âmes. Ne négligeant rien d'essentiel, le texte ramassé tient compte des réflexions les plus récentes sur les symboles. Sous le règne du maréchal Berthier, Neuchâtel devient une «vaste propriété princière» dit joliment l'auteur. Toutefois, le séquestre des marchandises anglaises ne fut pas la seule intervention directe de Napoléon dans la Principauté. Lorsque M. Jelmini met le point final à cette partie, en retraçant l'entrée de Neuchâtel dans la Confédération, l'historien peut conclure que les circonstances laissaient «présager une époque difficile pour le tout nouveau canton-principauté».

Avec la quatrième partie, «population et économie», le lecteur aborde les secteurs thématiques de l'ouvrage, particulièrement représentatifs des aspirations de l'historiographie contemporaine. Malgré la redoutable insuffisance des sources, M. Henry esquisse le mouvement général de la population et se livre en primeur à l'étude critique des chiffres. Grâce à des mémoires de licence, il devient possible d'observer l'accroissement de la population étrangère et d'esquisser les problèmes de l'émigration. Pour l'économie, trois siècles essentiels sont analysés dans un raccourci remarquable, où apparaissent les structures et l'arrière-plan conjoncturel. C'est par l'étude de la maison que M. Maurice Evard aborde l'agriculture, fournissant ensuite des chiffres sur la propriété du sol au Val-de-Ruz. Il dresse un tableau général des pratiques agricoles très conservatrices et montre combien médiocre était le rendement, et à quel point on mésusait des forêts avant la reprise en mains de 1807. Vu son importance, la viticulture a droit à une section particulière; M. Scheurer fournit des renseignements précis sur les surfaces cultivées, l'étendue des domaines, les pratiques culturales, la qualité des vins et les rendements financiers. L'importance du commerce des vins, rappelle l'auteur, détermina la politique économique du Conseil d'Etat, provoquant des tensions avec Berne notamment. Ensuite, M. Henry fait le point sur l'utilisation des eaux comme forces motrices pour l'artisanat. Qualité et bon marché de la main-d'œuvre, attitude d'une population réformée, influence indirecte du Refuge, absence de corporations et disponibilités en capitaux favorisèrent l'industrialisation; les encouragements du souverain restèrent «platoniques». Grâce aux travaux en cours de M^{lle} Robert, l'auteur cerne le devenir de la dentellerie, «industrie domestique brillante, mais sans lendemain», qu'on peut opposer à l'indiennage, dont la connaissance a été

renouvelée en dernier lieu par M. Caspard. Quant à l'horlogerie, elle a su s'adapter à l'évolution, résister aux crises, rester seule en lice dans le pays et enfin elle a permis l'essor de quelques célèbres chronométriers. Logiquement, M. Henry expose ensuite ce qu'on sait des routes, de la navigation, des postes, de la Compagnie des marchands bien oubliée, de «la faiblesse des péages», et réserve enfin une juste place à quelques négociants d'envergure internationale, mécènes dans leur pays. M^{me} Denise de Rougemont, pour terminer, situe l'histoire monétaire dans son contexte helvétique, donnant un tableau commode des monnaies de compte et des pièces en usage.

Dans la cinquième partie, «vie quotidienne et approche des institutions traditionnelles» M. Jelmini souligne que l'éloignement progressif des souverains et de la Réforme favorisèrent l'emprise des Bourgeoisies sur le pays. Bien placé pour le faire, l'auteur dresse alors le tableau des institutions du chef-lieu. Dans toutes les communes, il constate aussi une «incapacité de céder ne serait-ce qu'une parcelle du pouvoir qu'on détient en commun». Vraies «bonnes à tout faire», les gouverneurs voient leur pénible charge décrite sans complaisance. L'étude de la vie quotidienne et des mentalités, de l'avis même de M. Jelmini, «tient davantage de l'essai que du développement rigoureux que l'on attend d'un manuel d'histoire». C'est en joignant «urbanisme et urbanité» que M. Marc-Albert Emery aborde son sujet. Il relève, qu'à l'époque, l'univers urbain témoigne plus qu'il ne fonctionne. Au travers de l'échec d'Henripolis, il s'interroge sur «un chemin reliant Jean Hory à Charles-Edouard Jeanneret (Le Corbusier)». L'auteur pense enfin que «le XVIII^e siècle se caractérise par l'effondrement des limites séparant le rural de l'urbain».

«L'Eglise dans la société d'Ancien Régime», sixième partie, a pour auteurs M^{me} Michèle Robert et le professeur Gottfried Hammann. La première suit la destinée de l'homme de terrain qu'était Farel; elle décrit les progrès de la Réforme dans le pays, dépendant des autorités locales, d'événements extérieurs, voire aggravant ceux-ci dans le cas des funestes placards de 1534. L'historienne trace un tableau très clair de l'état du corps pastoral et de ses préoccupations matérielles. Appuyée sur ses propres recherches, elle détaille l'encadrement moral de la population par les consistoires, puis cherche à «définir une certaine éthique inspirée par l'Eglise et la bourgeoisie réformée». La vie se trouve ainsi placée «sous surveillance» de la Compagnie des pasteurs, toujours plus engoncée dans un conservatisme inefficace. Reprenant en partie les mêmes thèmes sous un autre angle et avec d'autres accents, M. Hammann cherche à cerner ce que fut la Réforme, vu qu'elle opéra «une véritable mutation des mentalités et des comportements» des Neuchâtelois (pour sa part, M. Jelmini exprimait plus haut des doutes quant aux modifications du caractère). La personnalité de Farel est déterminante: il sait faire comprendre la «nouvelle manière de concevoir l'homme face à son Dieu», au travers de la personne de Jésus-Christ, déstabilisant ainsi avec fougue l'Eglise et la société tout entière. Comme le remarque l'auteur en une solide synthèse, une fois passé le premier souffle, la Réforme

s'assoupit et prend «encore plus qu'ailleurs cette connotation morale, faute de continuité dans la réflexion et la rénovation théologique». Il n'exista pas de relève autochtone marquante jusqu'au grand Jean-Frédéric Ostervald.

Dans la septième et dernière partie, M. Michel Schlup disposait de 35 pages pour dresser un tableau de la vie intellectuelle. Au départ, des Evangéliques appuyés sur l'imprimeur de Vingle donnèrent passagèrement un éclat inouï à la vie intellectuelle entre 1533 et 1535. L'auteur évoque à juste titre, pour la suite, le «cadre étroit de la création». Des périodiques, dont le fameux *Mercurie suisse*, et une première chaire d'enseignement supérieur attribuée à Louis Bourguet suscitent des travaux scientifiques. Quant au droit, la pensée d'Emer de Vattel rayonne toujours encore. Vie de société, relations de tout genre avec la France et sociétés de lecture ouvrent les esprits dès le milieu du XVIII^e siècle, avant «l'âge d'or des imprimeries neuchâtelaises», bénéficiant des entraves gênant leurs concurrentes françaises. Les arts appliqués ont frayé la voie aux peintres et graveurs. L'auteur accorde au séjour de Jean-Jacques Rousseau et aux relations de Madame de Charrière des pages bienvenues. En fin de période, M. Schlup souligne «le développement d'une culture civique et pratique inspirée et encouragée par le pouvoir soucieux d'éloigner les esprits des idées révolutionnaires». C'est alors que furent créées une bibliothèque publique, la Société d'émulation patriotique et celle dite du Jeudi, au prix d'un «déclin littéraire, musical et artistique», selon l'auteur qui fait allègrement le tour de son sujet.

Revenant à notre point de départ, nous constatons avec plaisir que l'ouvrage répond au projet signalé au début du compte rendu. Des textes alertes, clairement subdivisés sont étroitement servis par une superbe illustration, souvent inédite. En tête des sections, une introduction oriente le lecteur, puis chaque auteur, soucieux de s'appuyer sur des chiffres, si cela est possible, opère une synthèse où il peut mettre sa touche personnelle dans l'interprétation. Découpage chronologique du début, puis partie thématique ordonnent la matière à satisfaction, avec un souci affirmé d'assurer la cohésion entre les divers collaborateurs, par des renvois, s'il le faut. Certains, cela est légitime, pourront discuter telle opinion ou relever de rares et minimes erreurs, voire regretter une table des noms. Il n'en reste pas moins que nous disposons désormais d'un excellent ouvrage mis à jour, pourvu de renvois bibliographiques, bien documenté par le texte et l'image et agréable à lire, que chacun pourra déguster à son rythme de lecture, ou consulter sur un point précis.

Jean COURVOISIER

NOTES DE LECTURE

«La raison d'être du Monument des comtes de Neuchâtel en Suisse» est le titre d'une conférence du professeur Louis-Edouard Roulet, prononcée en 1986 et publiée dans le volume 188 des *Procès-verbaux et mémoires* de l'*Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Besançon et de Franche-Comté* (année 1988-1989). Préparant une publication sur le cénotaphe de la collégiale de Neuchâtel (dont une statue a été brisée par un forcené le 24 novembre 1989), l'auteur a concentré son propos sur «les motivations religieuses, politiques, artistiques ou dynastiques qui justifient» l'existence d'un monument aussi considérable, pour une dynastie en définitive modeste. Après avoir dressé un portrait du chef-d'œuvre, M. Roulet lui applique avec bonheur la qualification de «photographie de famille», à laquelle les seigneurs de Fribourg et de Baden-Hochberg ont ajouté leurs effigies pour, «en quelque sorte, démontrer la légitimité [de leur] pouvoir comtal» tenu par héritage maternel. L'auteur s'interroge bien entendu sur le sens très discuté de l'inscription. Il fait remarquer le souci de Louis de Neuchâtel d'influencer l'avenir par quatre testaments successifs. Pour pallier l'absence d'héritiers mâles, le comte se remaria sur le tard avec Marguerite de Vufflens qui ne lui donna pas les garçons ardemment souhaités. Ainsi, tout en accordant divers avantages à sa fille Isabelle, Louis décida de choisir pour successeur son gendre Rodolphe de Nidau, personnage de réputation européenne. Furieuse, Isabelle se rebella en s'associant à sa sœur Varenne, femme d'Egon de Fribourg. Le conflit s'était apaisé en 1372, à l'époque où Louis de Neuchâtel fit construire le cénotaphe. «Il ne saurait s'agir d'une simple coïncidence», écrit M. Roulet qui se réserve d'approfondir le sujet. Le monument présente «morts et vivants, unis surtout»; cela signifiait la continuation et pas la fin d'une dynastie. C'est là une remarque tout à fait nouvelle qui aurait à coup sûr fait réagir Arthur Piaget! En 1373, par un dernier testament en faveur de ses filles, le comte allait susciter un violent conflit entre Isabelle et son mari dépossédé. En ouvrant des perspectives prometteuses pour une meilleure compréhension du cénotaphe, M. Roulet éveille aussi l'impatience des lecteurs qui souhaitent connaître l'ensemble de ses investigations sur le plus prestigieux monument du moyen âge neuchâtelois.

Avec son *Histoire d'une famille neuchâteloise (La famille Meuron)*, parue en 1991, M. Guy de Meuron met généreusement à disposition des connaisseurs une documentation considérable, puisée à la fois aux meilleures sources et dans les publications antérieures. «Plutôt que de transmettre la généalogie complète de tous les membres de la famille», l'auteur qui a dénombré 1014 personnes a sagement choisi de faire ressortir l'essentiel, par une présentation abrégée. Ainsi mentionne-t-il, sauf exceptions, les seuls membres ayant une descendance, et présente-t-il au complet la branche Meuron-Wolff, la seule encore vivante. Les subdivisions, les schémas généalogiques, la numérotation des 414 personnes retenues, les index des prénoms et des alliances rendent facile la consultation de

l'ouvrage illustré de portraits, de tableaux et de sujets divers. Ayant en mains un bon et beau livre, le lecteur peut suivre un personnage, butiner des renseignements ou trouver des vues synthétiques sur l'évolution, les activités et les demeures de la famille Meuron, issue de Saint-Sulpice. La partie proprement généalogique mène de Claude Mahuron, cité en 1460, à Christine née en 1985, qui porte le numéro A/XX/414. Les personnages notables bénéficient d'une notice plus ou moins étoffée. C'est le cas des Meuron de Corcelles et de Corse. La section «quelques figures caractéristiques» permet à l'auteur de tracer des biographies succinctes, où Constant Meuron, révolutionnaire de 1831, apparaît entre Auguste-Frédéric de Meuron, le fondateur de Préfargier, et le banneret Henri-Frédéric de Meuron, un des comploteurs de 1856! On repère aussi, bien sûr, les trois peintres de la famille, Maximilien, Albert et Louis, ainsi que de nombreux militaires, du XVII^e siècle à nos jours. Une mise au point sur les armoiries Meuron et les lettres de noblesse de la famille, suivie de la présentation de quelques objets rendent le livre d'autant plus utile.

Mnêma pour Georges Méautis, 1890-1970 (Neuchâtel, 1991) réunit, sous la direction du professeur Denis Knoepfler, divers textes et une bibliographie des travaux de l'helléniste né voici cent ans. Trois brefs témoignages, notamment celui du professeur, lorsqu'il prit congé de l'Université, précèdent les réflexions de M. Michel Egloff sur «G. Méautis et l'archéologie neuchâteloise» et de M. Louis-Edouard Roulet: «Un helléniste en quête des liens entre sa patrie et son pays.» Membre de la commission cantonale d'archéologie, G. Méautis accueillit favorablement l'archéologie subaquatique, publia une demi-douzaine d'articles sur des monuments gallo-romains ou des objets rares dans le *Musée neuchâtelois*, et un utile recueil sur les *Bronzes antiques du canton de Neuchâtel*, en 1928. La Seconde Guerre mondiale le fit s'intéresser de près à sa patrie; il publia un *Nicolas de Flue*, suivi de *Sens et mission de la Suisse*, qui est la traduction de textes du conseiller fédéral Philippe Etter, pour lequel G. Méautis éprouvait une grande admiration. Il dédia aussi à ses enfants des *Contes neuchâtelois*, témoignant ainsi d'une autre forme d'attachement au canton où il vint se fixer, sans jamais «devenir infidèle à la Grèce antique, sa patrie de l'esprit», dit justement M. Roulet.

Dans le *Rapport d'activité 1990* de la *Société du Musée, La Neuveville*, M. Andres Moser vient de publier un article intitulé «Quelques découvertes neuvevilloises de ces dernières années», en hommage au D^r Olivier Clottu. Les réflexions générales sur les maisons bourgeoises et les renseignements relatifs à la structure et au décor des édifices sont pleins d'enseignements pour les voisins que nous sommes. Il est ainsi question du maçon Jean Journot, actif à Neuchâtel et au Val-de-Ruz, auteur de la superbe tour carrée de La Neuveville, dont il était bourgeois. Paul de Pury et William Mayor ont été les architectes de l'ancien musée, place de la Gare (1875-1876). Une peinture figurant le sacrifice

d'Abraham, vers 1585 ou 1600, amène à des rapprochements nouveaux avec des scènes découvertes dans des maisons à Saint-Blaise et à Cormondrèche. Problématique et attention nouvelle portée à des détails permettent désormais d'enrichir la connaissance de notre patrimoine architectural, étudié aussi par des recherches étendues d'archives.

«Les métairies devant, derrière, du milieu...» est le titre alléchant donné par M. Andres Moser à un article paru dans un gros fascicule consacré au patrimoine rural, où tout serait à relever (*Intervalles. Revue culturelle du Jura bernois et de Bienne*, N° 29, février 1991). En raison des étroits rapports existant au travers des frontières politiques dans le domaine étudié, il est indispensable d'en donner un bref compte rendu. L'auteur remonte jusqu'à un privilège de 1368 accordé par l'évêque Jean de Vienne à La Neuveville, puis ne manque pas de rappeler l'acquisition de diverses métairies par les communes neuchâteloises au XIX^e siècle; il signale aussi le passage du terme vacherie à celui de métairie, alors que vacher, vacherin ou fruitier n'ont pas été supplantés par métayer. Le pasteur Théophile-Rémy Frêne, bien connu des Neuchâtelois par ses relations de parenté et son journal, est souvent cité pour son judicieux mémoire de 1768 sur les moyens de tirer un parti avantageux des montagnes du Jura. Diverses localités et d'importantes familles ont laissé leur nom aux métairies; une vingtaine sont commodément localisées sur une carte de la région, au nord-ouest du lac de Bienne. M. Moser publie aussi un document rare, le plan sommaire de la métairie «la Neuve», tracé au dos d'un contrat de 1698; il a aussi réuni de précieux renseignements sur le cheptel, la production du beurre et du fromage, l'origine des vachers, la vie quotidienne et l'hospitalité offerte aux voyageurs, appuyés sur une imposante série de références.

Sans vouloir annexer subrepticement les monuments de nos voisins, il nous paraît judicieux de signaler encore la parution de deux *Guides de monuments suisses*, publiés par la Société d'histoire de l'art en Suisse, parce qu'ils sont liés de diverses manières au passé neuchâtelois. *Nidau BE*, paru en 1988, décrit par le texte et par l'image une cité dont l'origine remonte à un château d'Ulrich III de Neuchâtel, cité en 1196. L'auteur, M. Andres Moser, vient aussi d'écrire, en collaboration avec M. Daniel Gutcher, *L'Ile Saint-Pierre BE*, paru en 1991. Ce guide de 36 pages, magnifiquement illustré, fait le point après les importantes fouilles du prieuré clunisien roman, qui ont aussi révélé l'existence d'une basilique antérieure. Histoire et description guident avec profit une visite des lieux, étendue aux promenades dans l'île, chère aux Bellettriens, aux Neuchâtelois et aux amis de Jean-Jacques Rousseau.

M. Andreas Bräm, historien de l'art à Berne, publiant «Die alte Krone. Ein Spätwerk von Laurent Perroud» (*Annales biennoises* pour 1989), constate que cette auberge de la Couronne, postérieure à la maison des Halles de Neuchâtel, moins ornée que cette dernière, est aussi plus marquée par les traditions de la fin de l'époque gothique. L'auteur édite pp. 66-67, le marché de construction passé le 7 septembre 1574 avec Perroud, et le commente fort pertinemment. N'ayant

pas eu le manuscrit sous les yeux, nous nous étonnons toutefois de la transcription de tous les *s* gothiques par une ligature équivalant à la graphie *ssoleil*, *s sera* ! Il y a parfois confusion évidente entre *n* et *u*, de sorte qu'il faut lire *vehuz* (*vus*) ; on aurait pu résoudre les abréviations de *p* en écrivant « de la *part* » et, sans doute, « à *proffyt* » ; à la note 18 enfin, nous sommes d'avis que *dérocher* = démolir, et ne signifie pas *wiederherstellen* = rétablir. Ces remarques de détail n'enlèvent rien à la valeur de l'article de M. Bräm bien conçu, documenté et judicieusement illustré.

Jean COURVOISIER

04 10
26 JUIN 1992

Musée Neuchâtelois

REVUE D'HISTOIRE RÉGIONALE FONDÉE EN 1864



BIBL. PUBL.
NEUCHÂTEL
ET UNIV.

1992

avril/juin N° 2

Le *Musée neuchâtelois* est publié en collaboration avec la Société d'histoire et d'archéologie du canton de Neuchâtel.

Comité de rédaction :

M. Louis-Edouard ROULET, président, 66, rue de l'Evoles, 2000 Neuchâtel.

M. Maurice de TRIBOLET, secrétaire de rédaction, 8, rue de la Bâla, 2012 Auvernier.

M. Léon DU PASQUIER, trésorier, 24, avenue de la Gare, 2000 Neuchâtel.

M^{mes} Sylviane MUSY-RAMSEYER, Maryse SCHMIDT-SURDEZ, MM. Jean-Marc BARRELET, Jean COURVOISIER, Michel EGLOFF, Maurice FAVRE, Philippe HENRY, Jean-Pierre JELMINI, Jacques RAMSEYER, Rémy SCHEURER.

Président de la Société d'histoire et d'archéologie du canton de Neuchâtel (Suisse) :

M. Maurice de TRIBOLET, 8, rue de la Bâla, 2012 Auvernier.

Administration et abonnements :

M. Léon DU PASQUIER, 24, avenue de la Gare, 2000 Neuchâtel.

Prix de l'abonnement :

Suisse: Fr. 30.—

Etranger: Fr. 35.—

Pour les membres de la Société d'histoire :

Suisse: Fr. 27.50

Etranger: Fr. 32.50

Abonnement de soutien :

dès Fr. 40.—

Compte de chèque postal :

MUSÉE NEUCHATELOIS, 20-1622-0, Neuchâtel.

Dans la mesure où ils sont disponibles, les numéros anciens de la revue peuvent être commandés au Service des archives de l'Etat (Le château, 2001 Neuchâtel), au prix de Fr. 30.— l'année et de Fr. 12.— le fascicule. Pour l'année en cours, s'adresser aux archives de l'Etat, Le château, 2001 Neuchâtel.

Sommaire

1992

avril/juin

N° 2

	Pages
1. Louis-Edouard ROULET, <i>M^e Jean-Pierre Michaud (1903-1992)</i>	43
2. Maurice FAVRE, <i>Daniel Jeanrichard</i>	45
3. Jean COURVOISIER, <i>Les voyages du Chaux-de-Fonnier Louis Courvoisier en Italie du Nord vers 1800</i>	57
4. Nathalie TISSOT, <i>Protection juridique des vestiges archéologiques, problèmes liés au droit des expropriations et de l'aménagement du territoire</i>	83
5. <i>Bibliographie.</i> Jacques RAMSEYER, «Les relations franco-suissees au XIX ^e siècle»	91

Illustration de la couverture : «Image mythique d'un personnage réel». Monument Jeanrichard au Locle (ill. Maurice Favre).

M^e JEAN-PIERRE MICHAUD (1903-1992)

Un aîné nous a quittés. Il s'en est allé, le 7 février, après quelques jours de maladie, au bel âge de 89 ans. Une vie bien remplie d'avocat, et surtout de notaire, établi à Colombier, de président de la commune de Bôle, d'officier supérieur dans notre armée, sans oublier celle de l'époux et du père de famille.

Une existence aussi d'amoureux de l'histoire, de celle des grandes civilisations qui le fascinaient, mais aussi de celle de notre passé régional auquel il vouait une curiosité jamais satisfaite, curiosité doublée du désir d'apporter, par des recherches et des publications, sa propre contribution à l'effort commun. Ainsi ont paru, depuis une vingtaine d'années, une bonne douzaine d'articles, quelque peu épars au début, réguliers pour ne pas dire systématiques, au fil du temps. Des sujets inattendus; comme «Les vendanges à Bôle, en 1820», ou «A propos de l'émigration neuchâteloise au début du XIX^e siècle». Des comptes rendus de thèses relevant du «Régime matrimonial dans le comté de Neuchâtel, du XV^e au XIX^e siècle» (Dominique Favarger), ou de «L'histoire du notariat dans le canton de Neuchâtel» (Jean-Pierre Graber). Mais surtout une remarquable série d'études toponymiques, réservées aux lieux-dits des communes du district de Boudry (Bôle, Colombier, Auvernier, Boudry, Cortailod, Corcelles-Cormondrèche, Bevaix, Rochefort), la dernière parue il n'y a que quelques mois. En 1970, le regretté Ernest Schulé, rédacteur en chef du *Glossaire des patois de la Suisse romande*, faisait l'éloge de l'essai de toponymie des lieux-dits de Bôle. Pouvait-on rêver meilleur parrainage et plus bel encouragement?

Mais le collègue, dont nous déplorons le départ ne se contentait point d'offrir sa collaboration érudite. Prêt à rendre service, sans jamais se mettre en avant, il assumait les tâches et les responsabilités auxquelles il était appelé. Président de la section de Neuchâtel de la Société d'histoire et d'archéologie, au cours d'une période administrative, il fut surtout membre, à la présence à la fois assidue et fidèle, du comité de rédaction du *Musée neuchâtelois*, pendant plus de trente ans, occupant, de manière exemplaire, la fonction de trésorier jusqu'en 1983. Voici une phrase qui se libelle d'un trait de plume ou presque. On voudra bien se rappeler ce qu'elle implique de conscience et de dévouement.

Notre doyen disparu n'aimait point qu'on parlât de lui. Sobre de tempérament, discret de nature, et pourtant joyeux lors de nos

«buchilles», de nos sorties annuelles, qu'il préparait avec un soin jaloux, il avait refusé qu'on lui adressât, dans notre revue, au moment où il remettait sa charge de trésorier, les remerciements qu'il méritait. Fallait-il continuer à nous taire? Il nous a paru que nos lecteurs devaient savoir ce que le défunt a été pour le *Musée* et pour tous ceux qui ont eu le privilège de siéger avec lui.

Pour le comité de rédaction:
Louis-Edouard ROULET, président

DANIEL JEANRICHARD

L'histoire de Daniel Jeanrichard, mort le 20 avril 1741 — on célébrait l'année passée le 250^e anniversaire de l'événement — intéresse par la manière dont elle est contée autant que par elle-même. Il n'existe pas moins de sept versions différentes.

1° Le banneret Ostervald publie le premier récit en 1764, soit vingt-trois ans après la disparition du personnage¹. Il déclare tenir ses informations de l'un des fils de celui-ci, Jean-Jacques, né en 1720.

Daniel, nous apprend-il, naît en 1665, à La Sagne. En 1679, le marchand de chevaux Peter, de retour au pays, apporte une montre faite à Londres et qui s'est dérangée. Le jeune homme, que ses petits ouvrages signalent à l'attention, parvient à la réparer, puis décide d'en fabriquer une autre, ce que personne n'a encore fait dans la région. Après une année de préparatifs et six mois de travail, il réussit, reçoit des commandes et crée le premier atelier de fabrication de montres des Montagnes neuchâteloises. Il forme d'autres horlogers, notamment ses cinq fils et Jacob Brandt; il réinvente la machine à tailler les roues d'engrenage, dont on lui fait mystère à Genève, puis il la met à disposition de ses confrères. Il s'établit enfin au Locle, où il exerce son activité avec ses fils et fabrique également de petites pendules et même des montres à répétition.

Ostervald ne fait pas de Daniel Jeanrichard le créateur de l'industrie horlogère des Montagnes. Il existe alors des horlogers dans la plupart des villes, mais il n'y a d'industrie horlogère qu'à Genève et à Londres. Un seul homme ne suffit donc pas pour créer une industrie. Il faut les efforts conjugués d'une collectivité, si bien qu'Ostervald attribue les mérites de l'industrialisation aux talents de la population dont Daniel Jeanrichard n'est, à ses yeux, que «le premier mobile». L'homme aurait mis en marche une machine qu'il n'aurait pas lui-même construite. Il se serait borné à donner une impulsion, qui serait peu de choses en regard du résultat.

«Rien, écrit en effet Ostervald, ne peut donner une plus juste idée des talents de ces peuples qu'une histoire abrégée de l'établissement de l'horlogerie parmi eux, comparée avec la rapidité étonnante des progrès qu'elle a faits au Locle et à La Chaux-de-Fonds.» Le récit se termine par la remarque: «Tels ont été les premiers et faibles commencements d'une fabrique devenue en peu de temps si florissante.»

Aux yeux de cet auteur, l'implantation de l'industrie horlogère dans les Montagnes a donc d'autres causes que l'exploit d'un adolescent.

2° Avec le temps, les souvenirs s'estompent et les événements frappants demeurent seuls en mémoire. L'exploit individuel l'emporte sur les mérites imprécis d'une collectivité et Daniel Jeanrichard devient, au cours du XIX^e siècle, le créateur de l'industrie régionale. Certains voient même en lui l'inventeur de la montre². Il est le génie auquel tout un peuple doit la prospérité et fait l'objet d'un culte dont les grands moments sont, au Locle, l'érection d'une statue en 1888 et le Festival du bicentenaire en 1941. Chaque fois les autorités communales, cantonales et fédérales participent aux festivités, que rehaussent un cortège historique ainsi que des poèmes, hymnes, cantates et marches de circonstance³.

3° Dès la fin du siècle, la critique s'en prend aux récits vénérés. Guillaume Tell puis Arnold de Winkelried sont sacrifiés sur l'autel de la vérité. A Neuchâtel Arthur Piaget dénonce le caractère apocryphe de la «Chronique des chanoines» et d'autres veulent suivre ses traces en s'attaquant au récit d'Ostervald. Marius Fallet, par exemple, ne voit dans ce dernier qu'un tissu de contradictions⁴; il ne cite même pas Daniel Jeanrichard en résumant l'histoire de l'horlogerie⁵ et répare à peine l'omission vingt ans plus tard dans une étude plus complète⁶. Henri Bühler, quant à lui, se complaît dans le doute, ce qui est une manière de tout réfuter⁷.

L'exploit du héros fêté dans l'enthousiasme général n'est donc plus qu'une légende.

4° Les archives conservent cependant la trace du personnage, ce qui exclut le mythe pur et simple. Léon Montandon s'efforce de faire la part du vrai et du faux dans une causerie prononcée à l'occasion du bicentenaire et dont le texte est publié⁸. Il découvre une foule de renseignements sur les ancêtres du personnage, ainsi que sur ce dernier, mais aucun sur sa naissance — les registres ayant brûlé — ni sur sa jeunesse. Ce n'est cependant pas, à ses yeux, une raison pour contester l'exactitude du récit d'Ostervald, car ni celui-ci ni le fils de Daniel, estime-t-il, ne l'auront inventé de toutes pièces. Tout au plus, auront-ils exagéré certains faits ou cité des dates inexactes. Ainsi, doutant qu'un enfant puisse réparer puis fabriquer une montre sans l'avoir appris — ce qui implique un apprentissage, si ce n'est d'horloger du moins d'orfèvre — Léon Montandon attribue à Daniel quelques années de plus. Il situe également l'événement

à une date plus récente, car un recensement de 1712 parle d'un âge approximatif de 40 ans. La naissance serait donc intervenue aux environs de 1670 — au lieu de 1665 — et la visite du marchand vers 1688-1690 — au lieu de 1679. Supposant d'autre part que Daniel était orfèvre et non serrurier ou forgeron, comme le prétend la tradition iconographique, il suggère la version suivante :

« Au cours de son apprentissage Daniel a déjà vu des montres. Il a cette fois-ci l'occasion d'en tenir une entre les mains, de l'examiner plus à fond et, après l'avoir remise en marche, il se met à en exécuter une semblable. Cet événement décide de l'orientation de sa carrière. Mais quoi que l'on dise, ou que l'on publie, Daniel Jeanrichard restera pour le public, grâce au tableau de Bachelin et à la statue d'Iguel, un forgeron ou un serrurier. Qu'importe après tout. L'essentiel n'est pas qu'il ait appris tel métier plutôt que tel autre, mais bien qu'il ait donné l'impulsion à l'industrie à laquelle nos montagnes doivent leur prospérité. C'est à ce titre qu'il a droit à la reconnaissance des Neuchâtelois. »

Loin de s'éloigner du récit d'Ostervald, la version de Léon Montandon le confirme, avec cette réserve qu'elle donne quelques années de plus à l'adolescent et lui suppose un apprentissage. Elle évite de faire de Daniel le créateur d'une industrie et se borne à voir en lui l'auteur d'une impulsion.

5° Néanmoins, la thèse de l'existence d'une légende est si fortement ancrée qu'elle demeure la seule reçue, tout comme celle du créateur d'industrie. Tous les historiens reprennent l'une et l'autre⁹, estimant que l'enfant prodige n'a pas existé, mais bien l'industriel. Comme on a besoin d'une image pour cette nouvelle version, on découvre à la bibliothèque de Neuchâtel un portrait¹⁰ qui paraît convenir, car il est attribué à Daniel Jeanrichard, bien que personne n'en puisse indiquer la provenance. Il représente un homme âgé portant perruque, dont l'expression un peu niaise est interprétée comme un air de satisfaction bienveillante. On le reproduit partout, jusque sur un timbre postal de la série Pro Juventute 1941.

6° Aux yeux des plus avertis, des nuances s'imposent toutefois. Alfred Chapuis¹¹ et Aymon de Mestral¹² reconnaissent que Daniel Jeanrichard n'a pu créer seul, ni de toutes pièces, l'industrie des Montagnes. Ils lui attribuent par contre une influence déterminante sur l'orientation de celle-ci, en sorte qu'on lui devrait, selon le premier, la division du travail avec l'établissage et selon le second, l'orientation vers la production

courante et le refus des pratiques restrictives des corporations. L'homme aurait « par sa largeur de vue et son désintéressement, devancé son temps et fait preuve d'une conception réellement industrielle et moderne de l'horlogerie ».

Mestral lui donne donc, en tête de la brochure qu'il lui consacre, le titre inusité d'inspirateur de l'horlogerie des Montagnes.

7° La dernière version est celle de David Landes¹³. Celui-ci parle aussi de légende, mais au lieu de voir le mythe dans le récit d'Ostervald, il le situe dans le rôle de l'industriel. Il est clair, écrit-il que Daniel Jeanrichard ne fut que l'un des pionniers de l'horlogerie jurassienne, dont l'origine n'est au surplus pas seulement indigène.

Les fonctions du héros réel ou mythique

Tantôt enfant, tantôt adulte, donneur d'une simple impulsion ou créateur d'une industrie, inspirateur de celle-ci ou pionnier parmi d'autres, le héros ne cesse, à mesure que s'écrit l'histoire, de passer et repasser la limite qui sépare le mythe de la réalité.

Rappelons donc brièvement les raisons qu'a le premier de se substituer à la seconde.

Le souci du passé ne procède pas d'une curiosité gratuite et simplement divertissante. Il répond à un besoin essentiel, qui est d'obtenir, avant d'agir, des encouragements et des recettes. Pour surmonter avec lucidité les difficultés du présent, l'esprit cherche dans le passé des exemples et des procédés. Cette démarche, qui est le fondement du comportement rationnel, répond à une impulsion si puissante qu'à défaut d'informations exactes, il en surgit qui ne le sont pas. Par crainte du désarroi, la raison devient fabulation, de belles légendes tiennent lieu d'histoires véridiques et des remèdes imaginaires remplacent ceux que devrait confirmer l'expérience. L'histoire et le mythe se mêlent ainsi, le second tenant lieu de la première chaque fois que n'apparaissent pas les informations attendues.

En l'espèce, l'attente est d'abord celle d'une explication. Faute de connaître la cause de l'industrialisation des Montagnes, on l'attribue à Daniel Jeanrichard, un peu comme les anciens attribuaient à Prométhée l'invention du feu. Le hasard veut que le personnage ait existé, mais à défaut on l'aurait inventé. Les Allemands en ont montré l'exemple avec Peter Henlein, dont ils ont fait le créateur de la montre, alors que son existence n'a jamais été prouvée¹⁴. Ainsi s'explique l'empressement avec

lequel on a complété et complète aujourd'hui encore les récits d'Ostervald ou de Montandon pour attribuer à Daniel Jeanrichard les mérites d'un créateur d'industrie.

Mais le récit vient aussi à point pour fournir un héros à une population dont l'orientation industrielle est contestée. Cette orientation n'est en effet pas conforme à la tradition du reste du pays, où l'exercice de ce qu'on appelle alors les métiers ou les professions, par opposition aux activités agricoles, est réservé aux villes, tandis que le commerce est le privilège des classes supérieures. Que des montagnards — campagnards par excellence — se mêlent d'activités revenant à d'autres est une entorse à l'ordre établi. Les louanges des encyclopédistes contrastent avec la réprobation qu'illustre la décoration monumentale de la cage d'escaliers du Musée d'art et d'histoire de Neuchâtel, où une statue dorée évoquant le veau d'or représente l'industrie de La Chaux-de-Fonds et signifie que cette ville s'est donnée au mal. Les Montagnes neuchâteloises restaurent donc leur image en s'identifiant à un héros qu'elles fêtent avec pompe et font officiellement reconnaître.

Mais dès le milieu du XX^e siècle les bienfaits de l'industrie sont universellement admis. On cite en exemple les Montagnes neuchâteloises autant qu'on les envie, si bien qu'elles n'ont plus besoin de se légitimer. Daniel Jeanrichard se transforme alors en homme d'âge mûr pour remplir une autre fonction, qui est de réhabiliter l'image de l'industriel, alors qu'une partie de l'opinion la ternit sous l'influence des théories marxistes. A Zurich, le 1^{er} janvier 1950, se fonde un Institut d'études économiques dont le but, sous prétexte de contribuer à l'histoire économique suisse, est de publier la biographie des chefs d'entreprises, qualifiés de « pionniers dont le génie a assuré du travail pour les générations à venir ». Jeanrichard se trouve ainsi aux côtés des Suchard, Sulzer, Nestlé, Bally, Geigy, Leu, Escher et autres Cailler¹⁵. Tout en fournissant une explication au phénomène de l'industrialisation, son exemple légitime la fonction du patron. Il incarne le mythe de l'industriel créateur d'emplois dont la société attend la prospérité.

La réalité

Si l'on s'efforce d'échapper aux influences fabulatrices et de faire preuve d'objectivité, on ne peut qu'ajouter foi à la relation d'Ostervald, sans même lui apporter les corrections suggérées par Léon Montandon.

Celui-ci relève à juste titre que les auteurs du premier récit ne l'ont certainement pas inventé de toutes pièces. Il s'agit d'un témoignage et les

témoins méritent d'être crus, aussi longtemps qu'il n'existe pas de raisons de mettre en doute leur crédibilité. La fierté familiale, qui serait l'une de ces raisons, peut inciter un fils à exagérer les mérites du père, mais non lui faire inventer des précisions telles que le nom du marchand Peter, la provenance anglaise de la montre, l'année qu'il a fallu pour préparer la fabrication d'un nouvel objet ou les six mois de cette fabrication. On ne voit pas non plus la raison d'imaginer des millésimes alors qu'un âge aurait suffi pour indiquer la précocité de l'enfant.

Les faits précis rapportés par Ostervald et les dates qu'il cite méritent donc d'être retenus. Ces dernières, en particulier, ne sont pas contredites par le recensement de 1712, car celui-ci indique l'âge de la plupart des hommes par un chiffre rond se rapportant à la décennie; les 40 ans de Daniel Jeanrichard signifient très certainement la quarantaine et sont donc compatibles avec une naissance en 1665.

Quant à l'absence d'apprentissage, qu'implique l'extrême jeunesse du héros, elle s'explique par le fait que les habitants de la région exerçaient les métiers les plus divers sans apprentissage. Rousseau le signalait en 1758 dans sa lettre à d'Alembert et Ostervald en faisait de même quelques années plus tard¹². Cela signifie, non que les montagnards naissent en connaissant tous les métiers, mais qu'ils se formaient plus rapidement que par la filière corporatiste. Selon Ostervald, quelques mois suffirent à Jacob Brandt pour apprendre de Daniel Jeanrichard non seulement l'horlogerie, mais la gravure et la dorure¹⁶. Il est donc vraisemblable que Daniel lui-même n'ait pas eu besoin de plus d'une année pour se préparer, ni de plus de six mois pour s'exécuter. Il avait à disposition le savoir-faire d'un milieu où l'on fabriquait des horloges et où les techniques de miniaturisation étaient connues par l'orfèvrerie et l'armurerie. Plutôt que des jouets, comme on l'a supposé gratuitement, les petits ouvrages qui attirèrent sur son habileté l'attention de Peter étaient probablement des travaux de petite mécanique. Depuis l'âge de 12 ans, où l'on cessait à l'époque d'être un enfant, il avait disposé de deux années pour se former en fréquentant des artisans qui échangeaient librement leurs connaissances. Enfin, si certaines parties de la montre étaient trop difficiles à fabriquer, il aura pu en faire l'acquisition, car le fait que les horlogers genevois confiaient du travail à des fournisseurs de la campagne avait vraisemblablement créé un marché parallèle des fournitures.

On conteste donc à tort l'exploit du jeune homme, et l'on attribue à tort également à l'homme d'âge mûr le rôle d'un créateur d'industrie. David Landes a raison de faire observer que Daniel Jeanrichard ne fut qu'un pionnier parmi d'autres. Il n'a ni créé, ni même inspiré l'industrie

des Montagnes. La division du travail et le système de l'établissage caractérisaient déjà l'industrie de Genève ou de Londres et ne sont donc pas de son invention. Le système de l'établissage, en particulier, était généralisé en Suisse et en d'autres industries sous le nom de « Verlags-system »¹⁷; les Anglais, qui le connaissaient également, l'appelaient « putting-out system »¹⁸. Quant à la liberté économique, elle existait avant Daniel Jeanrichard dans les Montagnes neuchâtelaises, dont elle caractérisait le statut juridique original; chacun en bénéficiait et nul n'aurait pu s'y soustraire¹⁹.

D'ailleurs, l'industrie horlogère des Montagnes a si peu été créée par Daniel Jeanrichard qu'elle n'a probablement pas existé de son vivant.

Le propre d'un industriel est d'employer de nombreux ouvriers et d'utiliser d'importants capitaux. Or les seuls collaborateurs qu'on connaisse à Daniel Jeanrichard sont trois apprentis, engagés de 1700 à 1711, puis les membres de sa famille, soit sa femme, épousée en 1701 et cinq fils plus deux filles nés de 1703 à 1723. Sa maison, qui était une ferme, même lorsqu'il s'est établi aux Monts sur Le Locle, n'avait rien d'une fabrique. D'autre part, le recensement de 1712 le qualifie de pauvre, les autres chefs de famille étant dits peu riches, passables, commodes ou très commodes. A sa mort, il ne possède qu'une très modeste fortune, soit un peu plus de 3000 livres qui font une centaine de milliers de francs d'aujourd'hui, alors qu'il avait probablement hérité davantage de ses parents. Il n'a donc utilisé ni main-d'œuvre ni capitaux à l'échelle industrielle.

Personne non plus ne semble l'avoir fait à son époque. Selon le conseiller d'Etat Sandoz-Rollin, dans son « Essai statistique sur le canton de Neuchâtel » paru en 1818, les seuls horlogers de la région sont, à la mort de Daniel Jeanrichard, les fils de celui-ci, ainsi que les dénommés Favre et Prince au Locle et Jacob Brandt à La Chaux-de-Fonds; ils ne faisaient ensemble que deux à trois cents montres par année et ce n'est « qu'en 1750 que la fabrication prit de la consistance ». Un recensement signale en effet à cette date 180 horlogers au Locle, puis un autre 409 en 1764. Prolongée vers le bas, la courbe de la progression semble bien débiter vers 1740, soit à la mort du héros.

Quant au portrait de la bibliothèque de Neuchâtel, rien ne permet d'affirmer qu'il soit celui de Daniel Jeanrichard. Auguste Bachelin, dans son « Iconographie neuchâtelaise », l'affirme gratuitement en 1878, mais en 1941 Léon Montandon²⁰ obtient des renseignements l'attribuant tout au plus à l'un des fils de Daniel, qui aurait ressemblé à son père. L'attribuer néanmoins à celui-ci relève du faux historique.

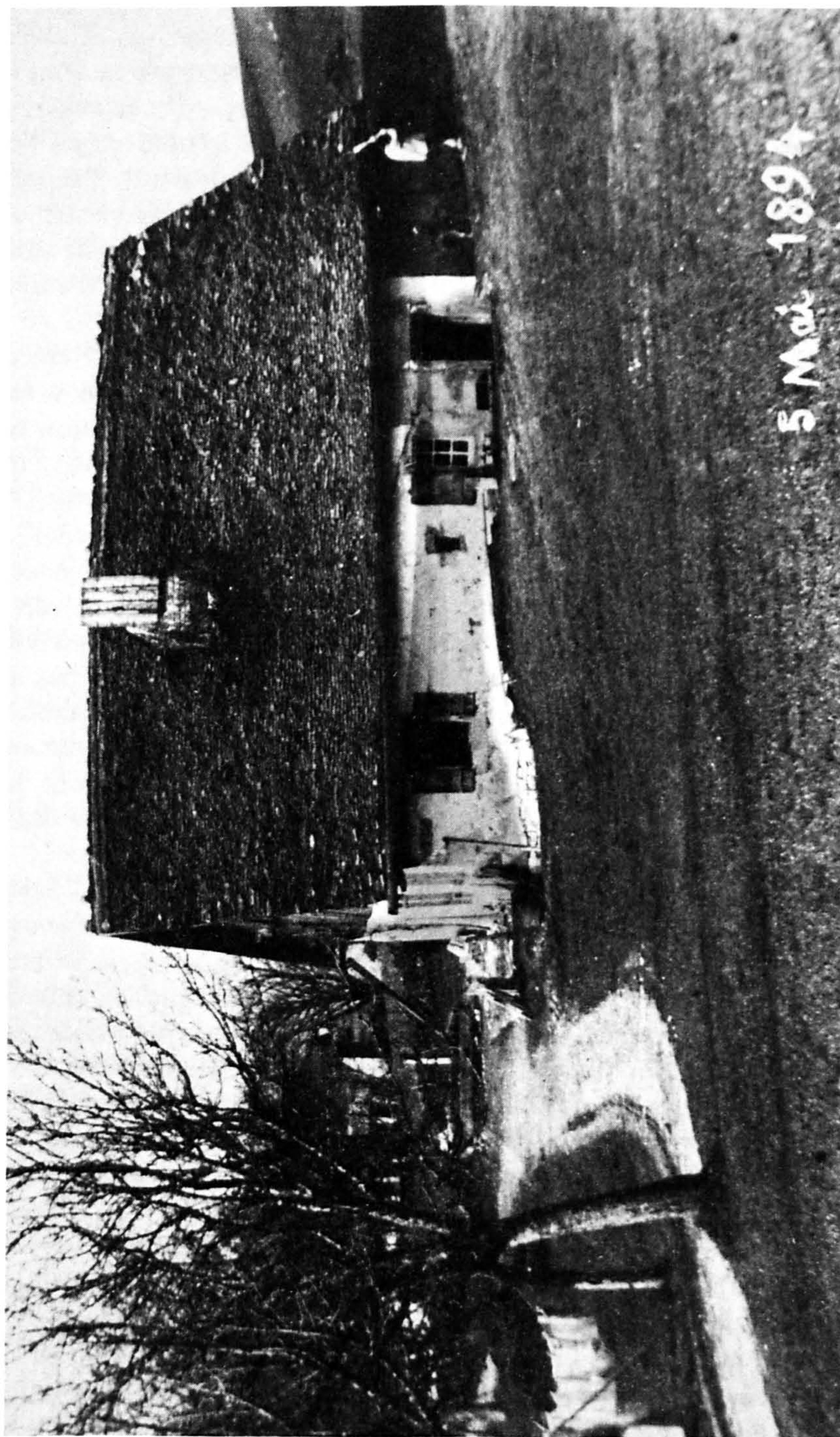


Fig. 1. Maison de Daniel Jeanrichard.

Les mérites de Daniel Jeanrichard n'en sont pas moins réels. S'il n'a pas créé d'industrie, ni même été un industriel, il a fondé le premier atelier de la région, donnant un exemple dont une population particulièrement habile et laborieuse a su tirer parti. Que cette population ait moins imité Daniel Jeanrichard que les horlogers genevois, dont elle a copié l'organisation industrielle, importe guère. Il fallait un début qui ne pouvait être facile. Sa vie durant Daniel Jeanrichard aura fabriqué des montres sans bénéficier de l'appui d'un milieu industriel mais en subissant la concurrence de tels milieux établis tant à Genève qu'à Londres. Les moyens ou, plus exactement les expédients auxquels il a dû recourir ne sont pas connus. S'il est douteux qu'il ait pu se fournir auprès des horlogers genevois, il aura pu avoir accès à des marchés parallèles, mais le plus probable est qu'il se sera contenté d'une rémunération dérisoire en raison du fait que la condition de paysan-éleveur, qui a dû longtemps être la sienne, lui procurait ses moyens d'existence, tout en lui laissant du temps libre, comme nous allons maintenant l'examiner.

Les causes de l'industrialisation

On cite habituellement le double effet stimulant des franchises dont le pays jouit depuis le moyen-âge et du climat qui exigerait un degré supérieur d'énergie pour résister à ses rigueurs²¹.

C'est oublier qu'au moyen-âge toutes les villes bénéficiaient de franchises et que les libertés de Neuchâtel ont vraisemblablement servi de modèle à celles de Valangin. Les horlogers qui vivaient à Neuchâtel n'y ont cependant pas fondé une industrie.

Quant aux rigueurs du climat, le bon sens veut qu'elles absorbent l'énergie au lieu de la libérer. Si les nations du Nord sont parfois plus entreprenantes que celles du Sud, comme le remarque déjà Montesquieu, il en faut chercher la cause dans l'évolution historique et non dans le climat. Longtemps délaissées en raison de leur manque d'attrait, elles deviennent des pays neufs lorsque le même progrès qui permet d'y vivre plus aisément impose une modification des mentalités. La prospérité change alors de camp, ce qui explique qu'elle passe souvent du Sud au Nord. Mais pour autant, toutes les régions du Sud ne sont pas prospères à l'origine et toutes celles du Nord ne le deviennent pas ensuite. L'échec ou la réussite de certaines d'entre elles, au Sud comme au Nord, ne s'explique pas par le seul effet du climat.

Aussi d'autres explications sont-elles proposées par David Landes²². Celui-ci remarque d'abord qu'une éclosion de talents individuels ne suffit

pas; la présence de grands horlogers n'a pas empêché les industries françaises et anglaises de subir la concurrence victorieuse de l'horlogerie suisse. Soit dit en passant, cette constatation condamne la façon dont on a cru, jusqu'à ces derniers temps, faire l'histoire de l'industrie horlogère sous la forme d'une suite de biographies d'horlogers remarquables.

Selon David Landes, la réussite industrielle dépend d'un modèle d'efforts et de comportements collectifs créant les conditions d'un travail «psychiquement gratifiant». Il s'agit d'un phénomène culturel, ce que confirme le fait que les horlogers suisses avaient une culture commune. Ils étaient surtout francophones, se répartissaient en un petit nombre de familles formant des dynasties et étaient de religion protestante, laquelle encourage l'instruction et la curiosité intellectuelle.

L'explication est convaincante mais insuffisante. Si elle rend compte du fait que l'industrie horlogère s'est développée dans le Jura, plutôt que dans les Alpes et sur la rive droite du Doubs, plutôt que sur la rive gauche restée catholique, elle n'explique pas qu'elle l'ait fait au Locle et à La Chaux-de-Fonds plutôt qu'à Neuchâtel. Des causes supplémentaires sont donc intervenues.

Vraisemblablement, il faut d'abord citer le fait que dès l'époque où l'élevage a pris de l'importance, dans une économie agricole jusque-là dominée par la culture des céréales et où l'on tuait les bêtes en automne faute de pouvoir les nourrir en hiver, le climat de montagne favorise les éleveurs. Le phénomène, après avoir fait la force des Waldstätten²³ se reproduit dans le Jura avec un certain retard, dû à la nécessité de déboiser les pâturages et de construire des citernes pour avoir de l'eau. Un mode de vie différent s'installe, qui distingue les éleveurs des Montagnes des laboureurs du Val-de-Ruz ou des vigneron du Littoral. La nouvelle population est plus favorable aux innovations que l'ancienne et le reste durablement, contrairement à celle de la Suisse primitive, où les mêmes gens exploitent à la fois les champs au fond des vallées et les pâturages sous les glaciers, en sorte que deux classes distinctes ne s'y constituent pas.

En second lieu, le climat du Haut Jura est moins mauvais en réalité qu'en apparence. Si le soleil ne rit pas aussi souvent qu'en plaine et si les nuées qui s'amassent au-dessus de la montagne exercent un effet déprimant, l'herbe n'est pas empêchée de pousser ni, par conséquent, l'élevage de prospérer. Celui-ci procure à l'exploitant les moyens d'échange dont il a besoin pour acquérir le peu qu'il ne produit pas, alors qu'en plaine cette fonction revient aux cultures, lesquelles sont davantage exposées aux intempéries, comme les gelées précoces ou tardives, les inondations

ou la sécheresse. Sur les hauteurs, les récoltes compromises ne concernent que l'orge et l'avoine qui procurent un pain grossier, destiné à la seule consommation personnelle; leur perte se compense par des achats en plaine, sans que la hausse des prix se fasse trop sentir, puisque les produits de l'élevage en profitent également. Le paysan des Montagnes vit donc dans une certaine aisance que ne connaît pas toujours son voisin de la plaine.

Enfin et ce qui est capital, l'élevage est moins astreignant que les cultures, en sorte que le paysan bénéficie de temps libre pendant la bonne comme pendant la mauvaise saison²⁴.

Les Montagnes neuchâtelaises disposaient donc, dès le XVII^e siècle, d'une importante main-d'œuvre qualifiée et ouverte d'esprit.

De surcroît, le pays avait profité de l'écart où il se trouvait pour imposer, sans porter ombrage à quiconque, une interprétation remarquablement avantageuse de ses franchises. La plupart des libertés personnelles qui font aujourd'hui l'objet des droits de l'homme y étaient garanties¹⁹. La bourgeoisie de Valangin, à laquelle appartenaient Daniel Jeanrichard et ses contemporains, différait de celle de Neuchâtel en ce qu'elle comptait principalement des paysans et que ces derniers étaient établis hors du bourg. Ils bénéficiaient d'avantages qui étaient ailleurs réservés aux citadins, à une époque où les villes opprimaient durement les campagnes. Aussi les visiteurs étaient-ils frappés par le niveau de vie élevé de ces montagnards, sur le plan culturel aussi bien que matériel.

Avant l'horlogerie, alors qu'ailleurs le seul métier toléré dans les villages était celui de maréchal-ferrant, les paysans-éleveurs des Montagnes neuchâtelaises s'adonnaient donc aux divers métiers du fer, comme la fabrication d'armes, de serrures et même d'horloges. Une abondante main-d'œuvre féminine, exploitée dès l'âge de 5 à 6 ans²⁵, permettait de produire des broderies en quantité industrielle, en sorte qu'il existait un vaste réseau commercial pour l'exportation d'articles manufacturés en sus des produits de l'élevage. Il ne manquait, pour créer une véritable industrie, que l'article se prêtant à une production de masse grâce à la division du travail. Cet article se faisait à Genève. Sa fabrication devait nécessairement se transporter là où l'attendait une main-d'œuvre habile, meilleur marché et suffisamment habituée à la liberté pour ne pas se laisser exploiter comme l'étaient, à la faveur du «Verlagssystem», les bergers-horlogers de Savoie.

Les Montagnes neuchâtelaises ont ainsi joué le rôle qui allait devenir, deux siècles plus tard, celui du Japon. Genève en avait fait autant à

l'horlogerie française, qui avait elle-même succédé à l'horlogerie allemande, laquelle avait pris le relais de l'horlogerie italienne.

Un mot pour terminer. L'histoire économique enseigne que les industries émigrent aussi rapidement qu'elles s'installent. Que la suprématie suisse en matière horlogère ait duré plus de deux siècles n'a guère d'équivalent sur le plan mondial²⁶. Le phénomène doit beaucoup aux Montagnes neuchâtelaises. Il n'a guère été étudié, alors qu'il devrait attirer tous ceux qu'intéressent les secrets de la prospérité.

Maurice FAVRE

NOTES

¹ *Description des Montagnes et des Vallées qui font partie de la principauté de Neuchâtel et Valangin*, rééd. de la Nouvelle Revue neuchâtelaise, 1986, pp. 53 ss.

² *Musée neuchâtelais*, 1941, p. 118.

³ *Journal de fête publié à l'occasion de l'inauguration du monument Jeanrichard*, 15 juillet 1988 et *Programme officiel des fêtes du bicentenaire Daniel Jeanrichard*, Le Locle, 29 juin 1941.

⁴ *Revue internationale de l'horlogerie* du 1^{er} octobre 1927.

⁵ *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse*, 1928, article Horlogerie.

⁶ «Le rayonnement séculaire de l'horlogerie suisse: une synthèse historique», dans *L'Horlogerie, une tradition helvétique*, Neuchâtel, Ed. de la Bourgade, 1948.

⁷ *Revue internationale de l'horlogerie*, 15 juin 1941.

⁸ *Musée neuchâtelais*, 1941, pp. 33 ss.

⁹ Fritz JUNG, *Début de l'industrie horlogère au Locle*, Ed. Les Fabriques d'Assortiments Réunies, 1951 et François FAESSLER, *Histoire de la ville du Locle*, Ed. de la Baconnière, 1960, pp. 76 ss.

¹⁰ *Musée neuchâtelais*, 1941, planche hors texte du deuxième fascicule.

¹¹ JAQUET et CHAPUIS, *Histoire et technique de la montre suisse*, Ed. Urs Graf, 1945, pp. 50 ss.

¹² Aymon de MESTRAL, *Daniel Jeanrichard, l'inspirateur de l'horlogerie des Montagnes*, Ed. de la Baconnière, 1956.

¹³ David LANDES, *L'heure qu'il est. Les horloges, la mesure du temps et la formation du monde moderne*, Ed. Gallimard, p. 364.

¹⁴ David LANDES, *op. cit.*, p. 139.

¹⁵ Aymon de MESTRAL, *op. cit.* Couverture de la brochure.

¹⁶ OSTERVALD, *op. cit.*, p. 55. Voir aussi p. 76 concernant l'absence d'apprentissage.

¹⁷ François de CAPITANI, «Vie et mort de l'ancien régime», dans *Nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses*, tome II, p. 113.

¹⁸ David LANDES, *op. cit.*, p. 326.

¹⁹ «Les droits individuels sous le règne de Frédéric II», dans *Musée neuchâtelais*, 1981, p. 26.

²⁰ *Musée neuchâtelais*, 1941, p. 118.

²¹ JAQUET et CHAPUIS, *op. cit.*, p. 55.

²² David LANDES, *op. cit.*, pp. 420 ss.

²³ Jean-François BERGIER, *Guillaume Tell*, Ed. Fayard, 1988, pp. 181 ss.

²⁴ «Les Environniers et la disette de 1816 et 1817», dans *Musée neuchâtelais*, 1989, p. 214.

²⁵ Béatrice MIÉVILLE-SORGES, «Premier recensement de la population neuchâtelaise (1750)», dans *Musée neuchâtelais*, 1988, p. 204.

²⁶ David LANDES, *op. cit.*, p. 420.

P.-S. Pour plus de détails sur la vie de Daniel Jeanrichard et la vocation horlogère des Montagnes neuchâtelaises, l'auteur renvoie à son étude publiée par le Musée d'horlogerie du Locle, pour le 250^e anniversaire de la mort du personnage. Les lignes qui précèdent en sont parfois le résumé, mais aussi le complément et le correctif.

LES VOYAGES DU CHAUX-DE-FONNIER LOUIS COURVOISIER EN ITALIE DU NORD VERS 1800

Dans les correspondances familiales, les lecteurs négligent souvent les paragraphes relatifs aux affaires. En l'absence de lettres commerciales, on peut néanmoins tirer parti des messages privés, parfois suggestifs, grâce aux détails concernant les conditions dans lesquelles les négociants exerçaient leur métier. Des réflexions personnelles et l'exposé de problèmes familiaux permettent de mieux saisir la personnalité des correspondants, et de les situer dans leur cadre. Il nous a paru intéressant de donner la parole à un fabricant-négociant qui rédigeait agréablement son courrier. La documentation incomplète (il manque notamment les réponses de l'épouse) empêche une étude chiffrable des nombreux déplacements qui exigeaient de longues absences, voire une résidence en Italie. Impossible de cerner par cette source les affaires de cet «établissement», disert sur d'autres sujets.

Comme l'a écrit Antony Babel, la raison d'être des négociants en horlogerie provient de l'impossibilité où sont les artisans de commercialiser leurs produits. Pour cela, «il faut que les établissements soient sans cesse en voyage, qu'ils courent les villes d'Europe et visitent régulièrement, avec insistance, les revendeurs (...). Il faut aussi que le marchand soit rompu à toutes les difficultés des affaires et des voyages; il doit posséder une instruction étendue; la connaissance des langues est une nécessité pour lui». Le négociant prépare son voyage et fait «établir» dans divers ateliers des assortiments de produits selon les goûts de la clientèle; il peut ainsi guider la fabrication en tenant compte des modes et des pays visités; enfin, il possède les capitaux qui permettent d'attendre le paiement des objets vendus, et de payer les artisans sans délai, voire d'avance. Un mémoire genevois de 1787 publié par Edouard Chapuisat affirme que «deux fabriques d'horlogerie» existaient, l'une à Genève, l'autre à Neuchâtel (par fabrique, il faut entendre un centre de fabrication). En 1798, la municipalité de Genève déclare au commissaire français Félix Desportes que les mouvements bruts ou ébauches «se fabriquent presque toutes à dix ou douze lieues à la ronde de Genève (...) spécialement dans quelques vallées des Alpes et du Jura». Des marchands horlogers assurent le montage et les finitions des montres qui passent entre les mains de nombreux spécialistes¹.

Les lettres utilisées dans cet article ont été écrites entre 1796 et 1809 par Louis Courvoisier dont il convient de préciser la parenté, car les

imbrications familiales ne sont pas sans importance pour saisir des bribes de l'histoire d'une société régionale. Fils de Frédéric, l'enfant baptisé à La Chaux-de-Fonds le 21 mai 1758 avait pour parrain son oncle Daniel Courvoisier, ministre du Saint-Evangile, futur pasteur de Fleurier, et pour marraine Marianne Robert, née Perrelet. Il mourra dans son village natal le 18 janvier 1832.

Louis Courvoisier devint prématurément orphelin de père en août 1760; sa mère, Suzanne-Marie Jacot, se remaria avec Philippe Ducommun-dit-Boudry, conseiller de commune, dont elle eut notamment un fils nommé Philippe, né le 27 août 1776 à La Chaux-de-Fonds. C'est ce demi-frère Ducommun que Louis Courvoisier nomme «mon frère Philippe» dans plusieurs lettres. Quant à ses «frères Ducommun et Sandoz» et au «frère» Droz, tous trois cités dans une lettre du 26 décembre 1800, ce sont aussi des Ducommun-dit-Boudry ou leurs alliés. En premier lieu, on repère Charles-Daniel, né en 1774, devenu président de la Chambre d'éducation de La Chaux-de-Fonds, trouvé mort dans son lit le 31 août 1810; une demi-sœur, Henriette, née en 1770, avait épousé Victor Sandoz aux Planchettes, le 16 septembre 1796; il y eut deux Sophie; la seconde, née en 1767, dont on dressa un extrait de baptême en 1782, pourrait avoir épousé un Droz, avec ou sans surnom. La destruction des registres de mariage antérieurs à 1794 n'a pas permis de confirmer cette hypothèse².

Frédéric Courvoisier-Jacot, juge en renfort de la Cour de justice, avait eu une fille posthume. Nommée Julie, elle épousa avant 1789 François Roy, né le 7 mai 1754 aux Planchettes, où son père était pasteur. François, négociant à Trieste, représentant de la société Courvoisier et C^{ie} en cette ville, puis son propre maître dès 1806, devint consul général de Suisse dans les provinces illyriennes. En 1812, il obtint des lettres d'origine de la commune de Couvet pour ses fils Frédéric-Louis-François et Louis-Fabricius-François Roy, nés en 1791 et 1794, respectivement chancelier et actuaire du consulat! Tous deux avaient été élevés chez Charles-Henri Courvoisier, pasteur de Couvet, cousin germain de leur mère. Leur sœur Suzanne-Julie-Françoise Roy fit sa première communion à Couvet, en 1804. Le même pasteur s'occupera aussi, quelques années plus tard, des fils de Louis Courvoisier.

Six ans après la mort de sa première femme, Suzanne-Marie Faure (1764-1789), mère d'un garçon, Jules, mort à l'âge de deux mois, Louis épousa en secondes noces à Bevaix, le 21 septembre 1795, Julie Houriet (1774-1812), fille du graveur Alexandre Houriet et de Charlotte Sandoz, celle-ci petite-fille de Jean-Jacques Sandoz, officier de milices qui avait combattu à Villmergen en 1712. Julie était une nièce du célèbre horloger

Jacques-Frédéric Houriet (1743-1830) et la sœur d'Henri Houriet (1777-1854) qui devint notamment lieutenant civil du Locle.

A partir de 1781, Louis Courvoisier dirigea la maison de pendulerie Josué Robert et fils et C^{ie} avec Louis Robert. La société fut continuée en 1787, puis renouvelée pour six ans en 1794 et en 1805 entre Aimé Robert, fils de Louis, Jean-Pierre Robert et Louis Courvoisier, enfin prolongée par les mêmes jusqu'en 1811 avec Philippe Ducommun, sous le nom Robert, Courvoisier et C^{ie}. Vers 1785, l'horlogerie s'ajouta à la pendulerie³.

Les premiers voyages

Pour joindre l'utile à l'agréable et ne pas séparer les nouveaux époux, un voyage de noces, permettant d'aller visiter les relations d'affaires dès octobre 1795, amena les Courvoisier à Brougg, où habitait Judith-Esther Houriet, sœur de Julie et femme du négociant Jean-Jacques Bächlin. Les époux gagnèrent ensuite Lucerne, Lugano, Milan, Venise et Trieste, où résidaient les Roy-Courvoisier. Le voyage se poursuivit par Venise, Bologne, Florence et Livourne, autre base de la société de commerce, où habitaient diverses connaissances et un banquier. Après Rome, les voyageurs atteignirent Naples à l'époque de Pâques 1796. Revenus sur Bologne le 7 mai, les époux traversèrent Mantoue, où affluaient les troupes battues par les armées de la République française, et se trouvèrent à Trente le 13 mai⁴, sans doute soulagés d'échapper au pire.

Dans une lettre de Florence du 23 janvier 1796, Louis Courvoisier avait écrit à sa belle-mère qu'il souhaitait un air doux pour le voyage jusqu'à Livourne, car sa femme était enceinte⁵. «Quant aux ménagemens et précautions pour la route, je ferai mon possible et n'ai pas d'inquiétude à cet égard.» Instruit par ses nombreux déplacements, le voyageur aisé savait comment s'y prendre pour disposer de voitures plus confortables que celles de la poste, dont il se plaindra en 1800. Il n'en reste pas moins que l'offensive de Bonaparte, victorieux à Montenotte et à Mondovi les 12 et 22 avril 1796, puis le combat de Lodi, le 9 mai, avaient failli compromettre le retour des Neuchâtelais, toutefois assez renseignés pour se hâter et atteindre Trente, deux jours avant que les Français arrivent en définitive à Milan. Un autre écho de l'attention portée aux événements se trouve dans le post-scriptum apporté par Louis à une lettre de sa femme aux Houriet, le 14 juin 1796:

«Grandes nouvelles à la Chaux de Fonds que l'on aura sans doute au Locle aussi. L'armée du duc de Virtemberg a été totalement défaite et 10 mille hommes qu'on envoyoit à son secours l'ont aussi été, sept mille ayant été fait prisonniers; on assure que les Français sont à F[ranc]fort. Voilà que la valeur républicaine sera aussi frappante et atterrante sur le Rhin qu'elle l'a été sur le Pô, et l'Empereur toujours auguste sera réduit à suivre l'exemple du Roi des marmottes.»

Ayant repris les hostilités sur le Rhin le 31 mai 1796, le général Jean-Baptiste Jourdan avait effectivement réussi à occuper Francfort et à pénétrer temporairement en Bavière. On appréciera à sa juste valeur la pointe contre l'empereur François II «roi des marmottes», en songeant que Louis engendrera deux ans plus tard le républicain Fritz Courvoisier, dont les frères se révéleront aussi résolument royalistes que leur oncle Houriet.

Le voyage de 1797

Absolument empêché par ses affaires d'aller faire visite à son beau-père au Locle, Louis Courvoisier lui écrit de Brougg, le 5 avril 1797. Julie Bächlin-Houriet et les siens se portent bien. «Notre petit garçon a été sage au delà de nos espérances et nous a très amusé dans la route; il dormoit dans la voiture comme dans son berceau, mangeoit et se traitoit très bien.» Henri-Louis, né le 28 juin 1796, fut donc initié très tôt à l'inconfort des voyages. Louis qui avait laissé femme et enfant en séjour à Brougg écrivit, de Milan le 25 avril 1797, une longue et intéressante lettre qui fait regretter deux autres manquant au dossier. Lui-même vient de recevoir, au bout de neuf jours, une lettre de sa femme, le 24 avril

«qui a été ici un grand jour de fête et d'illuminations (...). J'espère que tu auras reçu mes lettres depuis Altorf et Lugano. Si j'avois tardé encore un jour pour arriver ici, je crois que je t'aurois écrit depuis Côme. Je suis ici depuis vendredy après midy et ai fait le voyage heureusement, me trouvant aussi en bonne santé grâces à Dieu. Je voulois t'écrire le lendemain, mais le tems ne me le permis pas, et je joignis q[uel]ques mots pour le papa du Locle dans ma lettre à la maison. Je ne répondrai pas sur ce que tu me marques au sujet du passage des montagnes, ma dernière y satisfait; je n'ai fait aucun usage de ce que j'avois pris pour me préserver du froid, il faisoit aussi doux au sommet du Gothard et un soleil doux et serain comme chez nous au printems. Cet agrém[en]t ne nous faisoit pas oublier le malheur de la veille. Nous courûmes presque dans toute la descente; nous étions en sueur, et la réverbération du soleil m'a donné le teint

des habitans des Marais Pontins. Au pied de la descente, avant d'arriver au village, je laissai courir devant mes compagnons; j'étois hors de la neige; je m'assis sur un tronc pour contempler plus de 100 bêtes de somme qui montoient en serpentant, et le bruit des sonnettes réuni faisoit un spectacle intéressant; j'avois l'âme contente et tranquille de me voir hors de péril et rendois grâces à Dieu de sa protection.»

Le voyageur ne rappelle hélas pas quel avait été le malheur survenu en route: accident de traîneau, coulée de neige? Il témoigne en tout cas des précautions vestimentaires prises, et de la hâte de quitter la montagne enneigée et dangereuse. Un tableau de Jules Jacot-Guillarmod «Convoi de la poste au Saint-Gothard en hiver», daté 1879, donne une excellente idée de la précarité du passage ouvert à flanc de coteau, dans le Val Tremola⁶. Resté un jour à Lugano, à cause du mauvais temps, Courvoisier ne s'est pas trouvé aussi bien que précédemment avec sa femme, dans la même auberge. A Côme, il a pu mieux se loger dans un endroit qu'on lui avait indiqué. A Milan, il occupe la même chambre que son frère Philippe, et connaît «plusieurs personnes de service» à l'auberge. Il n'a pas vu Monsieur La Baume qui voyage en ce moment entre Berne et Bâle. Donnant des conseils pour la santé de sa femme — «j'apprends avec un bien sensible plaisir que tu es bien rétablie de ton mal de cou et d'épaule» —, il l'engage à ne pas précipiter son départ de Brougg, où elle paraît se trouver bien.

«Si tu ne peux pas obtenir 38 à 40 louis de nôtre grosse voiture, je crois que tu penses bien de la r'enmener à la Ch[au]x de F[on]ds, exepté qu'il ne nous en coûte peu de chose pour le remisage à Brougg, et qu'il n'y eût l'espoir de q[uel] qu'occasion pour la placer. Il paroissoit à entendre le seiller que M^r Laoé de Wildeck [Laué, de Wildegg] demandoit une voiture à peu près comme cela. Je te prie de consulter le frère Bachlin sur ce qu'il pense qui nous convient le mieux, et tu fairas ensuite comme il te paroîtra. Quant à la petite, elle ne me plaît absolument pas, et si nous attendons d'en faire faire une que je la puisse diriger à mon goût, je crois que cela vaut mieux. Quant tu seras à la maison et que M^r Aimé Robert ne sera pas en voyage, tu pourras faire usage de la voiture du commerce, quand il sera nécessaire. Tu n'auras pour cela qu'à dire deux mots audit M^r Robert ou à mon frère.

Combien tout ce que tu me marques de nôtre enfans me fait plaisir et m'intéresse. Dieu le bénisse et tous les tendres soins que tu lui donnes! Tu les lui redoubles, dis-tu, pour l'amour de moi, ah! chère amie! prends garde de le gâter; détournes-toi aussitôt qu'il pourra lire dans tes yeux ta foiblesse. La raison paroît souvent contrarier les sentimens du cœur et de la nature.»

Le voyageur a oublié les recommandations verbales pour des achats et ne se rappelle que «le petit nécessaire de Trieste», où il doute de pouvoir se rendre. Il a aussi oublié le gant donné comme échantillon par sa belle-sœur Bächlin, objet à mettre «en un paquet forme d'une lettre et que tu enverras à nos Messieurs à la Chaux de Fonds, en les priant de le joindre dans le premier envoi qu'ils me feront; tu me détailleras ensuite dans une lettre ce qu'elle souhaite que je fasse faire». Une fois liquidés les problèmes familiaux, Louis peut décrire les changements survenus à Milan depuis l'occupation française, car ils s'imposent impérativement à l'observateur curieux, sévère pour les grands de ce monde, et point dénué d'humour. La mention de la paix, annoncée à Milan le 23 avril au soir, doit se rapporter aux préliminaires de paix signés entre les Autrichiens et Bonaparte à Leoben, le 18 avril 1797. Louis note aussi, avec indignation, les épisodes de l'émeute antifranaise de Vérone, le 17 avril, relève le bonheur d'être neutre, en remercie la Providence, puis souhaite couvrir ses frais en réglant au mieux les affaires. Empêché de se rendre à Venise le voyageur, qui se propose d'aller à Turin, recommande d'adresser le courrier à Milan. Voici encore un fragment de la longue lettre du 25 avril: où Louis est visiblement de cœur avec les Français:

«C'est un tout nouveau spectacle pour moi que Milan. Les Français y ont tout changé. D'abord, chacun doit porter la cocarde sous peine d'un mois de prison, et il faut rire de voir tous les religieux et les capucins avec la cocarde tricolore, ou verd, rouge et blanc qui est celle des Lombards. Il y a sur la place, en face de la cathédrale, une grande tribune avec l'arbre de la Liberté au milieu, plusieurs bonnets rouges et, dans tout le contour, des grands candélabres en bois pour porter des torches allumées lors des fêtes publiques.

La nouvelle de la paix est arrivée ici samedi 23^e c[ourant] à 8 ou 9 heures du soir, et il y eut déjà beaucoup de bruit dans les rues, mêmes q[uel]ques illuminations, mais dimanche au soir toute la ville a été illuminée, et la musique avec des airs patriotiques et autres a joué très longtemps au pied de l'arbre. Aujourd'hui on a chanté le Te Deum dans la cathédrale, et comme je n'avois pas encore vu cela, j'ay sçu si bien me placer que j'étois mieux que tous les Corps de la ville. On dit qu'il y a très peu de Français ici actuellement, mais j'en vois encore beaucoup. Il me semble que je devrois m'adresser aux uns et aux autres pour leur faire raconter leurs campagnes. Je me suis déjà glissé plusieurs fois dans des groupes ou arrêté dans les places pour être à portée de les entendre. Les pauvres malheureux sont malhabillés, une grande partie blessés, et ils parlent avec gaieté, ne paroissant point abatus. J'ay été aujourd'hui dans un hôpital et suis entré dans une seule salle où il y a passé 280 lits, tous garnis de malheureux estropiés. J'ay parlé avec deux auxquels on a coupé le bras il y a une 15^{ne} de jours, et on m'a indiqué un auquel on a fait la même opération aujourd'hui. Les

crosses, les têtes bandées tout cela fait pitié, et je voudrais que Pitt ou les ministres de l'Empereur eussent à souffrir tout ce qu'endurent ces pauvres victimes de leur politique barbare.

Les Véronnois ont commis des atrocités contre les Français, ayant massacré tous ceux qu'il y avoit dans les hôpitaux et la ville de Véronne au nombre, dit-on, d'environ deux mille, et n'ont pas même épargné les femmes ni les enfans. La vengeance des Français sera éclatante, et on assure que la moitié de la ville est déjà incendiée. Il est à croire que toute la République vénitienne sera bouleversée. Les courriers sont arrêtés. J'ay vu hier ici M^r Castanier, que tu connois, qui retournera par Bologne. Il m'a dit que je ne pourrai pas obtenir d'aller à Venise, et qu'on ne laissoit plus entrer aucun étranger.

Tu ne pourrois d'imaginer, chère amie, combien tous ces événemens me donnent à penser et à réfléchir (...) en me représentant le bonheur inappréciable que nous avons d'être tranquilles et neutres dans ces bouleversemens. Combien de personnes de mérite et de talens sont à plaindre. L'industrie est entravée, bien des fortunes renversées, et il y a de la misère où cy devant il y avoit de l'aisance; rien ne se traite en confiance et[c]. Tout cela me casse les bras pour m'intriguer à faire des affaires, et il me semble que c'est être ingrat, en sentant l'heureux état que la Providence nous a accordé, de vouloir tenter toujours davantage. Au reste, je ne prévois pas de faire grand chose, et si je gagne mes fraix et dépenses en mettant nos affaires en règle, je n'ambitionne pas davantage (...). P. S. Je me propose d'aller depuis ici à Turin, mais tu continueras à m'adresser tes lettres ici. — Je me suis aperçu que j'avois oublié mon tire-bottes, mais j'ay pu m'en passer.»

Louis Courvoisier écrira de Livourne, le 22 mai, qu'il a passé par Florence, où il s'est arrêté cinq jours, y trouvant deux lettres de sa femme. Il se préoccupe de la réfection des fenêtres, et surtout de la pose de doubles fenêtres dans sa vieille maison des Olives — acquise par son trisaïeul Jonas, «maître monteur d'armes», au midi du village de La Chaux-de-Fonds. Il se situe à Livourne, disant occuper la même chambre qu'au moment du voyage avec sa femme. Attendant des nouvelles pour savoir quelle route suivre jusqu'à Rome et Naples, il redoute un peu les grandes chaleurs. C'est de Bologne, le 19 septembre 1797, qu'on le voit reprendre contact, souhaitant que ses lettres du 15 août à Naples, et des 27 août et 2 septembre à Rome, soient bien parvenues. Lui-même a reçu de sa femme, le 16, une lettre du 2 septembre. Il a réussi à accélérer son voyage «pour profiter ce soir de la barque ou courrier pour Venise». Il espère se trouver dans cette ville le 21 septembre, cherchant la première occasion pour se rendre à Trieste, sans attendre son demi-frère Philippe Ducommun. Louis verra à Venise, si la communication entre les deux villes «n'éprouve aucune entrave», sinon il prendra d'autres dispositions,

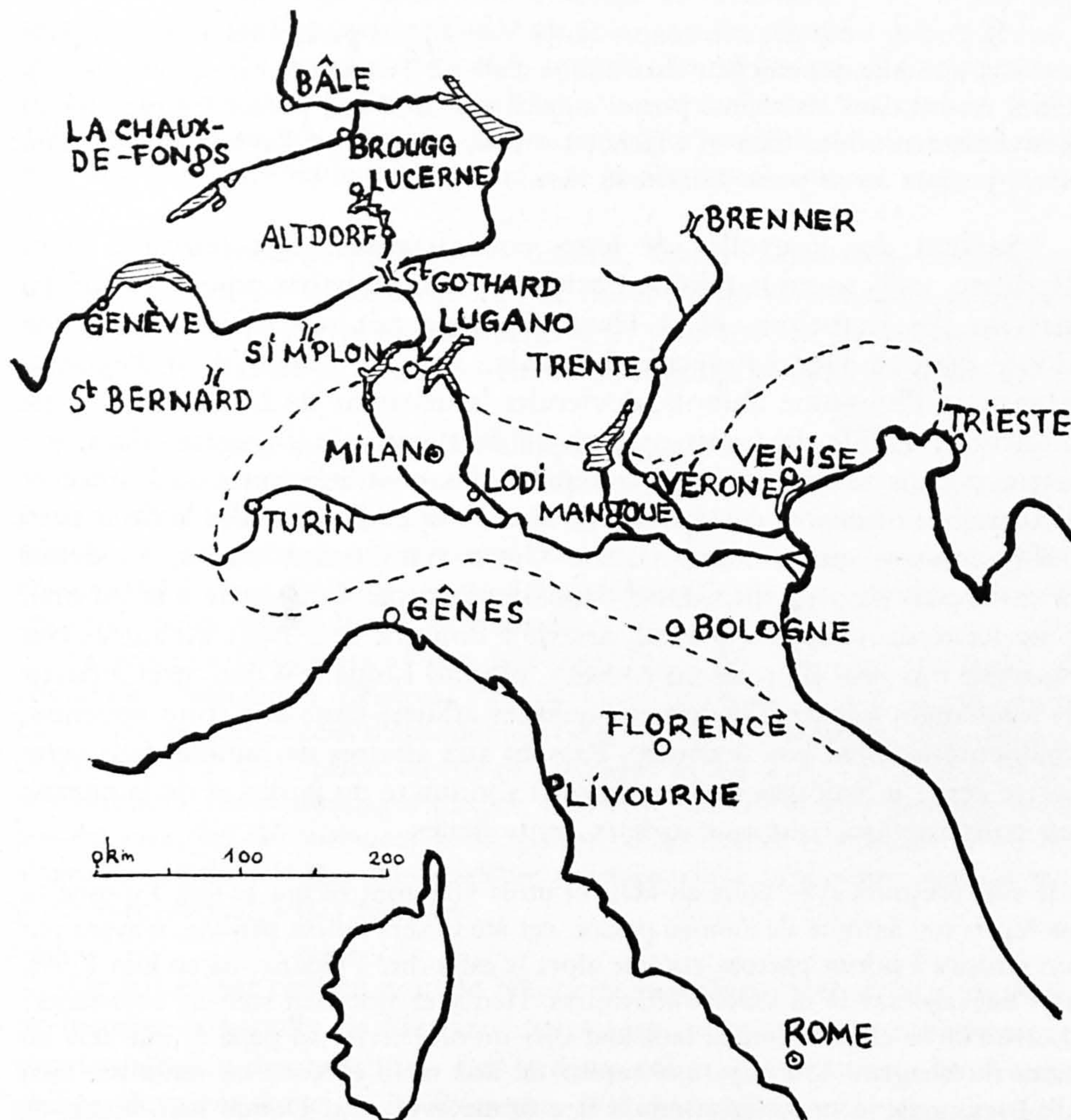
et l'écrira le 23 à sa femme. Si la course à Trieste n'est pas entravée par les vents et les circonstances, Courvoisier promet de retrouver son épouse avant le début de novembre. De toute façon, après avoir terminé ses affaires à Livourne et à Florence, il est satisfait d'avoir atteint si promptement Bologne. La réponse à cette lettre pourra être envoyée dans cette ville, pour le retour éventuel de Trieste, et la missive suivante éventuellement à Milan. On a ainsi l'impression d'observer un chef d'état-major qui prend des dispositions, pour régler le ballet des courriers. Ensuite, le mari attentionné approuve l'idée de sa femme, en séjour au Locle chez les Houriet, de rentrer à La Chaux-de-Fonds pour accoucher (de Charles-Edouard, le 12 novembre 1797); ainsi pourra-t-il facilement la voir «sans abandonner le comptoir». «Les fâcheuses nouvelles que j'ay apris ici sur les aff[aires] de Paris me chagrinent et me font craindre mille catastro[phes] nouvelles (...). Heureux sont ceux qui jouissent de la paix et ne sont pas envelopés dans le tourbillon de cette épidémie de cervelle.» Les fâcheuses nouvelles étaient évidemment celles du coup d'Etat du Directoire républicain, le 18 fructidor an V (4 septembre 1797), annulant des élections, suivi de destitutions et d'arrestations.

Le voyage de 1800

Grâce à Alfred Chapuis, on sait que Louis Courvoisier était arrivé à Rome sans ennuis le 6 mars 1799. La misère était grande, obligeant la foule à attendre quatre à cinq heures à la porte des boulangers un pain fait de farine de fèves et d'avoine. Le 2 août à Venise, il espère pouvoir rentrer chez lui dans trois semaines avec sa sœur Julie, de Trieste, mais il doit attendre la nouvelle du retrait des Français alors en Suisse (batailles de Zurich, des 4-6 juin et 25-26 septembre 1799, la seconde favorable aux Français). Son espoir de franchir les lignes autrichiennes fut déçu, alors qu'on disait Mantoue pris depuis cinq à six jours et les Français «à peu près hors de toute l'Italie»⁷.

La correspondance disponible du voyageur, qui reçut un passeport pour l'Italie le 17 mars 1800, reprit de Venise le 11 avril. Louis Courvoisier, arrivé la veille à destination un peu enrhumé, pense que c'est «à cause que nous avons fait la plus grande partie de la route dans des mauvaises chaises découvertes, comme on les trouve dans les postes, et il faut changer de chaise comme de chevaux. Cette manière de voyager n'est pas aussi comode que lorsqu'on a sa voiture». Il avait donc

l'habitude de voyager plus confortablement. Pour compagnon il a eu depuis Schaffhouse «un jeune homme de 20 ans qui s'en va pour commis dans une maison de Trieste. (...) Ne craint pas de remettre fréquemment des lettres au comptoir, dit-il à sa femme. Dans le cas que tu y trouves de la gêne, tu peux me les adresser sans autre à L. C^r. à *Bologne*, et mettre ta lettre sous enveloppe à Mess[ieu]rs Heyder et Comp^e à Francfort a/M, marquant dans l'enveloppe *le port de la présente sur le compte de Robert Courvoisier & C^e de la Ch^x de F^{ds}*, mais il sera toujours mieux, quand tu pourras, de les remettre au comptoir».



Croquis permettant de suivre les déplacements de Louis Courvoisier en Italie.

Courvoisier avait-il passé par Francfort-sur-le-Main où se rendait plus généralement son associé Aimé Robert? L'indication relative au cheminement du courrier privé et commercial est en tout cas précieuse. Prenant soin de noter chaque fois la date de réception des messages de son mari, cette année-là, Julie fournit des données utiles sur la vitesse d'acheminement des envois. Incertain sur la possibilité de continuer sa tournée, le voyageur se trouve privé des papiers reçus du «gouvernement» (on doit sans doute comprendre la chancellerie de Neuchâtel, car le maire de La Chaux-de-Fonds était habilité à fournir aussi certains documents):

«Si l'on ne veut pas me donner ici [à Venise] des passeports suffisants pour avancer en Italie, je serai peut être obligé d'aller à Trieste pour me pourvoir (...). On a retenu dans les avants postes autrichiens celui que j'avois été prendre au gouvernement, dont bien m'a fâché; au reste en échange, j'ay été pourvu d'un autre jusques ici et pour Trieste au besoin.»

Suivent des nouvelles de leurs connaissances: il a retrouvé l'ami Berbette, mais toute la famille Castanier vient de partir pour Genève, en passant par Francfort. M. L'Hardy «a bien fait ses affaires ici». Sans doute était-ce Henri-François L'Hardy, fixé au Locle, dont l'épouse, Henriette-Philippine Dubois, deviendra la marraine de Louise-Philippine Courvoisier, fille de Louis, née en 1805. Bientôt le voyageur allait être entravé dans ses projets par la reprise des hostilités entre la France et l'Autriche: offensive de Moreau en Souabe et en Bavière dès la fin d'avril 1800; attaque autrichienne contre Gênes tenu par Masséna, au début d'avril, puis passage du Grand-Saint-Bernard par Bonaparte à la mi-mai. Une lettre de Julie, du 8 avril, arrive à Bologne le 3 mai: «d'autres ont souvent mis plus de tems en route», répond Louis le 4 mai, prêt à partir le lendemain «pour aller tenter quelques affaires dans une foire voisine», malheureusement pas nommée. Passant aux affaires de famille dans cette lettre écrite à Bologne le 4 mai, Louis s'inquiète du jardin et de la citerne en construction; quoique à deux cents lieues

«je suis toujours avec vous en idée, et crois voir tout ce qui se fait. Puisque tu as repris ton activité de l'année passée, cet été te sera moins pénible, n'ayant pas un fardeau à porter partout comme alors [c'est-à-dire Frédéric, né en juin 1799], tu t'engraisseras et ta santé s'affermiras. Henry et Edouard sont-ils obéissants? Lorsqu'ils se chicaneront, il faut leur dire qu'on l'écrira au papa et que cela lui fera du chagrin. L'occupation autour de nos trois garçons en remplace bien d'autres, mais je te recommande d'être ferme avec eux. Donne leur autant de liberté que possible pour courir, tapager et fortifier leur santé qui est le premier avantage dans la vie. Embrasse tous les trois tendrement de ma part.»

En post-scriptum de cette lettre, parvenue le 2 juin à destination, le voyageur ajoute :

« J'ai repris ici ma demeure de l'année passée et ai un ordinaire extrêmement réglé. Le matin, deux écuelles de thé au lait avec un petit pain, à 11½ heures une soupe de pâte ou de ris, un petit bouilli, un peu de friture ou de ragoût et un plat de légumes avec un verre de vin de Florence, et le soir avant de me c(h)oucher une salade avec des asperges. Cette régularité a remis mon estomac qui étoit un peu dérangé. J'ay un très bon lit, mais ma chambre est au plein pied, ayant vue dans une cour. Après m'être occupé au nécessaire, je lis ou fais une petite course, mais l'occupation forcée me peine et m'accable plus que cy devant. Je sens que je n'ai plus l'activité ni la vivacité des années passées; j'incline au repos et à la tranquillité. Tes chères lettres vont actuellement m'occuper, chère Julie, et c'est la seule compagnie que j'aurai et que je désire. Adieu. Encore une fois, sois persuadée de mon plus tendre et sincère attachement. »

A 42 ans, seize de plus que sa femme, Louis Courvoisier commence à se fatiguer de ses voyages de longue durée; il lui reste toutefois trente-deux ans à vivre. Partie de Livourne le 27 juin 1800 et parvenue au but le 26 juillet, la lettre suivante renferme de nombreux détails intéressants :

« Hier j'ay reçu une lettre de Philippe depuis Trieste et espère qu'il est à Venise actuellement, en sorte que si les affaires de la guerre ne le traversent pas pour passer à Florence, il peut arriver ici dans 8 à 10 jours, mais on se demande déjà ici, si les passages sont encore ouverts, si les courriers communiquent encore, et[c.]; et je crains le moment d'une interruption très prochaine; notre correspondance seroit interrompue aussi.

La reine de Naples est ici depuis 8 jours, de même que l'amiral Nelson si connu par l'expédition d'Égypte; l'amiral Keith est aussi ici et a été obligé de même que les Autrichiens d'abandonner Gênes après l'avoir tenu à peine quinze jours. Le duc d'Aost[e] frère du roy de Sardaigne est aussi ici. Tu penseras peut-être que tous ces personnages rendent Livourne brillant et plus bruyant, mais pas du tout; les circonstances de la guerre rendent triste et inquiet, et on ne s'occupe que de cela (...). Les chaleurs commencent à m'accabler, mais je me porte bien, D[ieu] S[oit] B[éni]. »

De fait et par chance pour le Neuchâtelois, Bonaparte avait remporté de justesse la bataille de Marengo le 14 juin, et contraint ses ennemis à une suspension des hostilités. Par la convention d'Alexandrie, les Autrichiens devaient évacuer le Piémont, la Lombardie et la Ligurie. Les hostilités reprirent cependant à la fin de l'année 1800 en Italie et en Allemagne. Le traité de Lunéville, signé le 9 février 1801, agrandit la

République cisalpine, ne laissant que la Vénétie à l'Autriche, obligée de reconnaître le Rhin comme limite de l'Empire germanique. Dès le 20 juin 1800, Bonaparte avait établi son autorité à Gênes et en Italie du Nord. Le grand-duché de Toscane, où se trouvait Livourne, ne fut pas occupé par les Français, mais transformé en royaume d'Etrurie, en 1801, au profit de l'infant Louis de Bourbon, puis annexé à l'Empire napoléonien en 1808, donc soumis au blocus britannique. Les personnalités citées dans la lettre ne séjournèrent pas longtemps à Livourne. Nelson, circonvenu par Lady Hamilton et la Cour de Naples s'étant mêlé de problèmes ne concernant pas sa flotte, s'attira les critiques de l'Amirauté britannique. On croit lire entre les lignes que Louis Courvoisier devait rêver de placer ses produits auprès de ce beau monde. A noter encore, qu'allant à Vienne par la route, de Livourne à Ancône, Nelson échappa de peu aux Français⁸.

Une lettre suivante, partie de Bologne le 29 juillet 1800, arrivée le 12 août, témoigne des aléas de la correspondance pendant les hostilités. En quatre jours, le voyageur a reçu quatre lettres de sa femme, datées des 3 juin, 1^{er} et 10 juillet 1800, puis de mai 1799! Il n'en pense pas moins aux transformations de sa maison des Olives, à La Chaux-de-Fonds, et croit qu'il «sera difficile de trouver les mêmes comodités en location au village». Il donne des idées pour l'aménagement de la chambre neuve, pour une pompe à la citerne et annonce qu'il rentrera dès que possible:

«Depuis ma lettre du 7^e passé, je t'écrivis le 20 et 27, mais tu ne les recevras peut-être pas à cause des bouleversements en Allemagne. J'espère que tu as reçu les deux dernières de ce mois; la voye par Milan nous rapproche beaucoup (...). P. S. (...) Il fait ici une chaleur accablante. Croirois-tu chère amie que dans ce beau pais et en Toscane, on parle de cherté et de disette. Les 12 onces de pain coûtent 2 L. en Toscane. La viande n'est pas chère en proportion, mais des paysans vendent leur bétail faute de moyens pour le garder, et pour acheter de quoi vivre. On ne fait pas ici 20 pas dans les rues sans rencontrer de mendiants.»

Les bouleversements en Allemagne sont une allusion claire aux victoires du général Moreau qui s'était emparé de Munich, et avait contraint les Autrichiens à évacuer la Bavière, à la suite de l'armistice de Parsdorf, le 15 juillet 1800. Comme on l'a vu précédemment, une partie du courrier devait passer par la maison Heyder à Francfort-sur le Main.

De Bologne encore, le 3 août 1800, Louis écrit à Julie:

«Il faut d'abord que je m'explique, chère amie, sur ce que je te marquois dans ma dernière au sujet d'Henry, disant que je voudrois qu'il scû[t] déjà lire et écrire, mais tu auras bien compris que ce n'étoit qu'une expression

d'affection, et non pas que je pense vouloir le pousser et le gêner avant le tems [Henri-Louis avait 4 ans!] Tu connois ma façon de penser à cet égard; c'est au phisique qu'il faut premièrement penser, et à surveiller le développem[en]t de l'intelligence. Quelques encouragements par notre aprobation ou q[uel]ques récompenses à propos fixeront les enfans peu à peu à chercher de cultiver leur mémoire et d'apprendre. Une chose qui me paroît bien essentielle, chère amie, c'est de ne pas trop les applaudir; seulement peut-on le faire avec ménagement, quand on découvre bien positivement que c'est un mouvement du cœur qui les a fait agir (...). Ils nous voyent encore commander et nous faire servir des domestiques, et ces deux motifs leur donnent un sentiment de supériorité, des fois de hauteur et d'insolence qui sont le germe de bien d'autres deffauts pour l'avenir. Il faut bien surveiller à cet égard, et bien instruire les domestiques desquels je voudrois que les enfans fussent dépendans comme de nous-mêmes. (...) Il faut que les enfans sentent bien clairement par le sentiment et voyent par tout ce qui les entoure, que ce n'est que la douceur, les égards et les bonnes qualités qui obtiennent nôtre aprobation. (...) J'ay pris mon texte sur ta modestie et ton peu de goût pour la parure. Chère amie, ces qualités sont précieuses, d'autant plus qu'elles sont rares à présent; d'autres personnes de nôtre état s'accordent davantage, paroissent et se font plus remarquer, mais dans le fond jouissent-ils plus que nous? En se formant des besoins, on se prépare des privations; en paroissant, on insulte à ses inférieurs; je trouve la jouissance de faire remarquer q[uel]que supériorité pour être une foiblesse et non une qualité (...). Je prêche ici, chère amie, des préceptes que je n'ai pas toujours as[sez] suivis, ni assé pratiqué (...). J'ay de bonnes nouvelles de Trieste et de Livourne (...). M^r Meuron est ici de même que plusieurs autres concurrens, on en attend(ant) d'autres encore. Je me tiendrai en lisse [= lice] autant que je pourrai, mais les acheteurs sont rares et difficiles dans les présentes circonstances.»

Cette longue citation ne donne qu'un échantillon des fermes principes et des exhortations du père de famille, retenu au loin, qui expose tout un art de vivre. Quant aux remarques finales, notons qu'une maison Meuron et C^{ie}, de La Chaux-de-Fonds, produisait, entre autres, des pendules de voyage comme les associés Robert et Courvoisier.

De Livourne, le 24 septembre (sa lettre parvint le 13 octobre), Louis note: «tandis que je sais le passage libre, je veux me procurer le plaisir de t'écrire». Parlant du frère de sa première épouse, il demande: «Simon Faure et son épouse courent-ils toujours du Locle au Chanet [de Neuchâtel], et du Chanet au Locle p[ou]r ne pas manquer les marchés ou les foires?» On attend sous peu à Livourne le frère du «cousin Louis Courvoisier de Fleurier». Il s'agissait de Pierre-Alphonse Courvoisier, représentant de la fabrique Dupasquier et C^{ie}, de Cortaillod, qui créa plus tard sa propre maison de commerce avec ses frères. Quant à Louis

Courvoisier resté célibataire, il devint châtelain du Val-de-Travers et conseiller d'Etat (1769-1847). Fils de Daniel, pasteur à Fleurier, il était donc un cousin germain de Louis Courvoisier-Houriet⁹. Ce dernier se disait aussi isolé qu'à Bologne, car Philippe Ducommun venait de partir.

Une lettre du 24 octobre, point conservée, s'était croisée avec une autre de la maison de commerce, partie le 12; au pied de celle-ci, Julie avait ajouté quelques mots. De Livourne toujours, le 3 novembre 1800, Louis écrit une missive qui mettra dix-huit jours pour parvenir à destination :

« Mais ce qui me chagrine encore est de voir le tems qui se passe aussi promptement, et que je ne puis me rapprocher encore de toi. Je suis combattu par mille sentimens divers, au point que je m'en suis trouvé indisposé. La complication des occupations ici et les changemens qui arrivent subitement, tantôt d'un côté tantôt d'un autre, renversent tous les plans et les projets que l'on forme. Nous sommes obligés d'attendre encore ici l'arrivée de différentes marchandises et des réponses de plusieurs lettres, en sorte que je ne sais pas encore le moment où nous pourrons passer à Bologne. Au reste, ne t'afflige pas, chère amie, de ce retard qui est beaucoup plus pénible pour moi que pour toi. Sois persuadée que je n'ambitionne rien autant que de te rejoindre promptement, mais nos intérêts assés conséquents dans ce pais et les circonstances critiques actuelles me forcent à faire usage de toute ma raison, pour ne pas les sacrifier au plaisir que je désire depuis longtems, mais que je rapprocherai cependant autant qu'il sera possible, moyennant ne pas avoir des regrets et des reproches à me faire (...). P. S. La présente écrite, et un moment avant le départ du courrier, je reçois ta chère lettre et celle du commerce du 15^e passé. Je n'ai plus le tems d'y répondre aujourd'hui, et ma lettre pour le comptoir ne pouvant être renvoyée, je laisse aussi partir la présente, me réservant de t'écrire plus en détail. En attendant je suis beaucoup soulagé et bien réjoui, chère amie, d'apprendre que tu [es] rétablie et que nos enfans sont heureusement en co[n]valescence, je ne prendrais pas cent louis, et que cette opération ne fut pas faite. Dieu soit béni, c'est une grande inquiétude de moins. Adieu chère et tendre épouse! Embrasse mille fois ces chers enfans pour moi; mille amitiés à tous nos chers parens. »

Les projets d'annexion du Piémont à la France, souhaitée par le général Bonaparte, agitaient alors les esprits en Italie, perturbant visiblement les circuits commerciaux. L'allusion à une opération reste obscure. Quoi qu'il en soit, Louis reprend la correspondance avec sa femme qui l'imaginait déjà sur le chemin du retour. Partie de Livourne le 12 décembre, la lettre parviendra aux Olives le 5 janvier 1801. Pour rassurer son épouse, le mari s'explique longuement, de manière fort intéressante :



Fig. 2. La Chaux-de-Fonds. Maison d'habitation et ferme du Creux-des-Olives. Dessin anonyme. Vers 1840.

«Il a été assés pénible pour moi de me résoudre, pour les interrêts du commerce, à suspendre mon voyage, mais je veux prévenir les réflexions que tu pourrois faire sur mon long séjour dans cette ville. Je t'ai informé dans le tems que nous avons pris un appartement de concert avec mon cousin Courvoisier de la maison Du Pasquier & C^{ie} de Colombier. Les avantages que je trouvai de nous fixer particuliè[emen]t à Livourne me firent saisir cette occasion, et peu à peu les rameaux de nos affaires sont venus y aboutir, que tantôt une chose, tantôt une autre nous retiennent. C'est pour ici que sont dirigées toutes les marchandises qui nous sont expédiées depuis la maison, et les retards qu'elles éprouvent en chemin ont empêché jusques à présent de faire le voyage à Bologne projeté. Entretems, c'est d'icy que l'on traite le plus promptement avec Rome et Naples. Nous sommes aussi à portée de nôtre correspondance pour tous les côtés, enfin c'est ici où il nous en coûte le moins pour la dépense journalière, d'abord que la location se paye à l'année, que l'on y soit ou que l'on n'y soit pas.

Dans les moments présents, c'est uniquement en Toscane et particulièrement ici, où il y a abondance de vivres et une nourriture saine. Dans toute la Lombardie et à Bologne, on manque de pain; dans l'Etat de Gênes et dans le Piémont de même, et avec cela le pays est rempli de vagabon[d]s; dans la Romagne, dans les Etats du Pape et dans le royaume de Naples, il y a les mêmes inconvénients plus ou moins, et l'incertitude sur la guerre qui peut recommencer d'un jour à l'autre entrave(nt) les négociants et les voyageurs au point que,

malgré que le commerce soit mort ici, tous s'y jettent, ne sachant de quel côté aller, ny où être tranquilles et en sûreté.

«Cependant, toutes ces raisons ne seroyent pas suffisantes pour me retenir ici oisif et à perdre un tems précieux, si je prévoyois que nous pouvons mieux faire ailleurs. Malgré le penchant que j'ay de plus en plus à vivre tranquille et retiré, je ne m'endormirai pas, mais je ne vise qu'au moment où je pourrai retourner auprès de toi, et peut-être pourrai-je le faire directement depuis ici, surtout si les communications avec Venise et Trieste restent fermées. Il seroit nécessaire que je passasse dans ces deux places. Ma sœur Roy, en outre, m'attend depuis longtems et est toute préparée pour venir au pais avec moi, mais il est à croire que ce plan ne pourra pas s'effectuer pour cette fois. Enfin, sans que je puisse rien décider encore, il se pourroit que les affaires me permettront de retourner à la maison dans le mois prochain malgré la rigueur de la saison.»

La précision fournie «DuPasquier & C^{ie} de Colombier» permet d'affirmer qu'il s'agissait des fils de Jean-Jacques Du Pasquier: Jean-Pierre, fixé à Marin pour diriger la fabrique d'indiennes, et Charles-Henri habitant la propriété de Sombacour, à Colombier où se trouvait le comptoir de vente¹⁰. Partie de Livourne le 26 décembre, la dernière lettre de 1800 parvint à destination le 11 janvier suivant. Caractéristique en son genre par sa tendresse retenue et attentive, elle est particulièrement riche en nouvelles de la famille, brièvement notées vu l'imminence du départ du courrier. Le 5 décembre était née Charlotte Julie, baptisée le 3 janvier 1801, filleule de ses oncle et tante Henri Houriet et Julie Roy. Il vaut la peine de la citer en entier:

«Chère amie! Ce matin, j'ay reçu ta bien chère lettre du 9^e c[ouran]t, et vois avec la plus grande joye que tu te trouves au mieux possible dans ton état. J'espère, s'il plaît au Seigneur, apprendre par tes suivantes que tu continues à te rétablir sans rechutes, moyennant que tu ayes eu soin de te ménager. C'est sur cela seulement qu'il me reste des craintes; fais les passer chère amie! En me donnant régulièrement de tes nouvelles quant à nôtre fillette, comme tu me l'annonce et que m'en parle aussi mon frère Charles dans une, reçue aussi aujourd'hui, je ne doute pas qu'elle n'ait bonne vie et ne fasse aussi bien son chemin que ses aînés. J'apprends encore par une lettre de la maison que Mad[am]e Aimé Robert a aussi accouché d'une fille.

Les lettres qui arrivent ainsi peu de moments avant le départ du courrier ne me permettent pas aujourd'hui de m'entretenir longtems avec [toi], ni d'écrire à papa [Houriet]. Je te dirai seulement que j'ay écrit à ma sœur Roy pour ce que je t'ai marqué avant hier en lui donnant de tes nouvelles.

Le changement d'état de mes frères Ducommun et Sandoz m'étoit connu, et j'espère que ce sera pour leur avantage, s'il[s] peuvent jouir de la santé. Je suis bien aise que le frère Droz t'aie été utile dans tes couches; cela n'efface

cependant pas la mauvaise impression que ses procédés envers ma sœur font dans mon cœur, au reste ceci entre nous.

Je comptois que nous fairions nos dévotions hier, mais ce ne sera que demain qu'on fera le service en français, et nous irons nous deux mon frère et moi. Nous eûmes une fâcheuse tronche, car le magasin de M^{rs} Du Pasquier & C^{ie}, avec qui nous logeons, fut forcé pendant la nuit. On ne leur a heureusement volé que 58 pièces d'indienne, tandis que nous attendions à le trouvé vidé.

En attendant de t'écrire plus au long, et dans l'espérance aussi d'apprendre ta convalescence de mieux en mieux, je t'embrasse de tout mon cœur, en idée, de même que nos quatre enfans. Je te prie de [dire] mille amitiés à nôtre chère cousine Esther, ainsi qu'à tous nos chers parens, et suis comme toujours ton tendre et affectionné mari, L^s C^r.»

Outre les abréviations à résoudre, il a fallu ajouter deux petits mots visiblement oubliés dans la hâte d'écrire, sans possibilité de relecture. Comme Julie se relève de couches, Louis tient visiblement à la rassurer sur l'avenir de la petite Charlotte-Julie Courvoisier (1800-1874), future femme d'Henri-Edouard Dubied (1783-1843), dont le fils installera une fabrique de machines à tricoter, à Couvet. Les autres enfans sont Henri-Louis (1796-1868) qui succédera à son père à la tête de l'entreprise, Charles-Edouard (1797-1879), pasteur, Frédéric-Alexandre (1799-1854), associé à l'aîné, plus connu sous le nom de Fritz Courvoisier, un des chefs de la révolution neuchâteloise de 1848. Il naîtra encore quatre enfans: Françoise-Henriette, en 1802, célibataire, Philippe-Auguste (1803-1873), associé à ses frères, époux d'Adèle Jacky, Louise-Philippine (1805-1833) qui épousa Charles-Auguste Roy, et César-Ferdinand (1808-1809). Les allusions aux activités des demi-frères et beaux-frères restent obscures. La mention d'un culte certainement protestant, à Livourne, puis les détails rédigés non sans maladresse sur le cambriolage du dépôt voisin du logis mettent en lumière deux des conditions d'existence des Neuchâtelois en Toscane. On remarquera enfin le style impersonnel de Louis parlant de la femme de son associé Robert.

Les voyages entre 1807 et 1809

Quatre lettres encore, plus tardives, donnent des détails sur la santé ébranlée de Louis Courvoisier. Il atteint 49 ans et se demande s'il pourra continuer ses tournées d'affaires, mais prend un passeport pour la France et l'Italie le 17 avril 1807. Après un séjour en mai à Genève, il écrit le 21 juillet de Plombières, au sud d'Epinal, où l'on traitait sans doute déjà les affections gastro-intestinales et les rhumatismes:

« Je me suis assé bien remis pour oser tenter le voyage jusques à Paris, proietté et renvoyé déjà tant de fois. Nous l'avons combiné et trouvé utile et même nécessaire M^r Robert et moi; il t'en parlera plus au long. Cette course me fera juger aussi jusques à quel point je me puis remonter mes facultés pour les affaires. Je profiterai de la première occasion pour aller prendre la dilligence à Nancy.

Je voudrois c[hère] a[mie] que tu me donnes q[uel]ques détails sur ce qui se passe à la Chaux de Fonds et sur nôtre petit bien des Olives et les alentours qui nous touchent, pour égayer ma mémoire de toutes ces choses.

Je ne te donne pas des détails de nôtre séjour ici. Mad[a]me Robert te contera mieux comment le tems s'y est passé et combien de belles journées j'ay encore perdu dans ma chambre. Ce n'est vraiment que depuis une couple de jours que je puis dire que je ressent un effet un peu salulaire des bains et des eaux ferrugineuses que j'ay bu en abondance. Fais toi compter la compagnie que nous avons ici et la bonne table qui nous a engraisés ou pour bien dire affriandés. »

Apparemment c'est en compagnie d'Aimé Robert que Louis a fait une partie de sa cure, puisque la femme de son associé pourra fournir des détails à Julie. Jusqu'ici, on ignorait que la société Robert, Courvoisier et C^{ie} avait cherché des contacts parisiens. Mû par l'ennui, Louis demande des nouvelles du pays; il en a par ailleurs reçu de ses enfants en pension chez le pasteur de Couvet, son cousin germain Charles-Henri Courvoisier. Moins autoritaire qu'on ne l'a dit, il précise :

« au sujet de Frederic, il me paroît qu'il faut voir comment il se trouve dans la même table avec ses frères pour ses leçons, si tout coule sans crispation, s'il est à son aise et[c.], avant que de prendre un parti à son sujet. Le premier de toi ou de moi qui pourra les voir en rapportera l'avis et la matière à réflexion pour se décider »¹¹.

En novembre 1807, Louis qui a passé par Genève se trouve à Livourne; son demi-frère Charles-Daniel Ducommun lui déclare: vous voilà « enfin satisfait des soins que vous savez que l'on prend pour l'éducation de vos charmants fils »¹². Toujours de Livourne, le 10 juin 1808, Louis écrit à sa femme :

« Dis à Julie [née en 1800] qu'il faut qu'elle m'envoye au plutot de son écriture, pour que je voie ensuite ses progrès. Il est au mieux que quelques occupations aux Olives vous y attirent souvent. Tu devrois y transplanter tout le ménage pour la belle saison. J'approuve la vente de nôtre voiture et te prie dans l'occasion de faire mes complimens et remerciemens au frère Bachlin. Tu ne m'a pas marqué si L'Huillier de Paris étoit arrivé heureusement. Depuis ma

dernière, j'ay fait une nouvelle absence jusques à Florence. Malgré que je connoisse le pais, j'en ai été enchanté plus que jamais; les campagnes sont des jardins et depuis les hauteurs dans les allentours de cette ville, on voit le plus magnifique bassin fourmillant d'habitations et cultivé avec tout l'art possible. Je [n'ai] pas manqué non plus de visiter le cabinet d'histoire naturelle.

Malgré l'engourdissement dans la vente de l'horlogerie, nous sommes suffisamm[en]t occupés ici, nous étant livrés à quelques spéculations de caffè, sucre, poivre, giroffles et[c.], non pour les garder, mais pour chercher à y gagner q[uel]que chose et que nôtre petite provision de ménage ne vienne pas trop chère.

Des amis compatriotes ont engagé mon frère à se réunir à eux pour retenir une maison pour l'été, à environ une lieue d'icy, et il a pris une chambre plutôt pour moi que pour lui, où je pourrai aller quelques fois le soir, pour retourner à l'ouvrage le matin et aussi passer quelques dimanches. Voilà comment je passerai mon été, mon frère étant à la veille de faire une absence de quelques mois.»

Il est intéressant d'apprendre que le ménage Courvoisier occupe désormais un logement au village, et ne retourne dans la demeure familiale que pour l'été. Peut-être s'agit-il déjà de la maison achetée, rue des Juifs (actuellement rue Fritz-Courvoisier), après 1810, maison qui sera héritée par Philippe-Auguste. Le beau-frère de Brougg a enfin mené à bien la vente de la voiture, dont il était question douze ans plus tôt! Bien qu'il voyage pour ses affaires, le négociant ouvre les yeux sur le paysage qu'il observe bien, ne cachant pas son goût pour la Toscane. Chose curieuse, il ne craint pas de livrer au courrier une mention de son commerce accessoire et compromettant de denrées coloniales, à une époque où Napoléon annexe à l'Empire le royaume d'Etrurie, qui était administré par un conseiller d'Etat français depuis décembre 1807. Un des reproches fait à la souveraine, renvoyée en Espagne, était précisément de fermer les yeux sur la contrebande de marchandises réputées anglaises, et de chercher à enfreindre les décrets de Berlin et de Milan¹³. Peut-être alléguait-on que les épices provenaient de la Réunion?

C'est de Genève, le 18 avril 1809, que part le suivant des messages conservés dans le dossier.

« J'ay reçu tes trois lettres adressées ici, la première m'anonçant la maladie de nôtre Ferdinand, et les dernières sa mort dont je suis très affligé. Malgré que je ne l'aye pas vu, je m'en faisois une idée intéressante. Il est plus facile de s'en consoler que d'un plus avancé en âge, dans lequel on a déjà reconnu quelque développement d'intelligence, et plus ils avancent, plus on se flatte de trouver en eux des apuits dans ses vieux jours. Enfin, cet enfant est délivré de la carrière

pénible de cette vie. Je conçois, chère amie, combien l'on souffre de voir une innocente et petite créature agitée et tourmentée à la mort, et me représente les peines que tu as éprouvée (...).

Je suis consolé d'apprendre que tu te portes bien de même que nos autres enfans. Je n'ai pas encore la perspective du moment où je pourrai vous aller voir. Malgré que mes occupations ici ne soient pas très nombreuses, elles exigent une surveillance journalière pour disposer et faire accélérer des ouvrages pressants qu'il est essentiel de conduire à une bonne fin.

J'ai aussi reçu ici la lettre que tu m'as adressée à Livourne, mais j'ai appris avec plaisir que tu ayes vu mon cousin Louis Courvoisier, qui s'intéresse pour nos garçons à Couvet. Je me repose beaucoup sur ses conseils et ses directions pour la suite de leurs études, et soutiens une correspondance suivie avec lui à ce sujet.

«La saison e[st] si froide et pluvieuse que je ne puis encore mettre en usage les petits remèdes simples que j'espérois, mais je me porte assés bien grâce à Dieu. Je le dois beaucoup de me trouver ici comme en famille chés Monsieur Le Sage (...). Ecris moi souvent, chère amie, Tes lettres m'arriveront plus promptem[en]t en adressant simplem[en]t à M^r *Louis Courvoisier à Copet*; autrement elles passent par Pontarlier et restent 8 jours en route.»

Plusieurs passages de cette lettre méritent un commentaire. Comme le montrent les registres de la paroisse de La Chaux-de-Fonds, le petit César-Ferdinand né le 16 janvier 1808, ayant pour parrain et marraine ses «demi-oncle et tante» Simon et Madeleine-Louise Faure, du Locle, mourut le 9 avril 1809 d'un catharre. Ecivant qu'il n'a pas vu ce fils, le père n'est donc pas revenu à La Chaux-de-Fonds au moins de la fin de 1807 au mois d'avril 1809, époque où il n'envisage pas encore la possibilité d'un retour. Il s'était rendu de Livourne à Genève, pour retourner directement en Italie, où il se trouvait en août 1809. Visiblement, il a fait exécuter à Genève certaines commandes pour tourner les décrets de juin 1806, fermant le royaume d'Italie aux toiles peintes et à l'horlogerie provenant d'autres pays que la France¹⁴. Comme le montre David S. Landes, si l'horlogerie neuchâteloise se portait bien à la fin du XVIII^e siècle, parce qu'elle savait «faire de mauvais péclots d'argent» aux dires des Genevois, la «fabrique» de cette ville ne pouvait pas être concurrencée pour les objets de luxe. Les artisans lémaniques formaient des apprentis ou fournissaient de l'outillage et des modèles, méprisant leurs imitateurs. Néanmoins, dans le second quart du XIX^e siècle, «les Courvoisier, Louis Audemars, Charles Jacot et bien d'autres (...) produisaient davantage à un moindre prix, tout en incorporant à leurs articles (...) d'autres caractéristiques des montres de choix»¹⁵.

pas très nombreux, elle exigent une surveillance journalière pour disposer & faire exécuter des ouvrages pressants qu'il est essentiel de conduire à une bonne fin.

J'ay aussi reçu de la lettre que tu m'as adressée à Livourne; mais j'ay appris avec plaisir que tu as vu mon Cousin Louis Courvoisier qui s'intéresse pour nos garçons à Courmoult; je me repose beaucoup sur ses conseils & sa direction pour la suite de leurs études; & j'aurai une correspondance suivie avec lui à ce sujet.

La saison est si froide & pluvieuse, que je ne puis encore mettre en usage les petits remèdes simples que j'espérois, mais je me porte au bien grâces à Dieu, ~~pour~~ j'en dois beaucoup de me trouver ici saine & saine chez mon cousin de Saxe, ils te font mille Compliments de même que madame; je passe mes loisirs avec eux au coin de la Cheminée, & reçois les amicaux les plus obligeants.

Sois moi souvent Chère amie; tes lettres m'arriveront plus promptement en adressant simplement à M^r. Louis Courvoisier à Copet; autrement elles passent par l'intermédiaire & restent 8 jours en route adieu je t'embrasse de tout mon Cœur de même que nos Enfants; engage Julie à m'écrire une petite lettre
Ton mari aff^é,
Louis Courvoisier

Quant à Louis Courvoisier qui s'intéresse aux enfants en pension à Couvet, c'est évidemment le cousin germain déjà cité (1769-1847), futur magistrat, doté d'une solide culture juridique et littéraire. La recommandation pour l'acheminement du courrier traduit bien les difficultés de la régie des postes neuchâtelaises avec les voisins. En octobre 1808, le Conseil d'Etat était intervenu auprès du prince Berthier, en expliquant que 20 % des lettres neuchâtelaises pour la France étaient en fait destinées à Genève et concernaient des affaires d'horlogerie¹⁶.

Dans la dernière lettre, expédiée de Livourne le 7 août 1809, Louis Courvoisier exprime le regret d'avoir dû s'éloigner sans pouvoir rendre visite à sa famille; cependant il a «eu la satisfaction de voir quelques instans [ses] aînés à Genève». Les péripéties du voyage durent rétrospectivement inquiéter son épouse:

«Après plusieurs retards et contretiens, je suis enfin arrivé ici heureusement. Le voyage pénible par cette chaleur dans les montagnes de Gênes m'a fait préférer de m'embarquer pour la moitié de la route, et nous n'avons point été inquiétés des corsaires comme cela arrive souvent.»

Cependant, à cette époque, la côte était contrôlée par les Français et le large surveillé par des croisières anglaises. Revenant à ses affaires, le voyageur ajoute:

«Les combats que j'ay éprouvé m'ont enfin entraîné à suivre, jusques à la fin, la mission pénible de laquelle je m'étois chargé, et j'ay vu à mon arrivée que ma présence étoit aussi nécessaire qu'elle l'a été à Genève. J'ay finalement la satisfaction de voir tout en règle, et nôtre marchandise est consignée à la satisfaction du comettant.

Venant à nos affaires particulières, je vais m'occuper incessamment d'écrire à Couvet au sujet de nos enfans pour la marche qui me paroît à suivre pour leur éducation. Je les ai trouvé très bien portant, et pour le phisique je trouve qu'ils ne peuvent être mieux, mais pour leur culture et développement, ils ne pourront pas beaucoup plus avancer. Henry n'a pas besoin de longues études pour en faire un négociant; c'est son goût, et il en a aussi beaucoup pour s'occuper des doigts; en attendant qu'on lui trouve une bonne place pour bien apprendre la langue allemande, j'ay l'intention de lui employer une bonne partie de son tems à travailler à l'établi, ce qui l'exercera et lui donnera de l'ouverture pour bien des choses. Edouard doit absolument être poussé aux études (...). Frédéric, pour un an ou deux, aura assés à travailler à Couvet pour se développer et voir ensuite ce qu'on en fera.

A l'égard de nos cadets autour de toi, les institutions de la Chaux de Fonds offrent des ressources suffisantes pour quelque tems, et c'est le plus économique

auquel nous devons très sérieusement viser. Les deux dernières années de notre société nous ont à peine soutenu au niveau où nous étions au précédent inventaire. La perspective pour l'avenir est bien plus triste encore, et la dissolution prochaine de notre société découvrira le vuide affreux qu'il y aura dans la réalisation de notre avoir, semé de tous côtés en marchandises et débiteurs. [On] ne trouve plus à vendre les premières que pièce à pièce. Ceux qui nous doivent viennent insolvable par la terrible langueur du commerce. La bonne foi se perd et nous ne savons bientôt plus de quel côté donner de la tête, et cependant on ne peut abandonner son avoir. Il faut le surveiller par vires [sans doute: allées et venues] à réaliser, sans quoi tout s'en iroit en fumée. C'étoit un badinage de travailler, lorsque les affaires rouloyent un peu, mais voici les momens pénibles. Du passé, lorsque l'on gagnoit quelque chose, on dépensoit avec aisance et sans beaucoup compter, mais actuellement qu'on ne voit plus de ressource, on regrette un peu l'ancienne profusion. Un écu neuf est plus précieux aujourd'hui que 3 et 4 louis du passé. Sans faire l'avare et le crasseux, je le sens et me restreint de tout mon possible, te recommandant d'en faire de même. Les tems heureux du passé nous ont fait prendre une voye dispendieuse pour l'éducation de nos 3 aînés, mais on ne peut la retrancher actuellement.

(...) Tu m'as envoyé ton étoffe à teindre trop tard pour que je pus m'en occuper; j'étois si affairé et distrait dans les derniers momens de mon séjour à Genève, que j'ay oublié de donner les dispositions pour cette comission, ce que je ferai au premier moment.»

L'entrevue de Louis et de ses fils, à Genève, pose un petit problème. D'après Alfred Chapuis¹⁷, le négociant qui avait renoncé à mettre ses enfants chez Pestalozzi, à Yverdon, les avait retirés de la famille Malan-Prestrau, rue Verdaine à Genève, où ils se trouvaient en 1806, pour les placer, avant mars 1808 chez le pasteur de Couvet, Charles-Henri Courvoisier (1772-1852). Les garçons se rendirent visiblement à Genève pour voir leur père, pendant l'été de 1809, comme ils étaient allés à La Chaux-de-Fonds en août de l'année précédente. En tout cas, Julie écrivait en mars 1809 à ses fils, alors à Couvet. De Livourne, le 1^{er} septembre 1809, Louis note: « J'écris au cousin Courvoisier pour le prier d'accorder du tems à Henry-Louis pour travailler à l'établi. » Julie questionne l'enfant sur l'ouvrage qu'on lui donnait à faire chez un certain M. Fatio, à Couvet¹⁸. Les deux aînés iront, par la suite, apprendre l'allemand à Aarau. Après avoir vécu largement et mis ses fils en pension, afin de leur donner une solide formation (comme la sienne, visiblement), et aussi pour soulager une mère sans doute débordée, voire affaiblie par ses grossesses, Louis Courvoisier qui s'inquiète du ralentissement des affaires songe à restreindre les dépenses, vu la « récession » en cours et les difficultés nouvelles du commerce. Quelle était la situation de la société

qu'il dirigeait en partie? Les documents font défaut pour en juger. En 1811, Louis Robert se retira de l'affaire qui continua avec de nouveaux associés, sous la raison Courvoisier & C^{ie}.

* *
*

Les négociants neuchâtelois avaient su implanter leurs succursales de vente au bon endroit. Marseille vit avec déplaisir les ports rivaux de Gênes, Livourne et Trieste intégrés dans l'Empire français. Les deux derniers le furent en 1808-1809, au moment où s'ouvrit la route du Simplon. A Livourne, depuis longtemps en relations avec la Grande-Bretagne, les troupes françaises brûlèrent des stocks de marchandises. L'occupation de Trieste fut cause de la stagnation du commerce anglais dans cette région, quand s'étendit le « système continental » napoléonien¹⁹. La société de commerce dirigée en Italie par Courvoisier devait être en contact avec les Anglais à Livourne, pour eux: Leghorn. Plus tard, elle prospectera de là le marché du Proche-Orient et de Constantinople. C'est à Livourne que naîtra en 1825 Philippe-Louis, petit-fils de Louis Courvoisier et futur chef de l'entreprise.

Pour le franchissement des Alpes, nous avons noté un retour par Trente et sans doute par le Brenner en 1796. Le Gothard fut emprunté en 1795 et 1797. On peut imaginer que c'est par le Saint-Bernard ou le Simplon que se firent les trajets de Genève à Gênes et à Livourne en 1807 et en 1809.

La lettre du 4 mai 1800, notamment, explicite bien le poids des longues absences, l'ennui causé par la séparation d'êtres chers, suivis avec affection et fermeté, malgré la distance. Les réflexions sur l'éducation et l'instruction des enfants, et sur l'attitude à l'égard des « domestiques », sur la retenue volontaire de la tenue et les marques évidentes de curiosité pour le pays parcouru, en dehors de toute préoccupation professionnelle, permettent de cerner un peu mieux les goûts du commerçant et de son milieu. A l'aide des lettres subsistantes, le tableau des absences peut s'établir ainsi: voyage de noces et d'affaires d'octobre 1795 à mai 1796, puis Courvoisier est seul en route d'avril à novembre 1797, de mars à août ou à la fin de 1799, enfin d'avril à novembre 1800. Plus tard, en mai 1807, il est à Genève, puis en juillet à Plombières, d'où il se propose de gagner Paris; il passe de Genève à Livourne en novembre 1807, où il résidait encore en juin 1808; il passe à Genève en avril et en été 1809, avant de se rendre directement à Livourne d'où il écrit en août et en

septembre. Sauf erreur absent de La Chaux-de-Fonds de novembre 1807 à septembre 1809, ce père de famille n'a jamais vu son cadet, né le 16 janvier 1808 et mort le 9 avril 1809.

Rien n'est expressément dit des connaissances linguistiques de Louis Courvoisier. A l'allemand qu'il doit maîtriser et qu'il fera apprendre à ses enfants, le voyageur a dû ajouter l'italien, après une longue fréquentation de la péninsule. C'est bien sûr en retrouvant d'autres correspondances de négociants des Montagnes, à l'époque, que nous pourrions établir les comparaisons nécessaires et souhaitables.

Jean COURVOISIER

NOTES

¹ Antony BABEL, « Histoire corporative de l'horlogerie et des industries annexes » à Genève, MDG, t. 33, 1916, pp. 498-500. Babel précise: « Tel était à Genève, et aussi à Neuchâtel, le régime de l'établissage. » — Edouard CHAPUISAT, « Le commerce et l'industrie à Genève pendant la domination française (1798-1813) », MDG, t. 28, 1908, pp. 658-659.

² Sur les données biographiques de cet article, voir: Jean-Louis COURVOISIER, *Souvenirs. Famille Courvoisier de Neuchâtel. Branche de Daniel*, Paris, 1896. — Henri-A. JUNOD, « Fritz Courvoisier et sa famille », *Musée neuchâtelois*, 1912, pp. 89-90. — Alfred CHAPUIS, *Fritz COURVOISIER*, 1948, pp. 17-41. Ces imprimés ont été complétés et corrigés grâce aux fiches de familles et aux registres de paroisse déposés aux archives de l'Etat, Neuchâtel.

³ Alfred CHAPUIS, *Histoire de la pendulerie neuchâteloise*, p. 434, et surtout avec beaucoup de détails: *Pendules neuchâteloises, documents nouveaux*, pp. 44-57.

⁴ Pour ce voyage de noces, voir l'aimable récit composé par Henri-A. Junod, d'après Marie de Chambrier, petite-fille de Louis Courvoisier, 1888. Archives de l'Etat, Fonds Courvoisier, 1/X, contenant aussi la reproduction du portrait des époux.

⁵ Les lettres inédites, dont la date apparaît dans le texte, sont publiées sans retouches à l'orthographe; nous avons suivi l'usage actuel pour la ponctuation, les apostrophes, les accents et les majuscules. Les crochets carrés complètent les mots déchirés, oubliés ou abrégés; les parenthèses signalent les lettres mises par erreur et gênant la lecture.

⁶ Tableau reproduit à la fin du livre de William RITTER, *Un peintre suisse, Jules Jacot-Guillarmod*, Zurich, sans date.

⁷ Alfred CHAPUIS, *Fritz Courvoisier*, pp. 31-32.

⁸ Sur les campagnes d'Italie et les Etats italiens, voir le très commode *Dictionnaire Napoléon*, sous la direction de Jean TULARD; pour Horace Nelson, STEVENS et WESTCOTT, *Sea Power*, Paris, 1937, p. 270. Jacques de Langlade. Nelson. Paris, 1990, pp. 276-283.

⁹ Jean-Louis COURVOISIER, *Souvenirs*, pp. 60-81. L'auteur parle de commerce de soieries, visiblement par erreur; il faut comprendre: toiles peintes.

¹⁰ Dorette BERTHOUD, *Les indiennes neuchâteloises*, pp. 141-143.

¹¹ Sur l'éducation des fils de Louis, voir aussi Alfred CHAPUIS, *Fritz Courvoisier*, pp. 33-41.

¹² Alfred CHAPUIS, *Fritz Courvoisier*, p. 35.

¹³ *Dictionnaire Napoléon*, sous la direction de Jean TULARD, p. 944.

¹⁴ Jean COURVOISIER, *Le maréchal Berthier et sa principauté de Neuchâtel*, pp. 319-320, 335-336.

¹⁵ David S. LANDES, *L'heure qu'il est. Les horloges, la mesure du temps et la formation du monde moderne*, 1987, pp. 347, 359-369, 398.

¹⁶ Jean COURVOISIER, *Le maréchal Berthier*, pp. 267-268.

¹⁷ Alfred CHAPUIS, *Fritz Courvoisier*, pp. 38-39.

¹⁸ Archives de l'Etat. Fonds Courvoisier, 1/V. Extraits de lettres exécutés par Paul Baillod.

¹⁹ Voir notamment: Jean TULARD, *Napoléon*, pp. 269-270. Jacques GODECHOT, *L'Europe et l'Amérique à l'époque napoléonienne*, pp. 177-178, 199.

PROTECTION JURIDIQUE DES VESTIGES ARCHÉOLOGIQUES, PROBLÈMES LIÉS AU DROIT DES EXPROPRIATIONS ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE¹

Cet examen de la protection juridique des vestiges archéologiques s'articule autour de deux thèmes principaux:

- Le droit des expropriations et en particulier les problèmes liés aux notions d'intérêt public et d'indemnité.
- Le droit de l'aménagement du territoire avec notamment la volonté:
 1. de démontrer que la protection des vestiges archéologiques entre dans les buts de l'aménagement du territoire;
 2. d'insister sur la nécessité de renforcer la collaboration naissante entre aménagement du territoire et protection du patrimoine.

I. Problèmes liés au droit des expropriations

I.1. Il est nécessaire de poser comme préalable que la protection du patrimoine et la sauvegarde des vestiges archéologiques *ne font qu'un*. Cette constatation a des conséquences pratiques importantes: les dispositions protectrices du patrimoine et la jurisprudence relative à cette activité de sauvegarde *s'appliquent aussi aux vestiges archéologiques* malgré leurs caractères particuliers soit:

- leur présence souvent supposée seulement;
- leur caractère «secret» et souterrain ou sous-lacustre;
- le fait qu'ils ne sont pas forcément construits mais se *résument souvent à de simples traces d'activités laissées par l'homme*.

I.2. Une fois admis que les vestiges archéologiques ne constituent qu'un des nombreux volets du patrimoine, il est nécessaire de reconnaître qu'à l'intérêt public à la protection du patrimoine largement consacré par la doctrine et la jurisprudence correspond, dans notre système juridique, un *intérêt public à la sauvegarde des vestiges archéologiques*.

Certains actes législatifs cantonaux et fédéraux consacrent expressément l'existence d'un *intérêt archéologique*.

¹ Ce texte est le compte rendu de la présentation que l'auteur a donnée de sa thèse le 21 juin 1991 à l'aula de l'Université de Neuchâtel. Ce compte rendu n'étant pas purement scientifique, les références juridiques et bibliographiques précises ont été supprimées. Le lecteur désireux d'avoir plus de détails est prié de se reporter à la thèse elle-même.

Par ailleurs, dans les rares cas qui ont donné lieu à une décision judiciaire, l'intérêt public à l'expropriation n'était pas contesté, seul était en jeu le montant de l'indemnité. C'est ce que confirment les trois cas d'expropriation archéologique évoqués ci-dessous.

I.2.1. *Affaire du Welschsdoerfli à Coire*: il s'agit d'un cas d'application des articles 15 et 16 de la Loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage qui permettent au Conseil fédéral de recourir, en dernier ressort, à l'expropriation pour sauvegarder un objet d'importance nationale menacé d'un danger imminent. Ce cas concerne l'expropriation d'un promoteur immobilier propriétaire d'une parcelle du Welschsdoerfli à Coire, très riche en vestiges archéologiques, sur laquelle il projetait de construire des places de parc.

Le Conseil fédéral a décidé, parce que les vestiges menacés étaient d'importance nationale, d'ouvrir une procédure d'expropriation formelle contre le propriétaire du fonds en cause. La procédure a abouti bien que le propriétaire ait fait recours contre la décision de la commission fédérale d'estimation.

I.2.2. *Protection de l'amphithéâtre romain de Martigny*: le fonds occupé par l'amphithéâtre était, en 1975, la propriété de 22 personnes différentes et l'amphithéâtre donnait des signes de fatigue sérieux, ses murs menaçant de s'effondrer. Suite à de nombreuses négociations avec les propriétaires, il s'est avéré inutile d'espérer acquérir de gré à gré les différentes parcelles renfermant ces ruines romaines. La réunion de ces 22 terrains en une seule main était le préalable indispensable à une protection efficace des restes de l'amphithéâtre. Quoique ces ruines aient été incontestablement (selon le Département fédéral de l'intérieur) d'importance nationale, elles n'étaient pas encore inscrites dans l'inventaire fédéral dont la portée reste donc déclaratoire.

Etant donné l'importance des vestiges, le Conseil fédéral a ouvert, sur proposition du Département fédéral de l'intérieur, une procédure d'expropriation formelle pour acquérir les 22 parcelles concernées. Cette expropriation a abouti, consacrant ainsi l'existence d'un intérêt public à la sauvegarde des vestiges archéologiques.

I.2.3. *Arrêt Balli ATF 113 Ia 368*: cet arrêt diffère des deux cas précédents en ce qu'il illustre une *expropriation matérielle* et non des expropriations formelles d'objets archéologiques. Il est aussi particulier

dans la mesure où cette expropriation matérielle résulte de l'application *du droit cantonal de protection du patrimoine* et non de la Loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage.

Cet arrêt est par ailleurs intéressant parce qu'il consacre une expropriation matérielle *d'objets mobiliers* alors que jusque-là le Tribunal fédéral avait réservé la figure de l'expropriation matérielle aux biens immobiliers.

Une importante collection de vestiges archéologiques romains appartenait à trois frères et sœurs. Le canton du Tessin a décidé d'inscrire cette collection dans l'inventaire des monuments artistiques et historiques avec les conséquences suivantes pour les propriétaires :

- interdiction d'altérer les objets de la collection;
- interdiction de les modifier (voire de les restaurer) sans autorisation préalable;
- obligation de maintenir cette collection à l'endroit indiqué dans l'inventaire;
- obligation de demander une autorisation pour transférer les objets dans un autre lieu du canton.

Autant de restrictions du droit de propriété que le Tribunal fédéral a considérées comme *peu graves* et non constitutives d'expropriation matérielle. Le Tribunal fédéral a par contre jugé particulièrement graves et justifiant le versement d'une indemnité;

- l'obligation de conserver les objets, soit de faire les dépenses nécessaires à leur entretien et
- l'interdiction de les exporter à titre définitif hors du canton.

Le Tribunal fédéral a admis que ces atteintes étaient graves dans la mesure notamment où l'interdiction d'exporter définitivement les objets hors du canton excluait la possibilité de les vendre à un acheteur non domicilié au Tessin et restreignait fortement le cercle des acheteurs potentiels en supprimant le seul rendement que les propriétaires de ces objets archéologiques pouvaient en tirer, soit le produit de leur vente dans des conditions de marché libre.

Ces différents cas et le fait que l'opinion publique se montre toujours plus sensible aux problèmes de protection du patrimoine et des vestiges archéologiques consacrent bien l'existence d'un *intérêt public à la sauvegarde des vestiges archéologiques*.

I.3. Après qu'a été établie l'existence d'un intérêt public à la protection des vestiges archéologiques, se pose le problème délicat de *la pesée de cet intérêt public* par rapport à d'autres *intérêts privés ou publics*, puisque pour justifier une expropriation, l'intérêt public invoqué doit être *prépondérant*.

Les trois cas jurisprudentiels qui viennent d'être évoqués permettent de considérer que l'intérêt public à la sauvegarde des vestiges archéologiques l'emporte assez facilement sur l'intérêt privé des particuliers à disposer librement de leurs biens. La doctrine vient sur ce point conforter la jurisprudence.

Il est par contre apparu que cet intérêt public n'était quasiment jamais prépondérant lorsqu'on le confrontait à d'autres intérêts publics. Ceci, même si la pesée des intérêts s'effectuait, comme cela doit se faire selon la doctrine et la jurisprudence, dans *chaque cas concret* et indépendamment d'une quelconque échelle des valeurs préétablie.

Il n'existe d'ailleurs pas, en droit suisse, d'échelle des valeurs qui puisse donner des indications généralement valables pour la pesée des intérêts. Cette pesée des intérêts doit donc avoir lieu en fonction des circonstances concrètes et indépendamment de toute hiérarchie de valeur qui voudrait déclarer comme généralement prépondérant l'intérêt public au maintien de l'indépendance du pays, par exemple, par rapport à celui à la protection du patrimoine.

I.4. Il est intéressant d'examiner, en se reportant à trois cas particuliers, si l'intérêt public à la sauvegarde des valeurs culturelles :

- est suffisant pour justifier l'arrêt des travaux de construction d'une route nationale ;
- est de nature à susciter l'expropriation du canton maître de l'ouvrage en matière de routes nationales par une autre collectivité publique ;
- permet d'envisager une expropriation des CFF pour poursuivre des fouilles sous une de leurs voies.

Dans ces trois cas, la conclusion suivante s'impose : une expropriation est *théoriquement possible*, malgré la nature particulière des droits à exproprier et de leurs titulaires, mais matériellement très difficile à mettre en œuvre notamment parce qu'il est rare qu'à long terme l'intérêt public à la sauvegarde des vestiges archéologiques demeure prépondérant par rapport à l'intérêt public à la construction d'une route nationale ou à l'exploitation d'une voie de chemin de fer.

Il est intéressant de relever que la pratique, courante en matière de routes nationales, de la prise en charge par la Confédération des frais de fouilles *pourrait bien aussi le devenir s'agissant de la construction d'ouvrages des CFF*. Il est alors difficile de déterminer si ce mode de faire est justifié par le caractère prépondérant de l'intérêt public archéologique *ou* par le devoir général de conservation des monuments culturels que l'article 3, alinéa 1, de la Loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage

impose à la Confédération et à ses « dépendances » dans l'accomplissement de leurs tâches.

I.5. La durée d'une éventuelle expropriation dans le cadre de travaux de sauvetage de vestiges archéologiques mérite aussi d'être étudiée, une expropriation formelle mais temporaire étant juridiquement possible.

Il apparaît que la durée des travaux de fouilles n'est généralement pas suffisante pour qu'on puisse admettre que la restriction apportée au droit de propriété par ces travaux constitue une *expropriation matérielle* justifiant le versement d'une indemnité. Il faudrait que les fouilles s'étendent sur plus de huit à dix ans pour qu'une expropriation matérielle entre en ligne de compte. Il va sans dire que si une *conservation in situ* est envisagée, une indemnité sera due soit que la durée de la restriction amène la réalisation d'une expropriation matérielle, soit que la collectivité publique doive recourir à une expropriation formelle pour acquérir le terrain sur lequel devrait se faire la conservation *in situ*.

II. Aménagement du territoire et protection du patrimoine

II.1. La protection des vestiges archéologiques entre dans les buts de l'aménagement du territoire. Une partie de la doctrine admet même que la sauvegarde de ce qui subsiste de nos origines constitue une des tâches fondamentale de l'aménagement du territoire, au même titre que la division de l'espace en zones construites et agricoles.

L'arrêté fédéral instituant des mesures urgentes en matière d'aménagement du territoire du 17 mars 1972 a confirmé la nécessité de prendre en considération la protection du patrimoine dans le cadre de l'aménagement du territoire en protégeant provisoirement, mais sans retard, le territoire qui ne devait pas être bâti pour des raisons de sauvegarde du patrimoine et de maintien de zones de détente suffisantes.

L'aménagement du territoire doit s'occuper de tous les problèmes de dimension spatiale. Or, la sauvegarde du patrimoine archéologique et architectural a une incidence spatiale toujours plus actuelle. Lorsque le terme « archéologie » est conçu comme caractérisant une science, ses relations avec l'aménagement du territoire ne sont pas évidentes ; pas plus que son incidence spatiale. Par contre, lorsque l'archéologie est comprise comme l'étude des restes matériels aujourd'hui *enfouis dans le sol*, ses liens avec l'aménagement du territoire sont plus perceptibles.

Les plans d'affectation sont concrètement susceptibles de permettre une matérialisation de la protection des témoignages archéologiques en

les intégrant dans les zones à protéger au sens de l'article 17 de la Loi fédérale sur l'aménagement du territoire ou en créant des « zones archéologiques » qui entreraient dans la catégorie des « autres zones » de l'article 18 de la Loi fédérale sur l'aménagement du territoire. C'est d'ailleurs en s'appuyant sur l'article 17, alinéa 1, lettre c, de la Loi fédérale sur l'aménagement du territoire que le canton de Bâle-Campagne a mis sur pied un système extrêmement efficace de *planification protectrice du site d'Augusta Raurica*.

II.2. Quelques exemples de collaboration entre aménagement du territoire et protection des vestiges archéologiques méritent d'être rapidement évoqués :

- le système de planification protectrice du site d'Augusta Raurica;
- le système de la « région archéologique » du canton de Vaud et le plan d'extension protégeant Avenches;
- le système neuchâtelois qui consiste à insérer les vestiges archéologiques au plan directeur cantonal d'aménagement du territoire.

II.2.1. *La planification protectrice d'Augusta Raurica* : l'essentiel de la protection de ce site est assuré par un *plan régional de détail* entré en vigueur le 3 avril 1987.

Grâce à la combinaison de mesures planificatrices et de l'achat de terrain par le canton, ce plan devrait permettre de procéder aux recherches archéologiques de manière indépendante des propriétaires fonciers privés. La protection juridique planifiée comprend des mesures comme l'interdiction de construire, le dézonage ou un procédé par étapes avec le classement des parcelles non encore construites mais archéologiquement intéressantes en :

- a) terrains constructibles des étapes A, B et C (ces différentes étapes s'échelonnant de 1987 à 2055);
 - b) terrains de protection archéologique;
 - c) terrains définitivement dézonés.
- a) Les terrains englobés dans les différentes étapes doivent faire l'objet de recherches continues et ininterrompues pendant le délai fixé pour chaque étape, soit une vingtaine d'années chaque fois. Les parcelles appartenant à des particuliers ont la priorité par rapport aux autres. L'ensemble des fonds de l'étape C appartient au canton ou à la commune, une bonne partie des fonds de l'étape B doit être achetée par le canton pour éviter des problèmes d'expropriation matérielle.

- b) Les terrains colloqués en zone de protection archéologique sont *réservés à la recherche archéologique*. Aucun délai n'est fixé pour leur étude. Toute utilisation incompatible avec les impératifs de la recherche archéologique est interdite.
- c) Les terrains définitivement dézonés changent d'affectation et ceux qui se trouvaient jusque-là en zone d'habitation ou industrielle passent par exemple en zone agricole.

L'achat de terrains par le canton est prévu pour les terrains privés qui se trouvent dans les différentes étapes. Cet achat est plus avantageux pour le canton que le versement d'indemnités aux propriétaires pour les dédommager du fait que leur terrain n'est momentanément, mais souvent pour plus de vingt ans, plus constructible. Les terrains archéologiquement intéressants sont rendus à un régime normal après avoir été étudiés. Ces terrains revendus ou construits après avoir été fouillés rapportent ainsi à l'Etat une partie au moins des moyens qu'il avait investis pour leur achat.

II.2.2. *Le système de la région archéologique du canton de Vaud*: la détermination de « régions archéologiques » est un système de protection efficace parce que préventif. Il consiste à soumettre à autorisation cantonale, dans un périmètre déterminé par l'archéologue cantonal, tous les travaux dans le sol et sous les eaux.

L'élaboration de ces zones n'est pas encore une mesure de protection et ne préjuge pas de l'utilisation du fonds qui n'est que soumise à un régime d'autorisation spéciale devant permettre au service archéologique cantonal de se prononcer et de subordonner l'octroi d'un permis de construire par exemple à l'observation de telle ou telle condition.

Ces régions sont déterminées d'avance à partir de la carte archéologique cantonale et sont communiquées aux communes qui avertissent les autorités cantonales lorsqu'elles apprennent qu'une région sise sur leur territoire est menacée. Il est important de noter que ce système des régions archéologiques très proche de la planification est prévu par la Loi cantonale sur la protection de la nature, des monuments et des sites (art. 67) et pas par la Loi cantonale d'aménagement du territoire.

Mais dans le canton de Vaud, l'aménagement du territoire a aussi été utilisé pour protéger des sites archéologiques, celui d'Avenches en particulier. Avenches constitue un des rares cas de protection de tout un site archéologique par *un instrument de planification relativement ancien* puisque élaboré en 1963 déjà. Cet instrument de planification était un « plan d'extension » au sens de l'ancien droit vaudois d'aménagement du territoire. Il déterminait pour l'autorité et pour les administrés ce qui pouvait

être construit sur les différentes parcelles, mais n'assurait pas la protection des ruines elles-mêmes qui devait être réalisée par un arrêté de classement.

Jusqu'en 1960, à Avenches, aucun plan de zone ni d'urbanisme ne tenait compte des vestiges romains, pour ce qui est de l'extension de la ville moderne. Heureusement, l'agglomération se développait peu.

Ensuite, la ville a commencé à s'étendre, mais la commune n'a établi aucun plan de zone. C'est pourquoi le Conseil d'Etat a adopté en 1963 un plan cantonal d'extension «Aventicum» qui déterminait, indépendamment des dispositions communales, des zones conformes ou non au règlement d'urbanisme. Ce plan fixait certaines règles auxquelles la municipalité ne pouvait déroger lors de l'établissement de ses plans ou de ses dispositions de police des constructions. Ce plan a créé des zones de protection et étendu à des ensembles des mesures jusque-là limitées à quelques objets particuliers. Ce plan plaçait la région des thermes et du forum en zone A non constructible et les parcelles voisines en zones B de verdure. Dans la zone B, des constructions étaient éventuellement possibles mais des fouilles devaient être auparavant exécutées pour connaître l'urbanisme romain et pour que l'Etat puisse déterminer les vestiges qu'il entendait protéger. Si après cela, des constructions étaient entreprises, elles devaient se faire par plans de quartier articulés sur la découpe romaine des *insulæ* (environ 70 m sur 100 m). L'architecture des maisons devait «être en harmonie avec les ruines d'une civilisation de bâtisseurs»...

En 1975, la commune a établi un plan d'affectation qui divisait la capitale romaine en zone industrielle et en zone agricole. Le plan cantonal d'extension a continué de s'appliquer en parallèle aux dispositions communales jusqu'en 1987, date à laquelle il a été remplacé par un arrêté de classement mieux adapté aux exigences modernes de la protection du patrimoine et de l'aménagement du territoire.

II.2.3. *Le système neuchâtelois*: dans le canton de Neuchâtel, une carte archéologique est incluse, pour partie au moins, au plan directeur cantonal d'aménagement du territoire.

Cette carte mentionne tous les points riches en vestiges archéologiques qui doivent être respectés par les constructions. Toutes les communes ont reçu un extrait du plan les concernant directement et sont tenues, lorsqu'une mise à l'enquête publique touche les environs d'un des points répertoriés, de considérer qu'il existe un danger potentiel de destruction de vestiges et d'avertir le service cantonal d'archéologie.

Le plan directeur cantonal se montre un auxiliaire efficace de la protection des vestiges archéologiques.

II.3. Il est nécessaire de renforcer la collaboration naissante entre l'aménagement du territoire et la protection du patrimoine et ce pour plusieurs raisons :

1. l'aménagement du territoire et la protection du patrimoine se complètent ;
2. l'aménagement du territoire permet d'assurer une protection préventive des vestiges archéologiques ;
3. les mesures d'aménagement du territoire ne donnent quasiment jamais lieu au versement d'une indemnité.

II.3.1. *Caractère complémentaire de l'aménagement du territoire et de la protection du patrimoine* : le classement d'un monument permet d'assurer la conservation du bâtiment et le maintien de son intégrité matérielle.

Les plans d'affectation, de quartier ou d'extension permettent de protéger le cadre bâti ou naturel du monument contre toute atteinte risquant de l'endommager.

La protection du patrimoine assure la sauvegarde des monuments eux-mêmes et des vestiges archéologiques, l'aménagement du territoire celle de leur environnement.

II.3.2. *L'aménagement du territoire permet d'assurer une protection préventive des vestiges archéologiques* : la planification envisage en effet l'évolution à long terme de la société et de l'utilisation du sol. Elle permet aussi de régler, à même échéance, le maintien et l'étude des vestiges importants.

Les exigences actuelles de la protection du patrimoine nécessitent une *prise en charge anticipée et générale* des vestiges ; la protection ponctuelle et classique ne s'appliquant qu'aux objets classés ou enregistrés dans un inventaire n'est plus suffisante.

II.3.3. *Quasi gratuité des mesures d'aménagement du territoire* : les atteintes à la propriété pour des motifs relevant de l'aménagement du territoire ne donnent a priori lieu à aucune indemnité du fait de l'égalité de rang des normes constitutionnelles. Les mesures d'aménagement du territoire doivent en effet plutôt être comprises comme déterminant l'étendue du droit de propriété tel que garanti par notre ordre juridique que comme en restreignant le contenu.

Généralement, la protection d'un site n'occasionne pas une atteinte donnant lieu à indemnité, dans la mesure en tout cas où une nouvelle construction reste possible sur le fonds en observant les règles d'aménagement.

Ce n'est que lorsque l'incorporation d'un fonds dans une zone protégée en exclut toute utilisation, exploitation agricole y compris, qu'une expropriation matérielle s'accompagnant du versement d'une indemnité entre en ligne de compte.

Les restrictions destinées à sauvegarder le patrimoine sont en général peu graves et ne donnent pas lieu à une indemnité, sauf lorsqu'elles s'accompagnent d'une interdiction absolue de construire sur des terrains qui se prêtent à la construction dans un avenir rapproché. Un arrêt du 21 novembre 1984 admet une réduction de quatre cinquièmes de l'indice d'utilisation d'un fonds, due à la révision d'un plan de zone, sans versement d'une indemnité parce que le propriétaire continue de pouvoir disposer de son bien *d'une manière raisonnable*.

Dans le cadre des mesures d'aménagement du territoire qui entraînent des inconvénients majeurs pour le propriétaire foncier, *une compensation équitable* (art. 5, al. 1, de la Loi fédérale sur l'aménagement du territoire) *en nature* n'est pas exclue. On pourrait ainsi envisager un échange de terrain avec l'Etat qui mettrait à disposition du propriétaire dont le fonds est touché par une mesure d'aménagement du territoire une autre parcelle non historique cette fois. Le remembrement parcellaire et l'échange de parcelles sont prévus par l'article 20 de la Loi fédérale sur l'aménagement du territoire lorsque la réalisation des plans d'affectation l'exige. Une autre forme de compensation en nature pourrait consister à effectuer, dans le cadre même des travaux occasionnés par la recherche archéologique, *des aménagements utiles au propriétaire*.

II.4. La prise en charge de la protection des vestiges archéologiques par l'aménagement du territoire est une technique actuellement en germe. Les législations cantonales qui appliquent à la protection des biens culturels immobiliers les techniques de la planification et de l'aménagement du territoire restent encore fort peu nombreuses.

Lorsque les cantons se chargent de faire une place à l'archéologie dans leur aménagement du territoire, surgissent de nombreux problèmes de coordination entre mesures protectrices issues des lois d'aménagement du territoire et mesures protectrices issues des lois de protection du patrimoine.

Il est donc actuellement encore essentiel d'intensifier *collaboration et coordination* entre aménagement du territoire et protection du patrimoine. L'unification des dispositions protectrices est indispensable pour que le patrimoine soit enfin efficacement sauvegardé.

Nathalie TISSOT

BIBLIOGRAPHIE

Philippe GERN et Silvia ARLETTAZ, *Les relations franco-suisse au XIX^e siècle, La confrontation de deux politiques économiques*, Genève, Georg, 1992, 355 pages.

Si la Suisse a bien connu un état de «paix perpétuelle» avec la France, cela n'a pas toujours été le cas sur le plan douanier. Vouée à l'exportation, l'économie de notre pays était par nature plutôt favorable au libre-échange, alors que la France, appuyée sur un fort marché intérieur et digne héritière de Colbert, a souvent écouté les sirènes du protectionnisme. Ainsi, quand la Suisse devient, en 1848, un Etat fédéral, elle n'a ni les moyens ni les besoins d'une diplomatie économique agressive. Elle devra pourtant répondre aux boycottages et conflits tarifaires de sa grande voisine.

C'est cette histoire que Philippe Gern relate, avec la collaboration de Silvia Arlettaz-Burkart, qui a participé à l'établissement de la documentation et rédigé deux des dix chapitres du livre. Le propos de l'historien neuchâtelois s'inscrit dans la continuité de ses études antérieures et a donc pour objet le XIX^e siècle, de la Restauration à la Belle Epoque. Le fil conducteur du livre est le débat entre libre-échangistes et protectionnistes. Des chapitres nourris abordent tour à tour «les répercussions diplomatiques d'un affrontement douanier», de la Restauration au Second Empire; le traité de commerce avec la France de 1864 — inspiré par l'ouverture de Napoléon III au libre-échange en 1860; le nouveau traité de 1882, qui s'inscrit dans le contexte d'une renaissance du protectionnisme; la rupture entre les deux pays en 1892, abordée à travers trois chapitres constituant le nœud de l'ouvrage; l'entente commerciale de 1895, qui met fin à la guerre douanière franco-suisse; les relations économiques entre 1896 et 1905 et la nouvelle convention laborieusement mise au point en 1906. Ces arrangements successifs attestent l'importance des échanges entre les deux pays, pourtant si différents de taille. L'ouvrage s'achève par une série de tableaux statistiques et de graphes très utilement commentés et riches d'enseignements de toute nature, qui constituent en quelque sorte la clé et la synthèse de l'étude. Les auteurs ont basé leur enquête sur une abondante masse documentaire: rapports commerciaux, réponses des Chambres de commerce et autres associations aux questionnaires qui leur étaient soumis, correspondance diplomatique, comptes rendus des débats parlementaires, journaux, etc.

Il fallait, pour conter cette histoire, le goût des archives, une immense patience, la maîtrise des méthodes d'analyse statistique, la finesse indispensable à la saisie des dits et non-dits qui entourent, sur le plan politique, cette histoire du commerce. Car l'ouvrage de Philippe Gern et Silvia Arlettaz se lit (presque) comme un roman. Certes la matière chiffrée est bien là, mais intégrée toujours au contexte des négociations, des tensions, des espoirs qui succèdent aux marchandages les plus triviaux. Le lecteur se prend à craindre un changement de gouvernement en France — et ils étaient fréquents sous la III^e République! —

qui ferait la part trop belle aux protectionnistes. Il déplore qu'un Ribot, ministre des Affaires étrangères — et président du Conseil à l'occasion — ne s'engage pas davantage pour soutenir les négociations avec la Suisse, qu'un Jules Ferry ou un Jules Méline, chantres des hauts tarifs douaniers au Parlement français, ne montrent pas davantage de souplesse face à la politique d'ouverture d'un Jules Roche, ministre du Commerce. On découvre les talents des diplomates suisses et notamment des Neuchâtelois: le conseiller fédéral Numa Droz, d'abord, très compétent face à ces dossiers, et plus encore Charles Lardy, longtemps ministre de Suisse à Paris. On s'étonne de la passion de la presse (largement dépouillée par les auteurs) face aux problèmes si techniques, mais en même temps si humains, des transactions douanières. Les négociations commerciales dépendent en effet avant tout des hommes qui les inspirent et elles ne correspondent pas toujours à une action rationnelle. C'est une des grandes leçons de ce livre.

Il en est d'autres. L'interdépendance du politique et de l'économie, par exemple. L'empereur Guillaume II accorde une visite à la Suisse en mai 1893, au moment où la guerre douanière bat son plein avec la France, ce qui entraîne naturellement un resserrement des relations commerciales entre la Confédération et la Triple Alliance. Le *Figaro* écrira d'ailleurs en juin 1906: «Nous ne devrions pas oublier que se brouiller avec la Suisse, c'est travailler pour le roi de Prusse.»

Philippe Gern montre aussi fort bien que les échanges commerciaux butent à la fois sur des questions de principe et sur une infinité d'intérêts contradictoires, sectoriels ou régionaux. On négocie souvent sans vue d'ensemble, dans la crainte des groupes de pression bien représentés dans les deux parlements. La Suisse renonce à des réductions de tarifs sur les cotonnades, mais en obtient pour l'horlogerie; l'accord se fait pour le lait condensé sucré, mais pas pour le lait stérilisé. La France cède sur le chocolat, mais tient bon sur le gruyère! En 1895 comme en 1906, la question des soies devient le pivot des tractations. Le protectionnisme apparaît alors souvent comme une arme pour compenser certaines carences industrielles ou la fragilité de certains domaines agricoles, alors que le libre-échange devient un credo pour des secteurs à production excédentaire, comme les vins français après la crise du phylloxéra.

Une autre donnée intéressante de l'ouvrage est de révéler l'irruption du consommateur, dans l'histoire du commerce, sensible en Suisse quand le Conseil fédéral renonça à sa politique d'ouverture des marchés pour adopter des tarifs de combat, au début des années 1890. Le canton de Neuchâtel joua un rôle de premier plan dans la lutte antiprotectionniste, au sein notamment de la *Ligue contre le renchérissement de la vie*. Les citoyens acceptèrent pourtant en 1891 et 1903 des lois instaurant des tarifs douaniers élevés.

C'est dire la variété des questions soulevées par l'étude de Philippe Gern et Silvia Arlettaz. Leur actualité aussi, que soulignent les deux brillants préfaciers de l'ouvrage, le professeur Jean-François Bergier et l'ancien ministre Gérard Bauer. A l'heure où les récents accords signés dans le cadre de l'Espace

économique européen remettent en vedette la diplomatie économique et où la défense de l'agriculture et des industries fragiles ne passe plus uniquement par le protectionnisme, il est bon de se rappeler les enjeux de jadis, dans une Europe divisée par les nationalismes et tributaire d'un régime bilatéral des échanges.

Jacques RAMSEYER

OU 100

2 OCT. 1992

Musée Neuchâtelois

REVUE D'HISTOIRE RÉGIONALE FONDÉE EN 1864



BIBL. PUBL.
NEUCHÂTEL
ET UNIV.

1992 juillet/septembre N° 3

Le *Musée neuchâtelois* est publié en collaboration avec la Société d'histoire et d'archéologie du canton de Neuchâtel.

Comité de rédaction :

M. Louis-Edouard ROULET, président, 66, rue de l'Évole, 2000 Neuchâtel.

M. Maurice de TRIBOLET, secrétaire de rédaction, 8, rue de la Bâla, 2012 Auvernier.

M. Léon DU PASQUIER, trésorier, 24, avenue de la Gare, 2000 Neuchâtel.

M^{mes} Sylviane MUSY-RAMSEYER, Maryse SCHMIDT-SURDEZ, MM. Jean-Marc BARRELET, Jean COURVOISIER, Michel EGLOFF, Maurice FAVRE, Philippe HENRY, Jean-Pierre JELMINI, Jacques RAMSEYER, Rémy SCHEURER.

Président de la Société d'histoire et d'archéologie du canton de Neuchâtel (Suisse) :

M. Maurice de TRIBOLET, 8, rue de la Bâla, 2012 Auvernier.

Administration et abonnements :

M. Léon DU PASQUIER, 24, avenue de la Gare, 2000 Neuchâtel.

Prix de l'abonnement :

Suisse: Fr. 30.—

Etranger: Fr. 35.—

Pour les membres de la Société d'histoire :

Suisse: Fr. 27.50

Etranger: Fr. 32.50

Abonnement de soutien :

dès Fr. 40.—

Compte de chèque postal :

MUSÉE NEUCHATELOIS, 20-1622-0, Neuchâtel.

Dans la mesure où ils sont disponibles, les numéros anciens de la revue peuvent être commandés au Service des archives de l'Etat (Le château, 2001 Neuchâtel), au prix de Fr. 30.— l'année et de Fr. 12.— le fascicule. Pour l'année en cours, s'adresser aux archives de l'Etat, Le château, 2001 Neuchâtel.

Sommaire

1992

juillet/septembre

N° 3

	Pages
1. Louis-Edouard ROULET, <i>Un cahier d'archéologie médiévale</i>	97
2. Bernard BOSCHUNG et Alain ZOSSO, <i>La Cour Marval à Neuchâtel</i>	99
3. Louis-Edouard ROULET, <i>Toujours le monument des comtes de Neuchâtel</i>	125
4. <i>Bibliographie.</i> Jacques RAMSEYER, «La Chaux-de-Fonds... malicieusement vôtre!» ...	134
Louis-Edouard ROULET, «Refuge protestant dans le pays de Vaud»	135

Illustration de la couverture : Neuchâtel. Cour Marval. Partie centrale de la façade nord du bâtiment construit de 1539 à 1546. La colonne supportait seule la paroi de pan de bois. (Photographie: Service cantonal des monuments et des sites, Neuchâtel.)

UN CAHIER D'ARCHÉOLOGIE MÉDIÉVALE

Le *Musée neuchâtelois*, comme cela est rappelé au verso de la page de couverture, est publié en collaboration avec la Société d'histoire du canton de Neuchâtel. D'histoire et d'archéologie, il convient de le préciser, tant il demeure vrai que cette seconde appellation parfois s'oublie. Ce qui ne serait guère justifié pour l'archéologie préhistorique que notre revue, entre 1964 et 1983 n'a pas négligée, grâce aux fouilles entreprises en rapport avec le tracé de la RN 5, en raison aussi de la remarquable activité déployée par Michel Egloff, conservateur et professeur dans notre Haute Ecole, membre de notre comité de rédaction. Vu la richesse et l'importance considérable des découvertes provenant des nombreux sites bordant notre lac, il faut espérer de tout cœur qu'un musée digne de ce nom, dans quelques années, pourra les abriter et les exposer au public, ce qui ne manquera pas de conférer à Neuchâtel un rayonnement exceptionnel.

Pendant ces mêmes vingt ans, il en est allé tout autrement pour l'archéologie médiévale, devenue le parent pauvre de la revue. Trois contributions, dont deux modestes, sur le temple de La Sagne, à la fin du Moyen Age (1966, 1967), une autre sur une cloche d'église (1964), un article enfin sur le « bris des images » de la Collégiale, à l'époque de la Réforme, donc à l'aube des temps modernes (1982). Peu de choses, une vraie pénurie qui s'explique par l'absence de fouilles pour l'époque concernée.

Au cours des dix dernières années, on assiste à un renversement de tendance. Peu d'articles d'archéologie préhistorique, les résultats des recherches étant devenus si abondants que le lancement d'une série spéciale s'est révélé indispensable. Un peu plus de contributions d'archéologie médiévale, ou en rapport avec celle-ci, en revanche. Une contribution à l'histoire de la galerie du château de Neuchâtel (1984), une autre aux volets du retable valaisan de la Béroche (1987), une troisième au vieux cimetière du Landeron (1990). Mais surtout un cahier spécial du *Musée*, fort de quelque 75 pages, paru en 1988, entièrement réservé aux problèmes de la conservation et de la restauration des monuments et des sites, d'où le Moyen Age n'est pas entièrement absent et dans lequel sont posées des questions qui touchent à plusieurs époques.

La moisson est bien plus abondante pour les premiers cent ans de notre revue, entre 1864 et 1963. Pas moins de 68 contributions, ce qui donne une moyenne d'un article tous les dix-huit mois, la régularité

d'une telle parution n'ayant bien entendu pas été respectée. Ruines de château, vestiges d'églises, cimier, armes et outils divers, tombeaux et autres reliques, autant de découvertes retenant l'intérêt, fouettant l'imagination, faisant rêver aux exploits d'une chevalerie évanouie ou aux contemplations de la vie monacale. Car n'y a-t-il pas, dans l'intimité du lecteur, les ombres d'Ivanhoé, de Robin des Bois, voire de saint François d'Assise qui sommeillent?

Le présent cahier n'a point la prétention de les réveiller. Il voudrait simplement contribuer à réduire quelque peu un déficit. Les travaux engagés au cœur de la vieille ville de Neuchâtel et les recherches reprises au sujet du cénotaphe nous ont paru suffisamment importants pour justifier une parution d'archéologie médiévale. La première contribution, intitulée «La cour Marval à Neuchâtel, recherches historiques et investigations archéologiques» a pour auteurs Bernard Boschung, du service de la protection des monuments et des sites et Alain Zosso qui prépare une thèse sur le parcellaire urbain de Neuchâtel au Moyen Age. Quant au second, qui porte pour titre, «Toujours le monument des comtes de Neuchâtel», on veut espérer que le premier mot, qui exprime un éternel recommencement, un jour cédera sa place à une conclusion.

Encore convient-il de s'entendre: la fin d'une enquête précise ne signifie en rien la fin des fouilles d'archéologie médiévale, bien au contraire. Notre canton, dans ce domaine, a pris un bien fâcheux retard, à commencer par la Collégiale. Et si dans un avenir pas trop lointain, on s'intéressait un peu à nouveau à la Bonneville, dans le Val-de-Ruz, que le colonel Alphonse-Louis de Mandrot évoquait dans un des premiers fascicules de notre revue, en 1865 déjà, à cette cité enfouie que d'aucuns, au siècle dernier, appelaient, d'ailleurs avec un certain sourire, notre «Pompéi neuchâtelois»?

Pour le comité de rédaction
Louis-Edouard ROULET, président

LA COUR MARVAL À NEUCHÂTEL

Recherches historiques et investigations archéologiques

Le 15 mars 1922, Philippe Godet, membre de la Commission cantonale des monuments historiques de Neuchâtel, s'adresse à son secrétaire Charles-Henri Matthey¹. Il s'inquiète du sort de la Cour Marval où il constate la présence de précieux vestiges architecturaux du XVI^e siècle à sauvegarder. Charles-Henri Matthey lui répond le 17 mars 1922 en soulignant que *l'acquisition de la Cour Marval par l'Etat permettra au gouvernement d'assurer la conservation des motifs d'architecture qui le méritent beaucoup mieux que ce n'était le cas jusqu'à présent*. Sans avoir mis les bâtiments sous protection, l'Etat les vend à Robert Meystre en 1942². Il faut attendre 1983 pour qu'un arrêté de classement soit pris mais ne concernant que des éléments architecturaux qui *peuvent être déplacés en cas de modification des lieux*³. Il s'agit d'une fenêtre à meneaux et d'un linteau daté de 1546.

La présence de ces éléments protégés, d'une colonne supportant une galerie, le fait que le secteur de la Cour Marval a bénéficié d'une situation qui l'a mis à l'écart des nombreux remodelages de la ville, ont incité Marc Emery, conservateur des monuments et des sites, à mieux connaître l'histoire de ces bâtiments. Des mandats sont confiés dès 1986 à Jean Courvoisier, archiviste cantonal, et à Olivier Clottu, héraldiste⁴. En ce qui concerne l'étude matérielle du complexe, une première reconnaissance archéologique a lieu à la fin de l'année 1986⁵. Elle permet de confirmer les craintes de voir disparaître non seulement de précieux vestiges architecturaux mais un ensemble cohérent dont les parties visibles remontent au XVI^e siècle. Finalement, l'Etat n'utilise pas de son droit de préemption et approuve avec la Ville de Neuchâtel le plan d'alignement prévoyant la démolition. Le service des monuments et des sites se préoccupe toutefois d'ausculter le site condamné en demandant aux propriétaires l'autorisation d'effectuer des investigations archéologiques (durant l'hiver 1987-1988) puis des fouilles du secteur une fois les bâtiments démolis (début 1990) et d'en publier les résultats.

Les investigations menées dans la Cour Marval constituent une innovation ou plutôt une renaissance dans le canton. En effet, durant les années qui précèdent l'arrivée de Marc Emery comme conservateur, seuls les édifices placés sous la protection de la Confédération font l'objet d'investigations archéologiques⁶. Notre souhait le plus vif est que cet

article invite les autorités de notre canton à accorder toute sa place à l'archéologie dite historique à un moment crucial de l'évolution du domaine bâti: anciens bâtiments vidés dont on ne conserve que les façades, niveaux supplémentaires gagnés au détriment d'un sous-sol renfermant encore des témoins du développement urbain médiéval, etc.

Ajoutons encore que l'étude préalable menée par une équipe pluridisciplinaire (historien, archéologue, dendrochronologue, restaurateur d'art, etc.) doit absolument précéder le projet de l'architecte, afin que les autorités concernées puissent préavisser en connaissance de cause.

I. Etude historique

Reconstitution du parcellaire urbain

La reconstitution du parcellaire urbain se base essentiellement sur des sources de nature fiscale: les *reconnaissances de biens* ou *extentes* ou encore *ententes*. Ces documents, *qui se rattachent lointainement aux polyptyques carolingiens*, étaient établis par l'administration comtale dans le but de maintenir les droits fonciers du seigneur⁷.

Pour la seule ville de Neuchâtel, les Archives de l'Etat ne conservent pas moins de six documents de ce type, inégalement répartis entre le XIV^e et le XVII^e siècle: vers 1338, 1353, 1375, 1463, 1538 et 1666⁸. Si la première de ces sources, malheureusement incomplète, fournit peu d'informations directement exploitables, les cinq autres constituent par contre une mine de renseignements extraordinairement riche dans des domaines aussi variés que l'onomastique, la démographie ou la propriété foncière.

Etudiées dans une vision purement topographique, elles permettent de reconstituer l'ensemble du parcellaire urbain jusqu'au milieu du XIV^e siècle avec des résultats plus que satisfaisants. En effet, les tenanciers localisent avec une relative précision chacun de leurs biens immobiliers (maisons, granges, jardins, vignes, etc.) en mentionnant non seulement la rue ou le lieu-dit, mais encore les tenanciers voisins. De plus, presque tous les articles renvoient au reconnaissant précédent. Ainsi, par recoupements à la fois synchroniques et diachroniques, il est possible de reconstituer le parcellaire urbain correspondant aux diverses reconnaissances et d'en étudier l'évolution. Bon nombre d'actes de vente, d'accensements, de saisies de biens, de constitutions de rentes retrouvés dans les registres notariés peuvent alors être localisés. Ainsi, pour certaines

parcelles, les données sont suffisamment précises pour remonter jusqu'au milieu du XIV^e siècle et établir la liste complète de tous les propriétaires, comme cela a été le cas pour les bâtiments de la Cour Marval.

La ville de Neuchâtel aux XIII^e et XIV^e siècles

Les premières maisons qui, dès le début du XI^e siècle, se serraient aux alentours immédiats de la *regalissima sedes* de Neuchâtel, sur la colline du Château, étaient protégées par un premier mur de défense qui reliait la tour de Diesse à celle des Prisons, en surplomb du rivage. Avec le rempart occidental, doublé d'un fossé, cette première enceinte complétait les défenses naturelles du site au nord et à l'est.

Deux portes, reliées par l'axe transversal de la rue du Château, donnaient accès au bourg : la *porte du Chastel* au couchant et celle que l'on appellera plus tard la *Maleporte*, au pied de la tour de Diesse, à l'autre extrémité de la ville. Malgré une attestation remontant au XIV^e siècle seulement, une troisième ouverture plus petite, la porte de l'Oriette, permettait d'accéder directement au rivage tout proche et surtout au *port sous Bellevaul*⁹.

Construit dans le prolongement du chemin de rive que formaient alors le faubourg et la rue de l'Hôpital, un pont enjambait le Seyon à la hauteur de la rue des Chavannes.

Dès le début du XIII^e siècle et peut-être même avant, les habitations débordèrent le cadre étroit de cette première enceinte pour former l'amorce de la rue des Moulins, de la rue du Trésor et de la rue Fleury, alors qu'un hôpital était construit dans le quartier du Fornel. Dès la fin du siècle, une nouvelle enceinte protégeait les quartiers de la rive gauche récemment occupée.

La place de la Croix-du-Marché apparaît dès lors comme le véritable centre de la vie économique, regroupant dans ses abords immédiats les moulins, la boucherie, le four, la halle marchande et de nombreuses boutiques. Une forge est également mentionnée dès la fin du XIV^e siècle à la rue du Trésor¹⁰.

Les franchises de 1214 nous montrent que ces nouveaux terrains étaient soumis à une redevance foncière, le cens, alors que ceux du Chastel en étaient exonérés, du moins à l'origine¹¹. C'est dire l'importance du premier mur d'enceinte qui délimitait le quartier originel du Chastel en l'opposant à la ville basse.

L'extente de 1353

La reconstitution complète du parcellaire de la ville à la fin du XIV^e siècle montre bien que l'ensemble de l'espace urbain bâti est entièrement protégé par une nouvelle enceinte, dont la construction du dernier élément, le *gros mur* méridional, remonte aux années 1370¹².

Dans l'extente de 1353, Besançon d'Orchamps est le premier tenancier mentionné à la rue du Chastel. Sa maison se situe *entre la porte dou Chastel et la mayson de Jehan Chalangrin*¹³. Charles-Henri Matthey a montré que les maisons portant les numéros 3 et 5 à la rue du Château étaient construites de part et d'autre du mur d'enceinte¹⁴. La maison de B. d'Orchamps se situait donc au niveau du numéro 5 actuel (fig. 3C).

Quant à Jehan Chalangrin, il reconnaît une maison au Chastel (Château 7), à côté de celle de B. d'Orchamps et précise qu'à l'arrière du bâtiment s'étend *une crebue tendant eniusque ou laic*¹⁵; au nord, sont mentionnées des *columpnes* et une place. Le cens dû par la maison se monte à 12 deniers lausannois auxquels s'ajoutent 3 sous 2 deniers pour les annexes. Jehan Chalangrin doit donc s'acquitter sur cette maison d'un cens seigneurial de 4 sous 2 deniers¹⁶.

Cette *crebue* descendant jusqu'au lac est, à notre connaissance, la plus ancienne mention des terrains qui constitueront la Cour Marval. Elle est située en contrebas du mur d'enceinte, aux numéros 6 et 8 de la rue Fleury, s'étendant semble-t-il jusqu'au numéro 4 de la ruelle des Chaudronniers. Malgré sa situation *extra-muros*, elle reste rattachée juridiquement à la maison du Chastel dont elle dépend.

Quelques lignes plus bas, la reconnaissance de Jehan Chalangrin mentionne une deuxième maison, exonérée de cens foncier *iouste sa dite mayson et iouste la maison Jehan de Giez [...] li quele fut a Williquier Tronchon*¹⁷. On peut, sans hésiter, placer la deuxième maison de Jehan Chalangrin à la hauteur de 9, rue du Château et celle de Jehan de Giez au numéro 1 de la rue du Pommier¹⁸.

Amioz Escrely, troisième reconnaissant de la rue du Chastel, cité entre Jehan Chalangrin et Jehan de Giez, ne reconnaît pas de maison¹⁹. Selon toute vraisemblance, il occupe la deuxième maison de Jehan Chalangrin en qualité de sous-tenancier.

L'extente de 1375

Pour remettre à jour les titres de propriétés après la terrible épidémie de peste qui emporta, dans les années 1350, un tiers de la population, une nouvelle extenté fut dressée en 1375.

Comme tenancier des biens précédemment reconnus par Jehan Chalangrin, Nychollet Ellurdy, époux de Sibilette Thegant, y reconnaît tenir

dou tenement Jehan Chalangrin, de l'aquis fait de noble baront et puissan monseigneur monsirre Loys, comte et segneur de Nuefchastel, ou Chastel, joust la mayson Perenet de Mont et le cellier qui fut Mermet Costel et les mayson Bess., Pelecier, maystre Giles et Perroud Budevelier et tendant deis la charriere publiaul dou Chatel en ver le lay, la curtene devant, le truyl et le culty derriere, awe tous ses apendises, ad iii s., enxi comme par la lettre doudit aquis seleez dou sel de la corroye de mondit segneur donné le vii jour dou moys de jehanvier l'an. m.cclxviii. [...] Item doit encor sur la dicte mayson non obstant que ne soyent contenus en la dicte lettre, de plus tenet en l'extente devant ceste xiiii den.²⁰.

Le montant total du cens foncier est toujours de 4 sous 2 deniers, mais il se compose différemment. Si la surface de la parcelle reste inchangée, sa structure a été modifiée: la *crebue*, à l'arrière de la maison, n'est plus un élément indépendant, reconnu à part, mais fait désormais partie intégrante de la maison, même si elle se trouve de l'autre côté du mur d'enceinte du Chastel. La maison de Nycholet Ellurdy et de ses successeurs regroupe désormais les numéros 7 et 9 de la rue du Château et les numéros 6 et 8 de la rue Fleury.

En fait, la construction du *gros mur*, dont le fondement a été retrouvé au cours des fouilles, a coupé une deuxième fois la parcelle originelle s'étendant de la rue du Chastel jusqu'au lac. Tout porte à croire qu'à cette occasion, le terme « maison » appliqué jusqu'alors au bâtiment du Chastel a été étendu jusqu'à la deuxième enceinte, puisque la première muraille devenait inutile²¹. Quant au curtil, il se situe à l'extérieur du *gros mur*, comme les reconnaissances suivantes permettent de l'établir avec certitude.

Le début du XV^e siècle

La perte d'une reconnaissance, établie sans doute dans les années 1420, se révèle particulièrement dommageable pour la reconstitution parcellaire qui nous occupe. Cependant, quelques documents épars permettent de ne pas perdre de vue les parcelles étudiées.

Une *liste de comunance*, dressée en 1420 précisément, confirme les renseignements généalogiques fournis par les reconnaissances postérieures: le deuxième propriétaire mentionné à la rue du Château n'est

autre que Louis de Vaumarcuz, époux de Allison, fille de Nicolet Ellurdy²². La continuité est assurée, et la maison toujours au Chastel...

En 1429 (n. st.), Henri Especiere vend à Jaquet Clottu, de La Coudre, sa maison près du Mazel, localisée au numéro 10 de la rue Fleury. L'acte de vente mentionne à l'ouest la maison de Allison veuve de Loys de Vaumarcus, soit Fleury 8²³.

Deux ans plus tôt, le même Henri Especeret a passé devant le notaire Richard le Pic pour accenser le cellier de sa maison. Les limites précisées à cette occasion sont: au nord, une ruelle *pour aller chez Ailleson, veuve Loys Vaumarcuz* et au cellier de Richard de Baume; à l'ouest, *la maison de ladite Ailleson*²⁴. Ces deux actes notariaux montrent que, dès les années 1420, le bâtiment 8, rue Fleury est désormais construit avec un accès totalement indépendant de la maison du Chastel, même si les reconnaissances ne mentionnent que cette dernière.

En 1450, un terrible incendie ravage toute la ville. Depuis l'hôpital, origine du sinistre, jusqu'à la Collégiale, seules treize maisons furent épargnées. A en croire la Chronique du chanoine anonyme, un nouvel incendie se déclara en 1453 ou 1455.

« Afin de venir en aide aux familles éprouvées deux fois par le feu en l'espace de quelques années, Jean de Fribourg, comte de Neuchâtel, leur fit remise pour trois ans de la cens due par leurs maisons. Cette mesure déploya son effet pour la première fois en 1456. »²⁵ Dans la liste des maisons ainsi exonérées, on relève, toujours pour 4 sous 2 deniers, celle de *Jacob Stoquely*, époux de Jehanne Chouderier, tenancière lors de la reconnaissance de 1463, ainsi que quelques maisons avoisinantes, localisées avec certitude: 4 et 10, rue Fleury et 1 et 3, rue du Château.

La reconnaissance de 1463

La reconnaissance dressée en 1463 par les notaires Le Moine et de Thielle décrit dans le détail les très nombreuses possessions de Jehanne Chouderier. Fille de Jaquet Ellurdy autrement Chouderier, veuve de Jacob Stoquely, riche marchand et conseiller de Bienne, Jehanne Chouderier hérita des biens de Allison de Vaumarcus. Elle reconnaît donc la maison du Chastel, limitée au nord par la maison de Conrad de Diesse (Pommier 1), au sud par son propre jardin. A l'est, le texte de la reconnaissance mentionne la maison de Hencheman Gormont (Château 5) et à l'ouest la *place des chambres aysees* et un autre curtil de Jehanne Chouderier²⁶. Ce deuxième jardin est situé en dehors des murs

de la ville, *sous la maison de [Pierre] la Trompette*, localisée sans doute possible au numéro 3, rue du Pommier²⁷.

Le cens seigneurial que doit acquitter Jehanne Chouderier s'élève toujours à 4 sous 2 deniers lausannois auxquels s'ajoutent 2 deniers pour ce nouveau curtil, non reconnu en 1375. Limité en vent par les roches et situé en contrebas du mur d'enceinte, ce jardin contourne la maison de Jehanne Chouderier par le sud jusqu'à la ruelle des Chaudronniers. Il correspond parfaitement au bâtiment Coq-d'Inde 18, à la parcelle numéro 2044 du cadastre actuel, soit la Cour Marval proprement dite et au numéro 2, ruelle des Chaudronniers.

Quant à la petite ruelle qui permet l'accès aux maisons Fleury 6 et 8, tous les documents l'appellent *la ruelle Dame Jehanne*.

La reconnaissance de 1538

Les armes Grisel/Bosset gravées en 1546 sur le linteau de la porte d'entrée du bâtiment Fleury 8 ont permis de retrouver, dans la reconnaissance de 1538, Henri Grisel, bourgeois et conseiller, époux de Jacqua Convers d'Auvernier. Leur fille, Guillauma, était l'épouse de Pierre Bosset²⁸.

Dans sa reconnaissance, Henri Grisel déclare deux maisons: la première est située à la *rue du Mazel sur le Seyon*, au numéro 1a de la rue du Trésor actuelle. Une deuxième maison avec pressoir et cellier attenant est reconnue *au Chastel*. Les confrontants sont précisés: au nord les hoirs Didier de Diesse (Pommier 1): à l'est, les maisons des hoirs de Pierre Hentzmann (Château 5), Guillaume Grenot (Fleury 4, aujourd'hui détruite) et celle des hoirs de Conrad Affolter (Fleury 10), *une ruelle entre deux*; au sud, un jardin attenant à la maison et à l'ouest *la place des chambres aysées et le curtil du reconnaissant*²⁹.

La reconnaissance précise encore qu'Henri Grisel a acquis cette maison en 1534 (ancien style) de Michel, Guillaume et Philibert Convers pour le prix de 450 livres lausannoises faibles. Enfin, le texte renvoie au reconnaissant précédent, Jehanne Chouderier, et mentionne le cens seigneurial de 4 sous 2 deniers.

A la suite, Henri Grisel consacre un paragraphe particulier au jardin situé derrière sa maison, adjonction à la parcelle originelle.

Au nord de ce jardin s'élève le mur de la ville, contre lequel s'adosse, au sud, le bâtiment Fleury 8. A l'est, la *rue par laquelle on va depuis la maison du reconnaissant au lac* s'identifie avec la ruelle des Chaudronniers³⁰. Au sud du jardin, on trouve le curtil de Guillaume de Porrentruy et à l'ouest une

deuxième rue entre les maisons de Pierre Brignet et de Guillaume Habram et les *rosches*. L'ancien tenancier n'est pas précisé, mais il est fait référence à l'achat de ce jardin par Nycollet Ellurdy en 1390. Quant au cens foncier, il se monte à 2 deniers lausannois faibles, déjà mentionné dans la reconnaissance de Jehanne Chouderier.

Les mêmes problèmes de localisation de cet ensemble de parcelles sont mis en évidence par les voisins qui, situés aussi bien à la rue du Chastel qu'à la rue Fleury ou à la ruelle des Chaudronniers, renvoient tous à la maison ou au curtil d'Henri Grisel.

Tous les recoupements confirment que la tenure qu'Henri Grisel reconnaît au Chastel enjambe non seulement l'enceinte primitive, mais encore le *gros mur*, pour s'étendre jusqu'au numéro 4 de la ruelle des Chaudronniers. Le changement d'organisation du parcellaire, au sud du curtil Grisel, marque bien la différence avec les nouveaux terrains gagnés sur le lac³¹.

Cependant, les références à Henri Grisel nous ramènent à la rue du Château avec les reconnaissances de Guillaume Taillard et d'Estevenin Favre de Boudry, qui reconnaissent chacun une moitié de maison à la hauteur des numéros 7 et 9³². Contrairement à Henri Grisel, ces deux tenanciers ne déclarent pas de cens seigneurial: ils ne sont donc pas tenanciers directs du seigneur, mais tenanciers d'Henri Grisel. Ils jouissent chacun de leur partie de maison, d'une *cave voultée* et d'une *place en mode de saule*, pour autant qu'ils s'acquittent annuellement de 10 sous au titre de «cens de bourgeois» en faveur d'Henri Grisel. En qualité de tenancier direct, c'est ce dernier qui répond du cens seigneurial.

Conclusion

En raison de leur localisation au pied même de l'enceinte du Chastel, les parcelles qui constituèrent le complexe de la Cour Marval furent certainement parmi les premières à être construites lorsque le bourg s'étendit au-delà des murailles. Cependant, dans ces zones attenantes à l'enceinte, l'extension urbaine semble davantage être le fait d'un agrandissement au-delà des murailles des maisons qui s'appuyaient, à l'intérieur, sur le mur de fortification que de constructions indépendantes sur des parcelles nouvellement accensées.

Alors que toutes les parcelles de la Cour Marval sont de toute évidence situées dans le nouveau quartier du Mazel, comme le prouvent quelques actes notariaux portant sur des parcelles voisines localisées avec certitude, toutes les reconnaissances de biens rattachent ces terrains et ces

bâtiments au quartier du Chastel. Cette ambiguïté dans la localisation est due à la construction du *gros mur*, qui, dès 1370, protège cette partie de la ville face au lac, rendant du même coup inutile cette portion de l'enceinte primitive.

Ainsi, au milieu du XIV^e siècle, la partie construite se limitait aux deux maisons du Chastel et des jardins occupaient la zone extérieure à l'enceinte. Dès 1370, les tenanciers peuvent élever les bâtiments Fleury 6 puis Fleury 8 à l'intérieur du nouveau périmètre de défense. Le jardin *extra-muros* acquis en 1390 par Nicholet Ellurdy remplace les terrains bâtis entre les deux murs. Cette zone intermédiaire est désormais intégrée au Chastel, dont elle dépendait à l'origine, bien qu'elle soit située à l'extérieur de la première enceinte.

Ainsi, tous les documents étudiés conduisent à la même conclusion : les terrains qui constituèrent la Cour Marval ne sont pas, à l'origine, des parcelles indépendantes formant une entité propre. Juridiquement, ils sont rattachés aux maisons portant les numéros 7 et 9 à la rue du Château, dont ils ne constituent en réalité qu'une extension, même si les accès n'y sont possibles que depuis le quartier du Mazel.

II. Investigations archéologiques

Construits sur trois parcelles du cadastre de la ville de Neuchâtel, les immeubles composant le complexe de la Cour Marval couvrent environ 650 m² et s'articulent autour de deux cours. Contiguë à l'immeuble 10, rue Fleury, une tour d'escalier dessert un bâtiment occidental par l'intermédiaire d'une galerie empruntant la partie nord d'un bâtiment central. Un espace ouvert que nous appelons *cour à la colonne* apporte air et lumière aux façades orientale et septentrionale des deux bâtiments principaux. La colonne supporte la moitié nord du bâtiment central. A l'est de la cour, une galerie surmonte un arc qui donne accès à la cour depuis la rue Fleury. Cet accès est assez sombre et resserré ; on l'appelait *cul-de-sac de la rue Fleury* au début du siècle, du moins avant la démolition de l'immeuble 4, rue Fleury en 1921³³. L'appellation plus anguleuse de l'endroit est aujourd'hui *le carré de la rue Fleury*. Le bâtiment occidental, assez profond, est pourvu d'une annexe au nord-ouest, accessible depuis le premier étage. Terminant la rangée à l'ouest, un autre bâtiment, le 18, rue Coq-d'Inde, figure déjà sur le *plan de l'incendie de 1714*³⁴.

Les façades sud des bâtiments central et occidental s'ouvrent sur la Cour Marval, bordée à l'est et au sud par des constructions modernes

n'ayant pas fait l'objet d'investigations. A l'exception de la tour d'escalier, tous les bâtiments sont démolis en 1989.

Durant l'hiver 1987-1988, l'analyse des élévations est entreprise: pose d'un système d'axe et de niveaux au moyen d'un théodolite, démolitions préliminaires d'apports modernes sans intérêt, sondages effectués par le restaurateur d'art, carottages dans les structures en bois par le dendrochronologue, prises de vue photographiques, relevés (plans, coupes et détails)³⁵.

La fouille qui suit la démolition de janvier à mars 1990 nécessite l'engagement d'un machiniste avec une excavatrice et d'une équipe d'ouvriers pour l'évacuation des matériaux et le nettoyage des structures. La direction du chantier, le nivellement et les relevés, les photographies et le traitement des trouvailles sont le fait d'une seule personne ne bénéficiant que ponctuellement d'appui.



Fig. 1. Neuchâtel. Cour Marval. Vue générale de la fouille archéologique depuis le sud. Premières assises d'un môle lié à un enrochement au pied de la falaise. Au premier plan, mur d'enceinte de la ville avec bâtiment occidental. A droite, cuve d'un pressoir. (Photographie: Service cantonal des monuments et des sites, Neuchâtel.)

Premières constructions extra-muros appuyées à la colline du château (proposition de datation: XII^e-XIII^e siècle)

Le tracé exact de l'enceinte au sud du bourg et parallèle aux rives du lac n'est pas connu. Seules des investigations archéologiques nous permettraient d'en définir précisément l'emplacement. Depuis la tour de Diesse flanquée de la Maleporte, le mur oblique brusquement vers l'ouest pour vraisemblablement couronner le haut de la falaise dominant le lac³⁶ (fig. 3A).

Formant actuellement l'angle sud-ouest du soubassement d'un bâtiment dont les étages sont reconstruits après 1714 (9, rue du Château), deux murs de moellons de moyen appareil sont dégagés. Ils sont fondés sur de gros blocs prenant appui sur le rocher naturel. Plus à l'ouest, la fouille révèle une construction dont il ne subsiste que deux murs parallèles reliés sur une partie de leur longueur par une voûte maçonnée effondrée. Ils se prolongent au nord mais l'exploration doit être stoppée pour ne pas mettre en danger les constructions voisines.

Sont-ce déjà des constructions extra-muros par rapport à la première enceinte à une époque où elle perd de son importance, le bourg se développant à ses pieds? D'autres investigations dans ce secteur permettront peut-être de répondre à cette question.

Enrochement et mur formant un môle (proposition de datation: XIII^e siècle) (fig. 2)

Sans doute à une époque où la ville a débordé de son cadre primitif pour s'étendre sur la rive droite du Seyon, le pied de la falaise est stabilisé pour y aménager une plate-forme propre à recevoir des marchandises venues du lac. Un puissant enrochement avec des blocs erratiques est créé sur une largeur maximale de 5 m. A l'ouest, cet enrochement est limité par un mur dont il ne subsiste qu'une assise; de gros blocs en constituent les parements tandis que son âme est en blocage de moellons et de mortier de chaux. Sa largeur maximale est de 1,90 m. Nous ne savons pas s'il s'agissait, à l'instar du môle supportant plus à l'ouest la tour de l'Oriette, d'un mur de défense crénelé³⁷ (fig. 1 et 3B).

L'environnement lacustre a beaucoup évolué depuis le Moyen Age. A l'est de la Cour Marval, le Seyon a créé au fil des siècles un puissant cône alluvial en donnant à la ville une possibilité d'extension en direction du lac. La première correction des eaux du Jura entreprise de 1869 à 1888

a abaissé le niveau du lac d'environ 2,70 m, le niveau des eaux moyennes passant de 432,01 m à 429,28 m.

Nous savons par diverses recherches, hélas! trop peu nombreuses pour la période historique, que le niveau avant correction était très fluctuant. La plus forte des inondations connues à une époque où des observations précises sont effectuées se produit en 1802: le lac atteint la cote de 433,67 m³⁸.

Il est intéressant de mettre en relation ces quelques chiffres avec le niveau conservé de notre enrochement; il est compris entre deux cotes altimétriques extrêmes: 434,29 m et 433,66 m. Nous pouvons donc constater que l'enrochement stabilise une zone de gravier et de galets en ménageant au pied de la falaise une plate-forme à l'abri des hautes eaux d'un lac souvent capricieux³⁹.

L'enceinte urbaine (proposition de datation: troisième quart du XIV^e siècle) (fig. 2)

Pour protéger la ville qui s'étend, on construit un mur dont la portion reliant la rivière à la colline du bourg primitif nous intéresse particulièrement. Jean Courvoisier nous en donne le tracé probable qui, sur la rive droite, est aujourd'hui matérialisé par les façades sud de la rue de l'Ancien-Hôtel-de-Ville puis par le mur méridional du bâtiment 10, rue Fleury. Flanquant cet édifice à l'est, la porte dite du *gros mur* est mentionnée. A partir de là, l'historien ignore son tracé exact⁴⁰.

Nos investigations ont permis de retrouver l'enceinte urbaine qui, à partir de 10, rue Fleury, se prolonge en direction de l'ouest puis s'élargit brusquement avant de se retourner à angle droit vers le nord pour rejoindre les constructions antérieures adossées à la falaise.

A l'arrière de ce mur et y étant liés, deux bâtiments sont édifiés autour d'une cour ouverte. Le bâtiment occidental mesure 12,70 m par 6,70 m. Les murs subsistent en élévation sur 11,70 m à l'est et 9,50 m à l'ouest. Le mur oriental prend appui sur l'enrochement existant tandis qu'au sud et à l'ouest, les maçonneries sont fondées beaucoup plus profondément dans le terrain naturel graveleux à matrice sableuse⁴¹. Alors que les maçonneries de moellons sont liées au mortier de chaux en élévation, pour les fondations, de la terre a été utilisée par endroit, notamment au niveau des premières assises.

De l'autre côté de la cour, on édifie un bâtiment oriental dont l'ancienne façade ne subsiste partiellement que sur une hauteur d'environ 5 mètres. Ce mur est percé de deux arcades au rez-de-chaussée tandis

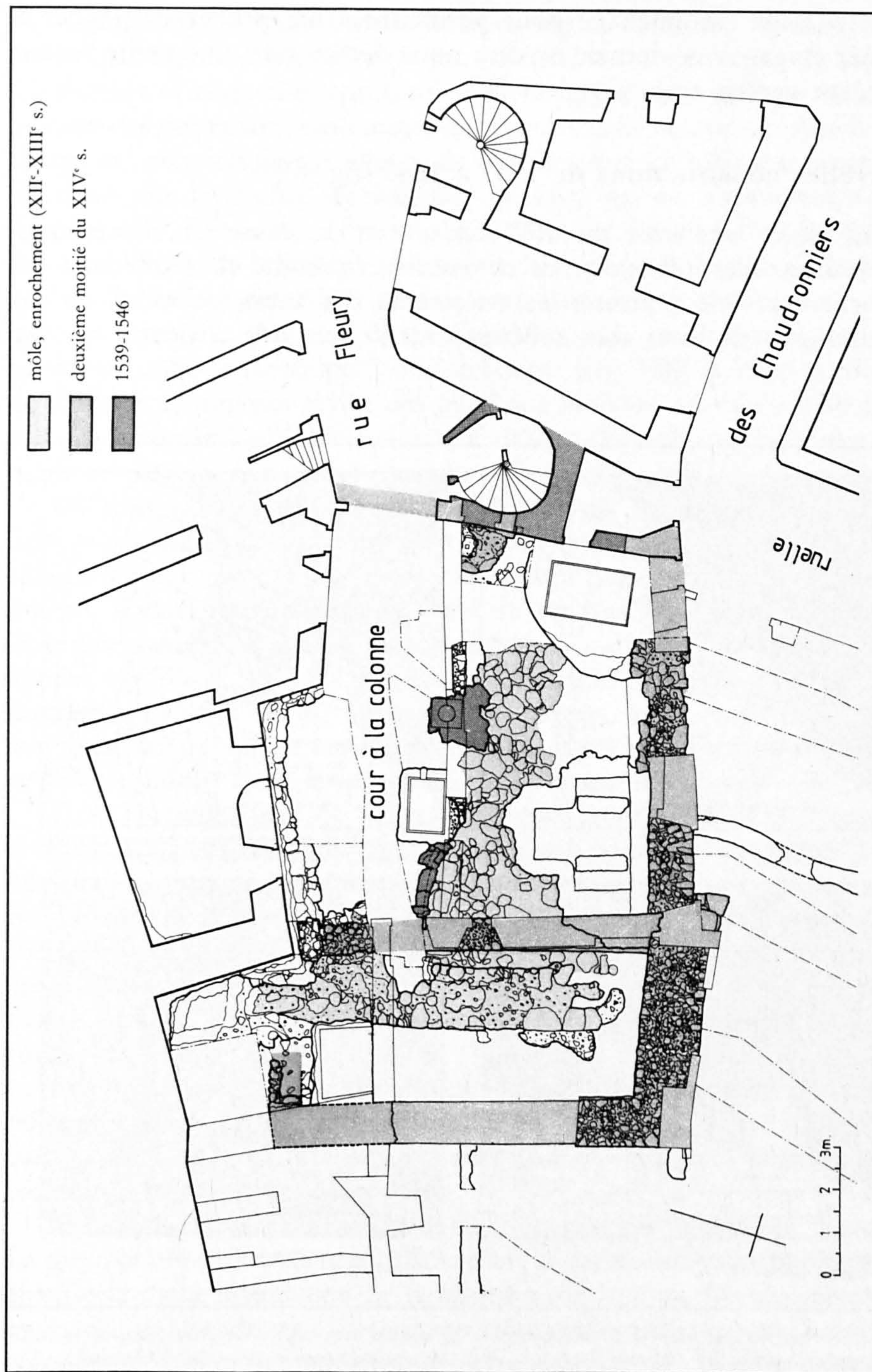


Fig. 2. Neuchâtel. Cour Marval. Plan des principaux vestiges découverts lors de la fouille. (Plan: Service cantonal des monuments et des sites, Neuchâtel.)

qu'un passage est aménagé pour permettre à un escalier de gagner le premier étage. A ce dernier niveau, nous découvrons une petite fenêtre regardant vers la cour (fig. 1 et 3C).

Nouvelles constructions de 1539 à 1546 (fig. 6)

Les deux incendies du XV^e siècle sont la cause de destructions importantes: des planchers, il ne subsiste que du charbon dans des empochements de poutres; les parements des murs de moellons, les encadrements de baies sont rubéfiés sous l'effet de la chaleur.



Fig. 3. Neuchâtel. Cour Marval. Développement de la ville avec report des structures découvertes et présumées (en foncé)⁵⁷. (Plans: Service cantonal des monuments et des sites, Neuchâtel.)

A partir de 1539, des travaux sont entrepris. Intégrant les murs ayant perdu leur fonction première (le mur d'enceinte devient mur de façade), le bâtiment occidental est profondément réaménagé: bouchage ou modification des ouvertures existantes, établissement de nouveaux planchers et charpente, création de passages et de fenêtres, etc. Le bâtiment central est construit sur la moitié méridionale de la cour, en s'appuyant contre l'ancien mur d'enceinte. Une tour d'escalier est érigée à l'est tandis que deux arcades sont bouchées et une modifiée. Sur la façade de la petite galerie, la fenêtre regardant vers la cour intérieure est déplacée vers le nord et inversée. Au sud de la Cour Marval, est construit un petit bâtiment dont la fonction nous échappe (fig. 3D). L'analyse de ces nouvelles maçonneries révèle des moellons liés avec un mortier de chaux très graveleux et friable de couleur blanche. Les charpentiers élèvent une paroi de pan de bois et des cloisons de poteaux à planches embrevées.

De tout le complexe, la tour d'escalier est le seul élément encore debout aujourd'hui. La porte d'accès au rez possède un encadrement chanfreiné agrémenté de filets se recoupant sous une accolade. Sur le linteau, la date de 1546 gravée dans un cartouche est accompagnée de deux écussons: celui de Guillauma Grisel, fille d'Henri et celui de Pierre Bosset, son mari⁴². Dans la partie nord, l'escalier à vis, qui permet l'accès direct au premier étage du bâtiment central, est formé de marches empilées sur un noyau simple dont seule la base est sculptée: de fines cordelettes, dont l'une est torsadée, l'enserrent.

Dans la partie sud, de petites chambres sont aménagées à tous les niveaux. Les plafonds sont *à la française*: deux poutres longeant les parois nord et sud ont été entaillées à la manière d'un crénelage pour recevoir de petites solives. Au premier étage, le sol est revêtu de carreaux de terre cuite et, pour agrandir l'espace disponible, de nombreux évidements sont créés dans le mur. L'escalier est couvert d'un simple toit en appentis tandis que la partie sud est sommée d'une flèche en charpente sur enrayure.

Le bâtiment central (fig. 4 et 5) possède un rez-de-chaussée ouvert au nord et abritant un pressoir, un étage habitable traversé par une galerie dans sa partie septentrionale, un comble et un surcomble. Une toiture en bâtière chapeaute le tout.

A l'étage, deux chambres sont éclairées par des fenêtres à meneaux. La pièce orientale jouxte une cuisine dont la cheminée au linteau de pierre chauffe la niche chaudanne de la chambre de la tour. Contrairement au mur sud, la façade nord est essentiellement construite en bois: une colonne de 3,55 m de haut supporte une paroi de pan de bois constituée

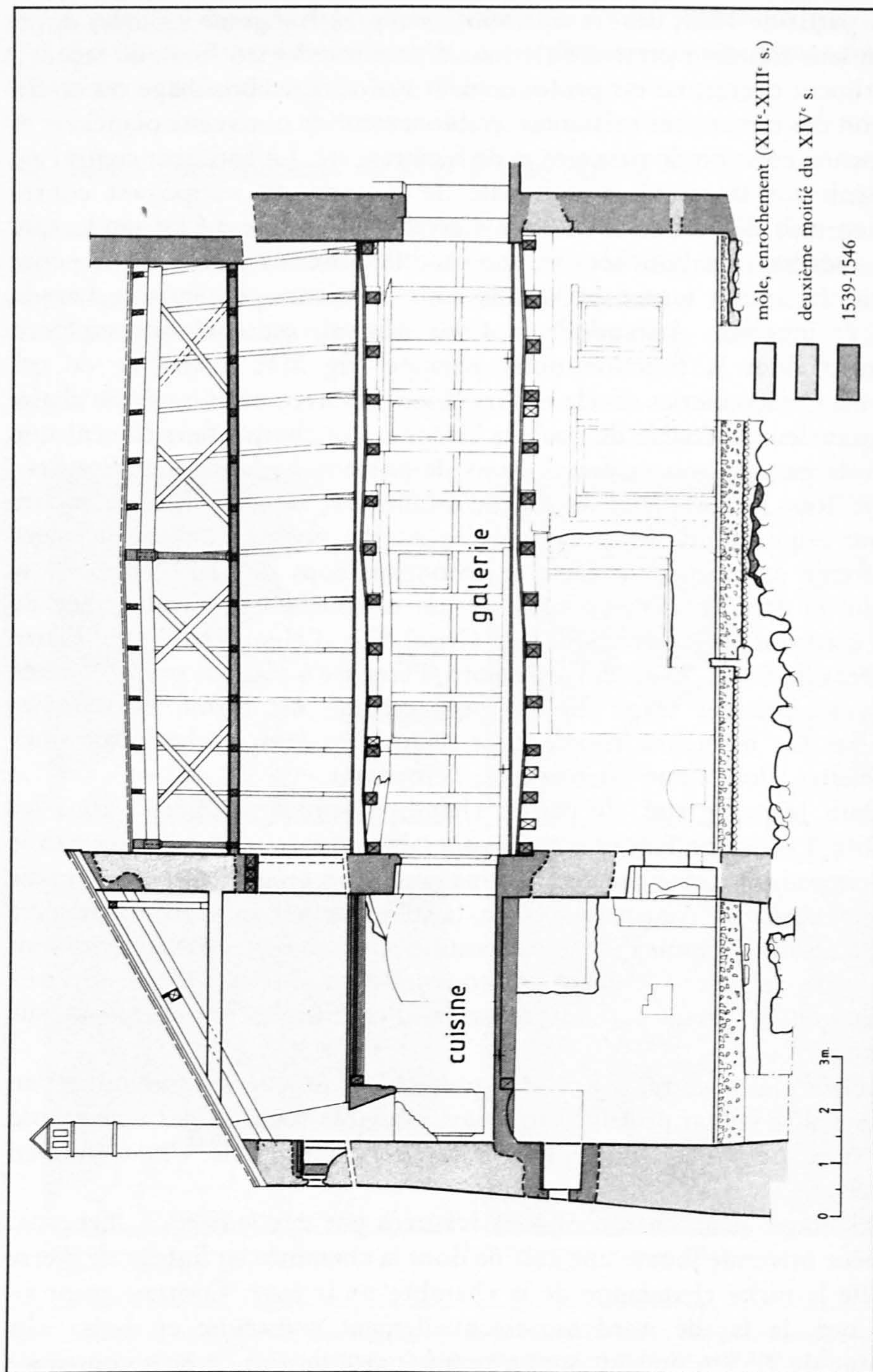


Fig. 4. Neuchâtel. Cour Marval. Coupe longitudinale vers le nord des bâtiments occidental et central. On remarque l'excellent état de conservation des structures en bois remontant à 1539-1546. (Plan: Service cantonal des monuments et des sites, Neuchâtel.)

de poteaux, de sablières et de traverses horizontales moulurées tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Une sablière de plancher réceptionne sur le rez-de-chaussée les poutres dont les têtes sont chanfreinées à la manière de corbeaux. La colonne en pierre jaune au fût cylindrique légèrement galbé repose sur une base de section carrée en roc (calcaire blanc); au sommet, un tailloir de section carrée est amorti d'une échine concave. Sur la partie orientale du fût, regardant l'arc permettant d'entrer dans la cour, un cartouche gravé rectangulaire porte la date de 1539. La moitié du cartouche a été épargnée par la boucharde moderne (fig. 7).

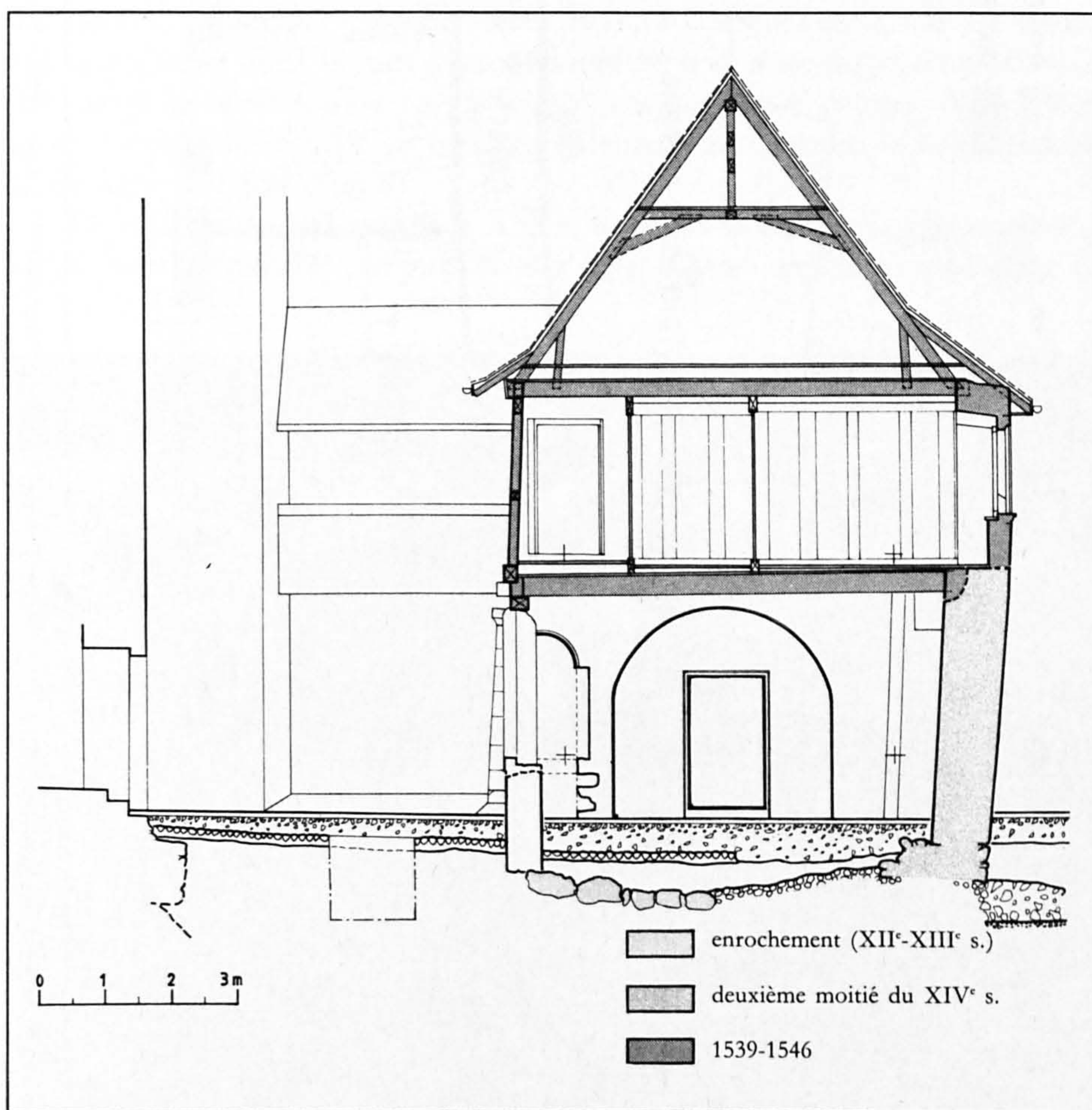


Fig. 5. Neuchâtel. Cour Marval. Coupe transversale vers l'est du bâtiment central. On remarque l'homogénéité de la charpente du XVI^e siècle. (Plan: Service cantonal des monuments et des sites, Neuchâtel.)

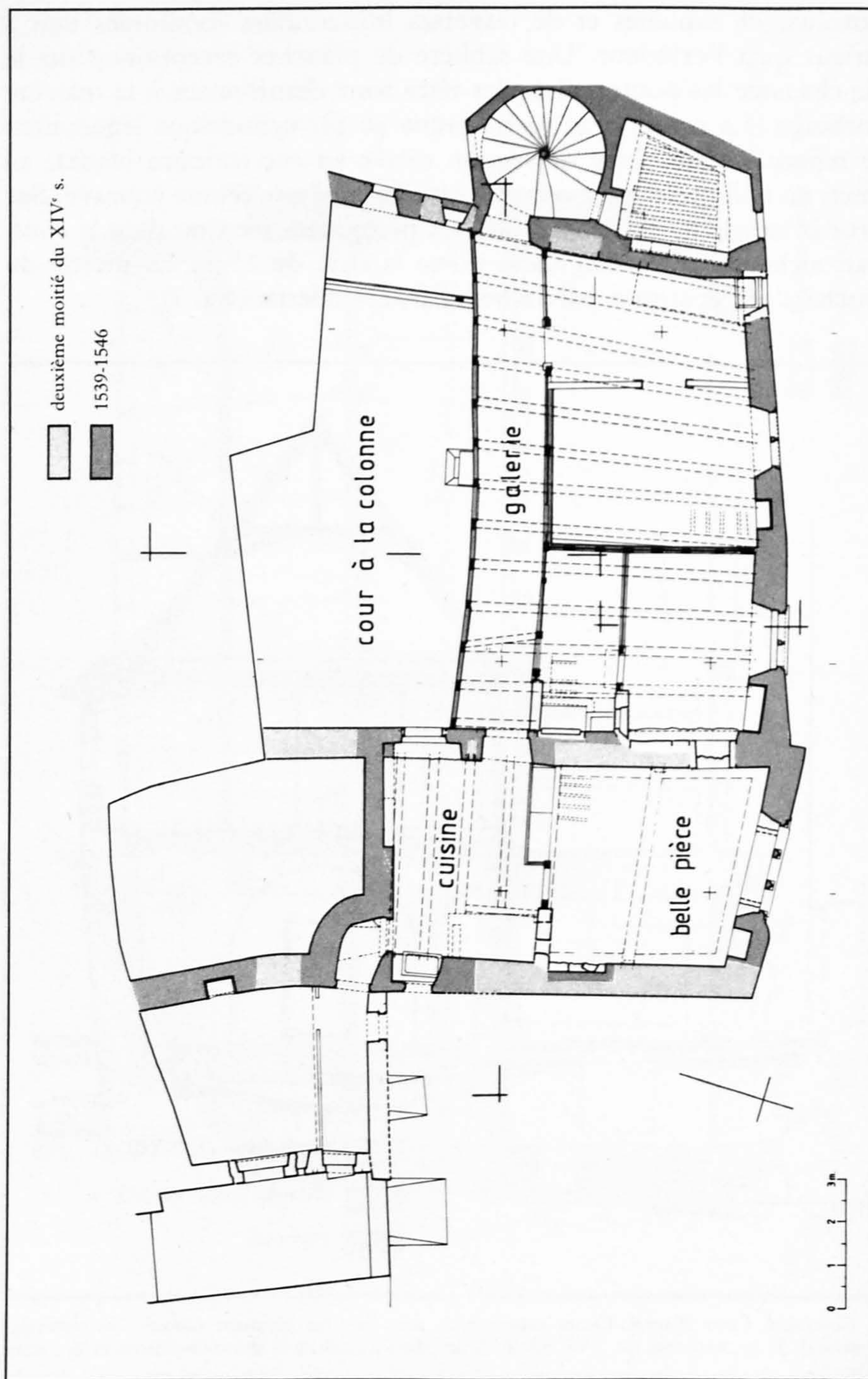


Fig. 6. Neuchâtel. Cour Marval. Plan du premier étage des bâtiments reconstruits de 1539 à 1546. (Plan: Service cantonal des monuments et des sites, Neuchâtel.)

Est-ce une disposition courante dans l'architecture neuchâteloise? Dans l'état de nos connaissances, nous ne le pensons pas, si nous excluons toutes les galeries en charpente construites pour faire office de balcons, de liaisons ouvertes avec un autre bâtiment ou des latrines, pour ne retenir que le type fermé supporté par une colonne ou des piliers. Des recherches antérieures nous signalent un édifice à Môtiers (Val-de-Travers), la *maison anciennement Divernois d'un type rare*. La façade formée de pans de bois repose sur une solive supportée par un pilier et trois colonnes de pierre, une étant datée de 1684⁴³. Autre exemple, à Hauterive, 9, rue Croix-d'Or où au midi, deux piliers anciens supportent une galerie moderne (date de 1644 sur un tailloir)⁴⁴. Dernier exemple, vers 1614, à Colombier, 2, rue du Pontet où une galerie dont le mur septentrional percé de deux larges fenêtres, repose sur une forte solive soutenue par deux étais sculptés et par un gros poteau⁴⁵. Une construction de ce type se trouve également au Château d'Aigle (Vaud) et remonte à 1584 (fig. 8).

Le bâtiment occidental (fig. 4, 5 et 6) possède un rez-de-chaussée avec deux caves accessibles depuis la *cour à la colonne*, un étage habitable, un



Fig. 7. Neuchâtel. Cour Marval. Cartouche gravé sur le fût de la colonne. La pierre a été bouchardée après 1921 et préservée à gauche par un mur du XIX^e siècle. (Photographie: Service cantonal des monuments et des sites, Neuchâtel.)

comble et un surcomble. Il est couvert d'un toit en appentis muni d'une demi-croupe au sud.

Au premier étage, le linteau de la cheminée de la cuisine est creusé d'un cavet bordé d'anglets s'appuyant sur un gros tore; il repose sur un simple corbeau au sud et sur une console aux angles chanfreinés et agrémentée d'une succession de moulures curvilignes, au nord. Une porte permet l'accès à une terrasse surplombant la Cour Marval.

Au sud, la *belle pièce* est éclairée par *trois gracieuses fenêtres à meneaux dont les bases prismatiques sont barrées de filets et les linteaux ornés de tores et de gorges qui se recoupent pour former des accolades*⁴⁶. A côté de la fenêtre, une petite armoire a été créée dans le mur tandis qu'une niche permet de diminuer l'encombrement du poêle. Le plafond se compose de poutres moulurées formant un cadre longeant les quatre parois et d'une poutre transversale prenant appui sur deux corbeaux dont l'un est décoré d'un blason où seul le contour est sculpté; d'épais plateaux s'engagent dans les rainures des poutres⁴⁷.



Fig. 8. Aigle (Vaud). Château. Aile bernoise avec façade à pan de bois supportée par une colonne dont le tailloir porte la date de 1584. La paroi de pan de bois inférieure est sans doute postérieure. (Photographie: B. Boschung, Neuchâtel.)

Il est intéressant de mettre en regard les résultats des carottages dendrochronologiques avec le type de moulurations observé. En effet, dans les niveaux habitables, poutres et poteaux de cloisons ont des angles adoucis par une moulure. A moyen terme, par comparaison avec d'autres bâtiments du canton, nous disposerons de données fiables sur l'apparition et la durée d'utilisation des profils de moulures.

La charpente du bâtiment central et la flèche de la tour se distinguent par la qualité des assemblages et l'utilisation optimale du bois. Le toit en bâtière du premier est composé de treize fermes dont les entrails constituent les poutres couvrant le premier étage. En façade nord, treize poteaux du pan de bois supportent cette charge par l'intermédiaire d'une sablière de plancher. Les entrails supérieurs sont soulagés par des aisseillers et les chevrons par des jambettes s'encastrent dans les poutres sur le premier étage. Les chevrons s'assemblent au faîte par tenon et mortaise; la panne faîtière, entaillée au droit de chaque chevron, assure ainsi une partie du contreventement de la charpente. Trois poinçons (l'un a disparu à l'est) munis de sabots et de chapiteaux sommaires réceptionnent les chevrons et les faîtières. Longitudinalement, les entrails sont calés par des solives reliées aux deux pannes faîtières par des croix de Saint-André (fig. 4).

Quant à la flèche de la tour, ses quatre pans et son poinçon central reposent sur une enrayure à entrails disposés en croix et reliés par des goussets; ces derniers sont unis aux quatre angles de la tour par des coyers; des sablières couronnent les quatre murs et des embranchements complètent l'enrayure recevant un plancher.

C'est dans le bâtiment central que les carottages dendrochronologiques ont donné les meilleurs résultats en raison de l'excellent état de conservation des poutraisons et de la charpente.

Les dates d'abattage ne sont jamais antérieures à 1538 et se concentrent en hiver 1538-1539 pour les niveaux inférieurs et en hiver 1539-1540 pour la charpente⁴⁸.

Nouveaux aménagements et décoration (datation: 1600 et première moitié du XVII^e siècle)

Nous groupons volontairement ces deux interventions parce qu'il est difficile de les distinguer actuellement en l'absence d'une étude approfondie des thèmes décoratifs adoptés dans la peinture neuchâteloise et régionale des XVI^e et XVII^e siècles.

Un nouveau pressoir est installé au rez-de-chaussée du bâtiment central. Il n'en subsiste que la fosse de 3,30 m/2,80 m/0,65 m dans laquelle sont placés deux gros parallélépipèdes rectangles en roc de 1,50 m/0,44 m/0,46 m qui supportaient sans doute un pressoir à vis centrale⁴⁹ (fig. 1).

Au premier étage du bâtiment central, la pièce occidentale est divisée en deux parties par une cloison de bois. Au nord, est aménagée une cuisine avec une cheminée munie d'un contrecœur en molasse et entourée de murs pare-feu. De là, on alimente le poêle dans lequel est incorporé un four à pain⁵⁰. Ces aménagements rendent nécessaires la création d'un chevêtre et l'incorporation de deux nouvelles solives dans la poutraison sur le rez-de-chaussée. Dans un des murs pare-feu, nous retrouvons — brisée en deux parties — une cuve en pierre jaune. Il s'agit probablement d'un mortier.

Vraisemblablement aux alentours de 1600, les parois des deux pièces chauffées au premier étage reçoivent un nouvel enduit décoré de peintures soulignant l'architecture. Plafonds, niches, ébrasements de fenêtres sont mis en évidence par une bande grise accompagnée d'un filet noir ponctué de boutons. Dans la belle pièce du bâtiment occidental, il dessine un encadrement en harpe; les sondages révèlent, en partie supérieure de la paroi ouest, une sorte de frise comprenant un personnage incliné (?), une fleur de lys, un ours, un lion et des cervidés.

Plus tard, sans doute encore dans la première moitié du XVII^e siècle, la belle pièce est à nouveau peinte de manière plus simple, une bande grise et un filet noir soulignent les éléments architecturaux essentiels; le plafond reçoit une frise de rinceaux assez frustes accompagnés de filets tantôt clairs, tantôt foncés pour simuler le relief d'une menuiserie à panneaux.

Cette même bande grise soulignée d'un filet noir se retrouve sur la paroi de pan de bois de la galerie du bâtiment central et dans la pièce au premier étage de la tour d'escalier. Dans cette chambre, le restaurateur d'art dégage partiellement une peinture en grisaille représentant une corbeille de fleurs et de fruits soutenue par des rubans.

Quelques mois auparavant, nous découvrons, dans un bâtiment également voué à la démolition à Neuchâtel, deux petites corbeilles de fruits de même inspiration mais polychromes⁵¹.

L'incendie de 1714

Cet incendie ravage tous les bâtiments au sud de la rue du Pommier et vraisemblablement l'immeuble 6, rue Fleury dominant les édifices de

la Cour Marval⁵². C'est sans doute à ce moment que, profitant de l'effondrement de la voûte de la cave médiévale jouxtant à l'ouest le bâtiment occidental, on remblaie l'endroit à l'aide de matériaux de démolition de maisons⁵³.

Les fouilles révèlent, en couche homogène jusqu'à 1,80 m de profondeur, de la terre mêlée à du charbon, des pierres, des fragments de terre cuite, d'ossements et des nodules de mortier de chaux. Plus intéressante est la trouvaille de nombreuses catelles de poêle, de fragments de verre, de pipes et de quelques jetons. Le matériel recueilli se situe dans une fourchette chronologique allant du début du XVI^e siècle à la fin du XVII^e siècle. Les verres sont évidemment fragmentés et le peu de temps à disposition ne nous a pas permis d'effectuer des prélèvements en blocs. C'est en effet seulement en laboratoire que l'on peut séparer correctement le verre de la gangue de terre qui y adhère. Signalons la présence de verres à boire: gobelets, verres à pied large surmonté d'une tige à boule creuse et d'autres récipients tels que coupes, fioles, carafes, bouteilles à large panse. Les pipes sont façonnées dans l'argile blanche; elles possèdent un conduit très fin et un fourneau parfois décoré. Parmi les jetons, relevons une pièce de Nuremberg, représentant au revers Hercule et Pallas (fin XVI^e-début XVII^e siècle). Le matériel céramique est abondant: vaisselle de table (plats, assiettes) et de cuisson (caquelons tripodes, marmites) et de nombreuses catelles de poêle à motifs en relief et glaçure monochrome (putti jouant, bustes de personnages, motifs végétaux stylisés, etc.) ou polychrome (angelots encadrant un silène).

Dans le premier tiers du XVIII^e siècle, divers travaux sont entrepris: construction d'une cave sur l'ancienne terrasse du bâtiment occidental, remplacement d'un poêle dans le bâtiment central et revêtement des poutres et des cloisons par des planches à couvre-joints moulurés⁵⁴.

Construction de bâtiments dans la Cour Marval et divers aménagements (deuxième moitié du XIX^e siècle)

En 1856, la reconstruction du mur de clôture de la Cour Marval permet l'élargissement de la ruelle des Chaudronniers. Des bâtiments sont érigés à l'est et au sud⁵⁵.

Les autres édifices font l'objet de travaux d'entretien, de transformations et sont consolidés. Au rez-de-chaussée du bâtiment central, un mur est construit de part et d'autre de la colonne; dans les combles, des appartements sont aménagés. Au premier étage du prolongement sud de la tour d'escalier, les plafonds reçoivent un lattis plâtré. Sur ce dernier et

les parois, une peinture décorative rappelant curieusement un papier peint est appliquée: une frise à double rang de rectangles rouges et bleus suit le plafond tandis que le reste des parois est décoré de lignes verticales où alternent les mêmes couleurs.

Derniers travaux au XX^e siècle

L'entretien continue d'être la principale préoccupation des propriétaires. Les travaux sont modestes et ne portent pas atteinte aux bâtiments. Le sous-sol est ponctuellement perturbé par la création de fosses à chaux dès 1942⁵⁶. Mais arrive le règne du ciment Portland accompagné de la boucharde qui blesse inutilement les parements des pierres de taille tout en faisant disparaître les traces de l'outil du tailleur de pierre (fig. 7); espérons que cet instrument sera désormais banni de tous les chantiers de restauration.

Conclusion

Sous l'angle de la protection du patrimoine bâti, la disparition des édifices de la Cour Marval représente une perte. Les investigations archéologiques qui y ont été menées ont toutefois permis de mettre en évidence bien plus qu'un ensemble remarquablement homogène bâti au XVI^e siècle. Nous connaissons maintenant le tracé exact du mur d'enceinte érigé à cet endroit à la fin du XIV^e siècle ainsi que les premiers aménagements effectués au pied de la falaise et sur la rive du lac dès les XII^e et XIII^e siècles.

Bernard BOSCHUNG
Alain ZOZZO

NOTES

¹ P. Godet est notamment l'auteur du volume *Neuchâtel pittoresque, la Ville et le Vignoble*. Sécheron-Genève. 1901. Il évoque la Cour Marval aux pages 33 à 35.

² Article intitulé «L'origine et l'histoire des immeubles de la «Cour Marval» que l'Etat vient de revendre à un particulier» dans *Feuille d'Avis de Neuchâtel*, novembre 1942.

J. Béguin, architecte, effectue un relevé des bâtiments et soumet à la sanction communale des modifications visant à améliorer le confort. Il donne son interprétation archéologique des lieux sur les mêmes plans. Plans du rez-de-chaussée et du premier étage N^{os} 9556 et 9557 du 27 décembre 1942.

³ Arrêté du Conseil d'Etat N^o 531 du 6 juin 1983.

⁴ J. COURVOISIER, Rapport dactylographié. 24 septembre 1986, SMS.

O. CLOTTU, Rapport manuscrit. Septembre 1986, SMS.

⁵ SMS. Rapport dactylographié intitulé *Cour Marval ou Maison de Dame Jehanne*. 9 janvier 1987.

⁶ Citons par exemple les investigations effectuées à la Maison des Halles de Neuchâtel (rapport du 25 juin 1973 de W. Stöckli, bureau d'archéologie à Moudon) et à l'Hôtel de Ville du Landeron (rapport du 15 septembre 1978 de W. Stöckli, archéologue), SMS.

⁷ R. SCHEURER, «Les premières reconnaissances dans les territoires de l'actuel canton de Neuchâtel (fin XIII^e-milieu XV^e siècle)», dans *Dialectologie, Histoire et Folklore*, 1983, pp. 245-260.

⁸ Reconnaissance pour la *Ville de Neuchâtel* par [Rolin le Clerc], [1338-1339]: AEN, R9 N° 12 et N17 N° 23.

Reconnaissance pour la *Ville de Neuchâtel* par «Perroz Mestraul de Romont, notaire», [1353]: AEN, Recettes diverses, vol. 68.

Reconnaissance pour *Neuchâtel et environs* par «Nicholet de Grandson, notaire», [1375]: AEN, Recettes diverses, vol. 33.

Reconnaissance pour *Neuchâtel et environs* par Jean Le Moyne et Jehan de Thielle, notaires, [1463]: AEN, N° 1, 2 registres.

Reconnaissance pour la *Ville de Neuchâtel* et les *Forains* par Jehan Lando, [1538]: AEN, N° 2, 2 volumes.

Reconnaissance pour la *Mairie* et le domaine du *Château de Neuchâtel* par Marquis et Martenet, [1666]: AEN, N° 3.

⁹ Voir la reconstitution du parcellaire urbain de la ville de Neuchâtel dans: *Histoire du Pays de Neuchâtel*, vol. I, p. 232.

¹⁰ AEN, Henri Pigaud, notaire, vol. I, fol. 39.

¹¹ G.-A. MATILE, *Monuments de l'histoire de Neuchâtel*, Neuchâtel, 1844-1848, vol. I, N° XLII, pp. 52-55.

¹² A. ZOZZO, «La ville de Neuchâtel» dans *Histoire du Pays de Neuchâtel. De la Préhistoire au Moyen Age*, tome I, 1989, pp. 230-242.

¹³ Reconnaissance de 1353 par Besançon d'Orchamps, fol. 40.

¹⁴ C.-H. MATTHEY, «Les vestiges de la Maleporte à Neuchâtel» dans *Musée neuchâtelois*, 1923, pp. 204-215.

¹⁵ Reconnaissance de 1353 par Jehan Chalangrin, fol. 40.

¹⁶ Malgré son caractère dérisoire, cette petite comptabilité joue un rôle capital dans la mesure où le cens foncier, en principe inchangé jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, sert de fil conducteur dans la reconstitution du parcellaire.

¹⁷ Reconnaissance de 1353 par Jehan Chalangrin, fol. 40.

¹⁸ J. COURVOISIER, *Les monuments d'art et d'histoire du canton de Neuchâtel*, tome I, Bâle, 1955, p. 245.

¹⁹ Reconnaissance de 1353 par Amioz Escrely, fol. 40.

²⁰ Reconnaissance de 1375 par Nycholet Ellurdy, fol. 51 v°.

²¹ Ceci explique pourquoi les voisins mentionnent désormais la «maison» de Nycholet Ellurdy et de ses successeurs, aussi bien pour la partie du Chastel que pour celle du Mazel. Voir dans l'extente de 1375, les reconnaissances de Perronet du Mont, fol. 52, et celles de maître Gilles et Nycholet d'Orchamps, fol. 52 v°.

²² AEHN, Comptes de la bourserie, vol. 2, fol. 17 sqq.

²³ AEN, Henri Pigaud, notaire, vol. II, fol. 52.

²⁴ AEN, Richard le Pic, notaire, vol. I, fol. 92 v°.

²⁵ L. MONTANDON, «Miscellanées» dans *Musée neuchâtelois*, 1981, p. 80.

²⁶ Reconnaissance de 1463 par Jehanne Stoquely/Chouderier, vol. II, fol. 34 sqq.

²⁷ Reconnaissance de 1463 par Isabelle Lobeschy, [épouse de Pierre la Trompette], vol. II, fol. 32 v°.

²⁸ Reconnaissance de 1538 par Henri Grisel, vol. I, fol. 12 sqq.

²⁹ *Idem*.

³⁰ Dès 1546, date de la reconstruction de la maison d'Henri Grisel, cette ruelle disparut, occupée par la tourelle.

³¹ Anne Gaudet reconnaît *a la rive du lac* une grange voisine du curtil d'Henri Grisel. Cette parcelle a pu être localisée au N° 12 de la rue Fleury. Reconnaissance de 1538 par Anne Gaudet, vol. I, fol. 46 v°-47.

Le numéro 4a de la rue des Chaudronniers a pu être identifié comme possession d'Isabelle de Vaumarcus. Au nord de cette «place édifiée en maison» est mentionné le curtil d'Henri Grisel, ce qui permet de préciser l'étendue du jardin en question. Reconnaissance de 1538 par Isabelle de Vaumarcus, vol. I, fol. 357-359 v°.

Voir également: figure 3D.

³² Reconnaissance de 1538 par Estevenin Favre, de Boudry, vol. I, fol. 338 v°-339 v°. Et Guillaume Taillard, vol. I, fol. 339 v°-341.

³³ Voir notamment quelques clichés photographiques où apparaît, avant et en cours de démolition, l'immeuble 4, rue Fleury (N°s 2344, 2443 et 2446, octobre 1921), SMS.

³⁴ Ed. QUARTIER-LA-TENTE, *Le District de Neuchâtel*, première série, premier volume, Neuchâtel, 1897, p. 121.

³⁵ Y. André, Musée cantonal d'archéologie à Neuchâtel; Entreprises M. Garin à Rochefort, Paraiso & Da Silva à Neuchâtel, Matthey Frères à Colombier, J.-J. Galipienzo à Bôle; Atelier de restauration d'art Saint-Dismas à Martigny; P. Gassmann du laboratoire de dendrochronologie du Musée cantonal d'archéologie à Neuchâtel; C. Brandt, photographe à Neuchâtel; P. Jaggi, R. Ombelli (†), B. Rossi, SMS; J. Bujard, archéologue à Genève.

³⁶ Voir note 14, pp. 204-215.

³⁷ S. de CHAMBRIER, *Description topographique et économique de la Mairie de Neuchâtel*, Neuchâtel, 1840.

Intéressante vue de la tour de l'Oriette dans le prolongement d'un mur crénelé en p. 46.

³⁸ A. QUARTIER, *Le Lac de Neuchâtel*, Neuchâtel, 1948.

Le lac avant et après la correction, pp. 142-145.

³⁹ A Genève, au XIII^e siècle, on consolide la berge avec de gros blocs erratiques. Cet aménagement est appelé «charmure» dans les textes, C. BONNET, P. BROILLET, G. ZOLLER, *La maison Delachaux et l'origine des rues basses de Genève*, pp. 13 et 14.

⁴⁰ Voir notes 12 et 18.

⁴¹ Ce mur oriental est percé au deuxième étage d'une fenêtre regardant la cour.

⁴² Voir note 4 [O. CLOTTU].

⁴³ J. COURVOISIER, *Les monuments d'art et d'histoire du canton de Neuchâtel*, tome III, Bâle, 1968, pp. 85 et 86.

⁴⁴ J. COURVOISIER, *Les monuments d'art et d'histoire du canton de Neuchâtel*, tome II, Bâle, 1963, pp. 39 et 40.

⁴⁵ *Idem*, pp. 317-322.

⁴⁶ Voir note 18, p. 268.

⁴⁷ Ce type de plafond — avec quelques variations de détail — est attesté dans quelques maisons ayant fait l'objet d'investigations. Il est chaque fois daté dendrochronologiquement: Trésor 3 à Neuchâtel (vers 1524), Ville 20 et Faubourg 18 au Landeron (vers 1508 et 1501-1502).

⁴⁸ P. GASSMANN, Laboratoire de dendrochronologie du Musée cantonal d'archéologie.

⁴⁹ X. HUMBEL, *Vieux pressoirs sans frontières*, 1976.

⁵⁰ Une telle installation est attestée dans quelques maisons ayant fait l'objet d'investigations: citons notamment Grand-Rue 60 à Cormondrèche (1584-1585), Croix-d'Or 7 et Rebatte 22 à Haute-rive, Granges 9 à Peseux (fin XVI^e siècle), Moulins 45 à Neuchâtel.

⁵¹ Datation proposée par B. Pradervand, historienne des monuments et spécialiste de la peinture murale: deuxième quart du XVII^e siècle.

⁵² Voir note 34. En particulier *Le plan de l'incendie de la rue du Pommier le 15 septembre 1714* où l'on voit la maison du Receveur Gaudot située au-dessus des Maisons, Grange et Cour de M. le Conseiller Marval, p. 121.

⁵³ *Idem* et voir note 4 [J. COURVOISIER]. Après l'incendie de 1714, le receveur Gaudot évacue de la terre et des pierres après les avoir jetées dans la cour du conseiller Marval.

⁵⁴ Glissés derrière le cadre d'une porte, nous retrouvons quatre cartes à jouer dont trois appartiennent à un jeu de tarot imprimé vraisemblablement par Rochias à Neuchâtel vers 1750. (Renseignement aimablement transmis par le Musée suisse du jeu à La Tour-de-Peilz (Vaud) et B. Eberhard à Saint-Blaise).

Signalons encore deux tuiles trouvées sur la toiture du bâtiment central et datées de 1708 et 1805.

⁵⁵ Voir note 4 [J. COURVOISIER].

⁵⁶ Voir note 2.

⁵⁷ Sur la base du levé cadastral de 1869 à 1873 (fol. 2, 3, 4 et 25 du service des mensurations cadastrales du canton de Neuchâtel) et du *plan de l'incendie de la rue du Pommier le 15 septembre 1714* (publié par Quartier-La-Tente, *op. cit.*, p. 121).

Abréviations

SMS	Service de la conservation des monuments et des sites, rue du Château 23 à Neuchâtel
AEN	Archives de l'Etat de Neuchâtel
AEHN	Archives et Estampes historiques de Neuchâtel

TOUJOURS LE MONUMENT DES COMTES DE NEUCHÂTEL

Doit-on le rappeler une fois de plus? Les écrits se rapportant au cénotaphe de la Collégiale sont relativement nombreux, de valeur inégale il est vrai¹. Face à cette floraison, qui loin de résoudre tous les problèmes a permis aux différentes thèses de s'affronter, le nombre des rapports de fouilles, réservées au même monument, demeure étonnamment modeste, deux en tout, du moins à notre connaissance. Pour la bonne raison que des investigations de cette nature n'ont eu lieu qu'à la fin du XVIII^e siècle et en 1977. Manque d'intérêt ou absence de moyens financiers? Ou encore le fait que la Collégiale ayant abrité l'office divin, avant et après la Réforme, les inconvénients dus à la présence d'un chantier l'ont emporté sur la légitime curiosité des chercheurs?

L'inscription d'époque, figurant sur le socle et qui précise que le comte Louis a fait construire la «tumba» et la «machina» — la seconde expression signifiant l'ensemble du dispositif regroupant les statues en prière — apparaît à la fois précieuse et redoutable. Précieuse dès l'instant où grâce à elle le monument demeure signé et daté, redoutable du moment que l'interprétation laisse libre cours à l'imagination, ou alors à l'absence d'une distinction indispensable. A commencer par le chanoine Dubois dont le mérite demeure d'avoir signalé le premier l'existence de l'édifice, vers 1500 déjà. Obnubilé sans doute par le texte qui s'étalait sous ses yeux, il voit dans le gisant, à l'époque encore couché, le comte Louis en personne, à tort bien sûr². Plus tard, d'autres chercheurs, oubliant de distinguer la tombe et la «machine», les ont fait entrer toutes deux, dès leur origine, dans le monument de 1372.

On sait bien aujourd'hui qu'il n'en est rien. Tous les spécialistes de la sculpture médiévale tombent d'accord pour replacer les deux gisants dans leur temps, à savoir la première moitié du XIV^e siècle. Ce n'est que plus tard qu'ils ont été inclus dans l'enfeu. Quant aux trois statues extérieures, elles remontent au XV^e siècle pour les deux seigneurs de Fribourg, à la fin du même siècle, voire au début du XVI^e, pour celle demeurée monochrome. Tout cela, est-il besoin de le répéter, apparaît admis depuis longtemps³.

Les dégâts commis au cénotaphe, à la Réforme, lors du sac de l'église, demeurent difficiles à évaluer. Contrairement à l'opinion généralement admise, nous pensons que les grands personnages, tous membres de la

dynastie comtale, donc impossibles à confondre avec des figures religieuses, sont restés intacts⁴. Nous avançons pour argument premier que contrairement à ce qui s'est passé à Valangin, où la sépulture de Claude d'Aarberg a été violée — ce qui a entraîné plainte, menace et sommation de LL. EE. de Berne, qui voulaient que la Réforme triomphât sans violence — rien de semblable, rien de perceptible à Neuchâtel. Deuxième argument de poids, du moins à notre avis. Dans sa fameuse lettre écrite à Jehanne de Hochberg, où le gouverneur Georges de Rive décrit « le bris des images » de la Collégiale, avec moult détails, pas un mot sur le monument⁵. Il est possible qu'à cette occasion les petits personnages du socle aient subi quelques outrages, car ils paraissaient moins assimilables à des membres de la famille ayant régné ou à des personnages ayant servi la maison comtale.

Jusqu'en 1678, à savoir pendant près d'un siècle et demi, la liste des déprédations, comme celle d'éventuelles réfections demeure impossible à établir. Dans un article de 1944, Léon Montandon, qui précise que l'année précédente, soit en 1943, à l'occasion d'une toilette complète du monument, on a découvert les dates de 1623, de deux fois 1644, et d'une fois 1645, ainsi que des initiales et un nom, celui d'un certain E. Girard, évoque l'éventualité de rafraîchissements partiels, voire l'intervention de maîtres d'état⁶. Quoi qu'il en soit, l'année 1678 voit l'établissement d'un lambris en bois, destiné à dissimuler l'ensemble de l'édifice et qui va subsister jusque vers le milieu du XIX^e siècle, donc jusqu'à la restauration de Marthe. Aujourd'hui encore on s'interroge à juste titre sur les raisons de cette occultation. Souci de soustraire à la vue du public un monument dégradé, ou, au contraire, mesure conservatoire d'un cénotaphe menacé? Ou enfin l'expression d'une volonté politique cherchant à rejeter dans l'ombre la présence d'un tableau généalogique grandeur nature auquel on pouvait se référer alors que se dessinait, au terme du règne des Orléans-Longueville, le grave problème de la succession dynastique? Autant de questions auxquelles, dans l'état actuel de nos connaissances, il demeure impossible de répondre⁷.

On connaît bien, en revanche, le dessin paru, en 1805, dans le *Messenger boiteux*, et qui laisse apparaître l'état pitoyable du monument dont toutes les statues, en partie mutilées, ont été ramenées à l'intérieur de l'enfeu. On connaît aussi la description établie par Marthe dans son devis annonçant la restauration du XIX^e siècle. Quant à la toilette complète, signalée par Léon Montandon — il en a été question déjà — on devrait en découvrir les traces dans la documentation de l'époque. Pour l'instant nous n'avons rien retrouvé⁸.

Ce qui précède concerne l'histoire de l'édifice, de sa construction, de ses déprédations, de sa restauration. Qu'en est-il du second volet, à savoir des fouilles archéologiques entreprises au cours de ces six siècles? Nous avons laissé entendre, au début du présent article, qu'à notre connaissance elles étaient au nombre de deux seulement. La première se situe en fin du XVIII^e siècle. Elle a pour auteur Jean-François de Chambrier qui éprouva la curiosité et obtint l'autorisation d'effectuer des recherches sur place. Malheureusement son rapport, en ce qui concerne notre objet, demeure d'une brièveté regrettable. « Je fis creuser sous le tombeau. On n'y trouva qu'un massif assez profond qui lui servait de fondement. »⁹ Conclusion à la fois laconique et insuffisante dans la mesure où la localisation de l'endroit fouillé pêche par l'absence d'une précision verticale.

Certes, Chambrier a fait creuser sous la « machine », donc sous l'ensemble des statues sculptées, mais est-ce au-dessous ou au-dessus du niveau du sol? En d'autres termes, l'absence d'un tombeau a-t-elle été constatée sous les dalles de l'église, ou derrière les bas-reliefs du socle, espace pouvant abriter un voire deux sarcophages superposés. Hypothèse d'autant plus valable que le testament du comte Rollin, père du comte Louis, testament publié par Matile, exige que le lieu de sa sépulture devra se situer entre celui de ses ancêtres — donc face au maître-autel — et la porte qui s'ouvre en direction du cloître, et qu'en mesurant la moitié de la distance évoquée on aboutit soit aux environs immédiats du cénotaphe, soit au monument lui-même¹⁰.

En 1977, nous avons obtenu l'autorisation de procéder à des fouilles¹¹. Pour n'abîmer ni la dalle de couverture du socle, ni les arcatures de la face sculptée, nous avons attaqué le massif en partant de l'arrière, pratiquant une ouverture initiale sur la droite de l'inscription rappelant la mémoire du baron Jean-Pierre de Chambrier d'Oleyres. Pour éviter toute mauvaise pénétration, on avait pris la précaution de reporter, à l'arrière, le profil du socle, tel qu'il se dessine à l'avant. Premières découvertes, celle de la date 1824, et celle du nom du sculpteur qui dressa le monument Chambrier, « Fils Pessièrre, stucateur ». Puis une résistance offerte par une couche de plâtre dont la face extérieure était teintée en faux marbre. Suivait une couche de tuf qui, percée à son tour, permit de contempler le dessous de la dalle sur laquelle sont dressées les statues, dalle en pierre de molasse. Le matériau de remplissage, essentiellement composé de mortier, n'est point uniforme. On trouve également des fragments de pierre d'Hauterive, du Portlandien, de la molasse et du tuf. Et puis, reliefs de repas d'ouvriers de l'époque, un os de mouton, des

noix, des noisettes, un noyau de pêche rongé par une souris, du charbon de bois, enfin des bribes de végétaux, témoignages émouvants d'une activité humaine évanouie sur un chantier disparu il y a plus de six siècles¹².

La fouille a été menée jusqu'à un demi-mètre au-dessous du niveau du sol. Sans découverte de tombe, de sarcophage ou de corps. Le monument, tel qu'il s'offre à nous est bien un cénotaphé. Le comte Rollin et son épouse Eléonore de Savoie ne sont point ensevelis entre les piliers de l'arcade, ni en-dessous ni au-dessus des dalles de l'église. Pas plus d'ailleurs que le comte Louis ou sa fille Isabelle qui, par testament, voulait être enterrée avec son père¹³. Le résultat de la fouille de 1977 rejoignait et confirmait l'assertion de Jean-François de Chambrier émise à la fin du XVIII^e siècle.

La solution apportée à ce problème entraînait l'apparition d'un autre. Dans l'inscription du socle, l'expression «tumba» devait se rapporter à la fois aux dépouilles mortelles des défunts et à leur gisant en pierre, à l'origine assemblés les uns aux autres. Or, dès l'instant où dans ou sous le monument les premières, donc les corps, étaient absentes, et les seconds, donc les représentations sculptées, présents, le phénomène de la dissociation ne pouvait s'expliquer que par le déplacement après-coup des gisants. A quel moment précis et par qui? Seule une connaissance détaillée de l'histoire matérielle de l'édifice et de l'histoire intime de la dynastie permettra de répondre¹⁴.

Dans l'immédiat, il convenait de reprendre l'enquête devant amener à comprendre la signification réelle de la «machine». Simple expression de la piété médiévale «ob suorum memoriam», comme l'affirmait Arthur Piaget¹⁵? A notre avis, l'explication demeure insuffisante. Elle ne tient pas suffisamment compte de la date. Celle de 1372 n'est point due ni à un caprice, ni au hasard, ni même au sentiment d'angoisse qui peut précéder la mort. Elle s'inscrit de manière dramatique dans l'histoire d'une dynastie sur le point de s'éteindre.

L'existence du comte Louis, à l'instar de celles des seigneurs et chevaliers de son temps, est faite d'heurs et de malheurs divers, à l'enseigne d'un tempérament fougueux et d'une condition sociale bien définie¹⁶. Il y a les conflits régionaux, les alliances qui s'ébauchent ou se défont, les expéditions belliqueuses, les acquisitions de fiefs, ou au contraire les remises, les soucis d'argent. Il y a les rivalités et les jalousies, les succès et les échecs, les aventures galantes, les mariages, les naissances et les morts. Apparemment peu de continuité dans un ensemble à la fois contradictoire et bigarré. Et pourtant. Au fil des jours et des années, au

travers d'une vie, l'obsession de la permanence dynastique. Qui, lors de son trépas, va reprendre le comté? Marié trois fois, il a vu naître cinq enfants légitimes, trois fils et deux filles, et a testé quatre fois, annulant tour à tour les dispositions prises antérieurement. Pour la simple raison que le malheur le poursuit. Destin tragique, ses trois fils disparaîtront avant lui. Et comme il ne veut point d'une femme pour lui succéder, il décide de remettre le pays à son gendre, Rodolphe de Nidau, époux de sa fille Isabelle. Celle-ci ne l'entend pas de cette oreille, s'allie à sa sœur Véréne et à Egon de Fribourg, mari de cette dernière. Révolte ouverte qui, il est aisé de l'imaginer, provoque une tension extrême au sein de la famille. La guerre de Neuchâtel aura-t-elle lieu? Pas encore. Grâce à des concessions réciproques l'entente, en 1372 précisément, se dessine et s'installe. Peu importe à ce moment que l'année suivante, lors de la maladie puis de la mort de Louis, tout soit remis en question. En 1372, alors que s'édifie le cénotaphe, la paix règne¹⁷. Les filles ont été dédommagées, de même que les enfants illégitimes, et le cousin Jean de Valangin. Rodolphe de Nidau, le gendre, succédera à son beau-père¹⁸. On peut donc se regrouper, autour des grands-parents défunts, Rollin de Neuchâtel et Eléonore de Savoie, et prier Dieu «pour qu'il veuille bien les absoudre». Et si le cénotaphe, d'improvisation chrétienne, bien sûr, en souvenir des proches du comte Louis, il va sans dire, rappelait aux contemporains et la postérité le témoignage, sculpté pour des siècles, donc presque indestructible, de l'harmonie familiale retrouvée, des passions humaines apaisées, et surtout de la succession dynastique reconnue? «Ob memoriam suorum conciliatorum et successionis recognitae».

L'hypothèse, on doit l'admettre, apparaît à la fois fascinante et audacieuse. Encore convient-il de la conforter par l'apport d'éléments objectifs. Pour tenter de voir plus loin, de percer les mystères, de se permettre des conclusions, il devient indispensable d'interroger la pierre. Il faut analyser les matériaux et étudier les différentes phases de la polychromie. C'est ce qui a été décidé, il y a quelques années, dès la constitution d'un groupe d'études, composé de représentants de disciplines à la fois diverses et complémentaires, avec le concours des autorités de la ville et de l'Etat, et la collaboration de spécialistes de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne¹⁹.

L'accident survenu, il y a peu de temps, au chevalier du fond, vraisemblablement le comte Louis, par un individu jugé malade, donc irresponsable, statue projetée au sol et brisée en plusieurs morceaux, tout en compliquant la suite de la démarche, en a peut-être précipité le mouvement²⁰. Il a en tout cas réveillé l'intérêt et l'attachement de la

population puisqu'une souscription publique, en peu de temps, a produit la somme de 18 000 francs. Mais la partie demeure loin d'être gagnée, car l'évidence d'un examen complet du cénotaphe, en beaucoup moins bon état qu'on ne le croit, s'impose. Certes les difficultés financières que connaissent actuellement les pouvoirs publics ne favorisent pas la mise en chantier de travaux importants. Elles ne doivent en aucun cas retarder la prise de conscience par les autorités et l'opinion publique de la responsabilité qui nous incombe pour la sauvegarde d'un monument unique en son genre, et, à en croire tous les spécialistes de l'époque, d'importance européenne²¹.

Le vendredi 22 mai 1992, à l'occasion de l'assemblée générale de l'Association suisse de conservation et de restauration qui siégeait à Neuchâtel, M. Renato Pancella et sa collaboratrice du département des matériaux de l'Ecole polytechnique de Lausanne, M. Marc Stähli de l'atelier de restauration d'art à Auvernier et le soussigné, dans une communication commune, mais présentée sous forme de quatre volets complémentaires, firent connaître au public, qui remplissait l'aula universitaire des Jeunes-Rives, l'esprit, les données, les contraintes, les directives et partiellement les résultats d'une démarche interdisciplinaire au cours de laquelle les experts scientifiques avaient tenté soit de confirmer, soit d'infirmer les hypothèses de travail avancées par l'historien. Démarche passionnante s'il en est et dont jusqu'ici seule la première phase, comprenant sept questions précises, a pu être réalisée. Il ne paraît pas sans intérêt de les rappeler ici.

La première hypothèse émise, méritant un examen matériel, concernait une possible appartenance d'un cimier aux armes des Aarberg-Nidau au cénotaphe. Cette pièce, on le sait, propriété du Musée d'histoire du chef-lieu, a été trouvée, vers 1845, dans une maison de la rue des Moulins²². Sa présence prouvée et surtout localisée dans le monument servirait à identifier, parmi les chevaliers présents, le comte Rodolphe de Nidau, en 1372 — il en a été question plus haut — successeur désigné et connu du comte Louis. Il répondrait aussi en quelque sorte à l'autre cimier, celui aux armes de Neuchâtel, disposé au haut de l'édifice.

Deuxième question, en rapport avec la première d'ailleurs, et portant elle aussi sur l'identification des chevaliers adossés aux pieds-droits des gables. Les chevrons peints sur les cottes de maille, à l'origine étaient-ils tous d'une même polychromie, ou peut-on, après-coup, sur l'une d'elle, déceler des traces des armes des Aarberg-Nidau²³?

La troisième hypothèse de travail a trait aux écus armoriés figurant au-dessus des cariatides. On constate à l'œil nu que deux d'entre eux, à

l'origine gravés aux armes anciennes de Neuchâtel, donc de deux pals, après-coup ont été modifiés en un seul pal, vraisemblablement aux armes des Aarberg-Nidau. Est-il possible de situer dans le temps, par rapport à la date de construction du monument, l'époque de la modification?

Quatrième question, elle aussi relative à un écu du même groupe dont le déchiffrement paraît ardu. Depuis toujours la présence d'un blason fuselé d'or et de sable, longtemps attribué à la maison de Teck, dont personne n'arrivait à démontrer un quelconque lien avec les Neuchâtel, intriguait les chercheurs. Dans sa contribution de 1944, Léon Montandon précisait qu'un coup d'éponge avait restitué les émaux primitifs, à savoir un blason fuselé d'argent et de sinople que d'ailleurs il ne pouvait rapprocher d'aucune famille. Tout cela méritait une recherche approfondie pour connaître enfin les couleurs d'origine²⁴.

Cinquième point d'interrogation, en rapport celui-ci avec l'inscription. Elle comprend deux lignes distinctes, tracées apparemment par deux mains différentes, mais toutes deux vraisemblablement d'époque, la première de 1372, la seconde de 1373. La polychromie était-elle d'origine, chaque fois spécifique ou alors appliquée après-coup à l'ensemble de l'écrit²⁵?

Sixième interrogation portant sur l'ancienneté des angelots qui tiennent le coussin sur lequel repose la tête du gisant et qui s'apprêtent à emporter l'âme du défunt au paradis. Étaient-ils d'origine, donc de la première moitié du XIV^e siècle, ou avaient-ils été remplacés quelque cent ans plus tard, parce que mutilés ou brisés par exemple lors d'un déplacement des statues? Pour comprendre la question il faut savoir qu'en 1425 le comte Jean de Fribourg délivra 1 livre à celui qui apporta «les anges de Berne»²⁶.

La septième et dernière question concerne les écus de la rangée inférieure du socle. Étaient-ils à l'origine polychromes et peut-on, après analyse des traces, déduire que le tout aurait été plaqué sur le monument bien après 1372²⁷?

A première vue, l'éventail des problèmes posés ne semblait point offrir de sérieuses difficultés. Le vrai demeure que celles-ci ont entraîné des recherches de longue haleine et de nature délicate. Il ne saurait être question, dans le présent article, d'énumérer les procédés d'analyse appliqués, que ce soit par microscopie optique ou microscopie électronique, voire par d'autres moyens encore. De même il serait prématuré de livrer déjà les réponses connues, du moment que dans plusieurs cas le nombre décidé d'échantillons à prélever s'est révélé insuffisant. Bornons-nous à reconnaître que jamais la question posée n'est apparue

inoportune et signalons que les premiers résultats enregistrés sont du plus grand intérêt et d'importance réelle. Ils prouvent combien une étroite collaboration entre historien, historien de l'art, restaurateur, conservateur, spécialiste de la pierre ou de la couleur, aujourd'hui apparaît à la fois indispensable et efficace. Non seulement pour percer les mystères d'un monument à juste titre cher aux Neuchâtelois et qui devrait être mieux connu en Suisse et en Europe; monument qu'il convient de remettre en valeur, ne serait-ce que pour inviter à comprendre sa richesse, mais aussi pour pouvoir le transmettre, intact et préservé des injures du temps, à la postérité.

Louis-Edouard ROULET

NOTES

¹ Il n'est pas utile de donner ici la bibliographie exhaustive du thème abordé. Elle paraîtra dans le livre qui y sera consacré. Pour l'essentiel, cf. Jean COURVOISIER, *Monuments d'art et d'histoire du Canton de Neuchâtel*, tome I, p. 109, Bâle 1955 et Alice SCHALLER-AESCHLIMANN, *Das Kenotaph der Grafen von Neuenburg*, Basel, 1974.

² *Recueil d'un Chanoine anonyme*, Neuchâtel, 1884.

³ Pour une description brève et précise, cf. Jean COURVOISIER, *op. cit.*, note 1.

⁴ Louis-Edouard ROULET, «Le sac de la Collégiale de Neuchâtel et le monument des comtes», dans *Musée neuchâtelois*, 1982, p. 249.

⁵ Georges de Rive à la Comtesse de Neuchâtel, 20 novembre 1530, *Correspondance des réformateurs dans les pays de langue française*, publié par A.-L. HERMINJARD, tome II, Genève/Paris, 1868, p. 292.

⁶ Léon MONTANDON, «Encore le Cénotaphe de la Collégiale», dans *Musée neuchâtelois*, 1944, p. 33.

⁷ *Ibidem.*

⁸ *Ibidem.*

⁹ Jean-François de CHAMBRIER, *Sur le tombeau des comtes de Neuchâtel*, mémoire manuscrit conservé à la BPU, Neuchâtel.

¹⁰ Georges-Auguste MATILE, *Monuments de l'histoire de Neuchâtel*, tome I, Neuchâtel, 1844, p. 455.

¹¹ La fouille a été entreprise sous la direction et la responsabilité du Musée national de Zurich, mais d'après mes directives. Le rapport final, établi par mes soins, avec le récit de la démarche, photographies en couleurs à l'appui, et inventaire des objets trouvés et des matériaux analysés a été remis au Service cantonal de la construction des monuments et sites, aux Archives de l'Etat, au Musée national, enfin au Musée d'art et d'histoire de la ville de Neuchâtel. C'est également dans ce musée qu'ont été déposés les objets trouvés, de même que les matériaux prélevés.

¹² Les minéraux ont été identifiés par le professeur Schaer de l'Institut de géologie, les végétaux, à savoir des bribes de sapin et de tige de vigne par le professeur Claude Favarger de l'Institut de botanique, l'os de mouton par les professeurs Aeschlimann et Mermoz de l'Institut de biologie. A tous ces collègues vont mes sentiments de reconnaissance.

¹³ Georges-Auguste MATILE, *Musée historique*, tome III, p. 69.

¹⁴ Il convient de distinguer deux déplacements. De la tombe de la première moitié du XIV^e siècle, vraisemblablement à l'origine, à même les dalles de l'église, dans l'enfeu, les gisants demeurant couchés, puis, peut-être à la Réforme, qui ne reconnaît point la prière pour les morts, relevés dans l'enfeu même.

¹⁵ Arthur PIAGET, «Le Cénotaphe de la Collégiale», dans *Musée neuchâtelois*, 1938.

¹⁶ Eddy BAUER, «Les campagnes de Louis de Neuchâtel au service de France», dans *Musée neuchâtelois*, 1933, p. 52.

¹⁷ Louis-Edouard ROULET, *La raison d'être du Monument des comtes de Neuchâtel*, Académie des sciences, Belles-Lettres et Arts de Besançon, séance du 19 novembre 1986.

¹⁸ Paul AESCHBACHER, *Die Grafen von Nidau*, Bern, 1924.

¹⁹ Le groupe d'études est composé de représentants de la Ville et de l'Etat, de même que d'un certain nombre de spécialistes d'une démarche interdisciplinaire. Il est actuellement présidé par le professeur Kurmann de l'Université de Fribourg.

²⁰ Les morceaux de la statue brisée sont actuellement déposés dans l'atelier de restauration de M. Marc Stähli à Auvernier.

²¹ Cf. l'opinion émise par des archéologues français de passage à Neuchâtel, in Jean COURVOISIER, *op. cit.*, note 1.

²² William WAVRE, «Découverte d'un casque avec son cimier à la rue des Moulins», dans *Musée neuchâtelois*, 1909, p. 144.

²³ Cf. note 18.

²⁴ Cf. note 6. L'écu aux armes des Kybourg pose aussi problème. Mais si l'on admet ce que nous croyons être la signification ou la raison d'être du moment, il pourrait trouver sa justification.

²⁵ L'inscription reproduite au cours des siècles, dans les différentes études consacrées au cénotaphe, souvent contient des erreurs de lecture.

²⁶ *Dem der die Engell bracht von Bern*, cf. Arthur PIAGET, note 15, p. 59.

²⁷ La datation des petits personnages du socle ne fait pas l'unanimité. Alors que la plupart des spécialistes les attribuent au XV^e siècle, Alice SCHALLER-AESCHLIMANN, cf. note 1, les fait remonter au XIV^e siècle.

BIBLIOGRAPHIE

Charles THOMANN, *La Chaux-de-Fonds... malicieusement vôtre !, Une trentaine de récits authentiques, autant de souvenirs amusants*, La Chaux-de-Fonds, Editions d'En-Haut, 1991, 200 pages.

«L'auteur a écrit pour faire plaisir, pour divertir et pour renseigner» est-il précisé sur la page 4 de couverture. Et il tient ses promesses ! La recherche de l'imprévu, à travers une série de petits faits vrais et révélateurs des mentalités de La Chaux-de-Fonds, a toujours été au cœur des préoccupations de l'auteur. N'intitulait-il pas son précédent ouvrage : *Une chronique insolite de La Chaux-de-Fonds, 1898-1932* ? Historien, Charles Thomann écrit en toute impartialité, ce qui ne l'empêche pas d'avoir parfois la plume malicieuse et de garder pour sa ville un attachement que ce dernier livre ne démentira pas plus que les autres. Qu'on en juge par cette phrase révélatrice, à propos de l'avenue Léopold-Robert, du fameux «Pod» : «Bien que quelques horribles exemples d'architecture moderne s'y soient installés, elle reste un magnifique boulevard envié par de nombreuses villes plus importantes» (p. 41).

De fort belle facture, l'ouvrage compte une vingtaine de photographies souvent inédites, dont quelques-unes, comme l'image d'une machine à fondre la neige — utilisée entre 1924 et 1927 — ou du petit train (de Saignelégier) sur son grand pont — en 1903 — prolongent poétiquement le texte de Charles Thomann. Une douzaine des trente et un récits qui émaillent le livre sont illustrés avec talent par Elzingre, caricaturiste attitré du quotidien des Montagnes. On regrettera peut-être que les images n'aient pas fait l'objet d'un commentaire plus nourri et on pourra s'interroger sur l'adéquation du style d'Elzingre aux épisodes les plus anciens de cette chronique, qui commence avec la fête fédérale de gymnastique organisée à La Chaux-de-Fonds en 1850.

Car c'est toute l'histoire de la ville depuis l'instauration de la République que couvre Charles Thomann. Dans un style allègre et clair, sur la base d'une documentation rigoureuse, il nous rappelle, les lieux, les faits et les gestes de la cité des Montagnes. Plusieurs fils rouges parcourent le texte : l'épopée des transports, le sport, l'école, le nom des rues. On revivra ainsi les espoirs et les déboires du «Jura-Industriel» — la première compagnie ferroviaire de la région — l'acheminement des wagons et de la locomotive du chemin de fer de Saignelégier de la gare principale à la gare de l'Est... par la rue Léopold-Robert, les cauchemars des automobilistes de la Belle Epoque devant une crevasse, le mémorable meeting d'aviation des Eplatures en août 1912... Du tunnel des Loges, inauguré le 14 juillet 1860, l'auteur passe au tunnel actuellement en chantier sous La Vue-des-Alpes. Et, comme en écho à son propre écrit, il évoque «Une description pittoresque du village» due à un certain Marin Laracine en 1852, puis «Un livre partial, inutile et malfaisant ?» publié par Guillaume Nusslé en 1943, qu'il réhabilite d'ailleurs dans une large mesure.

Charles Thomann ne s'attache pas à retracer les luttes politiques, sinon pour rappeler que radicaux et libéraux se querellèrent... autour des arbres de la rue Léopold-Robert. Il ne fait que des allusions discrètes à l'évolution économique et sociale, sauf dans quelques chroniques comme celle qu'il intitule «De l'honorabilité et de la solvabilité des portefaix» et qui compte parmi les plus attachantes du volume. Il se plaît en effet d'abord à remonter aux origines de la patinoire, de la piscine, à montrer qu'avant les défauts de construction du Gymnase du Bois-Noir, le collège primaire avait dû être à maintes reprises restauré avant de se voir voué à une démolition d'ailleurs problématique. L'avant-dernier chapitre, consacré aux rues de la ville, est écrit avec un rare bonheur. C'est le domaine de prédilection de l'auteur, car Charles Thomann est de ces historiens qui s'attachent d'abord aux lieux de mémoire, et par là aux hommes. Cet ancrage dans le concret lui permet de rester à l'écoute de ses lecteurs fidèles et de leur rappeler sans cesse que leur ville a une histoire, dans son plan, dans ses rues, dans ses édifices publics, dans son esprit. C'est par la sensibilité et la chaleur de son point de vue que Charles Thomann parvient à dépasser le cadre finalement restreint de l'anecdote pour être à la fois acteur et témoin de l'histoire au quotidien des Montagnes neuchâteloises.

Jacques RAMSEYER

Marie-Jeanne DUCOMMUN, Dominique QUADRONI, *Le Refuge protestant dans le pays de Vaud (fin XVII^e-début XVIII^e siècles) Aspects d'une migration*, Genève, Droz, 1991, 323 pages.

Comme l'indique le titre du livre, le sujet traité ne concerne pas l'histoire neuchâteloise, du moins pas directement. Si nous tenons néanmoins à signaler sa parution à nos lecteurs, c'est pour deux raisons. La première consiste à souligner le rôle important joué dans «la recherche huguenote» en Suisse, dès 1983 et jusqu'à nos jours, par l'Institut d'histoire de notre Université, plus particulièrement par le biais de son Centre d'études historiques sur les relations franco-suisse. Il s'est agi, en premier lieu, de collaborer efficacement à la mise sur pied, en 1985, de la grande exposition qui à Lausanne rappela à des milliers de visiteurs ce que fut pour notre pays le grand Refuge. En même temps et plus tard, furent entreprises, souvent sous forme de mémoires de licence, plusieurs études parallèles dont certaines concernaient Neuchâtel. Bornons-nous à évoquer le cahier spécial du *Musée*, paru en 1985, à l'occasion du tricentenaire de la Révocation de l'Edit de Nantes ainsi que le compte rendu de Philippe Henry, intitulé «L'histoire neuchâteloise dans les mémoires de licences ès lettres, de 1983 à 1988», publié par notre revue en 1989.

Deuxième raison qui nous paraît justifier une brève présentation du volume, l'évidence qu'il y a eu à l'époque, à propos du refuge, pour les cantons

protestants et leurs alliés proches ou protégés de même confession, des problèmes analogues à résoudre. Marie-Jeanne Ducommun et Dominique Quadroni en demeurent parfaitement conscientes. Ainsi leur étude, dans sa première partie intitulée présentation générale, éclaire, sous forme de synthèse et souvent à la lumière de données peu connues, voire nouvelles, les caractéristiques du phénomène, l'arrivée des proscrits, les itinéraires empruntés, l'estimation du flux migratoire, le séjour des réfugiés, enfin la recherche d'un établissement à l'étranger.

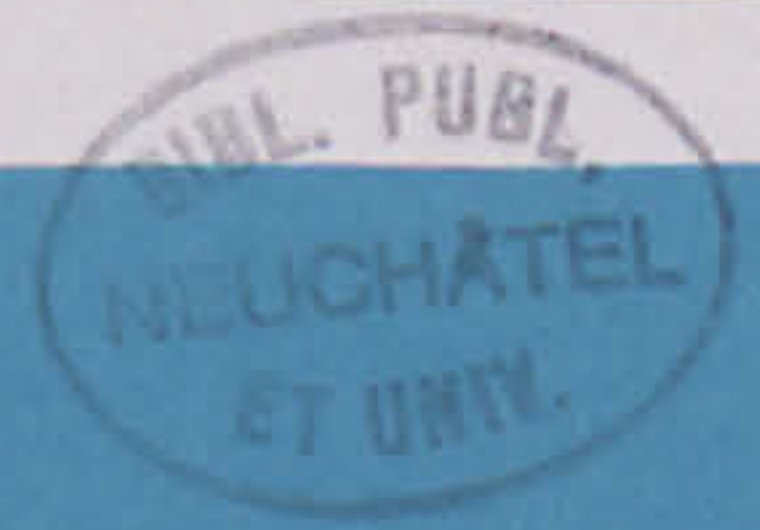
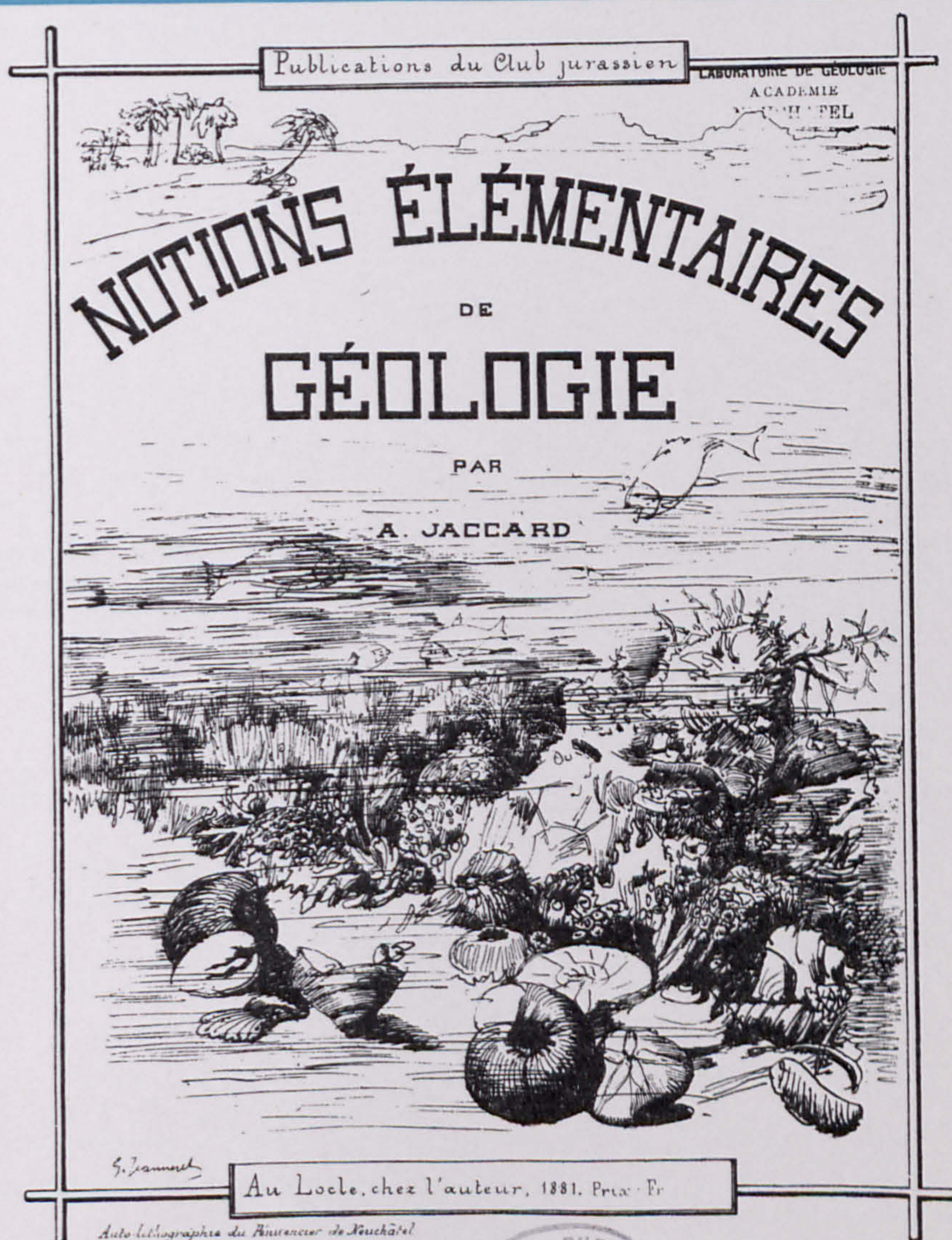
Les trois autres parties du livre, en revanche, ne concernent que le pays de Vaud. Intitulées l'assistance aux réfugiés, la politique bernoise en matière économique et l'établissement et l'intégration, elles demeurent d'un intérêt soutenu. Non seulement parce que les bailliages romands soumis à l'autorité de LL. EE. de Berne ont accueilli le plus grand nombre des quelque six mille huguenots qui se sont définitivement installés chez nous, mais aussi parce que les recherches menées se sont alimentées aux sources d'une quinzaine de communes vaudoises et des archives de l'Etat de Berne, recherches complétées par les résultats connus de Vevey, Nyon et Morges. Indéniablement les deux auteurs ont raison lorsqu'elles affirment, dans leur introduction, que le champ d'investigation apparaît suffisamment large pour permettre d'opérer «des regroupements ou de fructueuses comparaisons».

Cette introduction d'ailleurs, en quatre pages et demie, expose clairement les buts qu'on s'est fixés. Et la lecture attentive du livre, fort de plus de trois cents pages, montre qu'ils ont été atteints. Solide étude donc qui augure bien de la suite de la série des «Publications de l'Association suisse pour l'histoire du Refuge huguenot», série dans laquelle on espère voir paraître d'autres travaux annoncés, notamment le journal du pasteur Flournoy, établi à Genève.

Louis-Edouard ROULET

Musée Neuchâtelois

REVUE D'HISTOIRE RÉGIONALE FONDÉE EN 1864



Le *Musée neuchâtelois* est publié en collaboration avec la Société d'histoire et d'archéologie du canton de Neuchâtel.

Comité de rédaction :

M. Louis-Edouard ROULET, président, 66, rue de l'Evoles, 2000 Neuchâtel.

M. Maurice de TRIBOLET, secrétaire de rédaction, 8, rue de la Bâla, 2012 Auvernier.

M. Léon DU PASQUIER, trésorier, 24, avenue de la Gare, 2000 Neuchâtel.

M^{mes} Sylviane MUSY-RAMSEYER, Maryse SCHMIDT-SURDEZ, MM. Jean-Marc BARRELET, Jean COURVOISIER, Michel EGLOFF, Maurice FAVRE, Philippe HENRY, Jacques RAMSEYER, Rémy SCHEURER.

Président de la Société d'histoire et d'archéologie du canton de Neuchâtel (Suisse) :

M. Maurice de TRIBOLET, 8, rue de la Bâla, 2012 Auvernier.

Administration et abonnements :

M. Léon DU PASQUIER, 24, avenue de la Gare, 2000 Neuchâtel.

Prix de l'abonnement :

Suisse: Fr. 30.—

Etranger: Fr. 35.—

Pour les membres de la Société d'histoire :

Suisse: Fr. 27.50

Etranger: Fr. 32.50

Abonnement de soutien :

dès Fr. 40.—

Compte de chèque postal :

MUSÉE NEUCHATELOIS, 20-1622-0, Neuchâtel.

Dans la mesure où ils sont disponibles, les numéros anciens de la revue peuvent être commandés au Service des archives de l'Etat (Le château, 2001 Neuchâtel), au prix de Fr. 30.— l'année et de Fr. 12.— le fascicule. Pour l'année en cours, s'adresser aux archives de l'Etat, Le château, 2001 Neuchâtel.

Sommaire

1992

octobre/décembre

N° 4

	Pages
1. <i>Avant-propos</i>	137
2. Madeleine JACCARD, <i>Auguste Jaccard — Sa vie (1833-1895)</i>	139
3. Ladislav MYSYROWICZ, <i>La hiérarchie des fortunes dans le canton de Neuchâtel en 1875</i> ...	147
4. Estelle FALLET, <i>Chronique de la Société d'histoire</i>	163
5. Philippe HENRY, <i>Prix Bachelin d'histoire 1992</i>	171

Illustration de la couverture: Notions élémentaires de géologie par Auguste JACCARD (Bibliothèque de l'Institut de géologie, Neuchâtel).

AVANT-PROPOS

Sans prétention, mais avec beaucoup de tendresse et de retenue, Madeleine Jaccard nous restitue la vie de son grand-père, l'éminent géologue. Il ne s'agit pas en l'occurrence du résultat d'une recherche de caractère scientifique, mais bien d'un témoignage à la fois vivant et modeste sur une personnalité peut-être oubliée du grand public.

Ce petit article, malgré ses lacunes, rappelle à notre mémoire le parcours pour le moins tortueux d'un guillocheur de métier, professeur de géologie. En attendant la prochaine parution du second volume consacré à l'histoire de l'Université, Madeleine Jaccard nous offre ici un portrait aussi utile que touchant.

Le comité

AUGUSTE JACCARD

**Sa vie
(1833-1895)**

L'enfance à Culliairy, hameau de Sainte-Croix

L'ascendance

L'enfance

La scolarité

Le préapprentissage

Le départ pour Le Locle

Début de la vie active au Locle

Perfectionnement professionnel et maîtrise

Culture générale, culture scientifique, contacts avec les géologues romands

La maturité

Chef de famille

Maître d'atelier

Maître d'apprentissage

Au service de la vie publique du Locle

Une journée bien remplie

Note

AUGUSTE JACCARD

Sa vie
(1833-1895)

L'enfance à Culliairy, hameau de Sainte-Croix

L'ascendance

Auguste Jaccard est né le 6 juillet 1833 à Culliairy, hameau de la vaste commune de Sainte-Croix, situé sur le chemin qui conduit du chef-lieu au pâturage du Mont-de-Baulmes, parsemé de blocs erratiques.

Par son père, Victor Jaccard, comme par sa mère, Nanette, née Margot, le petit enfant descend du faisceau de familles de paysans qui, vers le milieu du XVI^e siècle s'implantèrent aventureusement, en pionniers, en défricheurs, en bâtisseurs dans les hauts vallons du Jura presque inhabités.

En 1833, la commune de Sainte-Croix compte quelque 3000 à 3500 habitants. Son chef-lieu groupe un noyau de population autour de l'église et de la maison communale. Le gros de la population est éparpillé dans des fermes isolées, dans de petits ou grands hameaux.

C'est au petit hameau de Culliairy que réside, depuis deux ou trois siècles, un des nombreux rameaux de la famille Jaccard. Son doyen, Salomon, exploite avec l'aide de ses fils, Victor et François, les terres environnantes ainsi que le moulin et la scierie, alimentés par un ruisseau. Salomon exerce aussi, surtout en hiver, le métier d'armurier (carabines et fusils) et de cadraturier dont les produits: les cadratures¹ s'écoulent à Genève.

Il revêt aussi la charge communale de vérificateur des poids et mesures.

Le grand-père maternel du petit Auguste se nomme Pierre Margot dit «le régent». Il habite à la Prise Perier, aux Granges de Sainte-Croix et cultive son domaine agricole avec ses deux fils. Pendant les mois d'automne et d'hiver, il réunit dans sa classe, à l'Auberson, les enfants du plateau des Granges et leur enseigne la lecture, l'écriture, le calcul et le chant. Il est aussi chantre à l'Eglise.

La petite enfance d'Auguste

En 1835 et 1837, Victor et Nanette donnent deux frères à Auguste: Eugène et Salomon. Mais subitement le malheur s'abat. La jeune mère meurt en couches en juillet 1838.

Victor se voit obligé de contracter une nouvelle union pour assurer la garde des enfants et la tenue du ménage. Sa nouvelle épouse est une veuve sans enfants, plus âgée que lui. Elle s'acquittera de ses tâches, mais les trois jeunes enfants manqueront d'amour maternel.

A cette même époque (1838-1839), Victor se trouve aux prises avec des soucis financiers. Dès sa jeunesse il s'était mis à travailler à domicile au montage de boîtes à musique, industrie introduite à Sainte-Croix vers 1811. Son gain en numéraire, joint à ce que la culture pouvait rapporter, avait suffi jusqu'alors à l'entretien du ménage, mais un ralentissement considérable se manifesta dans cette fabrication, d'où un fort amenuisement de ses ressources, cela au moment précis où s'accroissaient ses charges familiales.

Cela réveilla en lui une aspiration qu'il nourrissait de longue date : acquérir un métier qualifié et reconnu comme tel. Ses regards se portèrent vers l'horlogerie. Il aurait désiré être graveur sur boîtes de montres, mais l'apprentissage s'avérait être long (trois ans) et coûteux.

Des amis habitant Le Locle lui suggérèrent un métier : celui de la gravure des boîtes par un procédé semi-manuel, semi-mécanique : le guillochage. En mai 1840, Victor se rend au Locle et achève en six mois son apprentissage intensif. Il fait l'acquisition de deux, ou peut-être trois tours qui doivent lui permettre de gagner sa vie en artisan indépendant, entouré d'un ou deux ouvriers et d'un apprenti. Il installe son atelier à Culliairy en automne 1840. Ultérieurement, il sera obligé de le transférer au village de Sainte-Croix.

La scolarité d'Auguste

Elle débute précisément à 7 ans, en automne 1840. L'enseignement primaire était alors concentré sur la saison froide car, à la belle saison, les enfants étaient occupés à maints travaux, dans l'agriculture et la garde des troupeaux. En 1840-1841, Auguste va à l'école de La Sagne, hameau proche de Culliairy, puis il passe à celle du chef-lieu. Dans ses « Souvenirs d'enfance »² on trouve les lignes suivantes : « Non content de fréquenter l'école pendant le jour, j'y vais encore à la veillée. C'est que je suis insatiable d'apprendre, de savoir, de lire. Le régent du village en sait bien plus que celui de La Sagne : il nous parle de physique, de cosmographie, et même d'hygiène ».

Le préapprentissage

L'enfant avait assisté avec émerveillement et exaltation à l'arrivée à Culliairy, en 1840, des tours à guillocher et à leur mise en activité. Il lui

faudra cependant attendre le printemps de 1842 pour être autorisé par son père à faire les premiers gestes professionnels, à savoir l'adoucissage, c'est-à-dire donner à la boîte de montre le premier polissage, avant de la fixer sur le tour. En septembre 1844 il signale ses premiers essais sur un tour en fonction.

Le départ pour Le Locle

Depuis son ouverture, en 1840, l'atelier de guillochage a affronté, de manière satisfaisante, les fluctuations de l'industrie horlogère locale, mais soudainement, en janvier 1845, Victoir voit apparaître un redoutable concurrent sur la place de Sainte-Croix. Celui-ci lui propose d'emblée une association et le menace, en cas de refus, d'une concurrence implacable. Victor ne veut, en aucun cas, perdre son indépendance, mais sait pertinemment que le volume de la production locale de montres est trop limité pour alimenter deux ateliers. Toujours sur le conseil de ses amis du Locle, il décide de s'installer dans cette ville susceptible de lui procurer un courant plus régulier et plus volumineux de commandes.

Le 25 avril 1845, à 2 heures du matin, un convoi de deux chars s'ébranle à Sainte-Croix. Les passagers (Victor, son épouse et Auguste) et quelques meubles sont juchés sur le premier. Les tours, l'attirail occupent le second. A la tombée de la nuit le convoi s'arrête aux portes du Locle, accueilli par les fidèles amis.

Début de la vie active au Locle

Perfectionnement professionnel et maîtrise

Dès son arrivée au Locle, Auguste est, à plein temps, l'unique soutien professionnel de son père à l'atelier, situé dans le quartier de la Croix-d'Or. Du statut d'apprenti il passe rapidement à celui d'ouvrier. En 1847, il note fièrement que son gain est de 24 batz par jour ! Victor prend soin d'envoyer son fils en stage temporaire chez d'autres patrons pour élargir et varier son expérience ou se familiariser à des techniques spéciales. En outre, le jeune homme suit régulièrement des leçons de dessin destinées aux apprentis graveurs, lesquelles se donnent le matin de 6 à 8 heures.

En 1854, le jeune ouvrier prépare deux plaquettes d'argent, de 6 cm × 6 cm. Sur la face de chacune d'elles il exécute 36 modèles différents de motifs de guillochage de 1 cm², soit au total 72 motifs. Ces plaquettes furent placées dans un écrin de cuir fin, doublé de satin rouge.

Le couvercle de l'écrin porte, en lettres dorées, l'inscription suivante: «Auguste Jaccard, guillocheur, Le Locle en Suisse.»

Cet écrin était destiné à figurer dans les vitrines réservées à l'industrie horlogère suisse à l'Exposition universelle de Paris en 1855. C'était la consécration de la pleine qualification de maître guillocheur d'Auguste Jaccard.

Culture générale, culture scientifique, prise de contact avec les géologues romands

Malgré son lourd engagement professionnel, Auguste ne néglige ni sa culture générale, ni son approche de la science en général et de la géologie en particulier. Il est assidu aux cours du soir organisés par la ville du Locle. C'est là qu'il rencontre un enseignant de grand mérite, en la personne de Fritz Challande, qui lui prodigue conseils et encouragements et dont il reçoit ses premières notions rudimentaires de géologie. En 1851, il inventorie sa collection comptant 160 échantillons. En 1852, il constate qu'il lui manque encore une vue d'ensemble de la jeune science géologique. Non sans difficultés, il se procure le *Cours élémentaire de géologie* de François Beudant et le *Traité de paléontologie* d'Alcide d'Orbigny.

Si fructueux que soit le dialogue intérieur de l'autodidacte (il est à la fois l'enseignant et l'enseigné), la méthode n'en est pas moins lente. Il doit exister, se dit-il, des gens qui en savent plus long. C'est ainsi qu'il décide d'envoyer par la poste de petites sélections de fossiles de la région du Locle et de Morteau. Cette initiative est couronnée de succès. Il atteint ainsi le D^r Campiche à Sainte-Croix. Le hasard veut qu'Edouard Desor, ancien collaborateur de Louis Agassiz, rende visite au D^r Campiche qui lui présente des oursins recueillis par Auguste Jaccard à la Combe Girard, près du Locle. M. Desor s'y intéresse vivement et convoque le jeune collectionneur à Neuchâtel, en février 1855. Sur son conseil, Auguste Jaccard demande son admission à la Société des sciences naturelles de Neuchâtel. La même année, la Société helvétique des sciences naturelles tient à La Chaux-de-Fonds, en juillet, sa réunion annuelle, ce qui lui donne l'occasion de rencontrer des géologues français des départements limitrophes du Doubs et du Jura, des géologues de Lausanne, Gaudin de la Harpe, et soleurois, Greppin. Ces messieurs se rendent le lendemain au Locle pour visiter sa collection. Ils y remarquent quelques empreintes de feuilles et l'engagent à les envoyer au professeur Oswald Heer à Zurich, spécialiste de la paléontologie végétale suisse. Ce dernier félicite Auguste Jaccard du trésor inconnu qu'il vient de mettre à jour.

En 1856, la Société vaudoise des sciences naturelles se réunit à Lausanne. Auguste Jaccard y rencontre d'autres géologues de Lausanne: Morlot, Renevier et fait la connaissance de M. J.-F. Pictet de la Rive et de Lorient de Genève. Sa qualité de géologue est reconnue par ses pairs. Il a 23 ans.

La maturité

Chef de famille

L'an 1857 marque un tournant dans la vie d'Auguste Jaccard. Il épouse Marie Joly, née le 28 octobre 1833, de François Joly et d'Eulie Montandon, de Noiraigue. Ils se sont rencontrés au Locle où elle achève son apprentissage de peintre en cadran, autre délicat métier de la décoration de la montre. Il l'a courtisée pendant deux ans et a mis au point avec elle les détails matériels de leur nouvelle vie. Ils vont s'établir dans une maison où atelier et logis seront attenants. Le mariage a lieu à Travers le 21 août 1857. Les époux partent aussitôt pour un voyage éclair à Neuchâtel, Berne, Lausanne, Genève et Sainte-Croix. Le 27 août ils s'installent dans leur logis.

Quatre enfants naîtront de cette union. Une fille, Sophie, en 1858, trois garçons, Auguste, en 1862, Henri, en 1866 et Charles, en 1870.

Tous accomplirent une carrière utile et honorable. Ils suivirent les traces de leur père, Sophie³, dans l'enseignement primaire, Henri, dans l'enseignement secondaire supérieur, Auguste et Charles dans l'art du graveur. Tous furent initiés à la géologie dès leur enfance, lors des promenades familiales.

Maître d'atelier

L'histoire de l'atelier d'Auguste Jaccard se découpe en trois phases:

De 1857 à 1873, il semble concilier aisément guillochage et géologie. A une date non connue, il a engagé comme apprenti, et gardé comme ouvrier, un jeune homme de Sainte-Croix, Edouard Margot, membre de la famille de Nanette Margot, sa mère. Edouard seconda fidèlement et efficacement son jeune patron, qui pouvait s'absenter sans inquiétude. Toutefois, en 1873, Edouard se voit obligé de retourner à Sainte-Croix, afin de reprendre le domaine agricole à la mort de son père.

De 1873 à 1883, Auguste mentionne parfois, dans son Mémorial, les difficultés qu'il affronte lorsqu'il doit s'absenter pour des campagnes

d'exploration géologiques, des congrès, etc. Ses ouvriers (trois ou quatre guillocheurs ou graveurs, plus une femme, polisseuse) sont plus difficiles à recruter, plus facilement tentés de s'engager dans un autre atelier, quittes à réintégrer le précédent. Auguste fait face courageusement à cette situation. Il est soutenu par l'espoir de voir son fils aîné, Auguste-François, revenir au Locle et le seconder après avoir achevé, à Genève, sa longue formation à l'Ecole des arts industriels.

En 1883, Auguste fils est de retour au Locle, mais il désire mettre en œuvre les techniques artistiques telles que l'orfèvrerie, le ciselage, le bronze, la médaille qu'il a acquises à Genève et qui dépassent le strict champ du guillochage de boîtes de montres. C'est l'époque aussi où les ateliers à domicile cèdent le pas aux manufactures horlogères. Après une période de flottement, Auguste père procède au démantèlement de son atelier. Il vend deux de ses tours. Il en cède un à son fils qui décide de s'établir en novembre 1885 en Russie, à Saint-Petersbourg. Ainsi prend fin l'activité de l'atelier de la rue du Marais 15, tandis que s'ouvre celui de la Kazanskaia 15.

Maître d'apprentissage

Auguste Jaccard a reçu nombre d'apprentis dans son atelier. Mentionnons deux noms :

En 1867 un jeune Loclois, Albert Huguenin, achève son apprentissage de guillocheur.

En 1868, il ouvre avec son frère Fritz, graveur, un atelier familial qui se transformera plus tard en société anonyme : «Huguenin Frères et Cie S.A.» Cette raison sociale devait, par la suite, se transformer en «Huguenin Médailleurs S.A.». Elle existe toujours et elle est connue dans le monde entier.

En 1879, Auguste Jaccard voit arriver au Locle le fils d'un cousin, Constant Jaccard, qui avait émigré aux Etats-Unis en 1848, dans l'Etat du Missouri. Le jeune Eugène, né en 1861, désire être initié à la fabrication de la montre, en général et à la décoration de la montre, en particulier. Il restera une année au Locle. De retour à Kansas City, il créera, avec son père, un commerce de bijouterie, la «Jaccard Jewellery Corporation». Cette maison existe encore, mais elle n'est plus dans les mains des descendants de Constant et d'Eugène Jaccard.

Pour clore ce chapitre consacré à l'atelier d'Auguste Jaccard, signalons que celui-ci veillera à conserver sa virtuosité de guillocheur. De temps à autre, il se rendra chez son frère Salomon, graveur, ou chez un

ancien collègue et il se mettra devant un tour pour quelques heures. L'essentiel, pour lui, c'était de «ne pas perdre la main».

Au service de la vie publique

Sitôt marié et installé à son compte, les autorités communales ou des institutions privées invitent Auguste Jaccard à faire partie de commissions officielles ou de comités traitant des problèmes généraux de la population.

Citons, entre beaucoup d'autres charges :

- son mandat de secrétaire de la Commission scolaire et organes connexes qui l'associera pendant trente ans à l'impulsion capitale donnée au Locle à la formation professionnelle des horlogers ;
- son mandat de membre du Comité du Musée (fondé en 1848) et son fougueux plaidoyer, publié sous forme de brochure, en 1861, époque à laquelle la Section de l'horlogerie n'offrait qu'une demi-douzaine de cadrans dans une vitrine ! ;
- son adhésion immédiate et enthousiaste, en 1865, à la création du Club jurassien, Section du Col-des-Roches, mouvement précurseur qui voulait initier la jeunesse aux trésors méconnus de la nature et contribuer à leur sauvegarde ;
- son engagement total en faveur de la commémoration de l'implantation au Locle de l'industrie horlogère par Daniel Jean-Richard et l'inauguration de sa statue, placée devant l'Ecole d'horlogerie.

Une journée bien remplie

La nuit est encore noire, le samedi 5 janvier 1895 lorsque Auguste Jaccard quitte son domicile au Locle pour prendre le train qui doit le conduire à Neuchâtel.

A l'Académie, il donne ses trois heures de cours hebdomadaires — les premières de l'année — et s'en retourne à la gare. Sur le chemin, il rencontre son éditeur, M. Attinger, avec lequel il échange des vœux pour la nouvelle année. La nuit tombe lorsque le train s'ébranle.

Au Locle, son épouse, Marie, poussée par une sourde inquiétude, prie son fils Henri d'aller au-devant de son père, attendu au train de 7 heures.

Auguste descend du wagon, souriant à son fils qui l'attend. Tous deux s'engagent dans la rue descendante. Soudain Auguste trébuche, terrassé par une attaque. Aussitôt secouru, il expire sur le brancard qui le transporte chez lui.

Madeleine JACCARD

NOTE SUR LE GUILLOCHAGE

Le guillochage est l'opération qui consiste à graver, sur une pièce de métal noble, des traits réguliers, parfois entrecroisés ou composant un motif, les traits étant gravés par une guilloche — une variété de burin. Le guillochage a pris du développement lorsqu'on songea à faire de la montre de poche, instrument utilitaire, délicat et destiné à durer, un objet à caractère artistique et élégant.

D'abord uniquement pratiqué à la main, le guillochage était une opération minutieuse et longue. Lorsque la montre fut fabriquée en plus grandes séries, on s'avisa de créer une machine, un tour à guilocher, actionné à la main et permettant de produire des pièces plus nombreuses en un temps plus court.

La guillocheuse est construite pour tracer des lignes droites ou des lignes circulaires. Chaque travail nécessite une mise au point de la machine, une manière de programme préalable, assez complexe. L'opérateur doit faire preuve d'adresse, de précision extrême et de minutie dans la surveillance de l'opération.

NOTES

¹ «Cadratures»: mécanismes qui se plaçaient sous le cadran des horloges et des montres et qui faisaient frapper les heures, les demies et les quarts.

² Manuscrit, non publié, daté de 1883.

³ Sophie Jaccard épousa en août 1889 le géologue vaudois Gustave Maillard.

LA HIÉRARCHIE DES FORTUNES DANS LE CANTON DE NEUCHÂTEL EN 1875

On sait combien il est difficile d'obtenir une vue globale de la répartition des richesses et des revenus dans notre pays avant la Seconde Guerre mondiale. Cette esquisse a pour ambition de contribuer à cerner un aspect crucial de cette problématique dans le cadre du canton de Neuchâtel, principalement par une analyse statistique du Rôle des Contribuables publié en 1876 sur décision du Grand Conseil neuchâtelois.

Afin de rester dans les limites admises d'un article de cette revue, j'ai été amené à sacrifier le versant relatif aux inégalités de revenus, pour privilégier ici l'examen des niveaux de fortune. Le volet manquant devrait trouver sa place dans une contribution future. L'arrière-plan institutionnel du fisc neuchâtelois mériterait lui aussi une étude en soi. Au demeurant, beaucoup reste à défricher dans ce domaine négligé et les pages qui suivent voudraient n'être qu'une étape provisoire dans un projet de recherche de longue haleine sur les structures sociales neuchâteloises à la fin du XIX^e siècle.

1. Quelques comparaisons

Commençons par situer Neuchâtel dans le contexte général de la Suisse au début de ce siècle. La Statistique du Premier Impôt fédéral de guerre permet de confronter tardivement, sur une base solide et uniforme, les niveaux de fortune des 25 Etats membres de la Confédération¹. Il s'agit bien entendu de données agrégées. Leur principal intérêt est de fournir une base de comparaison chiffrée à l'échelle de la Suisse. Il en résulte, en particulier, que Neuchâtel se place à ce moment au cinquième rang dans la hiérarchie helvétique selon le montant moyen du capital (par contribuable comme par habitant) derrière respectivement Bâle-Ville, Genève, Glaris et Zurich et immédiatement devant Vaud. En revanche, Neuchâtel tombe à la neuvième place, en dessous de la moyenne nationale, en ce qui concerne le montant des revenus tirés d'une activité lucrative. Ce décalage inhabituel entre les deux facteurs de production pourrait s'expliquer par l'accumulation importante du capital marchand dans la Principauté à la fin de l'Ancien Régime déjà. Cette hypothèse paraît étayée par la concentration relativement élevée de la fortune au

sommet de la hiérarchie, et ceci dans un canton dépourvu de grand centre urbain et sans importance réelle en tant que place financière. Il est vrai, cependant, que Glaris présente alors un profil passablement similaire.

2. Le Livre jaune des contribuables

En dépit du tabou social entourant généralement, au XIX^e siècle, le patrimoine des familles, dans le canton de Neuchâtel le rôle des impôts était consultable sans frais dans les préfectures depuis 1861². Rares étaient néanmoins les citoyens qui osaient ou se souciaient d'y effectuer des vérifications dans l'intérêt des deniers publics. C'est donc par un désir de transparence républicaine autant que par vigilance budgétaire que la majorité radicale décida en 1874 d'étaler sur la place publique les contributions de chacun. La publication prévue fut ajournée d'une année afin de permettre aux fraudeurs notoires de faire amende honorable sans perdre la face ni risquer un redressement pénalisant. Quant aux négociants et chefs d'entreprise, attentifs à leur crédit et donc à leur image, ils encouraient un risque spécifique en établissant trop bas leurs actifs dans un document qui serait inmanquablement scruté par leurs concurrents et leurs partenaires commerciaux. En outre, la relative faiblesse du prélèvement — 1‰ sur la fortune, contre 1 % sur les revenus — n'avait pas de quoi décourager le civisme, sauf éventuellement chez les tout petits épargnants³. De surplus, grâce surtout à l'assurance obligatoire contre l'incendie, l'Etat n'était pas totalement démunie de moyens de contrôle. Ces considérations militent en faveur de notre source. Les nombreuses vérifications ponctuelles que nous avons faites dans les actes notariés ou ailleurs ont renforcé notre confiance. Afin d'exploiter au mieux ce document, nous en avons effectué une saisie exhaustive sur ordinateur. La cohérence interne des données numériques, leur excellent comportement devant les tests statistiques ont levé les derniers doutes : sur quarante mille individus, la loi des grands nombres fonctionne souverainement et le chercheur peut, au besoin, s'offrir le luxe d'éliminer une frange de cas aberrants sans perte d'information, au contraire !

Un mot rapide sur notre année de référence. 1875 amorce un tournant dans le canton. C'est un peu la fin des vaches grasses et des certitudes bien ancrées en pays horloger. La grande dépression s'annonce déjà furtivement. Certes, le mouvement des affaires n'a subi encore qu'un léger repli par rapport aux bonnes années précédentes et les fabricants horlogers commencent seulement à comprendre que leurs méthodes traditionnelles de production sont dépassées. On ne pressent cependant

pas que la crise sera générale et très différente des cycles auxquels on était accoutumé dans ce pays tourné vers l'exportation. Elle s'accompagnera d'une douloureuse et réticente adaptation au machinisme et n'épargnera ni l'agriculture et la viticulture ni l'immobilier. Du point de vue conjoncturel comme des évolutions structurelles à long terme, Neuchâtel se trouve en 1875 au seuil d'une période de bouleversements⁴. Trente ou quarante ans plus tard, le canton aura réussi pour l'essentiel sa mutation de la petite production dispersée à la manufacture moderne, sans sacrifier pour autant le meilleur de ses traditions et de sa culture industrielles.

3. La concentration des fortunes

La fortune totale des quarante mille et quelques ménages fiscaux domiciliés en territoire neuchâtelois s'élève, en 1875, à 330 millions de francs, en chiffres ronds.

Comment se répartit-elle statistiquement?

Les données du premier impôt fédéral faisaient pressentir, on l'a vu, une concentration relative du patrimoine au sommet de la pyramide sociale. Nos calculs permettent de préciser la signification du phénomène quarante ans auparavant. En 1875, 10 % des possédants détiennent 90 % de la richesse privée locale. A titre de comparaison, souvenons-nous qu'en Grande-Bretagne, à la veille de la guerre de 1914-1918, les 10 % les plus opulents accaparaient exactement la même portion du gâteau national. Pour la France, on ne sait rien d'aussi précis. Les spécialistes s'accordent toutefois pour estimer que le dernier décile monopolisait entre 70 % et 80 % des biens vers 1890-1900⁵. A la pointe extrême de la pyramide les indices divergent davantage en même temps qu'ils deviennent, par la force des choses, statistiquement moins fiables. Toujours est-il qu'à Neuchâtel le centile supérieur (ou 99^e pesantile) contrôlait 40 % du patrimoine en 1875, tandis qu'en Angleterre, vers 1910, il en détenait les deux tiers (65,5 %). La situation, à ce niveau, est bien sûr incommensurable entre l'élite de la City de Londres et les grosses fortunes d'un petit pays. En revanche, si l'on se tourne vers les autres cantons suisses, une comparaison rigoureuse nous échappe du fait de l'hétérogénéité de l'assiette fiscale et de résumés statistiques non entièrement compatibles entre eux. Mais le principal n'est-il pas de vérifier, à l'hypothétique nuance près d'une concentration exceptionnelle des fortunes à Neuchâtel, la convergence globale dans la répartition des biens parmi les cantons avancés de la Suisse, ainsi qu'en témoignent les ordres de grandeurs

suivants, tirés de la précieuse documentation établie par Georg Schanz au siècle dernier⁶:

Tableau 1

Concentration de la fortune en Suisse dans la seconde moitié du XIX^e siècle

<i>Canton</i>	<i>Année</i>	<i>% de contribuables</i>	<i>% des richesses</i>
Vaud	1884	6	60
Schaffhouse	1879	3	43
Zurich	1858	1,12	38
Bâle-Ville	1887	2,4	41
Glaris	1873	2	43
Saint-Gall	1873	2	47,63
Neuchâtel	1875	1	40

4. L'inégalité des fortunes selon l'âge, le sexe, l'origine et le district

L'inégalité étant, comme on sait, un phénomène cumulatif, il n'est pas surprenant de constater qu'en moyenne, les femmes détiennent une part plus faible du patrimoine que les hommes; que les autochtones sont généralement mieux lotis que les immigrés; que les disparités de richesses sont moins accentuées dans les Montagnes que sur le Littoral et en particulier au chef-lieu. Au-delà de ces constatations globales, ce sont les écarts chiffrés qui nous importent.

Tableau 2a

Disparités des fortunes par sexe et provenance (population totale)

<i>Sexe/provenance</i>	<i>Nombre</i>	<i>Fortune moy.</i>	<i>% < 1500 fr.</i>	<i>% > 35 000 fr.</i>
		Fr.		
Masculins	27.445	8.900	65	4,7
Féminins	13.227	6.700	76	3,9
.....				
Montagnes	16.155	6.800	70	3,9
Bas	14.343	11.000	69	5,8
Val-de-Travers et Val-de-Ruz	10.209	5.700	66	3,2
.....				
Ville de Neuchâtel	6.639	14.600	75	7,2
Ville de La Chaux-de-Fonds	8.512	7.500	71	4,3

Tableau 2b

Disparités des fortunes par sexe et provenance (échantillon avec âges établis)

<i>Sexe/tranche d'âge</i>	<i>Age moyen</i>	<i>Nombre</i>	<i>Fortune moy.</i>	<i>% < 1500 fr.</i>	<i>% > 35 000 fr.</i>
		Fr.			
Masc. 35-70 ans	47,5	1507	26.000	43	12
dont bernois	47,5	231	4.300	55	2
Masc. 20-34 ans	27	1288	4.200	74	2
dont bernois	27	192	700	86	0
Fém. 35-70 ans	51,5	456	8.800	60	3
dont bernoises	49,5	76	2.000	79	1
Fém. 20-34 ans	25,5	398	900	94	0,5
dont bernoises	25,5	79	50	99	0,0

(Se lit ainsi: sur un échantillon de 1507 contribuables masculins âgés entre 35 et 70 ans, ayant en moyenne 47 ans et demi, la fortune moyenne, indigents exclus, s'élève à 26 000 francs; 43 % d'entre eux ont moins de 1500 francs de fortune, 12 % ont plus de 35 000 francs de fortune; par conséquent 45 % se situent dans la tranche moyenne de 1500 francs à 35 000 francs.)

On aura noté au tableau 2a que c'est en ville de Neuchâtel que les contrastes sociaux sont les plus marqués: on y trouve à la fois davantage de pauvres et une proportion plus forte de riches que dans les centres horlogers. Une polarisation encore renforcée si l'on tient compte du fait que les travailleurs gagnent généralement mieux leur vie dans les métiers de l'horlogerie qu'ailleurs.

On aura constaté aussi (tableau 2b) qu'en dessous de 35 ans, les femmes sont très démunies. Il s'agit principalement de célibataires gagnant leur pain comme couturières, servantes, journalières et ouvrières non qualifiées. Au-delà de 35 ans, les conditions féminines se mêlent dans les moyennes et seul un examen détaillé permettrait de distinguer entre des rentières — veuves ou vieilles filles — et une majorité de pauvresses. Vers la cinquantaine, l'écart se creuse entre les héritières et celles qui n'ont ni soutien de famille ni épargne pour leurs vieux jours.

Concernant les chefs de ménage masculins au-delà de 35 ans, remarquons qu'une bonne moitié possèdent au moins un petit pécule. Pour y voir mieux, résumons la situation de la génération des pères de famille sous un autre angle: sur 100 hommes âgés entre 40 et 50 ans, on en dénombre 32 qui ne possèdent rien ou peu s'en faut (moins de 500 francs); 35 autres se trouvent à la tête d'un modeste patrimoine inférieur à 5000 francs; un dernier tiers dépasse ce chiffre. Cette tranche

d'âge est la mieux équilibrée. Jusqu'à la quarantaine, la proportion des hommes sans fortune diminue régulièrement pour en arriver à l'équilibre que l'on vient de voir; au-delà de 50 ans, les deux extrêmes (fortune inférieure à 500 francs d'une part et fortune supérieure à 5000 francs d'autre part) grossissent aux dépens du groupe moyen. Pour les hommes aussi, moins brutalement toutefois que pour l'autre sexe qui mérite bien ici son qualificatif de «faible», la vieillesse, à cette époque qui précède largement les assurances sociales, accentue de manière flagrante et dramatique les inégalités.

5. Le groupe des nantis

Passons maintenant en revue le groupe étroit des nantis: les privilégiés qui se classent à la pointe extrême de la pyramide. Cette étroite cohorte de 400 ménages fiscaux englobe plusieurs fractions de la bourgeoisie avec une nette prédominance d'hommes et de femmes vivant sans travailler ou retirés des affaires. Les familles patriciennes et de notables reconnus marquent le groupe de leur poids. Les femmes, à ce niveau, sont bien représentées. Il y a sans doute, dans ce cercle où rentiers et propriétaires sont prépondérants quelques cas de réussites personnelles que nous n'avons pu identifier. L'impression d'ensemble qu'on retire de la liste nominative des 400 ménages les plus imposés est toutefois qu'il existe à ce niveau de fortune un noyau dur de familles apparentées entre elles, une sorte de caste supérieure pour employer une formule de l'époque...

Certaines anomalies apparentes dans ce tableau sont inhérentes à l'ambiguïté de la terminologie de notre corpus. Elles proviennent aussi du fait que les revenus des capitaux ne sont pas taxés en sus du capital lui-même. Contrairement aux apparences et pour un degré de richesse donné, l'imposition au barème de 1‰ sur la fortune est deux fois plus lourde que celle de 1 % sur les revenus de cette même fortune (pour un taux d'intérêt annuel de 5 %). Il s'ensuit que les capitalistes devaient trouver avantageux d'inscrire leurs gains annuels sous la rubrique «ressources», dans la mesure où ils ne se laissaient pas taxer d'office par souci de discrétion. On devrait donc distinguer en principe les «rentiers» au sens strict du terme, dont la fortune serait la valeur capitalisable de leurs pensions et rentes annuelles, et d'autre part des rentiers au sens large, usuel à cette époque en Suisse romande, qui renvoie à la notion ancienne de «capitaliste» et de propriétaire. Deux significations qui se combinent

Tableau 3

Les 400 plus riches contribuables selon le sexe, le district de résidence, le type de revenus et la catégorie socio-professionnelle

<i>Catégorie/provenance</i>	<i>Nombre</i>	<i>Fortune moyenne</i>	<i>Ressources moyennes</i>
		Fr.	Fr.
Hommes	300	330.000	5.000
Femmes	100	350.000	2.000
.....			
Neuchâtel	177	367.000	4.300
La Chaux-de-Fonds	84	311.000	5.550
Boudry	53	343.000	2.350
Le Locle	46	277.000	3.700
Val-de-Travers	29	345.000	3.600
Val-de-Ruz	11	186.000	7.000
.....			
Sans revenus lucratifs	165	383.000	—
Avec revenus lucratifs	235	301.000	7.300
.....			
Agriculteurs	18	214.000	2.400
Alimentation	10	321.000	12.700
Bâtiment	3	166.000	5.700
Négoce, banque	63	300.000	10.300
Horlogerie	42	271.000	7.600
Hôtellerie	4	284.000	4.100
Professions libérales	31	253.000	3.000
Rentiers, propriétaires	229	385.000	1.880

en outre avec la notion de rentier au sens de retraité. C'est en grande partie à ces flottements sémantiques qu'il faudrait attribuer, pensons-nous, la légère divergence entre le décompte des rentiers-propriétaires et les rentiers au sens technique du terme. La prépondérance des femmes dans ce dernier groupe justifie, croyons-nous, cette distinction. De toute manière, il faut bien avouer qu'un certain flou entoure nos sous-ensembles, flou imputable encore une fois à la taxinomie et qui, pour le groupe en question, ne pourrait être dissipé qu'au moyen d'une étude prosopographique fouillée. Ainsi, parmi nos richissimes «agriculteurs», quelques-uns portent de grands noms patriciens — Buren, Chambrier —, et ces «landlords» n'ont socialement rien en commun avec d'authentiques paysans sinon leur compétence en agronomie. Parmi les chefs de maisons

horlogères, on constate aussi que les appellations «fabricant», «établissement» et «négociant» sont souvent interchangeables. L'industriel Philippe Suchard, pour prendre un autre cas de figure, est inscrit comme «négociant» et c'est sous cette rubrique que nous l'avons codé, de sorte que notre groupe «alimentation» comprend essentiellement des distillateurs, des meuniers et quelques maîtres bouchers et pas ce grand pionnier du secteur agro-alimentaire. On aura compris que nous avons cherché constamment, dans cette analyse, à coller au vocabulaire de notre corpus afin de pouvoir, en retour, mieux comprendre cet outil de classement et de discrimination sociale. Dans un contexte plus sensible à l'honneur et au rang social que le fisc, celui du mariage en particulier, le moindre boutiquier aura tendance à se dire «négociant» à Neuchâtel vers 1875, et le reste à l'avenant. A cet égard, les données fiscales suivent une nomenclature plus réaliste et permettent un contrôle sérieux.

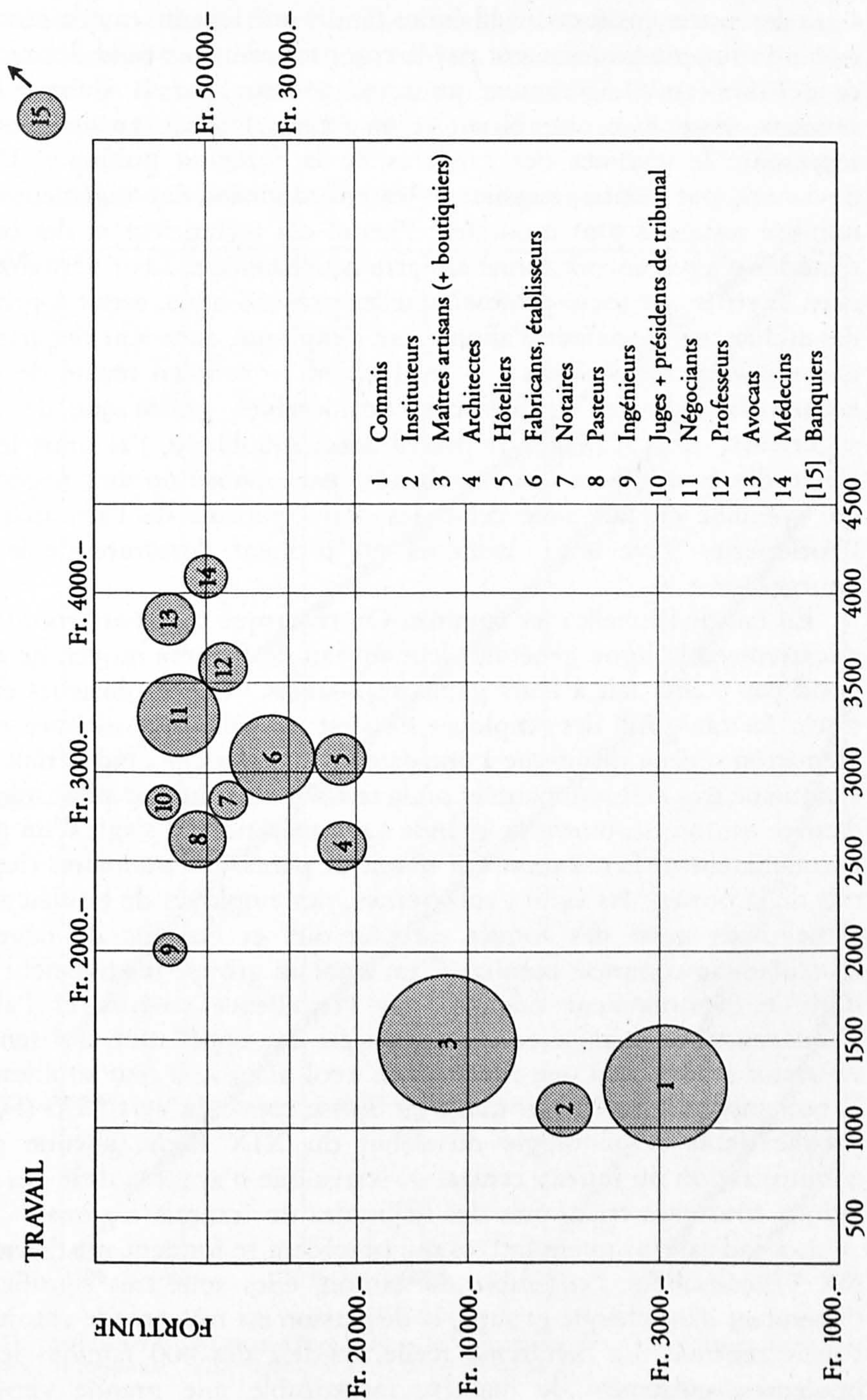
6. Les classes moyennes

Délaissions maintenant les rentiers et les inactifs et cherchons à délimiter globalement les classes moyennes définies professionnellement. Nous traiterons à part de la paysannerie. Dans cette optique, notre ensemble s'étend de la petite bourgeoisie boutiquière et artisanale, aux confins des classes populaires, jusqu'à la haute bourgeoisie du grand négoce et de la banque, en passant par les professions libérales et en y assimilant l'aristocratie. Pour en donner une vue synthétique, j'indique dans le graphique 1 la fortune et — pour cette fois — les ressources moyennes des groupes principaux.

Sur l'axe horizontal, les revenus imposables annuels; ils sont par définition inférieurs aux gains individuels et reflètent plutôt les disponibilités des ménages. Sur l'axe vertical et à l'échelle logarithmique, les avoirs, c'est-à-dire les biens immobiliers et mobiliers déduction faite des hypothèques et du passif ainsi que de la rémunération du capital.

On peut vérifier la bonne corrélation qui existe entre les deux éléments constitutifs de l'aisance. Les écarts par rapport à la droite de régression peuvent s'interpréter assez logiquement. Au sommet, débordant le cadre de notre graphique tant leurs capitaux et leurs profits sont exceptionnels, nous trouvons les banquiers. Ils sont suivis de très loin par les médecins et les avocats. Les pasteurs appartiennent visiblement eux aussi à la classe moyenne supérieure: leur patrimoine équivaut en gros à

Graphique 1. Revenus du travail et fortune des classes moyennes



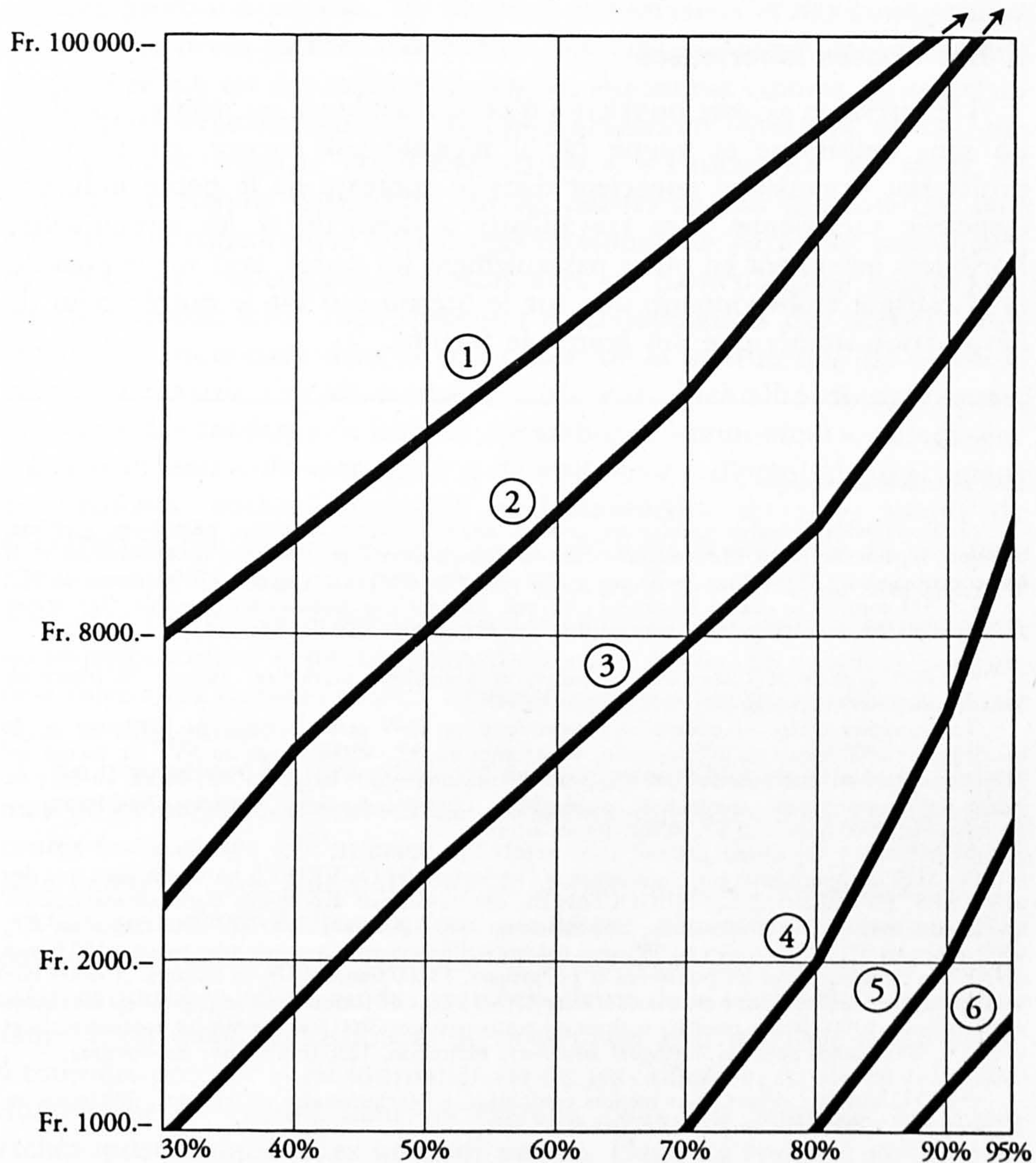
celui des autres professions libérales tandis que leur niveau de rémunération ne soutient évidemment pas la comparaison avec celui des médecins et des avocats. Légèrement au-dessous d'eux par la richesse et les revenus, assez bien alignés sur la diagonale, le petit groupe des juges représente le sommet des carrières de la fonction publique. Un peu déviantes, par contre, paraissent les coordonnées des ingénieurs. Leur nombre reste des plus modestes; l'heure des techniciens et des bureaux d'études n'a pas encore sonné en terre neuchâteloise. Leur véritable place dans la structure socio-professionnelle, pensons-nous, serait à proximité des architectes; le défaut d'alignement s'explique, dans leur cas, par le fait que plusieurs «ingénieurs» — tel Dubied — sont en réalité de grands industriels, à la tête de fortunes considérables, plutôt que des cadres supérieurs. Afin d'alléger la présentation graphique, j'ai omis le vaste cercle des boutiquiers (ou marchands, par opposition aux négociants), qui coïncide en fait avec celui des petits patrons de l'artisanat et de l'horlogerie. Avec les instituteurs, ils forment l'ossature de la petite bourgeoisie.

En bas de l'échelle: les commis. On remarque que leurs coordonnées s'écartent de la ligne générale; leur niveau de fortune moyen ne correspond pas tout à fait à leurs gains imposables. A cela, plusieurs explications. La catégorie des employés ne s'est pas encore constituée comme formation sociale spécifique à une date où la classe des «industriels» reste elle-même très embryonnaire et où le tertiaire se réduit au strict minimum dans ce canton dépourvu de grande agglomération. Il s'agit d'un groupe particulièrement hétérogène qui réunit de petits fonctionnaires (les commis de la poste), des cadres subalternes, des employés de bureau au sens actuel mais aussi des fondés de pouvoirs et des fils de négociants travaillant au comptoir familial. C'est aussi un groupe relativement jeune, dont le dénominateur commun est l'excellence scolaire et l'absence d'indépendance financière. «Commis» est une appellation qui renvoie à un statut autant qu'à une fonction de «col blanc». Il faut souligner que la nomenclature sociale en usage en Suisse romande vers 1875 reste très proche de la terminologie du début du XIX^e siècle, aucune grande administration ou bureau central de statistique n'ayant codifié des appellations courantes tributaires des habitudes du français régional.

Les indications quantitatives qui précèdent se fondent sur des moyennes. Calculées sur l'ensemble du canton, elles sont très significatives. Cependant dans chaque groupe, la dispersion est très grande autour de la valeur centrale. La hiérarchie réelle, au-delà des 400 familles les plus opulentes, entremêle de manière inextricable une grande variété de

professions, de métiers, d'états qui se chevauchent. Nous avons exprimé cette stratification complexe au moyen d'un second graphique qui repère les niveaux de fortune des entités les plus significatives à différents déciles, abstraction faite des 30 % inférieurs de chaque catégorie retenue.

Graphique 2. La répartition des fortunes par catégories et déciles



(1) 575 établissements et fabricants d'horlogerie et 555 négociants divers: 8000 francs de fortune imposable au 30^e pesantile, 18000 francs au 50^e, 185000 francs au 95^e;

(Suite de la note, voir p. 158)

Cette manière de procéder, outre qu'elle élimine une frange d'interprétation difficile, complète et nuance ce qui vient d'être dit. La conclusion principale qui s'en dégage est l'existence d'une profonde inégalité sociale qui n'exclut aucunement la proximité et le contact entre des conditions qui ne sont pas rigides.

7. Les classes laborieuses

L'expression « classe ouvrière » n'est utilisable ici, au mieux, que dans un sens empirique et vague car il n'existe pas encore, en 1875, de prolétariat organisé et conscient dans le contexte de la petite industrie dispersée jurassienne. Les travailleurs à domicile et les agriculteurs-horlogers brouillent en outre passablement les cartes, tant sur le plan du syndicalisme embryonnaire que sur le terrain qui est le nôtre : celui de l'évaluation numérique des écarts de fortune.

Suite de la note du graphique 2

(2) Professions libérales (architectes, avocats, chefs d'institut, dentistes, géomètres, greffiers, huissiers, ingénieurs, juges, libraires, médecins, notaires, pasteurs, pharmaciens, professeurs, au total 658 contribuables) : 2500 francs de fortune au 30^e pesantile, 8000 francs au 50^e, 170 000 francs au 95^e.

Les 514 commis se situent beaucoup plus bas : sans fortune jusqu'au 60^e pesantile, 1000 francs au 70^e, 2000 francs au 80^e, 5000 francs au 90^e, 10 000 francs au 95^e;

(3) 3570 agriculteurs, laboureurs, fermiers et vignerons, journaliers exclus : 700 francs au 30^e pesantile, 3000 francs au 50^e, 40 000 francs au 95^e.

Très proches d'eux — courbe non reproduite — 1689 petits patrons de l'artisanat et de l'horlogerie : 2000 francs au 30^e pesantile, 4000 francs au 50^e, 40 000 francs au 95^e; ou encore les 317 boutiquiers ou marchands : 1000 francs au 30^e pesantile, 3500 francs au 50^e, 35 300 au 95^e; de même 648 restaurateurs, sommeliers, aubergistes, cafetiers, pintiers, hôteliers : 2000 francs au 30^e pesantile, 5000 francs au 50^e, 40 000 francs au 95^e;

(4) 5119 horlogers sans autre indication, à l'exclusion des OUVRIERS horlogers ainsi que des MAÎTRES, ÉTABLISSEURS, NÉGOCIANTS, des travailleurs à domicile essentiellement, selon nous : sans fortune au 50^e pesantile, 500 francs au 60^e, 1000 francs au 70^e, 2000 francs au 80^e, 6000 francs au 90^e, 12 000 francs au 95^e, avec toutefois d'immenses écarts selon les parties : 160 francs de fortune moyenne pour les polisseurs et polisseuses, 13 000 francs pour les boîtiers. A noter que la dispersion dans l'horlogerie est considérable : 43 000 francs de fortune moyenne pour les fabricants et négociants, 10 000 francs pour les maîtres ou petits patrons, 3300 francs pour les contremaîtres et visiteurs, 2000 francs pour les horlogers sans autre indication, 1250 francs pour les ouvriers;

(5) 7172 ouvriers divers, tous métiers confondus, à l'exclusion des manœuvres : 500 francs au 70^e pesantile, 1000 francs au 80^e, 3500 francs au 95^e;

(6) 2872 manœuvres et journaliers, y compris quelques cantonniers, mineurs, terrassiers et portefaix : 500 francs au 90^e pesantile, 1500 francs au 95^e;

(7) Invisibles sur le graphique : 4311 domestiques, servantes, gouvernantes, cuisinières : 500 francs seulement au 95^e pesantile.

Parmi les travailleurs manuels de l'horlogerie ou de l'artisanat, les principaux clivages demeurent ceux du sexe et de la spécialité, tandis que par ailleurs un véritable fossé sépare les métiers impliquant un apprentissage en bonne et due forme de la multitude des journaliers et manœuvres, hommes et femmes, voués à des tâches élémentaires.

La hiérarchie, dans les classes populaires, obéit donc encore à une logique proto-industrielle. Au sommet, des ouvriers et des compagnons proches des petits patrons (ou maîtres, lesquels travaillent de leurs mains et, pour ce qui est des maîtres horlogers, dépendent comme on sait d'un établisser), avec d'ailleurs de multiples gradations entre eux, une subtile échelle d'une branche ou d'une « partie » à l'autre. Ce jugement du syndicaliste Achille Gropierre sur les débuts de son organisation rappelle avec pertinence que les clivages économiques parmi les travailleurs de l'horlogerie se combinaient alors avec un particularisme imprégnant les consciences. « En 1886, précise-t-il, la séparation des métiers était [encore] si prononcée dans la fabrication de la montre que les ouvriers croyaient n'avoir rien de commun entre eux. Mentalité de « graveur », mentalité de « monteur de boîtes », mentalité de « remonteur », de « faiseur d'échappements », de « repasseur », de « pivoteur », d'« emboîteur », autant de branches, autant d'activités professionnelles diverses, autant de conceptions qui ne permettaient ni associations communes, ni compréhension pour les créer. Aujourd'hui, écrivait-il vers 1930, le machinisme a émietté toutes ces professions. »⁷ Les niveaux de fortune ne reflètent qu'imparfaitement cette fragmentation. Les écarts de revenus cernent déjà mieux ces nuances mais il faudrait longuement entrer dans le détail pour le démontrer.

En bas, pêle-mêle, une pléthore de servantes, de domestiques, d'hommes de peine, de manœuvres ne possédant que leurs bras et cumulant toutes les marques de l'infériorité : dans leur santé, dans leur scolarité et, bien entendu, dans leur statut social et leurs maigres ressources.

Ces groupes subalternes, qui paraissent généralement issus de la paysannerie, notamment bernoise, il serait vain de vouloir les ranger systématiquement dans un des grands secteurs de la statistique contemporaine. Il est quasi impossible et au demeurant anachronique de chercher à toujours préciser si tel journalier est un travailleur agricole, si tel autre domestique est occupé dans les champs, dans une boutique ou à des tâches indéterminées chez un petit patron. Dans les couches inférieures, la polyvalence est souvent la norme. Ceci dit, c'est l'absence de fortune qui caractérise globalement ces classes laborieuses, comme on l'a vu plus haut.

8. La paysannerie

Sur la paysannerie, le Livre jaune ne nous apporte que d'assez maigres renseignements. Décevante est aussi la pauvreté du vocabulaire utilisé à leur endroit dans ce document qui sait entrer dans les distinctions les plus fines quand il est question d'horlogerie. Pour les cultivateurs, on se contente d'un maillage grossier faisant fi des réalités subtiles du monde agricole. Dans la taxinomie neuchâtelaise, le terme vieilli de «laboureur» coexiste à côté de ses synonymes récents «cultivateur» et «agriculteur» sans que l'on puisse déceler à coup sûr une relation déterminante entre le vocable, le statut et la fortune. Par ailleurs, les substantifs «paysan», «métayer», «fromager» et «fruitier» sont rarement employés. Le «valet» de ferme n'apparaît jamais sous son nom, à l'exception d'un seul et unique maître valet. Ces spécialistes restent donc confondus dans la masse indifférenciée des domestiques, d'où émergent seulement quelques rares «bergers» et «vachers». Impossible de savoir non plus si le groupe des «fermiers» englobe bel et bien la majorité des locataires de terres, sans parler bien sûr des cultivateurs arrondissant leur héritage en louant des parcelles à autrui ou en dédommageant un parent non exploitant agricole. Si la sous-estimation numérique est plus que probable, du moins ce groupe possède-t-il un profil distinct, comme il apparaît au tableau suivant. En dépit des réserves émises plus haut, je considère que les journaliers sont avant tout des paysans sans terre, quand bien même une partie notable de leurs gains proviendrait-elle d'une activité temporaire non agricole. Dans le vignoble, on soupçonne aussi une sous-évaluation du nombre des «vignerons», une fraction d'entre eux, qu'il nous a été impossible d'estimer, devant se cacher dans les catégories génériques de «journaliers» ou (à la rigueur) de «cultivateurs», sachant d'ailleurs que le travail de la vigne peut s'associer à une autre activité, agricole ou même artisanale. Les vignerons de notre liste sont en majorité des travailleurs à gages ou des métayers.

En dépit de ses imperfections et de notre incapacité personnelle à tout démêler dans l'écheveau, la nomenclature du rôle des contribuables l'emporte néanmoins nettement sur l'état-civil, le «recensement» et les autres sources consultées par un degré de précision sémantique supérieur et surtout par son association à des valeurs numériques discriminantes. Si un dénombrement exact entre les différentes catégories du secteur primaire, secondaire ou tertiaire — pour autant que cette partition soit pertinente au XIX^e siècle — ne saurait s'effectuer sur la base du Livre jaune, la hiérarchie selon la fortune et selon l'accès à la propriété paraît convaincante.

Tableau 4
Fortune des contribuables du secteur agricole

<i>Condition, état</i>	<i>Nombre</i>	<i>% sans propriété</i>	<i>Moyenne par propriétaire*</i>
			Fr.
Laboureurs	853	22	13.000
Agriculteurs	1319	21	17.000
Cultivateurs	447	19	16.000
Fermiers/fruitiers	292	16	6.000
Vachers	14	43	5.000
Jardiniers	154	60	5.000
Vignerons	542	66	4.000
Journaliers	2006	90	3.000
Fromagers	47	81	2.500
Bergers	15	80	2.000
Bûcherons	264	87	2.000
Pêcheurs	9	55	2.000
ENSEMBLE	5962	53	13.000

* Moyenne par contribuable propriétaire arrondie au dernier chiffre significatif.

30 fruitiers ont été regroupés avec les fermiers; les charretiers avec les journaliers; quelques horticulteurs et maraîchers avec les jardiniers.

9. Premières conclusions

Nous avons présenté quelques observations tirées d'une recherche en cours sur les inégalités sociales dans le canton de Neuchâtel à la fin du XIX^e siècle. Il se trouve que le canton de Neuchâtel possède alors un système fiscal en avance sur son temps, sinon socialement du moins par l'enregistrement systématique de toute la population adulte sous le double rapport de la fortune et des ressources.

L'étude préliminaire entreprise sur la base du rôle publié de 1875 met en lumière la forte concentration de la fortune dans ce canton ainsi que les contrastes entre les districts du Haut et du Bas, entre les sexes, entre les autochtones et les immigrés et entre les classes sociales.

Chemin faisant, on s'est attaché à cerner la taxinomie socio-professionnelle du corpus, le flou de celle-ci étant le talon d'Achille des soi-disant «recensements» et de la statistique non méthodique de ce canton au siècle dernier. L'étude sur les revenus fera l'objet d'une étude distincte. A terme, on se propose de croiser ces données fiscales avec d'autres séries nominatives.

Par rapport au reste de la Confédération, on retiendra l'existence d'une concentration des fortunes évidemment plus forte que dans les cantons ruraux mais qui pourrait également légèrement dépasser celle des cantons à structure comparable. Tout en reconnaissant la fragilité de cette dernière hypothèse compte tenu des sources disponibles, on pourrait néanmoins l'expliquer par l'accumulation du capital marchand à la fin du XVIII^e siècle et sa transmission à l'intérieur d'une élite consciente d'elle-même. A cet égard, le décalage entre l'aristocratique ville de Neuchâtel et la métropole horlogère donne la mesure du phénomène. Ces observations devront être encore étayées par une étude complémentaire sur la distribution des revenus en 1875 et, ultérieurement, par une enquête analogue à la veille de la Première Guerre mondiale⁸.

Ladislav MYSYROWICZ

NOTES

¹ Cf. Statistique du Premier Impôt fédéral de guerre, Berne, 1920.

² La loi du 24 novembre 1849 fixe les conditions de l'impôt sur la fortune et les revenus; les rôles restent secrets; ils sont établis sur la base des états nominatifs de la population par communes. Le 25 juillet 1858, un projet de loi stipulant que «toutes les opérations concernant l'impôt sont publiques» est rejeté en votation populaire à une forte majorité. La loi du 9 avril 1861 introduit enfin le principe de la publicité de l'impôt. Le 22 juin 1869, Jules Grandjean, soutenu par le docteur Coullery, réclame au Grand Conseil une statistique des fortunes du canton. Le 17 décembre 1874, la publication du rôle des impôts est décidée par la majorité radicale. Il était prévu de renouveler périodiquement cette divulgation.

³ L'impôt communal venait, il est vrai, s'y ajouter. L'impôt sur les ressources était lourd pour les pauvres et pas facile à lever sur la partie mobile de la population laborieuse.

⁴ Voir la belle étude de Jean-Marc BARRELET, «Les résistances à l'innovation dans l'industrie horlogère des Montagnes neuchâteloises», dans *Revue suisse d'histoire*, vol. 37, 1987, pp. 394-411. Précisons encore que les impôts de 1875 reflètent la réalité économique de l'année précédente.

⁵ Pour la Grande-Bretagne, voir A. H. HALSEY, *Change in British Society*, Oxford, 1978. Pour la France, voir Adeline DAUMARD et al., *Les Fortunes françaises au XIX^e siècle*, Paris, 1973 ainsi que Christian MORRISON, «L'inégalité des revenus», dans Maurice LÉVY-LEBOYER et Jean-Claude CASANOVA, *Entre l'Etat et le marché*, Paris, 1991.

⁶ Georg SCHANZ, *Die Steuern der Schweiz in ihrer Entwicklung seit Beginn des 19. Jahrhunderts*, Stuttgart, 1890. Les données reproduites au tableau 1 ne sont pas strictement homogènes et ne sont là que pour exprimer une tendance générale.

⁷ Achille GROSPIERRE, «Histoire du syndicalisme ouvrier dans l'industrie horlogère», dans Frédéric HEEB et al., *L'Union syndicale suisse, 1880-1930*, Berne, 1933, p. 629.

⁸ Je tiens à exprimer ma grande gratitude envers MM. M. de Tribolet et J.-M. Barrelet ainsi qu'au personnel des Archives de l'Etat de Neuchâtel pour leur aide inestimable.

CHRONIQUE

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE
DU CANTON DE NEUCHÂTEL

*Assemblée générale, au château de Valangin,
samedi 13 juin 1992*

M. Maurice de Tribolet, président de la SHAN, accueille quelque 40 membres de la société dans la salle des Chevaliers. Il communique les excuses des membres absents, dont les présidents respectifs de la Société jurassienne d'émulation et de la Société d'histoire du canton de Vaud, avant de faire voter l'approbation du procès-verbal paru dans le *Musée neuchâtelois* 1991, pp. 257-263. L'assemblée est invitée ensuite à se lever quelques instants pour honorer la mémoire des 8 membres de la société décédés durant l'année. Le président rend notamment hommage à l'activité de feu M. J.-P. Michaud, qui a exercé diverses fonctions au sein de la société.

Rapport du président. M. de Tribolet constate qu'à la suite de la réorganisation structurelle de la société, la nouvelle formule s'avère être un succès: il regrette cependant que les conférences, liées au thème de la conservation, rencontrent moins de succès que les courses et les visites, organisées pour tout le canton. Cependant, ce phénomène est identique à celui observé dans les Grisons ou dans le canton de Vaud. Il signale deux publications parues sous les auspices de la société: *Histoire du Pays de Neuchâtel*, sous la direction de Ph. Henry et J.-P. Jelmini, vol. 2. Le volume suivant est annoncé pour fin 1993, sous la direction de J.-M. Barrelet. La thèse de Béatrice Sorgesa-Miéville, *De la société traditionnelle à l'ère industrielle: les comportements familiaux face au changement économique. Mutations démographiques d'un village horloger du pays neuchâtelois, Fleurier, 1727-1914*, complète la collection Mémoires et Documents, vol. 8. M^{me} Sorgesa avait fait part à la société, en 1990, des premiers résultats de ses recherches.

Le président rappelle ensuite que, si l'Etat entretient complètement le château de Valangin, il n'en reconnaît pas moins le rôle primordial joué par la SHAN dans la mise en valeur de celui-ci, qui est le troisième ou quatrième musée du canton, avec 10000 visiteurs. En tant que président arrivé en fin de mandat, M. de Tribolet remercie enfin les membres de la société et son comité pour les conseils qu'ils lui ont apportés et les suggestions qu'ils lui ont soufflées... Il remercie en particulier M^{me} Apothéloz, qui sera remplacée dans son rôle de trésorière par M^{me} Lesch-Sartorelli.

Rapport de la Commission d'animation. M. Engelberts rapporte en lieu et place de M^{me} Brunko sur le programme culturel proposé au cours de l'exercice par la Commission d'animation: visites au Musée d'histoire et Médaillier, La Chaux-de-Fonds (27 août 1991, avec M^{me} S. Musy-Ramseyer), aux Moulins Calame, sur le Doubs (26 octobre 1991, avec Alain Tissot) et enfin au Prieuré Saint-Pierre, Môtiers (9 novembre 1991, avec E.-A. Klauser). Cette dernière visite a été appréciée par plus d'une centaine de participants. Quant aux conférences, elles furent suivies par un nombre modeste d'auditeurs: G. Brandt s'exprimait le 18 février 1992 sur la restauration et la sauvegarde du patrimoine photographique. Le 2 mars, M. Engelberts présentait les modalités de la reproduction en fac-similé des documents anciens. Enfin, le 9 mai, 70 personnes ont suivi M. B. Vauthier dans la Béroche en fleurs. Les projets d'avenir dirigeront la course d'automne vers la Fondation Abbegg (24 octobre 1992) et sera suivie de manifestations non encore agendées, telle qu'une visite à La Borcarderie et une course dans le vallon de l'Ermitage.

Rapport de la trésorière et des vérificateurs de comptes. M^{me} Apothéloz quitte ses fonctions en présentant un bénéfice d'exercice de 35 fr. 20, qui met les comptes en équilibre, ce que confirment les vérificateurs. L'assemblée remercie ces trois membres dévoués dont c'est la dernière présentation et accepte à l'unanimité ces comptes.

Bilan au 31 décembre 1991

<i>Actif</i>	<i>Actif</i> Fr.	<i>Passif</i> Fr.
100 Caisse	170,15	
101 CCP 20-1247-9	9.959,22	
102 CCP 20-6249-7 (section de Neuchâtel).....	4.191,05	
107 CCP 20-7769-4 (Musée de Valangin).....	9.477,40	
103 BCN c/Epargne 5785.01	81.808,45	
104 BCN c/Epargne 5785.18 Histoire du Pays de Neuchâtel	17.035,10	
105 SBS c/129.615 Parures et vêtements.....	2.389.—	
106 SBS c/22875.8 Section des Montagnes.....	1.910,40	
110 BCN Titres au pair	111.000.—	
120 Impôt anticipé à récupérer.....	2.749,50	
150 Actif transitoire	3.079,30	
<i>Passif</i>		
200 Fonds Auguste Bachelin (Fr. 10.000.— inaliénable)		15.097.—
201 Fonds Antoine Borel (Fr. 10.000.— inaliénable)		10.000.—
202 Fonds Jaquet-Droz (Fr. 5000.— inaliénable) .		6.895.—
203 Fonds Fritz Kunz (Fr. 5000.— inaliénable) ..		8.056.—
204 Fonds des publications (Fr. 20.000.— inalié- nable)		124.299.—
204B Réserve Histoire du Pays de Neuchâtel		17.035,10
212 Réserve «Château et musée de Valangin» ...		23.058,24
213 Réserve idem pour concerts		940,15
215 Réserve idem pour restaurations		7.073,20
220 Réserve section de Neuchâtel		4.191,05
221 Réserve section des Montagnes		1.910,40
225 Réserve «Parures et vêtements»		2.389.—
250 Capital 1 ^{er} janvier 1991	21.207,45	
Plus-value s/titres	1.582,80	
+ bénéfice exercice 1991	35,20	
		22.825,43
	<u>243.769,57</u>	<u>243.769,57</u>

Compte de pertes et profits au 31 décembre 1991

<i>Recettes</i>	<i>Doit</i> Fr.	<i>Avoir</i> Fr.
300 Cotisations (807 × 30.—)	24.210.—	
— ¹ / ₃ s/Fonds des publications . . .	<u>8.070.—</u>	16.140.—
301 Dons		2.100.—
302 Part aux revenus		1.346,60
106 Part SBS-La Chaux-de-Fonds pour animations		280.—
 <i>Dépenses</i>		
401 Animations	1.505,40	
402 Cotisations, abonnements <i>Musée neuchâtelois</i> . . .	1.600.—	
403 Imprimés, administration, bureau	4.178,90	
404 Affranchissements, taxes CCP	2.340,80	
405 Fête d'été, Assemblée générale	2.151,30	
406 Frais divers	805.—	
409 Subvention «Château et musée de Valangin»	<u>7.250.—</u>	
	19.831,40	19.866,60
Bénéfice de l'exercice	<u>35,20</u>	
	19.866,60	<u>19.866,60</u>

Rapport de la conservatrice du château et du musée de Valangin. Le président lit le rapport rédigé par M^{me} Jacqueline Rossier, absente pour des raisons de santé. L'intendance, la gestion et la mise en valeur des collections du château sont toujours assumées par 11 personnes, dont 9 bénévoles: J. Rossier, J. Sandoz, à temps partiel, M. Sandoz, à temps complet, secondés par L. Montandon, M. Luciani, M. L. Vuilleumier, J. Geiser, M. Aubert, R. Jaquet, R. Poget, R. Gallandre.

D'entente avec l'Intendance des bâtiments de l'Etat, M^{me} Rossier a élaboré durant l'année un projet d'aménagement d'un abri de biens culturels. La soumission de celui-ci au Grand Conseil, agendée à janvier 1992, a été renvoyée d'un an. Aucune restauration importante n'a été entreprise; des conseils en cette matière ont été pris auprès d'experts en mobilier, tapisserie, horlogerie et photographie. L'animation du château a été composée de concerts, démonstrations de dentellières, séances de contes et visites guidées. 9269 visiteurs ont vu les expositions *Label suisse 91* et *Histoires de vies*, pour laquelle M^{me} Rossier a rédigé un petit catalogue. Trois expositions extra muros ont mis à l'honneur la dentelle neuchâteloise. La conservatrice énumère enfin les nombreuses activités qu'elle a accomplies elle-même durant l'année, en regrettant qu'aucune solution

n'ait encore été avancée pour faire du musée une véritable institution, remise entre les mains d'une personne engagée à temps complet et par là même plus disponible.

Liste des donateurs. Objets: M^{mes} et MM. A. Sigg-Matthey, Enf. de L. Gautier, P. Dessuzinge, Guye-Rosselet, S. Tschudin, S. Menoud, M.-R. Schmidt, E. Duckert, R. Duckert, R. Bourquin, S. Gonthier, D. Vuilleumier, C. Omari, J. Dubois, P.-A. Borel, A. Streit-Moser, E. Calame, P. Junod, J.-P. Michaud, Ch. Montandon, J. Guye-Montandon, L. Louradour, M. Strasser, Y. Lebet-Courvoisier. *Dons en espèces:* Maurice Evard et Fr. Montandon (= bénéfices «Le Val-de-Ruz à la Belle Epoque») 6000 francs; Crédit Foncier Neuchâtelois, paiement des dépliants Printemps/Automne + couverture de déficits de concerts, environ 2500 francs; Comité scolaire de la Fontenelle (= participation à l'exposition «Histoires de vies») 5000 francs; D.I.P. (idem) 5000 francs. *Dons sur le compte «Château et musée»* (de 10 francs à 100 francs, en moyenne 20 francs par donateur): M^{mes} et MM. S. Droz, Bourquin, M.-L. Tuetey, R. Marchon, A. Bandelier, A.-L. Fritsch, F. Fahrny, P.-Y. Gabus, C. Aiassa, L. Dubois, J. Courvoisier, P.-A. Kramer, E. Hoeter, E. Balmer, E. Meylan, G. Guerdat, M. Rossier, G. Bieler, D. Wertheimer, R. Petitpierre, I. von Aesch, M. Baer, G. Bringolf, A. Mange, C. Vaucher, S. Vaucher, Y. Aeschlimann, A.-M. Bonjour, L. Favre-Bulle, M. Wolfrath, A. Lozeron, J. Guilbert, L. Juvet, P.-A. Piaget, J.-C. Schwab, C. Rochat, E. Ryf, P.-A. Steiner, B. Grandjean, I. Avondo, L. Obrist, J. Perrinjaquet, M. Vuillemin, C. Geninasca, M.-F. Javet, C. Comtesse, J. Cachelin, E. Uberti, E. Jeanneret, R. Huttenlocher, M. Kloeti, E. Bertram, J.-L. Guillaume, G. Dubois, E. Cuche, J.-M. Elzingre, Y. Robert, C. Borel, M. Senft, P. Comina, H. Guye, P. de Reynier, J.-L. Giovanoni, L. Sauvain, Centre d'éducation ouvrière, F. de Dardel, M. de Coulon, H. Schlesinger, J.-P. Bonjour, W. Haag, G. Sandoz, J. Balmer, Cl. Cuche, C. Amiet, F. Cuche, F. Gertsch.

Réception des nouveaux membres de la SHAN. Vincent Barberat, Jean-Paul Boillat, Gérald Bouquet, Christine Chautems, Béatrice de Coulon, Lucien Chopard dit Jean, Anne-Marie Droz, Janie Ecabert, Derck Engelberts, Estelle Fallet, Michel Graber, Marie-Louise Halferl-Robert, Cécile Huber, F. Jeanneret-Zahnd, Nicole Kissling, Pierre Moor, M^{me} Perriard-Volario, Sylvain Piaget, Benoît de Pourtalès, Pascal Quartier, Jean-Claude Rebetez, Jean-Luc Renck, Françoise Sauser, M^{me} Schopp, Marguerite Spoerri, Charles-Emile Thiébaud, Pierre Y. Troutot. Malgré l'apport important de ces nouveaux membres, la société accuse un déficit de 9 personnes, compte tenu des 8 décès et 26 démissions survenus.

Membres vétérans. Pierre Bachmann, Colette Bourquin et Jean-Pierre Bourquin sont membres de la SHAN depuis cinquante ans.

Modification de l'article 19 des statuts. Suite au renvoi à l'étude de cet article, le consensus n'ayant pas été obtenu l'an passé, le comité propose de remplacer la locution «part égale» par «le comité réparti équitablement». Cette modification est l'expression d'un esprit de bienveillance, qui remplace une stricte répartition des fonds alloués, pouvant donner lieu à des contestations. Cette modification est approuvée à l'unanimité, moins une abstention.

Nomination du nouveau comité. Membres sortants: Simone Apothéloz, trésorière depuis 1982; Nicole Bosshart, membre du comité depuis 1979, secrétaire depuis 1987; Maurice de Tribolet, président; Philippe Gern, membre depuis 1962, et Rémy Scheurer, également membre du comité depuis 1970. *Nouveaux membres du comité:* Estelle Fallet, secrétaire aux verbaux, Graziella Lesch-Sartorelli, trésorière, Marie-Jeanne Ducommun, Derck Engelberts et Dominique Quadroni.

La nomination de M. Philippe Henry en tant que président de la société est accueillie par des applaudissements. M. de Tribolet remercie chacun des membres sortants de leur fidélité en leur remettant une attention et en assurant chacun de son amitié. M. Philippe Henry exprime à son tour à M. de Tribolet sa reconnaissance quant à sa disponibilité, aux multiples tâches qu'il a accomplies durant son mandat et souligne tout l'apport dont a bénéficié la société grâce à son activité d'archiviste cantonal.

Nomination des vérificateurs de comptes. MM. P.-A Piaget et R. Poget demandent à être remplacés avec effet immédiat. Le comité de la société est chargé de repourvoir ces postes.

Cotisation et budget. La cotisation de 40 francs est maintenue. Le comité propose de créer une cotisation pour couple, dont le montant serait de 60 francs et qui serait soumise aux membres de la société dans un prochain courrier. Cette proposition est adoptée sans objection.

Fête d'été à Valangin. La 118^e Fête d'été, agendée au 12 septembre 1992, sera l'occasion de commémorer la réunion, en 1592, de la Seigneurie de Valangin au Comté de Neuchâtel. Trois conférences seront prononcées sur ce sujet: MM. M. de Tribolet et R. Scheurer décriront les modalités et les aspects économiques et sociaux de ce rattachement à la fin du Moyen Age, tandis que M. A. Grandjean parlera de la construction de la route de la Vue-des-Alpes. Cet exposé sera complété par une visite de l'actuel chantier du tunnel de la Vue-des-Alpes.

Divers. M. Willy Haag attire l'attention de l'assemblée sur le sort du Cénotaphe des comtes de Neuchâtel, qui a fait l'objet de communications du professeur L.-E. Roulet, de Marc Staehli et d'une équipe de l'EPFL, dans un colloque consacré à la restauration des monuments. Le comité se déclare encore une fois convaincu de l'importance de ce monument.

Conférence de M. Hugues Jahier, historien préparant actuellement une thèse sous la direction de Maurice Crouzet à la Sorbonne: Le Neuchâtel horloger des années 1750-1790: une reconnaissance du label manufacturier anglais. Grâce aux archives de la famille Mandrot, négociants à Yverdon, M. Jahier s'attache à relater les échanges commerciaux qui furent entretenus entre l'Angleterre et la Suisse romande au milieu du XVIII^e siècle. Il met en évidence le rôle de fournisseurs et d'intermédiaires que jouent les Mandrot auprès de leur clientèle neuchâteloise s'étendant des Verrières, Fleurier, La Brévine, à Neuchâtel, et surtout au Locle et à La Chaux-de-Fonds. Parmi cette clientèle, on trouve les noms d'horlogers célèbres, tels J. Perret-Gentil, Beausang et Borel, A. Ducommun, D. Courvoisier, D.-J. Robert, D. Gagnebin ou Fr. Bovet, A. Matthey et Pierre Jaquet-Droz. La maison de négociants yverdonnois possédait un commissionnaire exclusif à Londres, en la personne de Philippe DuBois, du Locle. C'est en collaboration avec lui que Mandrot fut pendant longtemps à même de proposer aux horlogers des Montagnes les limes, outils et fournitures d'acier de qualité, dont ils se servaient pour fabriquer notamment leurs pignons. En période de crise (dès 1790), on se rend compte combien la Principauté est dépendante des arrivages d'acier anglais.

Estelle FALLET

118^e FÊTE D'ÉTÉ

CHÂTEAU DE VALANGIN

samedi, 12 septembre 1992

Pour la seconde année consécutive, en lieu et place de la traditionnelle visite dans une commune neuchâteloise, le comité de la SHAN a décidé de célébrer, lors de sa fête d'été, le «400^e anniversaire de la réunion de la Seigneurie de Valangin au Comté de Neuchâtel».

La manifestation fut en outre enrichie par la proclamation du Prix Bachelin d'histoire, attribué à M^{lle} Dominique Quadroni et M^{me} Beatrice Sorgesa Miéville, toutes deux collaboratrices scientifiques à l'Institut d'histoire de l'Université de Neuchâtel.

Un large public s'était réuni au château de Valangin pour entendre trois riches conférences, dont les propos ont tout à la fois mis en exergue l'unité réelle du Pays neuchâtelois, dès le Moyen Age, et quelque peu démystifié le contraste moderne entretenu entre le haut et le bas du canton. Rappelons que M. Maurice de Tribolet s'est exprimé sur ce thème de l'unité, avec un exposé intitulé *Unité et diversité: le «pays» de Valangin à la fin du Moyen Age*. M. Rémy Scheurer a précisé les termes contextuels de cette unité, dont M. de Tribolet avait fait sentir l'existence au travers de la coutume et en situant les divergences au niveau du pouvoir exercé respectivement par les communautés. L'évocation de M. Scheurer avait pour titre: *La seigneurie de Valangin à la fin du XVI^e siècle*. Enfin, M. Antoine Grandjean a retracé l'histoire de la route de la Vue-des-Alpes, en démontrant comment, de corvée médiévale, elle est devenue trait d'union entre les Montagnes et le Littoral neuchâtelois: *La route de la Vue-des-Alpes du Moyen Age à la République: trait d'union ou pomme de discorde?*

Après le repas servi aux Hauts-Geneveys, une cinquantaine de personnes ont visité le pavillon du chantier du tunnel de la Vue-des-Alpes et ont pu franchir le premier tronçon de l'ouvrage sous la conduite de M. Jean-Marie Bidet, technicien chargé de l'information. Ce fut l'aboutissement parfait de cette journée, pendant laquelle on entendit débattre, au sein des participants, de cette fameuse différence entre Neuchâtelois du Haut et du Bas, preuve que les exposés entendus ont provoqué des réflexions. Nous espérons que celles-ci soient positives et placées sous le signe de l'ouverture!

Estelle FALLET

RAPPORT SUR LE PRIX BACHELIN D'HISTOIRE 1992

Le jury désigné par le Comité de la Société d'histoire pour attribuer le Prix Bachelin d'histoire 1992 a décidé à l'unanimité de récompenser non pas une seule personne, selon la coutume, mais deux, et qui plus est, deux *historiennes* neuchâtelaises. Le dédoublement du prix n'est pas une innovation, contrairement au degré de sa féminisation !

Les deux lauréates sont, par ordre alphabétique, M^{lle} Dominique Quadroni et M^{me} Beatrice Sorgesa Miéville. La qualité de leurs travaux devait être à nos yeux récompensée, au moment où leurs efforts venaient d'aboutir à la publication de deux livres marquants.

M^{lle} Dominique Quadroni, d'origine tessinoise, a accompli toute sa scolarité et ses études à Neuchâtel, obtenant en 1978 une licence ès lettres couronnée par un mémoire en histoire médiévale, consacré à la situation des églises dans le Comté de Neuchâtel et la Seigneurie de Valangin au XV^e siècle. Ayant tâté de l'enseignement secondaire, M^{lle} Quadroni opte rapidement pour la recherche en devenant assistante à l'Institut d'histoire de l'Université de Neuchâtel, puis collaboratrice scientifique du Fonds national de la recherche scientifique auprès du même institut, puis chef de travaux, enfin à nouveau collaboratrice scientifique. A ces divers titres, M^{lle} Quadroni prend une part décisive aux recherches collectives qui se mènent à l'Université sous l'impulsion du professeur Scheurer, en particulier les enquêtes sur le passage des réfugiés huguenots le long du Jura et dans la vallée de la Broye, puis sur le Refuge huguenot dans le Pays de Vaud, enfin sur l'histoire de la Seconde Académie de Neuchâtel, recherche aujourd'hui en cours. Parallèlement, M^{lle} Quadroni entreprend une thèse de doctorat sur le Refuge huguenot et vaudois dans la Principauté de Neuchâtel aux XVII^e et XVIII^e siècles.

Plusieurs publications reflètent ces diverses orientations, publications solides, toutes marquées par un grand souci de précision et de rigueur. Soit, pour l'essentiel, un article résumant son mémoire de licence dans le *Musée neuchâtelois*, en 1981 ; en collaboration avec Rémy Scheurer, un *Répertoire de la correspondance de Guillaume Farel*, qui fait autorité, en 1983 ; plusieurs articles dans le *Musée neuchâtelois* et dans la *Revue suisse d'histoire* rendant compte de l'avancement de l'étude du Refuge huguenot en terre neuchâteloise, en 1985 ; une contribution au premier volume de l'*Histoire du Pays de Neuchâtel*, sur « L'Eglise dans la société médiévale », en 1989. Par ailleurs M^{lle} Quadroni a présenté à plusieurs reprises ses résultats sous forme de conférences ou de contributions lors de divers colloques.

Il y a quelques mois enfin (1991), a paru, sous la double plume de Dominique Quadroni et de Marie-Jeanne Ducommun, également assistante scientifique à l'Institut d'histoire, une première synthèse des travaux consacrés ces dernières années au Refuge huguenot, sous le titre *Le Refuge protestant dans le Pays de Vaud (fin XVII^e-début XVIII^e s.) — Aspects d'une migration*, première

publication de l'Association suisse pour l'histoire du Refuge huguenot. Fruit de plusieurs années de travail, ce livre dépoussière et renouvelle fondamentalement un sujet trop longtemps teinté d'idées toutes faites et de mythologie, dans une définition géographique vaudoise, mais qui n'exclut pas de multiples franchissements de frontières ou parallèles avec le cas de Neuchâtel.

A l'aide d'une grande diversité de sources parmi lesquelles dominent les comptes d'assistance et les registres de délibération des Conseils d'une quinzaine de communes vaudoises, l'ouvrage définit d'abord les flux de réfugiés entre 1680 et 1705, caractérise les itinéraires, la chronologie et les modalités de la migration. Puis il met l'accent sur les conditions de l'accueil des réfugiés, sur la politique bernoise d'assistance. En une troisième partie sont examinés les aspects économiques de l'attitude officielle bernoise. Enfin la question de l'établissement et de l'intégration des nouveaux arrivés fait l'objet de la dernière partie.

Au bilan de cette approche très large, très moderne, qui touche aux aspects démographiques, sociaux, économiques et politiques, l'image d'un Pays de Vaud, géographiquement très exposé à la migration, dans lequel, contrairement à l'ensemble du Corps helvétique qui a plutôt servi de passage que de réceptacle, pas moins de 4000 réfugiés environ se sont établis, pour plus de 45 000 qui n'ont fait que passer, la plupart dans les années qui ont immédiatement suivi la Révocation de l'édit de Nantes. Un Pays de Vaud auquel par ailleurs l'apport économique, financier ou technologique des huguenots apparaît négligeable, en dépit des espoirs et des mesures d'encouragement bernois et en raison notamment des réticences corporatistes locales. L'image aussi d'un accueil bernois très sélectif, favorable aux «utiles» et durs envers les possibles «fainéants», par crainte, dans une conjoncture économique très heurtée, d'alourdir les budgets communaux; cette attitude se double toutefois d'encouragements réitérés à la charité privée. En fait les réfugiés apparaissent comme vulnérables, en général pauvres, livrés à la bienveillance locale. Celle-ci n'est pas générale, puisque la population vaudoise adopte envers eux des attitudes très diverses.

La richesse de ce livre est impressionnante; ses conclusions sont présentées avec élégance, clarté, nuance. Il s'agit d'une très belle contribution à l'historiographie de la Suisse d'Ancien Régime.

En considération de l'ensemble des travaux de M^{lle} Quadroni, de l'intérêt de sa contribution à l'étude de l'histoire neuchâteloise — avant même l'achèvement de sa thèse — et particulièrement au vu de la nouveauté et de la solidité de ses travaux sur le Refuge huguenot, le jury du Prix Bachelin et le Comité de notre société sont très heureux de pouvoir la remercier aujourd'hui en lui octroyant le Prix Bachelin d'histoire 1992.

M^{me} Beatrice Sorgesa Miéville, née à Faïdo en Léventine (mais originaire de Colombier, par les vertus matrimoniales de son état civil!), a fait ses classes au Tessin et ses études de lettres à Neuchâtel, y obtenant sa licence en 1977. Assistante en italien, puis enseignante secondaire au Tessin, elle devient ensuite

assistante à l'Institut d'histoire de l'Université, puis, dès 1989, chef de travaux. A ce titre elle anime aujourd'hui une partie des recherches de l'institut.

Pour réaliser ses aspirations à la recherche, M^{me} Sorgesa Miéville a choisi la voie ardue de la démographie historique — le secteur sans doute le plus «scientifique», en tout cas le plus technique, de l'historiographie contemporaine —, en se lançant, il y aura bientôt une petite dizaine d'années, dans une grande thèse de doctorat consacrée à la démographie de Fleurier, thèse qu'après un travail acharné elle vient de soutenir et de publier. La volonté d'aboutir dans cette entreprise d'envergure a limité jusqu'ici le nombre de ses publications. Il convient toutefois de souligner l'intérêt et l'acuité critique de deux articles parus dans le *Musée neuchâtelois*, l'un, en 1984, sur l'état civil neuchâtelois dans l'optique de la démographie historique, l'autre en 1988 sur le premier dénombrement de la population neuchâteloise de 1750.

Mais le jury a choisi M^{me} Sorgesa Miéville comme lauréate en raison première de sa thèse. Celle-ci, éditée par la Société d'histoire en tant que huitième tome de la série de nos publications, grâce au Fonds national suisse de la recherche scientifique, porte le titre suivant: *De la société traditionnelle à l'ère industrielle: les comportements familiaux face au changement économique. Mutations démographiques d'un village horloger du Jura neuchâtelois. Fleurier 1727-1914*. Elle a paru en 1992.

Le but était donc de saisir si et comment les comportements démographiques et les structures familiales fleurisannes évoluent sous l'effet de l'industrialisation horlogère, durant les deux premiers siècles de ce processus, qui voient décupler la population du village, devenu petite ville. Le travail se situe en fait au carrefour de la démographie historique, de l'histoire économique, de l'histoire sociale et de l'histoire des mentalités. Au-delà d'une substantielle contribution à la connaissance du passé neuchâtelois (il s'agit de la première étude poussée en démographie historique neuchâteloise), cette démarche en profondeur, monographique, microdémographique, s'insère dans un débat largement international sur les effets de la modernisation économique, débat qu'elle contribue à enrichir, comme l'ont déjà reconnu plusieurs spécialistes.

Basé sur des sources de maniement très délicat, mises en valeur par un traitement informatique complexe et grâce à la très exigeante méthode de reconstitution des familles, le travail commence par placer Fleurier dans son contexte, puis donne l'image de l'évolution démographique et sociale globale de sa population, avant d'en analyser les composantes démographiques (mortalité, nuptialité, natalité, fécondité) et enfin le mouvement de la taille et de la composition des ménages.

Il n'est pas facile de résumer en quelques mots les résultats obtenus. Pour l'essentiel, les conclusions, très nuancées, montrent que les schémas d'interprétation classiques des interactions industrialisation/démographie s'appliquent mal au cas de Fleurier. En particulier celui d'une croissance démographique naturelle puissante et irréversible, et d'autre part celui d'une destructuration de la famille traditionnelle sous l'influence des mutations économiques. Cette originalité se

relie aux spécificités de l'industrie rurale à domicile et au contexte culturel et mental.

Le premier siècle considéré correspond à une amélioration du niveau de vie qui se traduit par une augmentation importante de la durée moyenne de vie et une croissance de la population. Cette progression ne s'explique toutefois pas au premier chef, comme ailleurs, par une hausse de la nuptialité et de la fécondité, mais par la baisse de la mortalité et par l'immigration proche. En effet, en dépit de l'abaissement de l'âge au mariage et de la plus grande facilité des unions, les stratégies matrimoniales traditionnelles, caractérisées par une grande prudence, ne sont pas bouleversées, alors que la régulation des naissances se développe précocement, pour corriger les effets de cette évolution sur le nombre des enfants. Par ailleurs l'influence de la conjoncture continue à s'exercer sur le rythme de la nuptialité, en particulier sur le mode négatif, comme le montre la phase de récession du début du XIX^e siècle.

Entre 1830 et 1914, en dépit de l'accélération de l'industrialisation, on ne constate pas non plus de mutations familiales profondes. Les continuités l'emportent sur les ruptures, malgré quelques indices de désagrégation. L'institution familiale garde sa consistance, en dépit des bouleversements apportés par l'immigration, en dépit aussi de l'évolution des modes de production horlogère.

Le jury et le Comité de la SHAN, impressionnés par l'ampleur de ce travail, par l'importance, la solidité et l'originalité de ses résultats, par tout ce qu'il apporte à la connaissance de l'histoire du canton, mais conscients aussi de la riche contribution qu'il constitue à une problématique plus générale, sont particulièrement heureux de pouvoir témoigner leur reconnaissance à M^{me} Beatrice Sorgesa Miéville, en lui décernant le Prix Bachelin d'histoire 1992.

Philippe HENRY

TABLE DES MATIÈRES DE L'ANNÉE 1992

QUATRIÈME SÉRIE – QUATRIÈME ANNÉE

	<i>Pages</i>
<i>Bentley-Cranch, D.</i> Le comté de Neuchâtel et une célèbre beauté du XVI ^e siècle: Jacqueline de Rohan-Gié, marquise de Rothelin (1520-1586)	3
<i>Boschung, Bernard et Zosso, Alain.</i> La cour Marval à Neuchâtel. Recherches historiques et investigations archéologiques	99
<i>Cop, Raoul.</i> Le fermage dans les Montagnes neuchâteloises aux XVII ^e et XVIII ^e siècles (1600-1806)	13
<i>Courvoisier, Jean.</i> Les voyages du Chaux-de-Fonnier Louis Courvoisier en Italie du Nord vers 1800	57
<i>Favre, Maurice.</i> Daniel Jeanrichard	45
<i>Jaccard, Madeleine.</i> Auguste Jaccard. Sa vie (1833-1895)	139
<i>Mysyrowicz, Ladislas.</i> La hiérarchie des fortunes dans le canton de Neuchâtel en 1875	147
<i>Roulet, Louis-Edouard.</i> M ^e Jean-Pierre Michaud	43
– Un cahier d'archéologie médiévale	97
– Toujours le monument des comtes de Neuchâtel	125
<i>Tissot, Nathalie.</i> Protection juridique des vestiges archéologiques, problèmes liés au droit des expropriations et de l'aménagement du territoire	83
<i>Van den Berghe, Marc.</i> Une «nouvelle» source d'informations sur les automates Jaquet-Droz: l'Encyclopédie d'Yverdon	29
<i>Zosso, Alain et Boschung, Bernard.</i> La cour Marval à Neuchâtel. Recherches historiques et investigations archéologiques	99

BIBLIOGRAPHIE

<i>Histoire du Pays de Neuchâtel.</i> Tome II. <i>De la Réforme à 1815</i> (Jean Courvoisier)	35
<i>Notes de lecture</i> (Jean Courvoisier)	39
Philippe Gern et Silvia Arlettaz, <i>Les relations franco-suisses au XIX^e siècle. La confrontation de deux politiques économiques</i> (Jacques Ramseyer)	92
Charles Thomann, <i>La Chaux-de-Fonds... malicieusement vôtre</i> (Jacques Ramseyer)	134

Marie-Jeanne Ducommun et Dominique Quadroni, <i>Le Refuge protestant dans le Pays de Vaud</i> (Louis-Edouard Roulet)	135
--	-----

CHRONIQUE

Société d'histoire et d'archéologie du canton de Neuchâtel: Assemblée générale, au château de Valangin, samedi 13 juin 1992 (Estelle FALLET), p. 163 — 118^e Fête d'été, au château de Valangin, samedi 12 septembre 1992 (Estelle FALLET), p. 170. — Rapport sur le Prix Auguste Bachelin d'histoire 1992 (Philippe HENRY), p. 171.

ILLUSTRATIONS DE LA COUVERTURE

- N° 1. Photographie d'un dessin de Jacqueline de Rohan-Gié.
- N° 2. Le monument de Daniel Jeanrichard au Locle.
- N° 3. La cour Marval à Neuchâtel.
- N° 4. Notions élémentaires de géologie.

PLANCHES HORS TEXTE

Fig. 1. Portrait de Jacqueline de Rohan-Gié	4
Fig. 3. Dessin de Jacqueline de Rohan-Gié	6
Fig. 4. Copie d'un dessin de Jacqueline de Rohan-Gié	8
Fig. 1. Maison de Daniel Jeanrichard	52
Dernière page de la lettre de Louis Courvoisier	77
Fig. 2. Plan des principaux vestiges de la cour Marval	111
Fig. 4. Cour Marval. Coupe des bâtiments	114
Fig. 6. Cour Marval. Plan du premier étage des bâtiments	116
Graphique 1. Revenus du travail	155
Graphique 2. Répartition des fortunes	157

ILLUSTRATIONS DANS LE TEXTE

Fig. 2. Portrait de Jacqueline de Rohan-Gié	5
Croquis des déplacements de Louis Courvoisier en Italie	65
Fig. 2. Ferme du Creux-des-Olives	71
Fig. 1. Cour Marval. Vue de la fouille	108
Fig. 3. Développement de la ville de Neuchâtel	112
Fig. 5. Coupe transversale du bâtiment central	115
Fig. 7. Cartouche gravé	117
Fig. 8. Château d'Aigle	118

